

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Guide statistique de la fiscalité directe locale 2013-2014

Statistiques fiscales
sur les collectivités locales

29ème édition / Janvier 2016

DIRECTION GÉNÉRALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Le « **Guide statistique de la fiscalité directe locale 2013-2014** »
a été élaboré au Département des Études et des Statistiques Locales
de la Direction Générale des Collectivités Locales
par Alain BOUYACOUB

Janvier 2016

	pages
Sommaire	3
Introduction	4
 1. La fiscalité directe locale : données de cadrage	 5
 2. La fiscalité directe locale en 2013 et 2014, toutes collectivités	 8
2.1 Analyse d'ensemble : une progression hétérogène des produits	8
2.2 Tableaux d'ensemble, toutes collectivités	12
 3. La fiscalité directe des communes et de leurs groupements en 2013 et 2014	 17
3.1 La fiscalité directe des communes et de leurs groupements - tableaux d'ensemble	17
3.2 Taxe et redevance d'enlèvement des ordures ménagères	21
3.3 Les groupements à fiscalité propre	23
 4. La fiscalité départementale en 2013-2014	 28
4.1 La taxe foncière sur les propriétés bâties	28
4.2 Impôts économiques	29
4.3 Produit globale de la fiscalité directe	29
 5. La fiscalité régionale en 2013-2014	 31
 6. Les contributions de l'État	 36
6.1 Les contributions versées par l'Etat au titre des taxes « ménages »	37
6.2 Les contributions versées par l'Etat au titre des impôts économiques	39
 ANNEXES	
Plan des annexes	41
Annexe 1 : Les indicateurs moyens de référence du secteur communal	44
Annexe 2 : Les indicateurs moyens de référence sur la TEOM et la REOM	110
Annexe 3 : Les indicateurs moyens de référence des groupements à fiscalité propre	126
Annexe 4 : Les données (bases, taux et produits) des départements	132
 Glossaire	 146

GUIDE STATISTIQUE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE 2013-2014

Le présent ouvrage constitue la vingt-neuvième édition *du guide statistique de la fiscalité directe locale*. Il porte sur les deux exercices 2013 et 2014, dont le dernier a connu la mise en place d'une fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

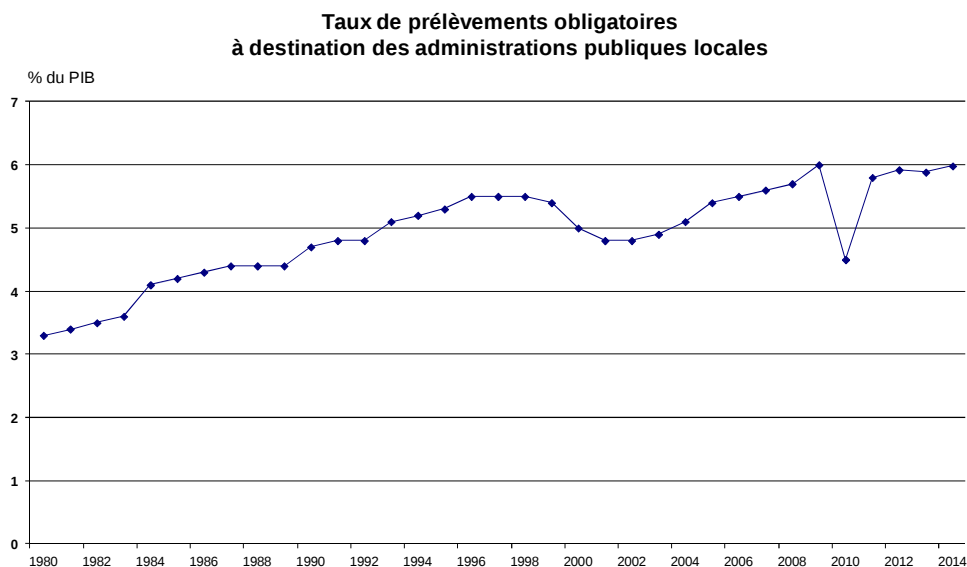
Ce guide fournit pour l'ensemble des collectivités et pour chaque type d'entre-elles des indicateurs de référence sur les taxes « ménages » et les impôts économiques. Pour le secteur communal, des données de référence sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ont été ajoutées, et, à titre informatif, quelques autres plus succinctes sur la redevance des ordures ménagères. Enfin, un descriptif de l'intervention de l'État dans la fiscalité locale figure en fin d'ouvrage.

Les données chiffrées de ce guide sont des données définitives issues des fichiers du Recensement des Éléments d'Impositions (REI) de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). Ainsi, la coopération des services de la DGFIP est essentielle pour réunir l'ensemble des données statistiques. Le Département des Études et des Statistiques Locales (DESL) de la direction générale des collectivités locales (DGCL) les en remercie cordialement.

1. La fiscalité directe locale : données de cadrage

En termes de la comptabilité nationale, l'ensemble des prélèvements obligatoires en France s'élève à 946,7 Md€ en 2013 et 957,7 Md€ en 2014, ce qui représente respectivement 44,7 % et 44,9 % du produit intérieur brut (PIB), soit une hausse respective de 0,9 et 0,2 point pour chacune de ces deux années.

Le taux de prélèvements obligatoires à destination des Administrations Publiques Locales (APUL) a considérablement augmenté au cours des dernières décennies, notamment en raison de la décentralisation et du financement des transferts de compétences par des transferts de fiscalité.



Remarques :

- Année 2010 : une compensation relais de la TP a été versée par l'Etat aux collectivités locales à la place du produit fiscal de TP habituel, d'où la chute des prélèvements à destination des APUL.
- Le champ des APUL en comptabilité nationale est légèrement différent de celui des collectivités locales (pour en savoir plus, se reporter à l'annexe 1 de l'OFL 2015, pages 69 et 70).

Source : Insee, Comptes nationaux, base 2010.

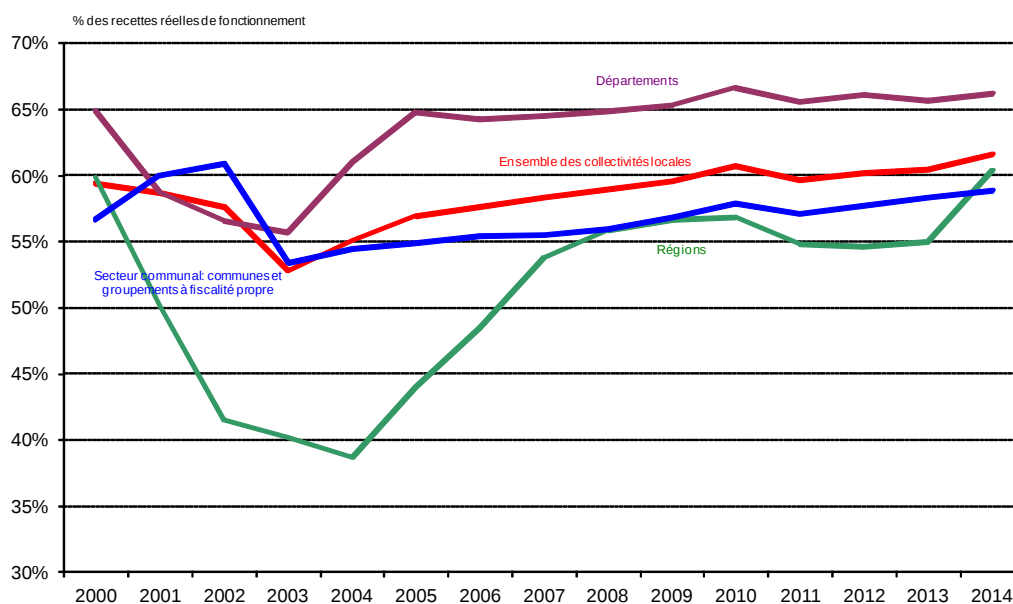
La mise en place de la réforme de la taxe professionnelle a marqué un léger tournant dans l'évolution de ce taux. En effet, l'année 2010 constitue un point " aberrant " pour le calcul du taux de prélèvements obligatoires à destination des APUL, puisqu'une dotation de l'Etat a remplacé temporairement un impôt local durant cet exercice.

Les administrations publiques locales (APUL) sont destinataires, *in fine*, en 2013 de 124,5 Md€ et en 2014 de 127,6 Md€, soit respectivement 5,9 % et 6,0 % du PIB, ou encore 13,2 % et 13,3 % de l'ensemble des prélèvements obligatoires réalisés en France.

La fiscalité locale des collectivités territoriales (communes, départements et régions) et des groupements à fiscalité propre

Les ressources fiscales occupent une place prépondérante dans les recettes de fonctionnement des collectivités. Le poids des impôts et taxes dans les recettes de fonctionnement de l'ensemble des collectivités atteint 61,6 % en 2014. Cette part est cependant plus importante pour les départements : 65,6 % en 2013 et 66,2 % en 2014. L'année 2014 est marquée par la forte croissance enregistrée par les régions (+5,4 points entre 2013 et 2014) qui s'explique, en grande partie, par l'attribution d'un nouveau panier fiscal en remplacement de la dotation générale de décentralisation (DGD) liée à la formation professionnelle et à l'apprentissage.

Poids des impôts et taxes* dans les recettes de fonctionnement



* Y compris la compensation relais de la taxe professionnelle pour 2010.

Remarque : en 2010, la compensation relais de la taxe professionnelle versée par l'Etat a été comptabilisée en tant que taxe dans les comptes financiers des collectivités, contrairement à ce qui a été fait en comptabilité nationale pour le taux de prélèvements obligatoires à destination des APUL.

Source : DGFIP.

Les impôts et taxes dans les recettes de fonctionnement

Ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre

	en milliards d'euros				
	2010	2011	2012	2013	2014*
Recettes de fonctionnement	178,9	185,5	189,0	192,2	193,5
Impôts et taxes	108,6	110,7	113,8	116,2	119,2
- dont impôts locaux**	73,2	69,5	72,3	75,8	76,2
- autres impôts indirects et taxes	35,4	41,2	41,5	40,4	43,0

Communes

	en milliards d'euros				
	2010	2011	2012	2013	2014*
Recettes de fonctionnement	74,5	77,0	78,3	79,3	79,3
Impôts et taxes	44,3	46,0	47,2	48,3	48,7
- dont impôts locaux**	29,7	30,7	31,8	32,6	32,7
- dont fiscalité reversée	8,7	8,9	9,0	9,5	9,9
- autres impôts indirects et taxes	6,0	6,4	6,4	6,3	6,2

Groupements de communes à fiscalité propre

	en milliards d'euros				
	2010	2011	2012	2013	2014*
Recettes de fonctionnement	30,8	32,1	33,2	34,7	35,3
Impôts et taxes	20,2	20,1	21,1	22,2	22,9
- dont impôts locaux**	15,9	15,8	16,6	17,9	18,3
- autres impôts indirects et taxes	4,3	4,2	4,4	4,4	4,5

Départements

	en milliards d'euros				
	2010	2011	2012	2013	2014*
Recettes de fonctionnement	60,6	63,2	63,9	64,7	66,1
Impôts et taxes	40,4	41,4	42,2	42,5	43,8
- dont impôts locaux**	22,6	18,6	19,4	20,5	20,6
- autres impôts indirects et taxes	17,8	22,8	22,8	22,0	23,2
dont droits de mutation	7,1	8,6	8,0	7,2	7,8
dont TICPE	6,2	6,5	6,5	6,5	6,5
dont TSCA	3,2	6,3	6,6	6,7	6,7

Régions

	en milliards d'euros				
	2010	2011	2012	2013	2014*
Recettes de fonctionnement	21,8	22,2	22,5	22,9	22,6
Impôts et taxes	12,4	12,1	12,3	12,6	13,6
- dont impôts locaux**	5,1	4,4	4,5	4,8	4,6
- autres impôts indirects et taxes	7,3	7,8	7,8	7,8	9,0
dont cartes grises	1,9	2,1	2,1	2,0	2,1
dont TICPE	3,9	4,1	4,1	4,2	4,7

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux de 2010 comprennent la compensation-relais de la taxe professionnelle.

Attention : les données figurant pour l'ensemble des collectivités ne correspondent pas à la somme des opérations "ensemble des collectivités territoriales" et "groupements à fiscalité propre" : les versements fiscaux des groupements vers les communes ont été neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

Source : DGFIP, comptes de gestion.

2. La fiscalité directe locale en 2013 et 2014, toutes collectivités

2.1 Analyse d'ensemble : une progression hétérogène des produits

Les résultats globaux ont déjà été publiés dans les Bulletins d'Informations Statistiques (BIS) de la DGCL n°105 d'Avril 2015, pour 2014, et n°99 de Janvier 2014, pour 2013.

(Pour plus de précisions sur ces résultats se reporter à

<http://www.collectivites-locales.gouv.fr/bulletin-d'information-statistique-bis-1>)

Ces données étaient prévisionnelles pour 2013, puisqu'elles correspondaient aux éléments dont disposent les collectivités locales et leurs groupements lors de l'élaboration de leurs budgets en début d'année (bases prévisionnelles et non bases définitives), et définitives pour 2014 (source REI, DGFIP).

Les résultats présentés ici, pour 2013 et 2014, correspondent aux données issues des fichiers REI de la DGFIP, c'est-à-dire aux données définitives connues en fin d'exercice et effectivement perçues.

En 2014¹, les collectivités locales ont perçu 75,9 Md€ de recettes fiscales directes. A ce produit global s'ajoute celui de la taxe d'enlèvement sur les ordures ménagères (TEOM), impôt direct facultatif, d'un montant de 6,4 Md€, perçu par le bloc communal (y compris, le cas échéant, les syndicats compétents).

Ce produit est la somme des recettes des trois taxes « ménages », pour 50,9 Md€, et des recettes des impôts économiques, pour 25,1 Md€. La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) constitue la part essentielle de ces impôts économiques : environ deux tiers (63,5 %). Elle provient pour 76,0 % des entreprises, et pour les 24,0 % restants de l'Etat via le dégrèvement barémique. La cotisation foncière des entreprises (CFE), qui repose sur une base locative réduite par rapport à celle de la taxe professionnelle (les équipements et biens mobiliers ne sont plus retenus), en représente 27,8 %. Les IFER et la TASCOT forment le complément, soit respectivement 5,8 % et 2,8 %.

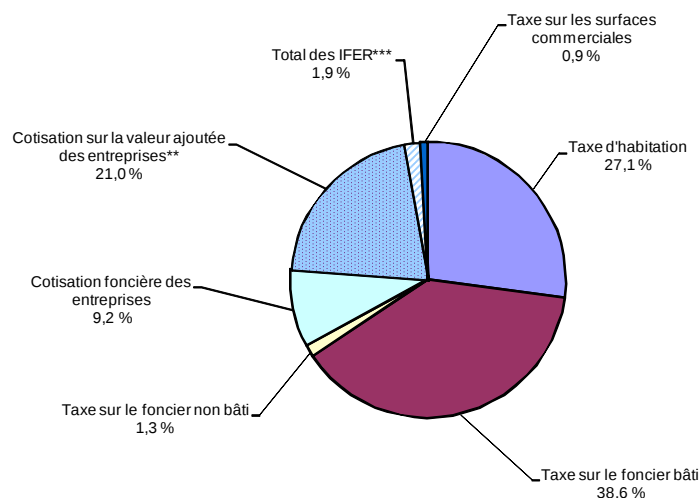
Par ailleurs, les collectivités reçoivent 3,3 Md€ de dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), au titre du mécanisme de compensation des ressources fiscales avant et après réforme.

Pour en savoir plus sur les mécanismes de compensation des pertes de recettes subies par les collectivités territoriales du fait de la suppression de la taxe professionnelle, se reporter à l'annexe 8 de l'OFL 2014, pages 151 à 153.

¹ Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

Plus des deux tiers du produit global de fiscalité directe proviennent des taxes « ménages », l'autre tiers des impôts économiques.

Produit global de fiscalité directe de l'ensemble des collectivités locales en 2014*



* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** CVAE due + CVAE dégrévée.

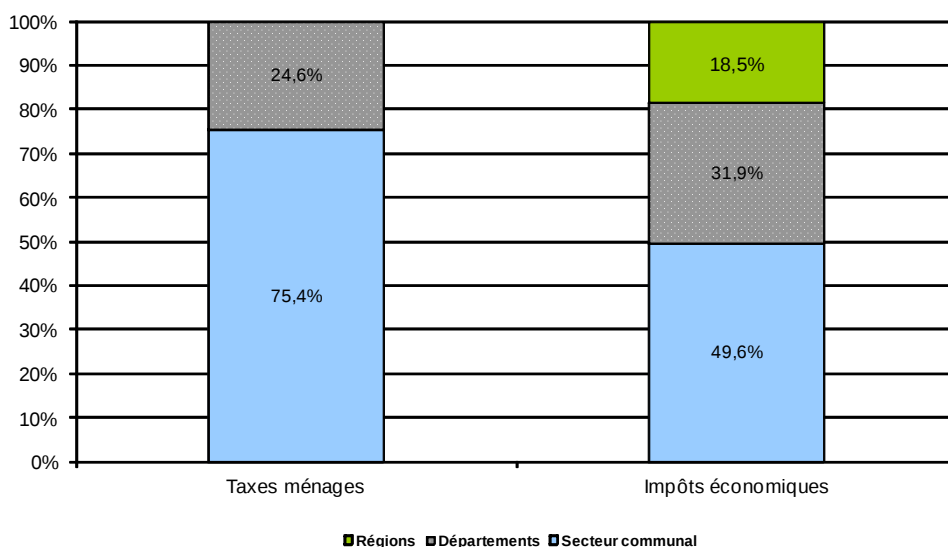
*** IFR : impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Une nouvelle redistribution de la fiscalité locale entre collectivités

En 2014, les produits des taxes « ménages » vont pour les trois quarts au secteur communal et pour le quart restant aux départements. Quant aux impôts économiques, le secteur communal se voit affecter environ la moitié des impôts économiques, les départements un peu moins d'un tiers et les régions un peu moins d'un cinquième.

Répartition de la fiscalité directe locale en 2014*



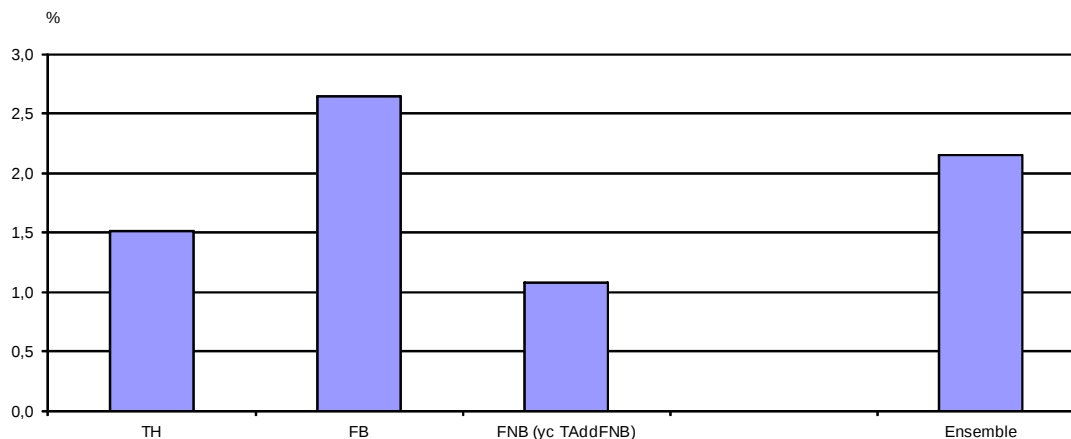
* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Une évolution contrastée des produits

Les produits 2014, hors Mayotte, des trois taxes « ménages » sont en hausse de 2,2 % par rapport à ceux de 2013, la hausse la plus importante étant celle de la taxe foncière sur les propriétés bâties : 2,6 %.

Evolution des produits des taxes ménages
entre 2013 et 2014*



* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A champ comparable² et hors les syndicats à contributions fiscalisées³, le produit total des taxes ménages a progressé de 2,2 % entre 2013 et 2014, dont 1,8 % est imputable à l'évolution des bases et 0,4 % seulement à celle des taux. D'une part les départements sont moins nombreux qu'en 2013 à avoir augmenté leur taux (13 contre 36 départements). D'autre part, dans le secteur communal, les taux ont peu augmenté en 2014, comme c'est généralement le cas en année électorale.

Produits perçus des taxes « ménages » : évolution, effet base, effet taux
France hors Mayotte

Type de collectivité	Evolution du produit				Effet base				Effet taux			
	TH	FB	FNB	Ensemble	TH	FB	FNB	Ensemble	TH	FB	FNB	Ensemble
Communes*												
Communes isolées	1,14	1,73	0,31	1,40	0,86	1,47	0,13	1,13	0,29	0,26	0,18	0,27
Communes membres d'un EPCI à FA**	1,56	2,79	0,82	2,01	1,25	2,41	0,79	1,69	0,30	0,38	0,03	0,32
Communes membres d'un EPCI à FPU	1,38	2,42	0,86	1,93	1,22	2,28	0,69	1,78	0,15	0,14	0,17	0,15
Ensemble des communes	1,38	2,41	0,84	1,89	1,19	2,23	0,71	1,71	0,19	0,17	0,13	0,18
EPCI*												
EPCI à FA**	2,36	3,41	1,77	2,74	1,25	2,43	0,82	1,70	1,09	0,95	0,94	1,02
EPCI à FPU	1,68	11,18	1,08	2,46	1,21	2,22	0,76	1,29	0,46	8,76	0,32	1,16
Ensemble des EPCI	1,74	7,65	1,50	2,50	1,21	2,32	0,80	1,35	0,52	5,21	0,70	1,14
Ensemble du secteur communal***	1,51	2,81	1,12	2,07	1,20	2,22	0,75	1,63	0,31	0,58	0,37	0,43
Départements		2,43		2,43		2,33		2,33		0,09		0,09
Ensemble des collectivités***	1,51	2,65	1,12	2,16	1,20	2,27	0,75	1,80	0,31	0,37	0,37	0,35

* A statut identique pour les communes (33 787 communes) ; et à nature juridique, fiscale et périmètre identiques pour les EPCI à fiscalité propre (1 681 EPCI).

** FA : fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle avec ZAE, fiscalité additionnelle avec ZDE, fiscalité additionnelle avec ZAE et ZDE.

*** Hors syndicats à contributions fiscalisées.

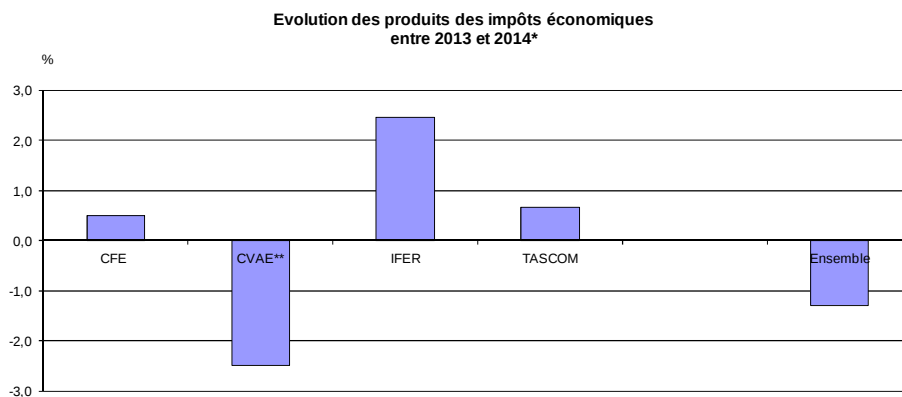
Remarque : en 2014, hors Mayotte, on recense 36 664 communes et 2 145 EPCI à fiscalité propre.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

² Hors Mayotte.

³ Les syndicats à contributions fiscalisées votent un produit et non un taux.

Le produit global, hors Mayotte, des impôts économiques a baissé de 1,3 % par rapport à celui de 2013.



* Hors Mayotte.

** CVAE due + CVAE dégreuvée.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Cette évolution s'impute principalement au fléchissement de la CVAE (-2,5 %) en 2014, contrecoup de la croissance exceptionnelle de 2013 (+7,5 %). A champ comparable⁴ et hors les syndicats à contributions fiscalisées, la hausse du produit de CFE atteint 0,6 % en 2014, dont 0,2 % est imputable à l'augmentation des bases et 0,4 % à celle des taux. Ces taux d'évolution ne tiennent pas compte des mécanismes de prise en charge sur les bases minimum de 2012 et 2013.

**Produit perçu de la cotisation foncière des entreprises :
évolution, effet base, effet taux**

France hors Mayotte

Type de collectivité	Evolution du produit	Effet base	Effet taux
Communes*			
Communes isolées	1,58	1,43	0,14
Communes membres d'un EPCI à FA**	0,54	0,30	0,24
Ensemble des communes	1,04	0,84	0,19
EPCI*			
EPCI à FA**	1,96	1,17	0,78
dont hors ZAE et ZDE	1,38	0,50	0,88
en ZAE	5,58	5,34	0,23
en ZDE	5,05	5,05	0,00
EPCI à FPU	0,34	0,10	0,24
Ensemble des EPCI	0,40	0,14	0,26
dont hors ZAE et ZDE	0,37	0,11	0,26
Ensemble du secteur communal***	0,57	0,19	0,38

* A statut identique pour les communes (33 787 communes) ; et à nature juridique, fiscale et périmètre identiques pour les EPCI à fiscalité propre (1 681 EPCI).

** FA : fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle avec ZAE, fiscalité additionnelle avec ZDE, fiscalité additionnelle avec ZAE et ZDE.

*** Hors syndicats à contribution fiscalisées.

Remarque : en 2014, hors Mayotte, on recense 36 664 communes et 2 145 EPCI à fiscalité propre.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

⁴ Hors Mayotte.

2.2 Tableaux d'ensemble, toutes collectivités

Les produits perçus de la fiscalité directe en 2013 et 2014*

		Produit (en millions d'euros)		Évolution** (en%)	Produit par habitant (en euros)	
		2013	2014*		2013	2014*
Secteur communal	Ensemble	50 083	50 826	1,5	758	763
	Taxe d'habitation	20 248	20 556	1,5	306	309
	Taxe sur le foncier bâti	16 356	16 820	2,8	248	252
	Taxe sur le foncier non bâti***	1 002	1 014	1,1	15	15
	CFE	6 935	6 974	0,5	105	105
	CVAE****	4 325	4 218	-2,5	65	63
	IFER	509	533	4,6	8	8
	TASCOM	708	712	0,7	11	11
Départements	Ensemble	20 358	20 472	0,5	308	307
	Taxe sur le foncier bâti	12 194	12 492	2,4	185	187
	CVAE****	7 916	7 720	-2,5	120	116
	IFER	248	260	4,8	4	4
Régions	Ensemble	4 736	4 634	-2,2	72	70
	CVAE****	4 081	3 979	-2,5	62	60
	IFER	655	655	-0,1	10	10
Ensemble des collectivités	Ensemble	75 177	75 932	1,0	1 138	1 140
	Taxe d'habitation	20 248	20 556	1,5	306	309
	Taxe sur le foncier bâti	28 549	29 312	2,6	432	440
	Taxe sur le foncier non bâti***	1 002	1 014	1,1	15	15
	CFE	6 935	6 974	0,5	105	105
	CVAE****	16 323	15 917	-2,5	247	239
	IFER	1 412	1 447	2,4	21	22
	TASCOM	708	712	0,7	11	11

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** Hors Mayotte.

*** Y compris la taxe additionnelle.

**** CVAE due + CVAE dégrever.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits perçus en 2013 et 2014* y compris celui de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères**

		Produit (en millions d'euros)		Évolution*** (en%)	Produit par habitant (en euros)	
		2013	2014*		2013	2014*
Secteur communal	Ensemble + TEOM	56 336	57 182	1,5	853	858
	Taxe sur le foncier bâti + TEOM	22 610	23 175	2,5	342	348
	TEOM****	6 254	6 356	1,6	111	113
	Syndicats	149	103	-31,3	102	95
	Communes	997	939	-5,9	144	149
	Groupements à fiscalité propre	5 107	5 314	4,1	107	109
	Ensemble des collectivités	81 430	82 288	1,0	1 232	1 235
Ensemble des collectivités	Ensemble + TEOM	81 430	82 288	1,0	1 232	1 235
	Taxe sur le foncier bâti + TEOM	34 803	35 668	2,5	527	535

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** Le produit de la TEOM a bénéficié de la mise en place d'une part incitative, d'un montant de 2,9 M€. Elle n'a concerné que 6 groupements à fiscalité propre regroupant 122 communes.

*** Hors Mayotte.

**** Le calcul du produit par habitant de la TEOM tient compte de la population concernée par cette taxe, et non de l'ensemble de la population du secteur communal.

Remarque : pour les 17 communes de Mayotte, le produit et la base de la TEOM sont nuls.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes* d'imposition en 2013 et 2014**

		Bases nettes (en millions d'euros)		Évolution*** (en %)	Bases nettes par habitant (en euros)	
		2013	2014**		2013	2014**
Secteur communal						
	Taxe d'habitation	84 783	85 846	1,2	1 283	1 288
	Taxe sur le foncier bâti	81 350	83 259	2,2	1 231	1 250
	Taxe sur le foncier non bâti	1 891	1 930	0,7	29	29
	CFE	26 993	27 069	0,2	409	406
Départements						
	Taxe sur le foncier bâti	80 218	82 107	2,2	1 214	1 232

* Les bases nettes de la taxe d'habitation et des taxes foncières sont les bases nettes communales. Pour la CFE, elle est la somme des bases nettes communales, des bases intercommunales en ZAE et en ZDE pour les communes et groupements à FA et des bases intercommunales pour les groupements à FPU.

** Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

*** Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes* en 2013 et 2014 de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction du destinataire**

Destinataire	Bases nettes (en millions d'euros)		Évolution (en %)	Bases nettes par habitant* (en euros)	
	2013	2014**		2013	2014**
Secteur communal	67 760	68 876	1,6	1 205	1 226
Syndicats	1 702	1 159	-31,9	1 156	1 075
Communes	14 714	14 053	-4,5	2 122	2 227
Groupements à fiscalité propre	51 344	53 665	4,5	1 073	1 100

* Le calcul des bases par habitant de la TEOM tient compte uniquement de la population communale concernée par cette taxe.

** Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

Remarque : Pour les communes de Mayotte, le produit et la base de la TEOM sont nuls.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Le détail des bases par type de collectivité est fourni dans l'encadré 1 ci-après.

Les taux moyens en 2013 et 2014*

	Taux moyens (en %)		Évolution**
	2013	2014*	en points
Secteur communal			
Taxe d'habitation	23,88	23,95	0,06
Taxe sur le foncier bâti	20,11	20,20	0,12
Taxe sur le foncier non bâti	48,93	48,53	0,18
CFE	25,69	25,76	0,08
Départements			
Taxe sur le foncier bâti	15,20	15,21	0,03

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** Hors Mayotte.

Remarque : Pour le secteur communal, les taux moyens des taxes votées sont calculés en divisant la somme de leurs produits théoriques (bases*taux) par la somme de leurs bases communales, à l'exception de la CFE, ou il faut additionner les bases intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE aux bases communales.

Pour les départements, le taux moyen est le rapport entre la somme des produits théoriques et la somme des bases départementales.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens en 2013 et 2014* de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères** en fonction du destinataire

Destinataire	Taux moyens (en %)		Évolution
	2013	2014*	en points
Secteur communal			
Syndicats	9,23	9,23	0,00
Communes	8,78	8,86	0,08
Groupements à fiscalité propre	6,78	6,68	-0,10
	9,95	9,90	-0,04

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** Y compris la part incitative à la TEOM.

Remarque : Pour les communes de Mayotte, le produit et la base de la TEOM sont nuls.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Encadré 1

Les bases nettes d'imposition et leur évolution entre 2013 et 2014*

Type de taxe et de base	Montants en millions d'euros		Evolution 2013/2014** en %
	2013	2014*	
Taxe d'habitation			
bases communales	84 783	85 846	1,2
bases syndicales	12 053	11 806	-2,0
bases intercommunales	74 776	78 047	4,4
Taxe foncière sur les propriétés bâties			
bases communales	81 350	83 259	2,2
bases syndicales	10 907	10 771	-1,3
bases intercommunales	34 872	38 488	10,4
bases départementales	80 218	82 107	2,2
Taxe foncière sur les propriétés non bâties			
bases communales	1 891	1 930	0,7
bases syndicales	143	137	-3,8
bases intercommunales	1 841	1 876	1,9
Cotisation foncière des entreprises			
bases communales	6 818	6 027	-12,0
bases syndicales	822	577	-29,8
bases intercommunales	23 549	24 319	3,3
dont en FA hors Zone	3 374	3 278	-2,9
en ZAE	131	120	-9,0
en ZDE	4	4	8,4
en FPU	20 040	20 918	4,4
bases de CFE du secteur communal***	26 993	27 069	0,2
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères			
bases TEOM	67 760	68 876	1,6

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** Hors Mayotte.

*** Bases de CFE du secteur communal = bases communales + bases intercommunales de FA en ZAE et ZDE + bases intercommunales de FPU.

Remarque : Pour les communes de Mayotte, le produit et la base de la TEOM sont nuls.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes diffèrent selon les types de collectivités parce que les exonérations votées par les collectivités peuvent être différentes, et parce que leur champ d'application n'est pas toujours le même. Par exemple : les bases communales englobent toutes les communes, alors que celles des intercommunalités ne comprennent que les bases des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre. De même, sur les territoires imposés à la fiscalité professionnelle unique (FPU) et dans les zones d'activités économiques (ZAE) ou de développement éolien (ZDE), les redevables de la CFE (et des autres impôts économiques) ne sont plus imposés au profit de la commune sur laquelle ils sont implantés, mais au profit du groupement intercommunal à fiscalité propre auquel elle appartient.

L'évolution négative de certaines bases, entre 2013 et 2014, s'explique essentiellement par des changements de structure, notamment le changement de fiscalité de certaines intercommunalités ou leur création. Au final, une partie de la progression des bases d'imposition est forfaitaire et provient de la revalorisation annuelle appliquée aux valeurs locatives, décidée en loi de finances. Cette revalorisation est de + 0,9 % en 2014 et 2015 pour l'ensemble des propriétés bâties et non bâties, après + 1,8 % en 2012 et 2013.

Encadré 2

Les composantes de la base nette d'imposition des propriétés bâties entre 2013 et 2014*

Type de taxe et de base	Montants en millions d'euros		Evolution 2013/2014** en %
	2013	2014*	
Taxe foncière sur les propriétés bâties			
bases communales	81 350	83 259	2,2
dont locaux d'habitation ordinaire	50 653	52 014	2,5
dont locaux d'habitation à caractère sociale	4 171	4 209	0,9
dont locaux d'habitation loi 1948	37	31	-15,8
dont locaux passibles de la TH	447	460	3,0
dont locaux à usage professionnel et commercial	18 290	18 588	1,5
dont locaux établissements industriels et assimilés	7 752	7 956	2,6

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les composantes de la base communale des propriétés bâties enregistrent des évolutions hétérogènes. Les bases des locaux d'habitation ou passibles de la TH connaissent une croissance (+ 2,4 %) supérieure à la moyenne, tandis que les locaux à usages professionnel et commercial, et les établissements industriels et assimilés ont été marqués par un ralentissement de l'évolution de leurs bases (+ 1,8 %). Ce contraste n'a pas, pour autant, modifié la structure des composantes de la base communale : deux tiers pour la première catégorie contre un tiers pour la seconde.

3. La fiscalité directe des communes et de leurs groupements en 2013 et 2014

3.1 La fiscalité directe des communes et de leurs groupements - tableaux d'ensemble

Les produits perçus en 2013 et 2014 par le secteur communal*

		Produit (en millions d'euros)		Evolution (en%)	Produit par habitant (en euros)	
		2013	2014*	2013/2014**	2013	2014*
Secteur communal	Ensemble	50 083	50 826	1,5	758	763
Communes isolées	Ensemble	4 817	3 577	-26,0	928	885
	Taxe d'habitation	1 830	1 331	-27,4	352	329
	Taxe sur le foncier bâti	1 416	1 068	-25,0	273	264
	Taxe sur le foncier non bâti***	20	6	-72,9	3,9	1,6
	CFE	707	538	-24,5	136	133
	CVAE****	766	592	-22,8	148	147
	IFER	30	13	-57,8	5,8	3,1
	TASCOM	47	29	-38,7	9,1	7,2
Communes et groupements à fiscalité additionnelle						
- Communes	Ensemble	4 848	4 680	-3,5	466	494
	Taxe d'habitation	1 969	1 892	-3,9	189	200
	Taxe sur le foncier bâti	1 485	1 435	-3,4	143	152
	Taxe sur le foncier non bâti***	240	217	-9,3	23	23
	CFE	646	637	-1,4	62	67
	CVAE****	314	307	-2,0	30	32
	IFER	113	116	2,5	11	12
	TASCOM	82	76	-7,5	7,9	8,0
- Groupements	Ensemble	1 429	1 348	-5,6	137	142
	Taxe d'habitation	581	542	-6,6	56	57
	Taxe sur le foncier bâti	449	428	-4,6	43	45
	Taxe sur le foncier non bâti	80	73	-8,5	7,7	7,7
	CFE	206,7	198,8	-3,8	20	21
	dont hors zone	177,7	171,6	-3,4	17	18
	en ZAE	28,2	26,3	-6,7	2,7	2,8
	en ZDE	0,8	0,8	7,1	0,1	0,1
	CVAE****	94	87	-7,6	9,1	9,2
	IFER	15	15	0,0	1,4	1,6
	TASCOM	3	3	2,2	0,3	0,3
Communes et groupements à fiscalité professionnelle unique						
- Communes	Ensemble	22 943	24 410	6,4	454	459
	Taxe d'habitation	9 986	10 641	6,6	198	200
	Taxe sur le foncier bâti	12 412	13 182	6,2	246	248
	Taxe sur le foncier non bâti	545	587	7,6	11	11
- Groupements	Ensemble	15 807	16 575	4,9	313	312
	Taxe d'habitation	5 780	6 046	4,6	114	114
	Taxe sur le foncier bâti	485	597	23,0	10	11
	Taxe sur le foncier non bâti***	111	125	11,8	2,2	2,3
	CFE	5 353	5 582	4,3	106	105
	CVAE****	3 151	3 232	2,6	62	61
	IFER	351	389	10,7	7,0	7,3
	TASCOM	575	604	5,0	11	11
Syndicats à contributions fiscalisées						
	Ensemble	239	237	-0,8	28	28
	Taxe d'habitation	103	104	1,2	12	12
	Taxe sur le foncier bâti	109	111	1,4	13	13
	Taxe sur le foncier non bâti	5	5	-1,1	0,6	0,6
	CFE	22	17	-20,4	2,6	2,1

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** Hors Mayotte.

*** Y compris la taxe additionnelle.

**** CVAE due + CVAE dégreuvée.

Remarques : on compte 72 communes isolées au 1^{er} janvier 2014 (dont 17 communes de Mayotte), contre 615 au 1^{er} janvier 2013.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes du secteur communal en 2013 et 2014*

	Bases nettes (en millions d'euros)		Evolution** (en %)	Bases nettes par habitant (en euros)	
	2013	2014*		2013	2014*
Communes isolées					
Taxe d'habitation	10 427	8 174	-21,7	2 008	2 023
Taxe sur le foncier bâti	12 249	10 281	-16,9	2 359	2 545
Taxe sur le foncier non bâti***	41	42	-59,4	7,9	10
CFE	3 439	2 739	-21,1	662	678
Communes et groupements à fiscalité additionnelle					
- Communes					
Taxe d'habitation	11 738	11 198	-4,6	1 129	1 183
Taxe sur le foncier bâti	10 113	9 856	-2,5	972	1 041
Taxe sur le foncier non bâti***	683	620	-9,3	66	65
CFE	3 379	3 288	-2,7	325	347
- Groupements					
Taxe d'habitation	11 785	11 246	-4,6	1 133	1 188
Taxe sur le foncier bâti	10 092	9 564	-5,2	970	1 010
Taxe sur le foncier non bâti	683	618	-9,5	66	65
CFE	3 509	3 401	-3,1	337	359
dont hors zone	3 374	3 278	-2,9	324	346
en ZAE	131	120	-9,0	13	13
en ZDE	3,7	4,1	8,4	0,4	0,4
Communes et groupements à fiscalité professionnelle unique					
- Communes					
Taxe d'habitation	62 618	66 474	6,2	1 240	1 251
Taxe sur le foncier bâti	58 988	63 122	7,0	1 168	1 188
Taxe sur le foncier non bâti	1 166	1 268	8,7	23	24
- Groupements					
Taxe d'habitation	62 991	66 801	6,0	1 248	1 257
Taxe sur le foncier bâti	24 780	28 924	16,7	491	544
Taxe sur le foncier non bâti***	1 158	1 259	8,6	23	24
CFE	20 040	20 918	4,4	397	394
Syndicats à contributions fiscalisées					
Taxe d'habitation	12 048	11 806	-2,0	1 399	1 409
Taxe sur le foncier bâti	10 904	10 771	-1,2	1 266	1 286
Taxe sur le foncier non bâti	143	137	-3,8	17	16
CFE	822	577	-29,8	95	69

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** Hors Mayotte.

*** Hors la taxe additionnelle (elle ne donne pas lieu à un vote de taux).

Remarques : on compte 72 communes isolées au 1^{er} janvier 2014 (dont 17 communes de Mayotte), contre 615 au 1^{er} janvier 2013.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens en 2013 et 2014* dans le secteur communal

	Taux moyens (en %)		Évolution**
	2013	2014*	en points
Communes isolées			
Taxe d'habitation	17,55	16,28	-1,27
Taxe sur le foncier bâti	11,56	10,38	-1,12
Taxe sur le foncier non bâti***	41,87	12,72	-15,77
CFE	20,56	19,66	-0,89
Communes et groupements à fiscalité additionnelle			
<i>- Communes</i>			
Taxe d'habitation	16,77	16,90	0,12
Taxe sur le foncier bâti	14,68	14,56	-0,13
Taxe sur le foncier non bâti***	33,00	32,93	-0,07
CFE	19,11	19,37	0,25
<i>- Groupements</i>			
Taxe d'habitation	4,93	4,82	-0,11
Taxe sur le foncier bâti	4,45	4,48	0,03
Taxe sur le foncier non bâti	11,77	11,90	0,13
CFE	5,89	5,84	-0,05
dont hors zone	5,27	5,24	-0,03
en ZAE	21,48	22,02	0,54
en ZDE	21,12	20,87	-0,25
Communes et groupements à fiscalité professionnelle unique			
<i>- Communes</i>			
Taxe d'habitation	15,95	16,01	0,06
Taxe sur le foncier bâti	21,04	20,88	-0,16
Taxe sur le foncier non bâti	46,75	46,28	-0,48
<i>- Groupements</i>			
Taxe d'habitation	9,18	9,05	-0,13
Taxe sur le foncier bâti	1,96	2,06	0,11
Taxe sur le foncier non bâti***	4,45	4,88	0,43
CFE	26,71	26,69	-0,02
Syndicats à contributions fiscalisées			
Taxe d'habitation	0,85	0,88	0,03
Taxe sur le foncier bâti	1,00	1,03	0,03
Taxe sur le foncier non bâti	3,67	3,77	0,11
CFE	2,67	3,03	0,36

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** Hors Mayotte.

*** Hors la taxe additionnelle (elle ne donne pas lieu à un vote de taux).

Remarques : on compte 72 communes isolées au 1^{er} janvier 2014 (dont 17 communes de Mayotte), contre 615 au 1^{er} janvier 2013.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Analyse détaillée de la fiscalité des communes et de leurs groupements

En raison du fort développement de l'intercommunalité à fiscalité propre, il est indispensable de prendre en compte l'ensemble de la fiscalité du secteur communal dans les indicateurs par strate et par région. La multiplicité des croisements, entre la nature juridique des groupements à fiscalité propre auxquels les communes adhèrent et leur régime fiscal, a conduit à décliner des indicateurs sur la fiscalité du secteur communal en fonction de la taille de la commune et du type de groupement auquel elle appartient.

Ces indicateurs, pour les exercices 2013 et 2014, sont présentés en annexe 1 et 2 de ce rapport.

3.2 Taxe et redevance d'enlèvement des ordures ménagères

La législation offre aux communes et à leurs groupements le choix entre trois modes de financement du service d'élimination des déchets ménagers : la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) ou le budget général.

La TEOM est un impôt direct facultatif additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Elle est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties situées dans une zone où les déchets ménagers sont collectés. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) est établie au nom des propriétaires ou usufruitiers. Elle est ainsi dépourvue de tout lien avec la qualité d'occupant du local mais peut être répercutée par les propriétaires sur leurs locataires.

La redevance d'enlèvement des ordures ménagères est considérée comme la rémunération d'un service précis et identifiable produit par l'administration, dont le montant est en rapport avec ce service. Elle est donc traitée en achat de service marchand et n'apparaît pas dans les prélèvements obligatoires.

- **TEOM**

Au total, 56,2 millions d'habitants sont assujettis au régime de la TEOM. Le produit total de la taxe atteint 6,4 Md€ en 2014, en augmentation de 1,6 % par rapport à 2013 (un peu plus modéré que l'année précédente). En 2014, la proportion de communes sur le territoire desquelles est prélevée la TEOM, que ce soit au niveau communal ou intercommunal, est de 66,7 %.

Le produit de la TEOM a bénéficié de la mise en place en 2014 d'une part incitative, d'un montant de 2,9 M€, dont le but est d'encourager la réduction et le tri des déchets des ménages. Cette part incitative n'a concerné que 6 établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, regroupant 122 communes.

La TEOM : montant des bases, taux, produits et évolutions

	2012	2013	2014*	Evolutions	
				2013/2012	2014*/2013
Base (M€)	65 694	67 770	68 876	3,2%	1,6%
Taux moyen (%)	9,27	9,23	9,23	-0,04	0,00
Produit** (M€)	6 088	6 254	6 356	2,7%	1,6%

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

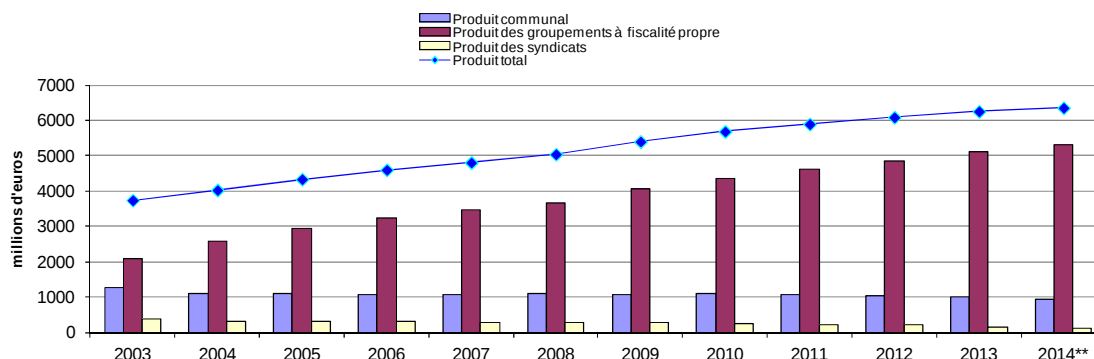
** Y compris la part incitative à la TEOM.

Remarque : Pour les communes de Mayotte, le produit et la base de la TEOM sont nuls.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Le dynamisme du produit de la TEOM s'explique surtout par la croissance des montants perçus par les EPCI à fiscalité propre. La part de la TEOM perçus par ces derniers représente 83,6 % du produit total en 2014, contre 38,9 % en 2002. Dans la même période, la part du produit des communes est tombée de 54,1 % à 14,8 %.

Evolution des produits* de la TEOM en fonction du destinataire



* Y compris la part incitative à la TEOM.

** Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

• REOM

La proportion de communes ayant choisi la REOM en 2014 atteint 29,6 % et représente 8,1 millions d'habitants, soit environ d'un habitant sur huit. Cette redevance atteint presque 697,9 M€ en 2014, soit 9,9 % du total « taxe et redevance » qui s'élève à 7,1 Md€. A noter que 94,4 % de cette redevance est prélevée par les EPCI à fiscalité propre.

Les tableaux détaillés, pour les exercices 2013 et 2014, figurent dans l'annexe 2.

3.3 Les groupements à fiscalité propre

Ils se classent à la fois par nature juridique et régime fiscal :

Nature juridique

Pour en savoir plus, se reporter au guide de la fiscalité directe locale 2011-2012.

Régimes fiscaux

Le régime de fiscalité additionnelle sur les quatre taxes

Les communes continuent à voter des taux sur les taxes « ménages » et votent un taux de CFE. Le groupement vote aussi des taux « additionnels » et perçoit des produits « additionnels » des taxes « ménages » et de CFE en appliquant des taux uniformes sur l'ensemble du territoire intercommunal.

Le régime de fiscalité additionnelle avec une fiscalité professionnelle de zone d'activités économiques (FPZ)

Sur une zone d'activités économiques gérée et développée par le groupement, celui-ci vote un taux uniforme de CFE spécifique à cette zone. L'ensemble de la fiscalité professionnelle de cette zone est perçu par le groupement. En règle générale, ce régime fiscal constitue avant tout un pôle de développement intercommunal pour l'avenir.

Le régime de fiscalité additionnelle avec une fiscalité professionnelle de zone de développement éolien (FPE)

Les communautés de communes soumises au régime de fiscalité additionnelle (avec ou sans zone d'activités économiques) ont la possibilité de se substituer à leurs communes membres pour percevoir les impôts économiques (CFE et IFER), acquittés par les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (éoliennes) implantées sur leurs territoires respectifs. Toutes les éoliennes situées sur le périmètre de l'EPCI sont alors soumises à un taux unique de CFE au profit du groupement. Ce taux se substitue à la fois au taux communal et au taux additionnel du groupement de communes perçus antérieurement.

Le régime à fiscalité professionnelle unique (FPU)

Les communes votent des taux et perçoivent des produits sur les trois taxes « ménages ». En revanche, elles ne perçoivent aucun produit économique (CFE, CVAE, IFER, TASCOT) ni la taxe additionnelle au foncier non bâti.

Le groupement perçoit d'office tous les impôts économiques, une part de la taxe d'habitation et une part de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (qui correspondent à la part des impôts ménages qui ne sont plus perçus par les départements ou les régions du fait de la réforme). Il vote seul un taux unique de CFE sur l'ensemble des communes de l'intercommunalité et peut voter des taux additionnels sur les trois taxes « ménages » : TH, TFNB hors taxe additionnelle et TFB. Si un EPCI souhaite renoncer à l'une de ces recettes, son conseil doit opter pour un taux nul. La Métropole de Nice-Côte d'Azur, les communautés d'agglomération et les syndicats d'agglomération nouvelle relèvent tous de ce régime fiscal.

Nombre de groupements à fiscalité propre par régime fiscal, nature juridique et taille en 2013

Régime fiscal et nature juridique	Moins de 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	Plus de 100 000 hab.	Ensemble
Ensemble des groupements à FA	371	402	235	80	10	2	1 100
Communautés urbaines*	-	-	-	-	1	1	2
Communautés de communes	371	402	235	80	9	1	1 098
dont CC sans zone	289	213	116	40	5	1	664
CC avec ZAE	78	178	114	36	4	-	410
CC avec ZDE	3	3	1	2	-	-	9
CC avec ZAE et ZDE	1	8	4	2	-	-	15
Ensemble des groupements à FPU	128	328	392	272	126	110	1 356
Métropole et communautés urbaines	-	-	-	-	2	12	14
Communautés d'agglomération et syndicats d'agglomération nouvelle	-	-	1	13	107	96	217
Communautés de communes	128	328	391	259	17	2	1 125
Ensemble	499	730	627	352	136	112	2 456

* Les communautés urbaines à FA ont toutes des zones d'activités économiques.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Nombre de groupements à fiscalité propre par régime fiscal, nature juridique et taille en 2014*

Régime fiscal et nature juridique	Moins de 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	Plus de 100 000 hab.	Ensemble
Ensemble des groupements à FA	208	328	228	79	12	2	857
Communautés urbaines**	-	-	-	-	1	1	2
Communautés de communes	208	328	228	79	11	1	855
dont CC sans zone	166	183	105	39	7	1	501
CC avec ZAE	40	132	117	37	4	-	330
CC avec ZDE	1	5	1	1	-	-	8
CC avec ZAE et ZDE	1	8	5	2	-	-	16
Ensemble des groupements à FPU	78	300	366	289	134	121	1 288
Communautés urbaines	-	-	-	-	2	12	14
Communautés d'agglomération et syndicats	-	-	1	16	104	105	226
Communautés de communes	78	300	365	273	28	4	1 048
Ensemble	286	628	594	368	146	123	2 145

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** Les communautés urbaines à FA ont toutes des zones d'activités économiques.

Remarque : les 17 communes de Mayotte sont isolées.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Population des groupements selon leur régime fiscal

Régime fiscal	Population 2013	Population 2014*	Evolution 2014*/2013	Part dans l'ensemble de la population de 2013	Part dans l'ensemble de la population de 2014*
	en milliers	en milliers	en %	en %	en %
Groupements à FA	10 400,9	9 465,7	-9,0	15,7	14,2
dont groupements sans zone	5 405,5	4 862,7	-10,0	8,2	7,3
groupements avec ZAE	4 735,7	4 351,6	-8,1	7,2	6,5
groupements avec ZDE	204,5	220,8	8,0	0,3	0,3
groupements avec ZAE et ZDE	55,3	30,7	-44,5	0,1	0,0
Groupements à FPU	50 484,6	53 124,4	5,2	76,4	79,7
Ensemble	60 885,6	62 590,2	2,8	92,1	93,9

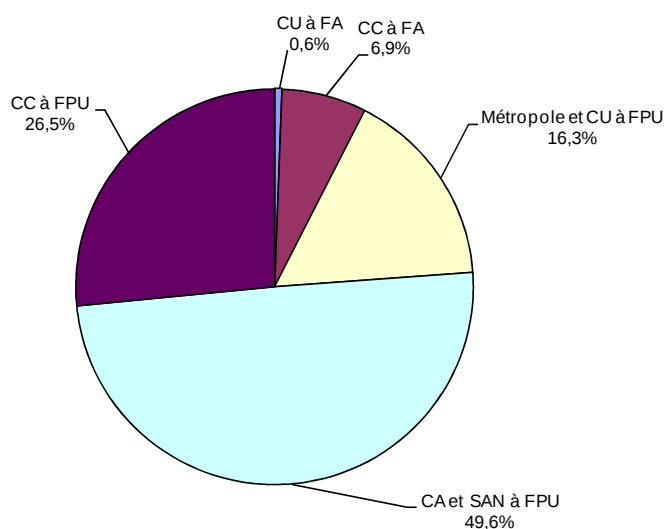
* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

Remarque : les 17 communes de Mayotte sont isolées.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

En 2014, le nombre d'EPCI à fiscalité propre diminue, mais la population couverte par ces établissements ne cesse d'augmenter pour atteindre un taux de couverture de 93,9 %. Ces évolutions opposées résultent de la démarche de rationalisation de la carte intercommunale, engagée par la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010. Elle s'est traduite par des opérations de créations, fusions et extensions qui ont abouti pour 2014 à la diminution du nombre de groupements de moins de 20 000 habitants, et à l'augmentation du nombre de ceux de plus de 20 000 habitants. Cette évolution s'accompagne d'une nouvelle répartition entre EPCI à FA et EPCI à FPU : les premiers continuent à diminuer plus rapidement que les seconds.

**Répartition du produit fiscal* intercommunal
selon le type de groupement en 2014****



* Produit fiscal intercommunal : produit intercommunal des taxes « ménages » et des produits économiques.

** Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

Remarque : les 17 communes de Mayotte sont isolées.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les parts respectives du produit fiscal des communautés d'agglomération (CA), des syndicats d'agglomération nouvelle (SAN) et des communautés de communes (CC) à FPU dans l'ensemble du produit fiscal des groupements ont augmenté globalement de 1,2 point entre 2013 et 2014, aux dépens de celle des CC à FA, de la Métropole Nice-Côte d'Azur et des communautés urbaines (CU). Les groupements à FPU perçoivent 92,5 % du produit fiscal de l'ensemble des groupements, soit une nouvelle progression de 0,8 point par rapport à 2013.

Les tableaux détaillés des exercices 2013 et 2014 figurent dans l'annexe 3.

Dans le tableau ci-dessous, les bases et les taux moyens ne concernent que les taxes sur lesquelles les groupements ont conservé un pouvoir de taux : taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et cotisation foncière des entreprises. Par contre, les produits concernent toutes les taxes : les taxes citées précédemment plus la taxe additionnelle au foncier non bâti et les autres impôts économiques.

Fiscalité des groupements en 2013 et 2014*

Régime fiscal et nature juridique	2013			2014*		
	Bases nettes	Taux moyens	Produits	Bases nettes	Taux moyens	Produits
	(en millions d'euros)	(en %)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en %)	(en millions d'euros)
Ensemble des groupements à FA						
Taxe d'habitation	11 784,6	4,93	580,6	11 246,4	4,82	542,2
Taxe sur le foncier bâti	10 092,3	4,45	448,6	9 564,4	4,48	428,2
Taxe sur le foncier non bâti	682,8	11,77	80,2	617,7	11,90	73,4
CFE	3 509,4	5,89	206,7	3 401,2	5,84	198,8
dont hors zone	3 374,4	5,27	177,7	3 277,7	5,24	171,6
ZAE	131,3	21,48	28,2	119,5	22,02	26,3
ZDE	3,7	21,12	0,8	4,1	20,87	0,8
CVAE (2)			94,4			87,3
IFER			14,8			15,3
TASCOM			3,1			3,1
Communautés urbaines						
Taxe d'habitation	331,5	13,80	45,8	334,5	13,91	46,5
Taxe sur le foncier bâti	318,5	11,95	38,0	324,0	12,07	39,1
Taxe sur le foncier non bâti	2,7	21,76	0,6	2,6	21,96	0,6
CFE	115,6	10,91	12,6	113,4	11,06	12,5
dont hors zone	110,6	10,24	11,3	108,4	10,37	11,2
ZAE	5,0	25,75	1,3	5,0	25,96	1,3
CVAE (2)			8,9			8,2
IFER			0,002			0,002
TASCOM			0,1			0,1
Communautés de communes						
Taxe d'habitation	11 453,1	4,67	534,9	10 912,0	4,54	495,7
Taxe sur le foncier bâti	9 773,8	4,20	410,6	9 240,4	4,21	389,1
Taxe sur le foncier non bâti	680,1	11,73	79,6	615,0	11,86	72,8
CFE	3 393,9	5,72	194,1	3 287,8	5,67	186,3
dont hors zone	3 263,8	5,10	166,4	3 169,3	5,06	160,4
ZAE	126,4	21,31	26,9	114,5	21,85	25,0
ZDE	3,7	21,12	0,8	4,1	20,87	0,8
CVAE (2)			85,5			79,0
IFER			14,8			15,3
TASCOM			2,9			3,1
Ensemble des groupements à FPU						
Taxe d'habitation	62 991,2	9,18	5 779,6	66 800,9	9,05	6 045,6
Taxe sur le foncier bâti	24 779,7	1,96	485,2	28 923,9	2,06	596,9
Taxe sur le foncier non bâti*	1 158,5	4,45	111,5	1 258,6	4,88	124,7
CFE	20 039,9	26,71	5 352,9	20 918,2	26,69	5 582,5
CVAE**			3 151,2			3 231,8
IFER			351,4			388,8
TASCOM			575,5			604,5
Métropole et communautés urbaines						
Taxe d'habitation	9 482,1	10,53	998,3	9 627,1	10,65	1 025,3
Taxe sur le foncier bâti	4 236,3	3,10	131,2	4 330,8	3,61	156,5
Taxe sur le foncier non bâti*	39,0	5,66	9,1	40,1	5,65	9,3
CFE	3 300,6	30,70	1 013,4	3 289,7	30,72	1 010,5
CVAE**			607,1			595,4
IFER			36,7			39,8
TASCOM			88,1			88,3
Communautés d'agglomération et syndicats d'agglomération nouvelle						
Taxe d'habitation	34 298,4	8,92	3 060,3	36 612,3	8,80	3 222,1
Taxe sur le foncier bâti	13 659,3	1,51	206,6	15 890,2	1,52	241,5
Taxe sur le foncier non bâti*	286,4	3,55	40,9	327,3	3,74	44,7
CFE	10 759,3	27,00	2 905,2	11 261,0	26,99	3 039,3
CVAE**			1 821,2			1 861,1
IFER			121,3			135,4
TASCOM			334,7			351,6
Communautés de communes						
Taxe d'habitation	19 210,7	8,96	1 721,0	20 561,5	8,75	1 798,2
Taxe sur le foncier bâti	6 884,1	2,14	147,4	8 702,9	2,29	198,9
Taxe sur le foncier non bâti*	833,1	4,71	61,5	891,2	5,27	70,7
CFE	5 980,0	23,99	1 434,4	6 367,5	24,07	1 532,7
CVAE**			722,9			775,3
IFER			193,4			213,7
TASCOM			152,7			164,5
Ensemble des groupements						
Taxe d'habitation	74 775,8	8,51	6 360,2	78 047,3	8,44	6 587,8
Taxe sur le foncier bâti	34 872,0	2,68	933,9	38 488,4	2,66	1 025,1
Taxe sur le foncier non bâti*	1 841,3	7,17	191,7	1 876,3	7,19	198,1
CFE	23 549,4	23,61	5 559,7	24 319,4	23,77	5 781,3
CVAE**			3 245,6			3 319,1
IFER			366,2			404,1
TASCOM			578,6			607,6

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** La taxe additionnelle au foncier non bâti n'est prise en compte que pour les produits.

*** CVAE due + CVAE dégrévée.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

4. La fiscalité départementale en 2013 et 2014

4.1 Taxe foncière sur les propriétés bâties

Parmi les taxes ménages, les départements ne perçoivent plus que la taxe foncière sur les propriétés bâties. La part qui leur est attribuée correspond à leur ancienne part à laquelle s'ajoutent l'ancienne part régionale de cette taxe, et le montant équivalent à la réduction des frais d'assiette perçus auparavant par l'Etat sur cette taxe.

Taxe foncière sur les propriétés bâties des départements entre 2011 et 2014*

	2011	2012	2013	2014*
Taxe sur le foncier bâti	10 953,4	11 580,8	12 193,6	12 492,4
- base	74 902,8	77 625,4	80 217,9	82 107,2
- taux	14,62%	14,92%	15,20%	15,21%

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Depuis l'année de la mise en place de la réforme de TP, le taux moyen voté de la taxe foncière sur les propriétés bâties, seule taxe sur laquelle les départements ont conservé un pouvoir de taux, a augmenté de 0,6 point entre 2011 et 2014⁵.

En 2014, la faible progression du taux moyen d'imposition s'explique par : l'augmentation de ce taux dans 13 départements seulement (contre 36 départements en 2013), l'intégration du département de Mayotte avec un faible taux (2,58 % seulement) qui tire le taux moyen à la baisse, et la baisse de ce taux dans le département de Morbihan.

Le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties s'élève à 12,5 Md€ en 2014, soit une progression, hors Mayotte, de 2,4 % par rapport à 2013. Cette croissance du produit est essentiellement due, pour 2,3 %, à l'évolution des bases, et seulement pour 0,1 % à celle des taux.

⁵ Le taux d'imposition en 2014, hors Mayotte, est de 15,23 %.

4.2 Impôts économiques

Produit de la fiscalité directe des départements entre 2011 et 2014*

	en millions d'euros			
	2011	2012	2013	2014*
Taxe sur le foncier bâti	10 953,4	11 580,8	12 193,6	12 492,4
- base	74 902,8	77 625,4	80 217,9	82 107,2
- taux	14,62%	14,92%	15,20%	15,21%
CVAE**	7 130,0	7 363,1	7 916,5	7 719,6
- don CVAE due	5 387,9	5 695,4	6 096,8	5 863,7
- don CVAE dégrévée	1 742,1	1 667,7	1 819,7	1 855,9
IFER	226,4	238,7	247,9	259,9
- dont éoliennes	12,2	14,5	15,8	16,9
- dont hydroliennes	0,5	0,1	0,1	0,04
- dont centrales nucléaires ou thermiques à flamme	121,1	125,1	125,8	129,3
- dont centrales photovoltaïques	40,2	3,0	6,7	7,9
- dont barrages hydrauliques	40,2	34,9	36,1	36,8
- dont stations radioélectriques	41,6	50,2	52,6	57,7
- dont installations de gaz naturel	10,9	10,8	10,8	11,2

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** CVAE due + CVAE dégrévée.

Remarque : en 2011, le montant de l'IFER des centrales photovoltaïques et de l'IFER des barrages hydrauliques était de 40,2 M€.

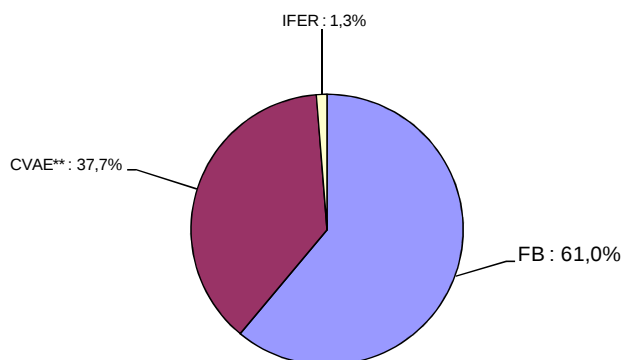
Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Le produit des impôts économiques à destination des départements s'élève en 2014 à 8,0 Md€, soit une baisse, hors Mayotte, de 2,3 % par rapport à 2013. Ce recul est le résultat direct du fléchissement de la CVAE de 2,5 % (hors Mayotte). Cette dernière représente 96,7 % des impôts économiques départementaux, dont un peu moins du quart (24,0 %) est dégrévée, c'est-à-dire pris en charge par l'État. Le montant des IFER s'élève en 2014 à 259,9 Md€. L'IFER sur les centrales nucléaires ou thermiques à flamme et l'IFER sur les stations radioélectriques sont les deux principales composantes qui alimentent le produit de cet impôt perçu par les départements : elles en représentent en 2014 respectivement 49,7 % et 22,2 %.

4.3 Produit global de fiscalité directe

Les ressources fiscales directes des départements atteignent 20,5 Md€ en 2014. La part du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties dans l'ensemble est de 61,0 % en 2014, contre 59,9 % en 2013. La part des produits économiques a baissé d'autant dans cette même période.

Le produit global de fiscalité directe
des départements
en 2014*



* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** CVAE due + CVAE dégrévée.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

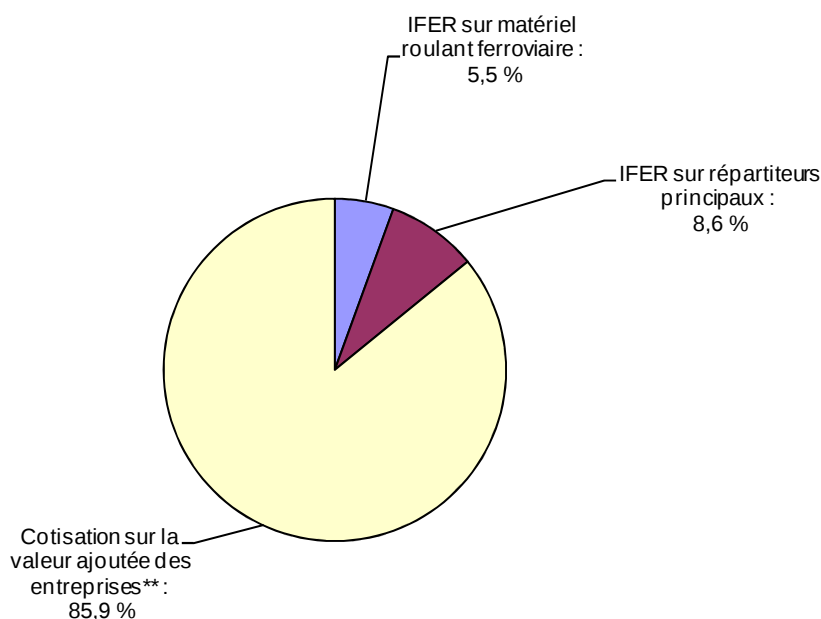
Remarque : Pour compenser les pertes de fiscalité directe engendrées par la réforme de la fiscalité, les départements bénéficient du transfert de la part de l'État sur les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) d'un montant de 7,9 Md€, et du reliquat de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) d'un montant de 6,7 Md€. Ils perçoivent également une dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) qui leur garantit un niveau global de ressources après réforme équivalent pour 2010 au produit « avant réforme ». Celle-ci s'élève en 2014 à 1,5 Md€.

Les tableaux détaillés sont présentés dans l'annexe 4.

5. La fiscalité régionale en 2013 et 2014

Les impôts économiques rapportent aux régions 4,6 Md€ en 2014, soit une baisse, hors Mayotte, de 2,2 % par rapport à 2013. Avec un montant de 4,0 Md€, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises en constitue la principale part : 85,9 %. Un peu moins d'un quart de cette cotisation (24,0 %) est dégrévée, c'est-à-dire pris en charge par l'État. Les régions perçoivent deux IFER d'un montant de 654,6 M€ : celle sur les répartiteurs principaux (60,8 %) et celle sur le matériel roulant ferroviaire (39,2 %).

Produit des impôts économique des régions en 2014*



* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** CVAE due + CVAE dégrévée.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

La réforme a profondément modifié la répartition des ressources fiscales des régions entre elles. La région Ile-de-France concentre à elle seule 29,9 % de l'ensemble des impôts économiques en 2014. L'effet "sièges sociaux" et la difficulté de territorialiser la CVAE de certaines grandes entreprises expliquent en partie cette concentration des produits économiques en Ile-de-France. En conséquence, cette région est la seule à alimenter le FNGIR des régions et la mise en place des mécanismes de péréquation horizontale de la CVAE.

L'évolution globale⁶ de -2,2 % du montant des impôts économiques entre 2014 et 2013 cache des disparités d'évolution entre régions. Parmi les régions de la métropole, 11 voient leurs produits économiques progresser. C'est en Midi-Pyrénées que la croissance est la plus forte (+5,6 %). Parmi les 10 autres, l'Alsace a enregistré le recul annuel le plus élevé (10,5 %) de ses impôts économiques.

Pour les régions d'Outre-mer, le produit des impôts économiques progresse de 0,4 % entre 2013 et 2014. Elle est principalement liée à l'évolution du produit de la CVAE perçu par la Guadeloupe (+5,2 %).

⁶ Hors Mayotte.

Les parts respectives de la CVAE et des IFER dans l'ensemble des impôts économiques varient aussi selon les régions. En 2014, la part de la CVAE métropolitaine s'échelonne de 71,0 % en Bourgogne à 91,3 % en Ile-de-France. Dans la quasi-totalité des régions, la part de l'IFER sur les répartiteurs principaux est supérieure à celle de l'IFER sur le matériel roulant ferroviaire. Seules deux régions font exception à cette règle : la Bourgogne et la Picardie.

Remarque : Pour compenser les pertes de fiscalité directe engendrées par la réforme de la fiscalité, les régions perçoivent une dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) qui leur garantit un niveau global de ressources après réforme équivalent pour 2010 au produit « avant réforme ». Celle-ci s'élève en 2014 à 673,9 M€.

Ensemble des impôts économiques des régions : IFER et CVAE* en 2013 et 2014**

Région	Montants en millions d'euros						Evolution*** 2013/2014 en %		
	2013			2014**					
	IFER	CVAE*	Total	IFER	CVAE*	Total	IFER	CVAE*	Total
Alsace	17,6	130,3	147,9	17,5	114,8	132,3	-0,5	-11,9	-10,5
Aquitaine	30,3	163,0	193,3	30,5	162,9	193,4	+0,6	-0,0	+0,1
Auvergne	13,4	61,6	75,0	13,1	62,9	76,0	-2,3	+2,1	+1,3
Bourgogne	32,3	78,6	110,8	32,5	79,7	112,2	+0,8	+1,5	+1,3
Bretagne	29,0	151,4	180,4	28,8	152,6	181,4	-0,5	+0,8	+0,6
Centre	31,6	138,5	170,1	31,5	143,4	174,9	-0,2	+3,5	+2,8
Champagne-Ardenne	15,6	67,7	83,2	15,5	68,5	84,0	-0,7	+1,2	+0,9
Corse	2,7	12,4	15,0	2,7	12,3	15,0	-0,4	-0,2	-0,2
Franche-Comté	11,8	55,5	67,3	11,9	54,4	66,3	+1,7	-2,1	-1,4
Languedoc-Roussillon	25,0	105,9	130,9	24,7	106,0	130,7	-1,0	+0,1	-0,1
Limousin	8,3	28,4	36,7	8,4	28,0	36,3	+0,2	-1,5	-1,1
Lorraine	23,9	103,4	127,3	23,9	102,2	126,1	+0,2	-1,2	-0,9
Midi-Pyrénées	27,9	153,0	181,0	28,2	162,8	191,0	+0,8	+6,4	+5,6
Nord-Pas-de-Calais	33,8	198,0	231,8	33,5	192,3	225,8	-0,8	-2,9	-2,6
Basse-Normandie	13,6	66,8	80,4	13,6	68,0	81,6	0,0	+1,8	+1,5
Haute-Normandie	15,3	106,9	122,2	15,3	105,5	120,8	0,0	-1,3	-1,1
Pays de la Loire	33,3	202,9	236,2	33,2	198,7	232,0	-0,2	-2,1	-1,8
Picardie	25,9	87,4	113,4	25,8	88,6	114,4	-0,5	+1,3	+0,9
Poitou-Charentes	18,7	83,9	102,5	18,8	83,8	102,6	+0,6	0,0	+0,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	45,4	258,1	303,4	45,2	262,0	307,2	-0,4	+1,5	+1,2
Rhône-Alpes	69,5	418,8	488,2	68,9	419,4	488,2	-0,8	+0,1	0,0
Métropole hors Île-de-France	524,7	2 672,4	3 197,0	523,5	2 668,8	3 192,3	-0,2	-0,1	-0,1
Île-de-France	120,9	1 363,0	1 483,9	121,1	1 264,8	1 386,0	+0,2	-7,2	-6,6
France métropolitaine	645,6	4 035,4	4 680,9	644,7	3 933,6	4 578,3	-0,1	-2,5	-2,2
Guadeloupe	2,6	9,3	11,9	2,6	9,8	12,4	-0,9	+5,2	+3,9
Martinique	2,6	10,1	12,8	2,6	10,0	12,6	-0,4	-1,3	-1,1
Guyane	0,9	4,4	5,3	0,9	4,5	5,4	-0,4	+1,5	+1,2
Réunion	3,6	21,4	25,0	3,6	21,3	24,8	-0,4	-0,7	-0,7
Mayotte	-	-	-	0,3	0,2	0,5	n.s.	n.s.	n.s.
Régions d' outre-mer	9,7	45,3	55,0	10,0	45,8	55,7	-0,5	+0,6	+0,4
France	655,2	4 080,7	4 736,0	654,6	3 979,4	4 634,0	-0,1	-2,5	-2,2

* CVAE due + CVAE dégrévée.

** Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

*** Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

**Ensemble des impôts économiques des régions par habitant
IFER et CVAE* en 2013 et 2014****

Région	Montants par habitant (en euros)						Evolution*** 2013/2014 en %		
	2013			2014**					
	IFER	CVAE*	Total	IFER	CVAE*	Total	IFER	CVAE*	Total
Alsace	9,3	69,3	78,6	9,3	60,8	70,1	-0,9	-12,2	-10,9
Aquitaine	9,1	49,1	58,2	9,1	48,7	57,8	-0,1	-0,7	-0,6
Auvergne	9,6	44,4	54,0	9,4	45,2	54,6	-2,5	+1,8	+1,1
Bourgogne	19,0	46,4	65,4	19,2	47,0	66,2	+0,8	+1,4	+1,2
Bretagne	8,8	45,9	54,6	8,7	46,0	54,6	-1,0	+0,2	0,0
Centre	12,1	52,9	64,9	12,0	54,5	66,5	-0,5	+3,1	+2,5
Champagne-Ardenne	11,4	49,2	60,6	11,3	49,9	61,1	-0,7	+1,3	+0,9
Corse	8,5	39,3	47,8	8,4	38,6	47,0	-1,9	-1,7	-1,7
Franche-Comté	9,7	45,9	55,7	9,9	44,9	54,8	+1,5	-2,2	-1,6
Languedoc-Roussillon	9,3	39,3	48,6	9,1	38,9	47,9	-2,3	-1,2	-1,4
Limousin	10,9	37,1	48,0	10,9	36,7	47,6	+0,4	-1,3	-0,9
Lorraine	9,9	43,0	52,9	10,0	42,5	52,4	+0,2	-1,2	-0,9
Midi-Pyrénées	9,4	51,6	61,0	9,4	54,5	63,9	+0,1	+5,6	+4,8
Nord-Pas-de-Calais	8,2	48,2	56,4	8,1	46,8	54,9	-0,9	-3,0	-2,7
Basse-Normandie	9,0	44,0	52,9	9,0	44,7	53,7	-0,2	+1,7	+1,4
Haute-Normandie	8,2	56,9	65,1	8,1	56,1	64,2	-0,1	-1,5	-1,3
Pays de la Loire	9,1	55,2	64,2	9,0	53,6	62,6	-1,0	-2,9	-2,6
Picardie	13,2	44,6	57,8	13,1	45,1	58,2	-0,7	+1,1	+0,7
Poitou-Charentes	10,2	46,0	56,2	10,2	45,7	56,0	+0,1	-0,5	-0,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,1	51,8	60,9	9,0	52,4	61,4	-0,8	+1,2	+0,9
Rhône-Alpes	10,9	65,6	76,5	10,7	65,1	75,8	-1,7	-0,7	-0,9
Métropole hors Île-de-France	10,0	51,1	61,2	10,0	50,8	60,8	-0,7	-0,6	-0,6
Île-de-France	10,1	114,2	124,3	10,1	105,3	115,4	-0,4	-7,7	-7,1
France métropolitaine	10,1	62,8	72,9	10,0	61,0	71,0	-0,6	-3,0	-2,7
Guadeloupe	6,3	22,8	29,1	6,3	23,9	30,1	-1,3	+4,8	+3,5
Martinique	6,6	25,3	31,9	6,6	25,1	31,7	0,0	-0,9	-0,7
Guyane	3,8	19,2	23,0	3,7	18,8	22,5	-4,0	-2,1	-2,4
Réunion	4,3	25,8	30,1	4,2	25,4	29,6	-1,3	-1,6	-1,6
Mayotte	-	-	-	1,5	0,8	2,2	n.s.	n.s.	n.s.
Régions d' outre-mer	5,2	24,2	29,4	4,7	21,7	26,5	-1,4	-0,3	-0,5
France	9,9	61,8	71,7	9,8	59,7	69,5	-0,6	-3,0	-2,7

* CVAE due + CVAE dégreuvée.

** Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

*** Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des régions en 2013 et 2014*

Région	Montants en millions d'euros						Evolution** 2013/2014 en %		
	2013			2014*			IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER
	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER			
Alsace	7,3	10,2	17,6	7,3	10,2	17,5	-0,6	-0,4	-0,5
Aquitaine	8,4	21,9	30,3	8,7	21,8	30,5	+3,1	-0,4	+0,6
Auvergne	3,7	9,6	13,4	3,5	9,6	13,1	-7,1	-0,4	-2,3
Bourgogne	21,0	11,3	32,3	21,3	11,2	32,5	+1,5	-0,4	+0,8
Bretagne	7,3	21,6	29,0	7,3	21,6	28,8	-0,7	-0,4	-0,5
Centre	15,0	16,6	31,6	15,0	16,5	31,5	0,0	-0,4	-0,2
Champagne-Ardenne	7,1	8,5	15,6	7,0	8,4	15,5	-1,1	-0,4	-0,7
Corse	0	2,7	2,7	0	2,7	2,7	n.s.	-0,4	-0,4
Franche-Comté	4,4	7,3	11,8	4,7	7,3	11,9	+5,0	-0,4	+1,7
Languedoc-Roussillon	9,0	16,0	25,0	8,8	16,0	24,7	-2,2	-0,4	-1,0
Limousin	3,1	5,2	8,3	3,2	5,2	8,4	+1,2	-0,4	+0,2
Lorraine	10,2	13,6	23,9	10,4	13,6	23,9	+1,0	-0,3	+0,2
Midi-Pyrénées	7,7	20,2	27,9	8,0	20,1	28,2	+4,0	-0,4	+0,8
Nord-Pas-de-Calais	12,9	20,8	33,8	12,7	20,8	33,5	-1,5	-0,4	-0,8
Basse-Normandie	3,1	10,5	13,6	3,1	10,5	13,6	+1,1	-0,4	0,0
Haute-Normandie	4,3	11,0	15,3	4,4	11,0	15,3	+1,1	-0,4	0,0
Pays de la Loire	11,4	21,8	33,3	11,5	21,8	33,2	+0,3	-0,4	-0,2
Picardie	14,3	11,6	25,9	14,2	11,6	25,8	-0,7	-0,4	-0,5
Poitou-Charentes	6,7	12,0	18,7	6,8	11,9	18,8	+2,3	-0,4	+0,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12,1	33,3	45,4	12,1	33,1	45,2	-0,5	-0,4	-0,4
Rhône-Alpes	29,2	40,3	69,5	28,7	40,1	68,9	-1,5	-0,4	-0,8
Métropole hors Île-de-France	198,5	326,2	524,7	198,5	325,0	523,5	+0,0	-0,4	-0,2
Île-de-France	57,4	63,5	120,9	57,9	63,3	121,1	+0,9	-0,4	+0,2
France métropolitaine	255,8	389,7	645,6	256,4	388,3	644,7	+0,2	-0,4	-0,1
Guadeloupe	0	2,6	2,6	0	2,6	2,6	n.s.	-0,9	-0,9
Martinique	0	2,6	2,6	0	2,6	2,6	n.s.	-0,4	-0,4
Guyane	0	0,9	0,9	0	0,9	0,9	n.s.	-0,4	-0,4
Réunion	0	3,6	3,6	0	3,6	3,6	n.s.	-0,4	-0,4
Mayotte	-	-	-	0	0,3	0,3	n.s.	n.s.	n.s.
Régions d'outre-mer	0	9,7	9,7	0	10,0	10,0	n.s.	-0,5	-0,5
France	255,8	399,4	655,2	256,4	398,2	654,6	+0,2	-0,4	-0,1

(1) IFER sur le matériel roulant ferroviaire ; (2) IFER sur les répartiteurs principaux.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

**Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des régions par habitant
en 2013 et 2014***

Région	Montants par habitant (en euros)						Evolution** 2013/2014 en %		
	2013			2014*			IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER
	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER			
Alsace	3,9	5,4	9,3	3,9	5,4	9,3	-1,0	-0,8	-0,9
Aquitaine	2,5	6,6	9,1	2,6	6,5	9,1	+2,4	-1,0	-0,1
Auvergne	2,7	6,9	9,6	2,5	6,9	9,4	-7,3	-0,6	-2,5
Bourgogne	12,4	6,7	19,0	12,6	6,6	19,2	+1,4	-0,4	+0,8
Bretagne	2,2	6,6	8,8	2,2	6,5	8,7	-1,3	-1,0	-1,0
Centre	5,7	6,3	12,1	5,7	6,3	12,0	-0,3	-0,7	-0,5
Champagne-Ardenne	5,2	6,2	11,4	5,1	6,1	11,3	-1,1	-0,3	-0,7
Corse	0	8,5	8,5	0	8,4	8,4	n.s.	-1,9	-1,9
Franche-Comté	3,7	6,1	9,7	3,9	6,0	9,9	+4,9	-0,5	+1,5
Languedoc-Roussillon	3,3	5,9	9,3	3,2	5,8	9,1	-3,5	-1,6	-2,3
Limousin	4,1	6,8	10,9	4,2	6,8	10,9	+1,4	-0,2	+0,4
Lorraine	4,3	5,7	9,9	4,3	5,6	10,0	+1,0	-0,3	+0,2
Midi-Pyrénées	2,6	6,8	9,4	2,7	6,7	9,4	+3,2	-1,1	+0,1
Nord-Pas-de-Calais	3,1	5,1	8,2	3,1	5,1	8,1	-1,6	-0,5	-0,9
Basse-Normandie	2,0	6,9	9,0	2,0	6,9	9,0	+0,9	-0,5	-0,2
Haute-Normandie	2,3	5,9	8,2	2,3	5,8	8,1	+0,9	-0,5	-0,1
Pays de la Loire	3,1	5,9	9,1	3,1	5,9	9,0	-0,6	-1,2	-1,0
Picardie	7,3	5,9	13,2	7,2	5,9	13,1	-0,8	-0,6	-0,7
Poitou-Charentes	3,7	6,6	10,2	3,7	6,5	10,2	+1,8	-0,8	+0,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,4	6,7	9,1	2,4	6,6	9,0	-0,8	-0,7	-0,8
Rhône-Alpes	4,6	6,3	10,9	4,5	6,2	10,7	-2,3	-1,2	-1,7
Métropole hors Île-de-France	3,8	6,2	10,0	3,8	6,2	10,0	-0,4	-0,8	-0,7
Île-de-France	4,8	5,3	10,1	4,8	5,3	10,1	+0,3	-1,0	-0,4
France métropolitaine	4,0	6,1	10,1	4,0	6,0	10,0	-0,3	-0,9	-0,6
Guadeloupe	0	6,3	6,3	0	6,3	6,3	n.s.	-1,3	-1,3
Martinique	0	6,6	6,6	0	6,6	6,6	n.s.	0,0	0,0
Guyane	0	3,8	3,8	0	3,7	3,7	n.s.	-4,0	-4,0
Réunion	0	4,3	4,3	0	4,2	4,2	n.s.	-1,3	-1,3
Mayotte	-	-	-	0	1,5	1,5	n.s.	n.s.	n.s.
Régions d'outre-mer	0	5,2	5,2	0	4,7	4,7	n.s.	-1,4	-1,4
France	3,9	6,0	9,9	3,8	6,0	9,8	-0,3	-0,9	-0,6

(1) IFER sur le matériel roulant ferroviaire ; (2) IFER sur les répartiteurs principaux.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte.

** Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

6. Les contributions de l'État

En conséquence des allègements d'impôt décidés, l'État est amené à contribuer aux recettes fiscales des collectivités locales pour ne pas porter atteinte à leurs ressources. Ces contributions s'effectuent par le versement d'allocations compensatrices ou par le système des dégrèvements. En 2014, les contributions versées par l'Etat s'élèvent à 11,9 Md€, soit une baisse de 2,7 % par rapport à 2013. Ainsi, la part de l'Etat au titre de la fiscalité directe locale est passée de 16,2 % en 2013 à 15,3 % en 2014.

Pour plus de précisions sur l'évolution de la législation en matière de fiscalité directe locale, voir l'annexe 8 des rapports de l'Observatoire des finances locales à partir de 2011.

Les dégrèvements et les admissions en non-valeur sont des prises en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. Cette opération se déroule entre l'État et les contribuables au moment de l'établissement des avis d'imposition ou du recouvrement. Elle n'implique aucunement les collectivités : l'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et le montant des impayés et verse le produit correspondant aux collectivités locales. Les dégrèvements sont inclus dans les produits des taxes votés par les collectivités dans le cadre de leur budget.

Les compensations sont des allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser les pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend de décisions nationales : chaque collectivité ne dispose plus d'un pouvoir direct sur l'évolution de cette recette dans son budget. Cette recette a donc perdu toute nature fiscale pour la collectivité (en particulier, les variations de taux décidées par les collectivités ne sont plus prises en charge par l'État), mais son montant reste lié au montant des ressources fiscales que percevait la collectivité avant l'exonération.

6.1 Les contributions versées par l'État au titre des taxes « ménages »

Les montants qui figurent dans cette partie sont ceux des contributions effectivement ordonnancées en fin d'exercice fiscal. Il est à noter également que l'année 2011 est marquée par la mise en place de la réforme de la fiscalité des collectivités locales.

Compensations accordées aux collectivités au titre des exonérations des taxes « ménages »

		en millions d'euros				
Compensations versées par l'Etat	2010	2011	2012	2013	2014	
Ensemble	2 041	1 809	1 820	1 761	1 712	
Taxe d'habitation	1 319	1 237	1 281	1 259	1 276	
Exonérations des personnes de condition modeste	1 319	1 237	1 281	1 255	1 273	
Suppression de la THLV suite au passage à la TLV*	-	-	-	3	3	
Taxe sur le foncier bâti	339	380	347	312	255	
Exonérations sur les immeubles à caractère social	8	18	30	37	40	
Exonérations des personnes de condition modeste	244	240	203	174	133	
Exonérations ZFU et ZUS	87	120	108	93	73	
Exonérations ZF des DOM	-	3	7	8	9	
Taxe sur le foncier non bâti	382	192	191	190	181	
Exonération des terres agricoles et des terres humides**	374	177	176	176	167	
Exonération de plantations y compris exonérations Natura 2000	8	8	7	7	6	
Exonérations ZF et parcs naturels des DOM	-	8	8	8	8	

ZFU : zone franche urbaine ; ZUS : zone urbaine sensible.

Les dotations de compensation dont bénéficient les collectivités locales suite à la réforme de la fiscalité locale n'apparaissent pas dans ce tableau.

* Suite à la réforme de la taxe sur les logements vacants en 2012, les collectivités qui percevaient la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) perçoivent désormais la taxe sur les logements vacants (TLV) ainsi qu'une compensation depuis 2013.

** Suppression des exonérations de la taxe foncière susceptibles de s'appliquer aux zones humides en 2014.

Source : DGFIP.

Dégrèvements accordés par l'État aux redevables des taxes « ménages » au titre des allègements institués par voie législative

		en millions d'euros				
Dégrèvements	2010	2011	2012	2013	2014	
Ensemble	3 928	4 265	4 266	4 370	4 421	
Taxe d'habitation	3 237	3 387	3 377	3 495	3 487	
Cotisations inférieures à 12 euros	3	3	2	2	2	
Dégrèvements en fonction du revenu	2 723	2 868	2 844	2 941	2 906	
Contribuables de condition modeste	50	32	34	40	47	
Taxe d'habitation sur les logements vacants	6	7	7	19	29	
Autres dégrèvements	455	477	490	492	503	
Taxes foncières	691	878	889	876	934	
Cotisations inférieures à 12 euros	12	12	12	12	12	
Pertes de récoltes	8	102	13	17	14	
Jeunes agriculteurs	12	11	11	10	9	
Contribuables âgés et de condition modeste	42	39	37	34	34	
Autres dégrèvements	618	714	815	802	865	

Source : DGFIP.

Contributions de l'État au titre des taxes « ménages »

	en millions d'euros				
	2010	2011	2012	2013	2014
Compensations (A)					
Taxe d'habitation	1 319	1 237	1 281	1 259	1 276
Taxe sur le foncier bâti	339	380	347	312	255
Taxe sur le foncier non bâti	382	192	191	190	181
total	2 041	1 809	1 820	1 761	1 712
Evolution en %	(+2,8%)	(-11,3%)	(+0,6%)	(-3,2%)	(-2,8%)
Dégrèvements ordonnancés (B)					
Taxe d'habitation	3 237	3 387	3 377	3 495	3 487
Taxes foncières	691	878	889	876	934
total	3 928	4 265	4 266	4 370	4 421
Evolution en %	(+2,8%)	(+8,6%)	(+0,0%)	(+2,4%)	(+1,2%)
Contributions de l'Etat aux taxes "ménages" (A+B)					
Taxe d'habitation	4 556	4 624	4 658	4 753	4 764
Taxes foncières	1 413	1 450	1 427	1 378	1 370
total	5 969	6 074	6 085	6 131	6 133
Evolution en %	(+2,8%)	(+1,8%)	(+0,2%)	(+0,8%)	(+0,0%)
Pourcentage des recettes* au titre des taxes "ménages" prises en charge par l'Etat					
Taxe d'habitation	24,4%	23,2%	22,4%	22,1%	21,8%
Taxes foncières	5,6%	5,2%	4,9%	4,6%	4,5%
total	13,6%	12,8%	12,2%	11,9%	11,7%

* Recettes : produits perçus des taxes « ménages » + compensations.

Sources : DGCL, DGFIP.

Depuis 2011, les contributions de l'État aux trois taxes « ménages » (dégrèvements + allocations compensatrices) représentent un montant d'environ 6,1 Md€. Du fait de cette croissance atone, leur poids dans l'ensemble des recettes perçues par les collectivités au titre des taxes « ménages » est passé de 12,8 % en 2011 à 11,7 % en 2014. Les contributions de l'État ont stagné en 2014 car la baisse (-2,8 %) des compensations, accordées aux collectivités au titre des exonérations, a compensé la croissance (+1,2 %) des dégrèvements accordés par l'État aux redevables des taxes « ménages » au titre des allègements institués par voie législative.

6.2. Les contributions versées par l'État au titre des impôts économiques

Compensations accordées aux collectivités au titre des exonérations des impôts économiques

		en millions d'euros				
Compensations versées par l'Etat	2010	2011	2012	2013	2014	
Taxe professionnelle / Cotisation foncière des entreprises / CVAE	1 076	641	531	549	362	
Dotation de compensation de la taxe professionnelle (sous enveloppe globale)						
Plafonnement du taux de 1983	26	-	-	-	-	
Réduction des salaires imposés	107	-	-	-	-	
Abattement général de 16% des bases	415	-	-	-	-	
Total	548	358	299	348	197	
Autres compensations de la taxe professionnelle / CFE						
Réduction de base pour créations d'établissement	49	22	18	16	11	
Allègement Corse	75	5	5	6	6	
Investissement PME Corse	3	0	0	-	-	
Exonération zones ZRR-ZRU-ZFU	81	20	16	13	8	
Exonération zone franche des DOM	37	11	12	13	14	
Réduction progressive de la fraction des recettes	283	172	144	120	95	
Total	528	230	195	169	134	
Compensation de la CVAE	-	53	36	33	31	

Les dotations de compensation dont bénéficient les collectivités locales suite à la réforme de la fiscalité locale n'apparaissent pas dans ce tableau.

ZRR : zone de revitalisation rurale ; ZRU : zone de revitalisation urbaine ; ZFU : zone franche urbaine.

Source : DGFIP.

Dégrèvements accordés par l'État aux redevables des impôts économiques

		en millions d'euros				
Dégrèvements	2010	2011	2012	2013	2014	
Taxe professionnelle/CET et taxes annexes	11 504	6 337	5 667	5 586	5 434	
TP Plafonnement valeur ajoutée	10 508	1 344	272	143	42	
CVAE dégrèvement barémique	-	3 588	3 437	3 751	3 825	
CET plafonnement valeur ajoutée	-	437	937	868	1 029	
CFE, CVAE, IFER et autres taxes pro (hors PVA)	-	584	728	715	451	
Autres dégrèvements	996	384	292	109	85	

Source : DGFIP.

Contributions de l'État au titre des impôts économiques

	en millions d'euros				
	2010	2011	2012	2013	2014
Compensations (A)					
Impôts économiques	1 076	641	531	549	362
Evol. en %	-3,8%	n.s.	-17,2%	3,5%	-34,0%
Dégrèvements ordonnancés (B)					
Impôts économiques	11 504	6 337	5 667	5 586	5 434
Evol. en %	-15,7%	n.s.	-10,6%	-1,4%	-2,7%
Contributions de l'Etat aux impôts économiques (A+B)					
Impôts économiques	12 580	6 978	6 198	6 135	5 796
Evol. en %	-14,8%	n.s.	-11,2%	-1,0%	-5,5%
Pourcentage des recettes* au titre des impôts économiques prises en charge par l'Etat**					
Impôts économiques	n.s.	29,6%	25,4%	23,7%	22,8%

* Recettes : produits perçus des impôts économiques + compensations au titre de ces impôts.

** En 2010, ce rapport n'est pas calculé car les recettes contiennent pour l'essentiel la compensation relais de la taxe professionnelle versée de façon transitoire.

n.s. : non significatif.

Sources : DGCL, DGFIP.

Les contributions de l'État aux impôts économiques (dégrèvements + allocations compensatrices) s'élèvent à 5,8 Md€ en 2014, soit une baisse de 5,5 % par rapport à 2013. Leur part dans l'ensemble des recettes perçues par les collectivités au titre des impôts économiques a enregistré une nouvelle baisse (-0,9 point) pour atteindre 22,8 % en 2014. Ce résultat est la conséquence directe de la baisse, à la fois, des compensations accordées aux collectivités locales (-34,0 %) et des dégrèvements accordés aux redevables (-2,7 %).

Pour de plus amples développements sur les notions de dégrèvements, d'exonérations et de compensations, vous pouvez utilement vous reporter à l'annexe 8 du rapport de l'OFL 2010. Concernant l'architecture des compensations versées aux collectivités locales pour les exonérations décidées par l'Etat, voir le rapport de l'OFL 2014.

Plan des annexes

Données de cadrage	40
--------------------	----

Annexe 1

Indicateurs moyens de référence du secteur communal

A1.1 Bases nettes par habitant	43
A1.2 Taux moyens	51
A1.3 Produits moyens par habitant	59
A1.4 Évolution des bases	83
A1.5 Évolution des taux moyens	87
A1.6 Évolution des produits	91
A1.7 Évolution des produits des taxes donnant lieu à un vote de taux avec effet base et effet taux	100

Annexe 2

Indicateurs moyens de référence sur la TEOM et la REOM

A2.1 La TEOM	108
A2.2 La REOM	119

Annexe 3

Indicateurs moyens de référence des groupements à fiscalité propre

A3.1 Bases nettes par habitant	124
A3.2 Taux moyens	126
A3.3 Produits moyens par habitant	128

Annexe 4

Les données (bases, taux et produits) des départements

A4.1 Bases nettes totales et par habitant	130
A4.2 Taux moyens	134
A4.3 Produits totaux et par habitant	136

Données de cadrage

Structure du secteur communal en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	en nombre de communes									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	276	463	78	32	30	18	4	1	2	904
Aquitaine	1 250	764	128	48	62	21	19	3	1	2 296
Auvergne	787	403	60	24	20	11	4	-	1	1 310
Bourgogne	1 404	527	50	19	30	8	7	-	1	2 046
Bretagne	214	652	196	91	78	29	5	3	2	1 270
Centre	888	727	109	44	38	24	8	1	2	1 841
Champagne-Ardenne	1 525	347	39	14	15	7	4	2	1	1 954
Corse	272	59	18	3	5	1	1	1	-	360
Franche-Comté	1 342	357	42	17	16	7	2	1	1	1 785
Languedoc-Roussillon	843	443	110	54	66	18	6	2	3	1 545
Limousin	452	241	26	11	10	5	-	1	1	747
Lorraine	1 563	538	110	41	54	22	8	-	2	2 338
Midi-Pyrénées	2 132	652	107	45	48	23	10	2	1	3 020
Nord-Pas-de-Calais	584	568	142	72	100	48	25	5	1	1 545
Basse-Normandie	1 167	523	64	27	16	10	4	-	1	1 812
Haute-Normandie	754	537	54	18	31	15	7	1	2	1 419
Pays de la Loire	378	707	224	78	69	27	6	4	3	1 496
Picardie	1 527	615	85	23	19	14	5	2	1	2 291
Poitou-Charentes	674	611	96	30	35	7	4	3	-	1 460
Provence-Alpes-Côte d'Azur	389	239	98	66	77	52	25	8	4	958
Rhône-Alpes	1 026	1 261	254	108	142	48	27	4	4	2 874
Métropole hors Île-de-France	19 447	11 234	2 090	865	961	415	181	44	34	35 271
Île-de-France	299	439	118	63	113	86	123	35	5	1 281
Métropole	19 746	11 673	2 208	928	1 074	501	304	79	39	36 552
Outre-mer	2	16	5	11	29	21	19	7	2	112
France entière	19 748	11 689	2 213	939	1 103	522	323	86	41	36 664
Type d'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	753	1 576	528	291	435	238	204	65	28	4 118
à un SAN ⁽²⁾	-	3	2	2	9	3	4	-	-	23
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	45	97	60	41	96	56	48	7	11	461
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	1	5	4	4	3	1	-	1	19
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	8 147	5 820	1 087	400	374	145	18	1	-	15 992
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	10 502	4 023	498	185	164	54	10	-	-	15 436
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	8 945	7 496	1 677	734	914	442	274	73	39	20 594
à un groupement à fiscalité additionnelle	10 502	4 024	503	189	168	57	11	-	1	15 455
Communes isolées	301	169	33	16	21	23	38	13	1	615

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;
(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Structure du secteur communal en 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en nombre de communes									
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	275	465	77	34	28	18	4	1	2	904
Aquitaine	1 238	776	128	46	63	20	21	3	1	2 296
Auvergne	786	404	59	25	20	12	3	-	1	1 310
Bourgogne	1 400	530	51	18	31	8	7	-	1	2 046
Bretagne	210	649	202	90	80	29	5	3	2	1 270
Centre	885	729	109	44	39	24	8	1	2	1 841
Champagne-Ardenne	1 521	348	42	12	16	7	4	2	1	1 953
Corse	270	61	14	7	5	1	1	1	-	360
Franche-Comté	1 343	354	45	16	16	7	2	1	1	1 785
Languedoc-Roussillon	832	450	113	55	66	18	6	2	3	1 545
Limousin	451	242	26	11	10	5	1	-	1	747
Lorraine	1 554	548	109	41	54	22	8	-	2	2 338
Midi-Pyrénées	2 130	648	113	43	50	23	10	2	1	3 020
Nord-Pas-de-Calais	582	571	140	72	101	48	25	5	1	1 545
Basse-Normandie	1 165	523	66	25	18	9	5	-	1	1 812
Haute-Normandie	746	545	53	20	30	17	6	1	2	1 420
Pays de la Loire	373	703	232	77	71	27	6	4	3	1 496
Picardie	1 519	621	87	23	19	14	5	2	1	2 291
Poitou-Charentes	668	620	93	30	36	6	4	3	-	1 460
Provence-Alpes-Côte d'Azur	387	241	96	67	79	50	26	8	4	958
Rhône-Alpes	1 009	1 271	261	107	142	48	28	4	4	2 874
Métropole hors Île-de-France	19 344	11 299	2 116	863	974	413	185	43	34	35 271
Île-de-France	297	436	120	63	115	84	126	35	5	1 281
Métropole	19 641	11 735	2 236	926	1 089	497	311	78	39	36 552
Outre-mer	3	15	5	11	37	27	21	8	2	129
France entière	19 644	11 750	2 241	937	1 126	524	332	86	41	36 681
Type d'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	1 030	1 887	588	317	461	252	223	65	28	4 851
à un SAN ⁽²⁾	-	3	2	2	9	3	4	-	-	23
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	49	105	59	44	95	54	51	7	11	475
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	1	5	4	4	3	1	-	1	19
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	9 064	6 176	1 138	406	392	147	23	1	-	17 347
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	9 494	3 576	447	161	153	52	11	-	-	13 894
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	10 143	8 171	1 787	769	957	456	301	73	39	22 696
à un groupement à fiscalité additionnelle	9 494	3 577	452	165	157	55	12	-	1	13 913
Communes isolées	7	2	2	3	12	13	19	13	1	72

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Annexe 1

Indicateurs moyens de référence du secteur communal

Pour les indicateurs selon « l'appartenance intercommunale », il s'agit de l'appartenance au 1^{er} janvier 2013 pour ceux de 2013 et au 1^{er} janvier 2014 pour ceux de 2014. Les indicateurs en euros par habitant de 2013 et 2014 font référence à la population légale totale des communes en vigueur au 1^{er} janvier 2013 (référence 2010) et au 1^{er} janvier 2014 (référence 2011).

Pour le calcul des évolutions de base, de taux et de produit entre 2013 et 2014, les communes sont rattachées en 2013 et 2014 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2014. Les évolutions, effets « base » et effets « taux » sont calculés, pour le secteur communal, hors Mayotte et hors syndicats à contributions fiscalisées.

À l'attention des responsables municipaux intéressés par les indicateurs de produit fiscal « communes + groupements » par habitant de chaque taxe donnant lieu à un vote (taxes « ménages » et cotisation foncière des entreprises) et qui ne parviendraient pas à connaître le produit fiscal total perçu par la commune et le (les) groupement(s) sur le territoire communal au titre de ces taxes, une méthode simple est proposée, qui leur permettra d'en obtenir une estimation généralement satisfaisante :

Il leur suffit pour cela d'additionner les taux communaux, syndicaux et intercommunaux, et ensuite de multiplier ce taux global par les bases d'imposition de leur commune. Dans la plupart des cas, en effet, la différence des bases des communes et des groupements à fiscalité propre est relativement faible, alors que les bases syndicales sont par construction identiques aux bases des communes. Toutefois, cette méthode n'est pas applicable en cas d'existence d'une CFE de zone sur la commune.

A1.1 Bases nettes par habitant

Les bases nettes de la taxe d'habitation par habitant des communes et de leurs groupements en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	en euros /hab.									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	1 037	1 109	1 122	1 114	1 129	1 112	1 098	898	957	1 070
Aquitaine	968	1 027	1 209	1 373	1 453	1 726	1 396	1 493	1 571	1 309
Auvergne	1 007	1 046	1 144	1 191	1 262	1 407	1 314	-	1 380	1 184
Bourgogne	1 065	1 099	1 070	1 097	1 170	1 103	1 287	-	1 189	1 133
Bretagne	789	957	1 170	1 271	1 337	1 394	1 212	1 410	1 334	1 213
Centre	932	945	1 008	1 027	1 173	1 269	1 256	1 280	1 223	1 089
Champagne-Ardenne	789	834	869	868	915	1 009	1 064	1 098	1 235	942
Corse	1 373	1 856	1 718	1 431	1 259	2 608	996	1 121	-	1 448
Franche-Comté	917	1 111	1 276	1 172	1 134	1 126	1 115	1 138	1 394	1 119
Languedoc-Roussillon	1 301	1 212	1 330	1 624	1 619	1 661	1 606	1 419	1 290	1 428
Limousin	1 073	1 068	1 208	1 368	1 523	1 409	-	1 401	1 518	1 272
Lorraine	749	910	995	1 026	1 034	1 110	1 165	-	1 439	1 026
Midi-Pyrénées	999	1 074	1 146	1 211	1 168	1 371	1 277	1 146	1 296	1 174
Nord-Pas-de-Calais	717	747	787	936	718	744	795	664	915	768
Basse-Normandie	756	841	1 310	1 663	1 059	1 055	1 078	-	1 467	1 037
Haute-Normandie	809	818	918	888	978	1 063	936	936	1 175	946
Pays de la Loire	731	818	956	1 122	1 201	1 707	1 255	1 343	1 305	1 142
Picardie	785	891	1 016	1 054	1 088	1 077	1 152	1 056	1 162	975
Poitou-Charentes	887	1 019	1 216	1 583	1 338	1 507	1 277	1 322	-	1 194
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 769	2 053	1 885	1 841	1 780	1 705	1 564	2 016	1 283	1 629
Rhône-Alpes	1 320	1 344	1 474	1 508	1 473	1 297	1 281	1 316	1 441	1 388
Métropole hors Île-de-France	946	1 039	1 174	1 294	1 269	1 317	1 247	1 323	1 295	1 194
Île-de-France	1 461	1 506	1 497	1 556	1 669	1 680	1 625	1 666	2 234	1 769
Métropole	956	1 057	1 191	1 312	1 313	1 385	1 398	1 477	1 555	1 301
Outre-mer	212	398	406	571	524	684	648	635	887	662
France entière	956	1 056	1 190	1 303	1 291	1 355	1 356	1 407	1 538	1 283
Type d'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	1 053	1 105	1 219	1 363	1 305	1 406	1 366	1 345	1 294	1 321
à un SAN ⁽²⁾	-	1 756	1 336	1 308	1 265	895	974	-	-	1 066
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	839	1 143	1 268	1 305	1 266	1 204	1 191	852	1 300	1 231
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	802	1 096	969	1 007	1 078	1 095	-	1 250	1 156
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	947	1 016	1 147	1 208	1 257	1 343	1 226	1 539	-	1 128
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	946	1 056	1 160	1 375	1 344	1 234	1 602	-	-	1 128
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	957	1 039	1 175	1 275	1 281	1 356	1 323	1 292	1 297	1 240
à un groupement à fiscalité additionnelle	946	1 056	1 160	1 367	1 336	1 224	1 537	-	1 250	1 129
Communes isolées	1 291	1 820	2 469	1 816	1 377	1 599	1 547	2 025	2 363	2 008

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;
(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe d'habitation par habitant des communes et de leurs groupements en 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en euros /hab.									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	1 050	1 119	1 126	1 129	1 130	1 121	1 099	907	954	1 076
Aquitaine	973	1 034	1 224	1 379	1 473	1 745	1 419	1 520	1 591	1 321
Auvergne	1 018	1 050	1 152	1 205	1 273	1 389	1 344	-	1 370	1 189
Bourgogne	1 075	1 109	1 074	1 102	1 170	1 116	1 295	-	1 196	1 141
Bretagne	797	964	1 173	1 288	1 343	1 402	1 232	1 423	1 343	1 223
Centre	935	951	1 009	1 031	1 177	1 270	1 268	1 277	1 229	1 094
Champagne-Ardenne	796	845	863	864	927	1 018	1 081	1 104	1 249	951
Corse	1 412	1 864	1 823	1 413	1 255	2 668	999	1 115	-	1 455
Franche-Comté	928	1 122	1 273	1 199	1 133	1 147	1 123	1 131	1 416	1 130
Languedoc-Roussillon	1 307	1 217	1 292	1 665	1 623	1 662	1 618	1 422	1 273	1 426
Limousin	1 084	1 073	1 222	1 378	1 529	1 434	1 418	-	1 541	1 284
Lorraine	754	920	997	1 041	1 049	1 109	1 167	-	1 456	1 034
Midi-Pyrénées	1 008	1 079	1 160	1 200	1 188	1 385	1 278	1 155	1 305	1 183
Nord-Pas-de-Calais	726	756	801	943	725	747	799	673	922	775
Basse-Normandie	766	844	1 322	1 773	1 041	1 038	1 111	-	1 484	1 047
Haute-Normandie	813	823	924	905	996	1 024	1 004	965	1 177	953
Pays de la Loire	736	826	956	1 134	1 213	1 719	1 265	1 354	1 308	1 150
Picardie	789	901	1 023	1 068	1 094	1 078	1 169	1 074	1 178	984
Poitou-Charentes	892	1 028	1 233	1 602	1 342	1 562	1 288	1 327	-	1 204
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 790	2 059	1 890	1 888	1 760	1 723	1 569	2 016	1 291	1 636
Rhône-Alpes	1 335	1 362	1 493	1 527	1 484	1 304	1 300	1 313	1 440	1 400
Métropole hors Île-de-France	954	1 048	1 179	1 313	1 278	1 324	1 261	1 331	1 300	1 203
Île-de-France	1 468	1 530	1 496	1 589	1 670	1 683	1 636	1 674	2 256	1 781
Métropole	964	1 067	1 196	1 332	1 320	1 389	1 411	1 486	1 564	1 311
Outre-mer	102	414	432	571	414	572	630	574	905	606
France entière	963	1 065	1 194	1 323	1 289	1 348	1 364	1 401	1 548	1 288
Type d'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	1 026	1 106	1 207	1 372	1 307	1 387	1 386	1 385	1 306	1 329
à un SAN ⁽²⁾	-	1 642	1 352	1 353	1 252	914	963	-	-	1 063
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	834	1 152	1 290	1 348	1 283	1 175	1 213	866	1 307	1 240
à une CU ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	-	812	1 122	996	1 009	1 092	1 119	-	1 251	1 165
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	962	1 031	1 160	1 223	1 261	1 383	1 269	1 538	-	1 143
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	956	1 099	1 253	1 467	1 376	1 352	1 642	-	-	1 184
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	969	1 052	1 180	1 292	1 286	1 357	1 344	1 329	1 307	1 251
à un groupement à fiscalité additionnelle	956	1 099	1 252	1 456	1 368	1 336	1 585	-	1 251	1 183
Communes isolées	1 368	1 178	1 203	1 772	572	1 069	1 537	1 795	2 375	2 023

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	en euros /hab.									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	751	978	1 238	1 197	1 442	1 178	1 455	1 155	1 197	1 164
Aquitaine	701	830	991	1 072	1 192	1 486	1 256	1 390	1 522	1 111
Auvergne	764	813	995	1 129	1 189	1 309	1 270	-	1 391	1 044
Bourgogne	731	871	978	1 067	1 211	1 251	1 305	-	1 297	1 026
Bretagne	566	689	891	992	1 107	1 218	1 176	1 308	1 101	984
Centre	644	837	869	1 073	1 086	1 161	1 175	1 248	1 244	991
Champagne-Ardenne	650	909	843	996	1 239	1 025	1 106	1 022	1 254	958
Corse	1 043	1 289	1 216	1 241	1 072	2 023	797	1 083	-	1 137
Franche-Comté	661	930	1 251	1 257	1 048	1 094	1 255	1 105	1 245	995
Languedoc-Roussillon	892	857	957	1 195	1 262	1 349	1 298	1 293	1 274	1 145
Limousin	786	798	941	1 007	1 177	1 195	-	1 303	1 305	1 014
Lorraine	610	820	1 063	1 016	1 056	1 154	1 134	-	1 344	994
Midi-Pyrénées	775	906	904	1 062	1 060	1 229	1 388	1 150	1 445	1 083
Nord-Pas-de-Calais	519	672	746	846	781	851	860	851	1 081	807
Basse-Normandie	786	735	1 008	1 300	1 189	1 099	1 142	-	1 123	943
Haute-Normandie	810	772	823	984	1 385	1 028	1 062	1 118	1 285	1 009
Pays de la Loire	529	609	805	956	1 109	1 424	1 236	1 250	1 171	983
Picardie	555	787	1 013	968	1 016	1 024	1 040	1 096	1 180	884
Poitou-Charentes	613	799	900	1 282	1 117	1 291	1 147	1 145	-	962
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 498	1 484	1 420	1 375	1 349	1 552	1 428	1 662	1 209	1 395
Rhône-Alpes	1 217	1 111	1 361	1 350	1 458	1 303	1 318	1 387	1 517	1 331
Métropole hors Île-de-France	738	855	1 006	1 114	1 180	1 239	1 218	1 256	1 285	1 080
Île-de-France	1 349	1 385	1 659	1 465	1 581	1 527	1 645	1 914	2 977	1 966
Métropole	750	875	1 042	1 139	1 224	1 293	1 388	1 551	1 753	1 245
Outre-mer	253	894	1 029	511	491	694	786	773	1 043	765
France entière	749	875	1 042	1 131	1 203	1 267	1 354	1 487	1 735	1 231
Type d'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	769	874	1 090	1 139	1 227	1 244	1 356	1 418	1 318	1 267
à un SAN ⁽²⁾	-	2 817	3 145	4 004	1 450	3 135	1 019	-	-	1 686
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	785	1 096	1 238	1 217	1 231	1 240	1 246	1 021	1 326	1 263
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	680	1 148	1 025	893	936	1 127	-	1 201	1 108
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	736	849	982	1 058	1 119	1 257	1 169	1 234	-	974
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	748	874	1 017	1 183	1 245	1 185	1 539	-	-	968
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	740	859	1 029	1 108	1 187	1 261	1 322	1 371	1 322	1 168
à un groupement à fiscalité additionnelle	748	874	1 018	1 180	1 238	1 170	1 486	-	1 201	972
Communes isolées	1 158	1 614	2 119	1 599	1 678	1 575	1 555	2 105	3 153	2 359

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements en 2014*

	en euros /hab.								
Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus
Alsace	782	995	1 252	1 273	1 446	1 191	1 463	1 184	1 205
Aquitaine	719	850	1 015	1 087	1 223	1 526	1 275	1 427	1 553
Auvergne	779	831	1 016	1 135	1 222	1 318	1 315	-	1 427
Bourgogne	749	888	989	1 095	1 226	1 282	1 336	-	1 310
Bretagne	585	703	906	1 013	1 132	1 239	1 209	1 333	1 122
Centre	659	851	877	1 069	1 114	1 191	1 198	1 262	1 263
Champagne-Ardenne	663	928	863	1 002	1 269	1 049	1 126	1 037	1 270
Corse	1 224	1 336	1 267	1 190	1 087	2 173	838	1 071	-
Franche-Comté	677	948	1 259	1 294	1 064	1 121	1 292	1 160	1 278
Languedoc-Roussillon	911	872	948	1 235	1 283	1 367	1 326	1 317	1 277
Limousin	806	817	968	1 029	1 201	1 222	1 336	-	1 341
Lorraine	627	837	1 084	1 039	1 078	1 178	1 153	-	1 371
Midi-Pyrénées	794	921	929	1 062	1 081	1 250	1 407	1 167	1 467
Nord-Pas-de-Calais	540	690	764	865	795	873	876	867	1 096
Basse-Normandie	807	750	1 026	1 393	1 173	1 095	1 186	-	1 153
Haute-Normandie	832	781	844	1 003	1 362	1 128	1 043	1 173	1 314
Pays de la Loire	536	630	814	1 007	1 116	1 447	1 263	1 269	1 183
Picardie	572	796	1 051	996	1 037	1 024	1 060	1 117	1 196
Poitou-Charentes	630	816	926	1 306	1 137	1 330	1 175	1 168	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 536	1 506	1 455	1 429	1 350	1 598	1 453	1 690	1 235
Rhône-Alpes	1 237	1 128	1 380	1 373	1 481	1 320	1 345	1 398	1 533
Métropole hors Île-de-France	757	872	1 024	1 144	1 196	1 264	1 244	1 278	1 305
Île-de-France	1 365	1 413	1 690	1 462	1 603	1 534	1 667	1 941	3 003
Métropole	768	892	1 060	1 166	1 240	1 313	1 413	1 579	1 775
Outre-mer	10 271	609	1 056	560	462	654	789	784	1 066
France entière	770	892	1 060	1 159	1 214	1 280	1 375	1 504	1 757
Type d'EPCI en 2014									
à une CA ⁽¹⁾	770	886	1 095	1 153	1 234	1 243	1 391	1 465	1 341
à un SAN ⁽²⁾	-	2 638	3 159	4 084	1 458	3 143	1 028	-	-
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	757	1 121	1 275	1 271	1 240	1 256	1 266	1 040	1 347
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	705	1 180	1 048	917	954	1 157	-	1 214
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	764	872	1 005	1 094	1 136	1 306	1 219	1 251	-
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	776	923	1 111	1 262	1 315	1 321	1 640	-	-
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	765	880	1 047	1 137	1 198	1 277	1 354	1 416	1 344
à un groupement à fiscalité additionnelle	776	923	1 112	1 257	1 306	1 298	1 588	-	1 214
Communes isolées	1 376	812	1 013	1 257	1 311	1 288	1 573	1 989	3 176

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Remarque : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer s'explique par la présence de la commune Saint-Elie (département de la Guyane), qui était comptabilisée dans la deuxième strate en 2013, et dont la base par habitant s'élève à 16 780,9 € en 2014.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	en euros /hab.									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	62	45	26	22	13	7	6	9	2	22
Aquitaine	93	54	31	20	19	9	6	5	2	30
Auvergne	156	61	26	12	14	7	4	-	2	44
Bourgogne	197	82	45	22	16	7	6	-	2	66
Bretagne	112	71	46	38	24	12	7	5	3	35
Centre	216	87	39	24	13	7	6	7	2	53
Champagne-Ardenne	251	110	42	28	12	6	7	3	7	85
Corse	2	7	7	4	3	37	1	3	-	5
Franche-Comté	111	43	19	19	7	6	4	3	3	41
Languedoc-Roussillon	62	39	29	23	14	20	9	13	5	22
Limousin	104	55	25	15	13	7	-	4	2	36
Lorraine	120	36	15	12	7	5	4	-	2	28
Midi-Pyrénées	72	37	20	14	10	8	4	6	1	23
Nord-Pas-de-Calais	127	57	25	15	10	6	3	2	9	20
Basse-Normandie	212	95	44	26	15	9	5	-	3	78
Haute-Normandie	137	59	22	16	7	6	4	3	2	35
Pays de la Loire	220	101	53	38	29	15	7	7	4	47
Picardie	169	66	27	17	14	7	5	4	4	56
Poitou-Charentes	146	79	34	24	17	11	5	3	-	50
Provence-Alpes-Côte d'Azur	52	44	35	28	18	18	9	14	4	15
Rhône-Alpes	67	41	22	16	10	5	4	3	3	18
Métropole hors Île-de-France	139	63	32	23	15	10	5	6	3	34
Île-de-France	122	47	21	12	8	5	4	4	5	8
Métropole	138	62	32	22	14	9	5	5	4	29
Outre-mer	6	8	15	9	7	8	7	6	8	7
France entière	138	62	31	22	14	9	5	5	4	29
Type d'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	100	44	25	17	11	7	5	6	4	11
à un SAN ⁽²⁾	-	38	29	23	13	17	6	-	-	11
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	125	37	17	10	9	6	4	3	3	5
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	69	30	27	12	8	2	-	7	9
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	131	63	35	26	18	11	8	3	-	49
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	150	69	33	23	16	10	6	-	-	67
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	128	59	31	22	14	9	5	6	4	23
à un groupement à fiscalité additionnelle	150	69	33	23	15	10	6	-	7	66
Communes isolées	75	50	33	16	11	8	5	4	5	8

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;
(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements en 2014*

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	63	45	26	21	14	7	7	9	3	22
Aquitaine	94	54	30	21	20	11	5	5	2	30
Auvergne	156	62	26	12	14	7	5	-	2	45
Bourgogne	199	82	45	22	17	7	6	-	2	67
Bretagne	114	71	45	37	24	12	7	5	3	35
Centre	217	87	41	25	13	7	6	7	2	53
Champagne-Ardenne	253	111	44	32	12	6	7	3	7	86
Corse	2	7	7	4	3	36	1	3	-	5
Franche-Comté	111	43	19	19	7	6	4	3	3	41
Languedoc-Roussillon	62	39	28	21	15	20	9	13	5	22
Limousin	105	55	25	15	12	7	4	-	2	36
Lorraine	121	36	15	12	7	5	4	-	2	28
Midi-Pyrénées	73	38	20	15	10	9	4	6	1	23
Nord-Pas-de-Calais	127	57	25	15	10	6	3	2	9	20
Basse-Normandie	213	97	43	28	14	9	6	-	3	79
Haute-Normandie	137	59	22	15	7	6	4	3	3	35
Pays de la Loire	223	102	53	38	29	15	8	7	4	47
Picardie	170	68	27	17	14	7	5	4	4	56
Poitou-Charentes	148	79	34	24	17	12	5	3	-	50
Provence-Alpes-Côte d'Azur	53	44	35	28	19	17	8	14	4	15
Rhône-Alpes	67	41	21	17	10	5	4	3	3	18
Métropole hors Île-de-France	140	63	32	23	15	10	5	6	3	34
Île-de-France	123	47	21	12	8	5	4	3	5	8
Métropole	139	62	32	22	14	9	5	5	4	29
Outre-mer	5	9	15	11	20	22	10	30	8	18
France entière	139	62	32	22	14	9	5	7	4	29
Type d'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	107	46	26	17	11	8	5	6	4	12
à un SAN ⁽²⁾	-	35	28	26	12	16	6	-	-	11
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	138	38	17	10	9	6	4	3	3	5
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	69	30	27	12	8	2	-	6	9
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	132	64	34	27	18	11	8	3	-	49
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	152	70	34	22	16	10	6	-	-	67
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	129	59	31	22	14	9	5	5	4	24
à un groupement à fiscalité additionnelle	152	70	34	22	16	10	5	-	6	65
Communes isolées	68	46	42	14	50	35	7	18	4	10

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements en 2013

	en euros /hab.								
Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus Ensemble
Alsace	177	362	629	529	767	478	715	502	452 495
Aquitaine	178	292	317	300	369	461	341	449	415 336
Auvergne	193	211	323	410	431	446	305	-	476 321
Bourgogne	168	271	370	393	476	468	421	-	309 326
Bretagne	132	163	245	290	355	413	405	399	302 290
Centre	180	398	348	554	421	435	409	380	359 387
Champagne-Ardenne	295	508	341	505	743	351	418	285	382 414
Corse	227	196	215	422	315	535	211	189	- 237
Franche-Comté	170	329	551	620	315	350	539	323	373 344
Languedoc-Roussillon	171	217	206	307	313	357	319	404	358 293
Limousin	188	203	236	221	319	332	-	381	338 262
Lorraine	219	313	557	405	402	457	312	-	322 370
Midi-Pyrénées	232	326	247	329	359	397	556	357	544 373
Nord-Pas-de-Calais	155	295	287	337	372	413	315	375	428 342
Basse-Normandie	483	300	287	345	539	377	420	-	235 365
Haute-Normandie	517	396	301	513	916	375	337	494	403 465
Pays de la Loire	154	189	323	377	489	459	439	456	325 345
Picardie	172	343	461	423	335	336	319	357	415 333
Poitou-Charentes	117	274	240	413	380	350	365	351	- 297
Provence-Alpes-Côte d'Azur	503	315	358	368	343	591	434	421	321 398
Rhône-Alpes	591	398	555	518	615	513	454	511	445 495
Métropole hors Île-de-France	253	307	361	396	452	449	401	403	379 373
Île-de-France	560	529	746	533	527	409	486	602	775 578
Métropole	259	316	382	406	460	442	435	492	489 411
Outre-mer	101	714	1 023	157	144	230	413	306	334 317
France entière	259	316	384	403	452	433	433	477	485 409
Type d'EPCI en 2013									
à une CA ⁽¹⁾	255	306	413	387	478	378	422	460	383 412
à un SAN ⁽²⁾	-	2 167	1 979	3 097	599	2 848	331	-	- 1 008
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	365	487	447	472	479	507	466	436	407 441
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	257	528	630	267	254	489	-	411 402
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	252	314	364	391	387	433	364	205	- 347
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	260	305	355	392	454	414	461	-	- 336
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	252	315	385	402	443	430	425	454	394 397
à un groupement à fiscalité additionnelle	260	305	357	397	450	405	464	-	411 338
Communes isolées	489	617	769	527	828	539	489	598	793 662

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements en 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en euros /hab.									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	176	357	620	560	762	473	692	509	415	484
Aquitaine	177	297	311	291	373	482	327	457	402	335
Auvergne	190	217	335	388	448	422	331	-	477	325
Bourgogne	173	275	369	409	472	477	434	-	313	332
Bretagne	132	158	247	283	359	405	412	388	292	287
Centre	183	392	338	547	429	436	399	379	341	382
Champagne-Ardenne	291	514	366	498	763	358	419	277	382	418
Corse	389	219	203	296	300	520	199	185	-	253
Franche-Comté	168	329	544	624	305	355	555	311	367	343
Languedoc-Roussillon	174	196	202	304	318	352	336	400	349	289
Limousin	189	208	240	220	317	335	391	-	352	267
Lorraine	218	313	548	415	400	465	313	-	331	371
Midi-Pyrénées	238	327	253	332	359	408	565	356	552	378
Nord-Pas-de-Calais	162	302	290	336	373	426	315	379	423	346
Basse-Normandie	490	302	285	350	526	364	423	-	232	366
Haute-Normandie	521	392	311	510	843	428	378	499	411	468
Pays de la Loire	144	196	320	407	470	453	433	455	311	343
Picardie	177	335	489	432	335	330	322	357	399	334
Poitou-Charentes	121	274	247	419	379	359	368	342	-	298
Provence-Alpes-Côte d'Azur	516	309	359	337	334	612	423	413	303	389
Rhône-Alpes	594	399	565	522	618	521	454	508	447	498
Métropole hors Île-de-France	257	307	364	397	448	456	401	401	371	373
Île-de-France	559	552	735	491	528	403	473	589	796	576
Métropole	263	316	384	403	457	446	430	486	489	410
Outre-mer	14 226	279	1 004	150	105	164	372	285	325	277
France entière	265	316	385	400	444	432	426	467	485	406
Type d'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	251	298	415	378	463	369	423	456	379	406
à un SAN ⁽²⁾	-	2 461	1 974	3 112	602	2 990	313	-	-	1 024
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	349	482	459	470	480	528	455	443	395	436
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	252	543	621	257	246	491	-	399	394
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	259	314	361	398	385	448	390	191	-	350
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	273	323	388	396	494	455	458	-	-	359
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	258	314	384	401	435	431	424	452	387	394
à un groupement à fiscalité additionnelle	273	323	390	402	489	442	462	-	399	360
Communes isolées	755	156	297	168	615	409	435	552	819	678

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;
(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Remarque : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer s'explique par la présence de la commune Saint-Elie (département de la Guyane), qui était comptabilisée dans la deuxième strate en 2013, et dont la base par habitant s'élève à 23 414,5 € en 2014.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

A1.2 Taux moyens

Pour le secteur communal, les taux moyens des trois taxes « ménage » sont calculés en divisant la somme des produits théoriques (bases*taux) des communes, des groupements à fiscalité propre et des syndicats à contributions fiscalisées par les bases communales.

Pour la CFE, ce taux est le rapport entre le produit théorique de cette taxe et la somme des bases communales, des bases intercommunales en ZAE et en ZDE pour les communes et groupements à FA, et les bases intercommunales pour les groupements en FPU.

Les taux moyens de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	20,25	20,60	21,25	23,58	24,81	25,85	28,94	26,97	34,65	25,32
Aquitaine	18,61	19,90	20,76	22,87	23,64	25,22	30,21	30,85	32,30	24,94
Auvergne	19,47	21,14	21,44	23,71	23,92	26,05	30,44	-	29,46	24,01
Bourgogne	18,95	20,26	22,08	24,83	23,94	25,67	29,00	-	31,39	23,58
Bretagne	24,10	24,35	25,00	26,38	26,33	29,49	32,66	28,16	34,95	27,64
Centre	19,85	21,15	22,53	22,87	24,05	25,32	28,57	28,25	30,71	24,40
Champagne-Ardenne	22,32	24,23	25,11	26,09	25,66	29,46	33,61	30,38	29,94	27,04
Corse	25,03	23,37	24,33	28,38	29,99	27,65	31,50	34,26	-	27,36
Franche-Comté	17,32	18,06	18,25	19,36	20,49	23,27	24,30	26,76	32,47	21,11
Languedoc-Roussillon	21,01	23,49	24,31	24,93	25,77	25,84	31,85	28,38	35,14	27,25
Limousin	18,64	20,37	19,99	21,17	22,25	22,17	-	24,13	27,46	22,39
Lorraine	19,96	20,85	22,67	23,18	27,00	25,03	29,51	-	30,09	24,83
Midi-Pyrénées	18,56	20,05	21,28	22,11	22,93	21,78	26,57	25,58	30,17	23,22
Nord-Pas-de-Calais	23,58	26,28	29,11	31,57	33,47	36,02	41,28	43,90	44,42	35,07
Basse-Normandie	19,06	20,05	20,11	20,25	21,44	26,19	27,41	-	26,16	21,86
Haute-Normandie	17,23	18,98	21,12	21,03	21,98	25,51	26,05	30,76	28,95	23,22
Pays de la Loire	23,37	24,46	24,78	25,45	25,31	25,53	31,51	29,27	31,47	26,90
Picardie	22,30	22,81	24,13	24,13	27,74	26,17	29,11	29,86	32,78	25,56
Poitou-Charentes	19,63	20,48	21,50	19,64	21,93	22,53	25,89	33,06	-	22,99
Provence-Alpes-Côte d'Azur	16,85	18,88	19,43	21,29	22,84	23,86	26,33	27,40	34,49	26,28
Rhône-Alpes	17,91	18,39	18,36	19,06	19,52	22,22	24,66	25,37	29,30	21,73
Métropole hors Île-de-France	19,61	20,98	22,09	23,19	24,07	25,55	29,08	29,68	32,22	25,20
Île-de-France	15,27	16,69	19,42	20,67	21,34	22,52	23,46	21,05	14,37	19,78
Métropole	19,48	20,74	21,91	22,98	23,69	24,87	26,47	25,32	25,12	23,83
Outre-mer	25,87	28,24	29,29	27,29	25,73	25,21	26,63	31,41	25,55	27,29
France entière	19,48	20,75	21,91	23,01	23,71	24,88	26,48	25,54	25,12	23,88
Type d'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	19,14	21,00	22,13	23,24	23,73	24,44	26,30	25,83	29,58	25,45
à un SAN ⁽²⁾	-	14,50	18,76	18,83	24,07	20,06	29,24	-	-	25,21
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	22,40	26,00	27,02	26,99	27,88	30,21	31,40	37,42	33,38	31,96
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	27,49	24,08	27,84	25,70	27,99	30,72	-	32,15	30,31
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	19,18	20,60	21,69	23,03	23,09	24,41	24,80	20,99	-	21,94
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	19,81	20,81	21,76	21,98	22,80	24,34	24,53	-	-	21,53
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	19,19	20,78	22,05	23,34	23,92	25,08	27,03	26,63	31,39	25,32
à un groupement à fiscalité additionnelle	19,81	20,82	21,78	22,06	22,85	24,53	25,10	-	32,15	21,78
Communes isolées	18,24	19,11	19,49	20,72	21,62	22,57	23,43	21,84	13,38	17,63

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements en 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	20,44	20,69	21,45	23,69	24,94	25,98	28,92	26,96	34,72	25,40
Aquitaine	18,71	19,93	20,76	22,82	23,68	24,47	30,30	30,75	32,27	24,96
Auvergne	19,51	21,15	21,83	23,66	23,89	26,28	30,76	-	29,47	24,04
Bourgogne	19,01	20,39	22,10	24,93	24,11	25,70	28,89	-	31,67	23,65
Bretagne	24,00	24,32	24,98	26,74	26,41	29,49	32,64	28,20	34,94	27,68
Centre	19,90	21,16	22,67	22,84	24,01	25,37	28,56	28,24	30,71	24,42
Champagne-Ardenne	22,17	24,10	24,91	26,15	25,41	28,95	33,65	29,45	29,95	26,83
Corse	25,75	23,77	24,14	26,36	30,13	27,65	31,50	34,26	-	27,51
Franche-Comté	17,38	18,15	18,29	19,39	20,52	23,35	24,31	26,76	32,48	21,14
Languedoc-Roussillon	21,05	23,60	24,28	24,91	25,88	25,82	31,86	27,83	35,15	27,25
Limousin	18,59	20,49	19,91	20,94	22,36	22,33	24,09	-	27,46	22,41
Lorraine	20,07	20,99	22,64	23,14	27,11	25,00	29,54	-	30,09	24,86
Midi-Pyrénées	18,73	20,17	21,46	21,93	23,11	21,90	26,53	25,57	30,16	23,31
Nord-Pas-de-Calais	23,60	26,37	29,08	31,52	33,39	36,16	41,13	44,04	44,43	35,05
Basse-Normandie	19,18	20,14	20,19	20,05	21,60	25,90	27,33	-	26,16	21,89
Haute-Normandie	17,28	19,05	21,07	20,90	22,33	24,58	27,39	30,79	28,95	23,23
Pays de la Loire	23,37	24,52	24,90	25,45	25,57	25,50	31,52	29,20	31,54	26,95
Picardie	22,36	22,89	24,14	24,16	27,71	26,21	28,86	29,83	32,78	25,57
Poitou-Charentes	19,64	20,53	21,51	19,69	22,33	21,73	25,87	33,07	-	22,99
Provence-Alpes-Côte d'Azur	16,76	18,99	19,53	21,20	23,29	23,95	26,57	27,50	34,97	26,52
Rhône-Alpes	18,05	18,47	18,51	19,15	19,51	22,10	24,76	25,38	29,29	21,76
Métropole hors Île-de-France	19,68	21,04	22,14	23,21	24,20	25,50	29,09	29,76	32,33	25,25
Île-de-France	15,45	16,83	19,58	20,75	21,49	22,81	23,51	21,11	14,41	19,87
Métropole	19,55	20,81	21,96	23,00	23,82	24,91	26,50	25,34	25,18	23,89
Outre-mer	23,11	28,20	28,58	29,00	25,25	25,60	27,04	31,26	25,56	27,45
France entière	19,55	20,82	21,97	23,04	23,84	24,92	26,52	25,57	25,18	23,95
Type d'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	19,32	21,05	22,19	23,06	23,80	24,60	26,15	25,92	29,54	25,38
à un SAN ⁽²⁾	-	14,33	20,17	18,58	24,13	20,09	28,92	-	-	25,07
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	22,90	25,82	26,91	26,91	28,10	30,40	31,36	37,40	33,57	32,06
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	27,65	24,36	28,09	25,71	28,04	30,73	-	32,48	30,51
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	19,18	20,55	21,68	22,98	23,20	24,27	25,19	20,99	-	21,93
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	19,97	20,95	21,69	22,03	22,86	23,62	23,08	-	-	21,56
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	19,21	20,76	22,05	23,24	24,00	25,08	26,88	26,69	31,45	25,24
à un groupement à fiscalité additionnelle	19,97	20,95	21,72	22,13	22,90	23,84	23,67	-	32,48	21,82
Communes isolées	21,09	21,45	14,61	25,31	22,64	23,39	23,43	21,02	13,38	16,32

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	en pourcentage									
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	12,68	12,47	12,83	13,52	15,20	16,55	15,81	19,83	22,86	16,18
Aquitaine	14,03	16,23	20,16	19,88	22,19	23,17	27,04	27,57	28,10	22,43
Auvergne	13,83	16,20	17,36	20,02	21,43	22,75	26,64	-	25,25	20,26
Bourgogne	13,83	16,71	20,26	21,15	23,60	25,68	26,73	-	28,10	21,53
Bretagne	17,40	18,36	18,86	19,33	20,68	22,81	25,93	23,90	27,32	21,53
Centre	15,34	17,82	22,30	21,41	25,54	27,40	28,77	24,04	26,07	23,23
Champagne-Ardenne	17,47	21,42	21,97	21,66	21,73	26,32	30,48	28,60	30,71	24,49
Corse	12,27	10,20	10,87	11,47	16,98	11,25	23,68	17,02	-	14,01
Franche-Comté	13,49	14,34	16,01	18,20	18,80	24,69	22,84	19,80	26,14	18,24
Languedoc-Roussillon	18,75	20,90	21,86	22,36	23,64	26,69	35,78	30,20	30,55	26,00
Limousin	12,86	16,91	19,96	19,47	21,32	25,57	-	35,22	17,74	19,91
Lorraine	12,44	13,09	15,68	15,47	19,12	16,42	22,21	-	19,74	16,85
Midi-Pyrénées	14,77	18,40	20,69	23,00	22,82	25,42	31,00	30,29	22,82	22,69
Nord-Pas-de-Calais	13,80	16,72	20,43	25,17	27,88	29,81	31,52	29,29	23,56	26,25
Basse-Normandie	19,06	20,84	22,30	25,46	25,30	25,91	28,57	-	31,68	23,85
Haute-Normandie	19,82	20,09	26,54	26,47	25,67	33,02	29,53	38,01	26,24	25,89
Pays de la Loire	19,51	19,73	19,24	20,50	21,00	20,20	25,32	25,44	29,24	22,63
Picardie	17,87	20,22	23,52	24,50	23,95	27,64	29,67	35,98	30,33	24,69
Poitou-Charentes	17,22	18,56	20,77	21,20	24,33	27,49	34,13	32,36	-	23,88
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18,15	17,32	15,72	18,15	20,17	23,24	24,28	22,85	24,06	22,19
Rhône-Alpes	19,63	16,30	16,64	17,78	19,62	22,03	23,75	23,32	21,38	19,86
Métropole hors Île-de-France	16,16	17,41	18,85	20,16	21,82	23,85	26,86	26,41	25,06	22,02
Île-de-France	13,86	14,25	17,41	17,90	19,10	21,00	19,20	15,73	9,24	15,06
Métropole	16,08	17,22	18,72	19,96	21,44	23,22	23,24	20,50	17,63	19,98
Outre-mer	11,72	18,72	18,55	33,37	28,96	27,64	24,77	32,46	23,92	27,27
France entière	16,08	17,22	18,72	20,03	21,52	23,33	23,29	21,01	17,72	20,11
Type d'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	15,33	17,51	19,24	20,76	22,59	24,31	24,12	22,49	25,55	23,17
à un SAN ⁽²⁾	-	10,67	24,19	24,36	29,93	30,61	33,35	-	-	30,06
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	17,65	16,67	17,30	18,76	21,33	22,85	24,54	29,02	22,81	23,07
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	23,27	21,01	21,33	27,19	27,26	30,38	-	25,75	26,23
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	15,45	16,68	18,55	19,70	21,05	22,75	22,91	12,15	-	19,01
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	16,78	18,17	18,98	20,23	20,26	22,55	19,53	-	-	18,96
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	15,45	16,87	18,75	20,12	21,96	23,75	24,23	22,93	24,25	22,02
à un groupement à fiscalité additionnelle	16,78	18,18	19,00	20,25	20,37	22,78	20,59	-	25,75	19,19
Communes isolées	13,82	14,42	15,87	15,34	14,53	18,51	18,17	14,32	8,37	11,64

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;
(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements en 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	en pourcentage	
										Ensemble	
Alsace	12,80	12,55	12,87	13,48	15,40	16,61	15,81	19,83	22,87	16,21	
Aquitaine	14,19	16,27	20,19	20,21	22,15	22,66	27,21	27,48	28,10	22,48	
Auvergne	13,91	16,17	17,78	20,01	21,44	22,33	28,23	-	25,25	20,32	
Bourgogne	14,02	16,97	20,26	21,07	23,78	25,74	26,60	-	28,35	21,64	
Bretagne	17,32	18,36	18,86	19,54	20,73	22,83	25,94	23,96	27,32	21,56	
Centre	15,44	17,89	22,28	21,65	25,56	27,49	28,72	24,04	26,09	23,29	
Champagne-Ardenne	17,45	21,88	21,93	22,42	21,73	25,96	30,46	28,37	30,71	24,54	
Corse	13,04	10,73	10,13	12,26	17,08	11,25	23,68	17,02	-	14,18	
Franche-Comté	13,65	14,39	16,15	18,19	18,82	24,68	22,84	19,80	26,14	18,28	
Languedoc-Roussillon	18,84	21,04	21,64	22,84	23,60	26,55	35,78	29,41	30,55	25,97	
Limousin	13,08	17,07	20,07	19,89	21,49	25,98	35,22	-	17,74	20,05	
Lorraine	12,57	13,31	15,66	15,55	19,22	16,48	22,30	-	19,76	16,92	
Midi-Pyrénées	15,09	18,60	20,95	23,26	22,72	25,86	30,96	30,30	22,82	22,82	
Nord-Pas-de-Calais	13,78	16,77	20,68	25,10	27,99	29,73	31,35	29,44	23,56	26,24	
Basse-Normandie	19,14	20,90	22,53	25,10	25,59	26,63	27,41	-	31,68	23,88	
Haute-Normandie	19,84	20,17	26,34	26,26	25,84	31,43	31,03	38,00	26,26	25,92	
Pays de la Loire	19,49	19,83	19,35	21,08	20,85	20,10	25,31	25,53	29,31	22,67	
Picardie	17,88	20,30	23,31	24,60	23,94	27,78	29,51	35,98	30,33	24,67	
Poitou-Charentes	17,20	18,64	20,79	21,24	24,86	26,93	34,12	32,37	-	23,90	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18,16	17,43	15,80	18,15	20,78	23,31	24,68	22,89	24,99	22,59	
Rhône-Alpes	19,79	16,42	16,90	17,78	19,63	22,15	23,62	23,33	21,36	19,90	
Métropole hors Île-de-France	16,26	17,52	18,95	20,23	21,94	23,84	26,98	26,23	25,26	22,11	
Île-de-France	14,06	14,76	17,54	18,05	19,43	21,39	19,34	15,82	9,26	15,20	
Métropole	16,18	17,35	18,83	20,04	21,58	23,32	23,38	20,42	17,77	20,09	
Outre-mer	6,29	25,72	18,68	32,54	24,96	26,36	24,37	29,72	23,93	26,05	
France entière	16,16	17,36	18,83	20,12	21,63	23,40	23,41	20,87	17,86	20,20	
Type d'EPCI en 2014											
à une CA ⁽¹⁾	15,27	17,48	19,24	20,80	22,66	24,46	24,03	22,22	25,53	23,07	
à un SAN ⁽²⁾	-	11,02	25,64	24,74	30,05	30,60	33,34	-	-	30,17	
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	18,08	16,41	17,31	19,09	21,48	22,88	24,76	29,02	23,18	23,31	
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	23,40	21,23	21,96	27,25	27,33	30,38	-	26,01	26,43	
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	15,59	16,80	18,56	19,64	21,22	22,57	21,96	12,14	-	19,01	
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	16,89	18,34	19,06	20,11	19,93	20,99	16,57	-	-	18,74	
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	15,57	16,95	18,77	20,14	22,08	23,78	24,11	22,68	24,41	21,98	
à un groupement à fiscalité additionnelle	16,89	18,34	19,08	20,14	20,05	21,28	17,66	-	26,01	18,99	
Communes isolées	12,90	16,41	12,88	14,41	8,52	19,21	17,79	13,82	8,37	10,42	

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	65,09	62,09	61,75	54,84	64,92	62,75	74,15	57,87	84,06	62,79
Aquitaine	58,76	60,36	62,02	63,27	63,75	58,95	73,47	59,66	89,82	60,96
Auvergne	56,34	60,95	69,30	82,43	73,99	89,81	68,13	-	69,10	60,80
Bourgogne	36,45	42,35	48,63	56,10	56,61	75,49	49,54	-	91,99	40,65
Bretagne	56,82	53,05	51,85	50,58	52,93	61,26	50,32	62,28	44,39	53,07
Centre	35,11	40,83	46,40	46,55	59,24	59,92	54,02	37,68	39,79	40,22
Champagne-Ardenne	22,82	24,29	28,86	32,38	28,32	38,16	44,91	49,04	32,18	24,08
Corse	55,45	57,58	79,00	61,40	72,50	105,49	66,10	48,60	-	74,13
Franche-Comté	26,42	29,94	34,02	35,92	46,47	45,04	36,49	88,10	27,53	28,73
Languedoc-Roussillon	95,76	83,00	76,58	68,47	84,17	88,18	90,67	69,11	66,93	82,74
Limousin	65,48	72,02	79,42	85,78	98,64	90,19	-	107,49	60,54	71,41
Lorraine	30,98	41,19	45,58	39,74	48,92	52,50	55,78	-	49,73	36,60
Midi-Pyrénées	82,70	97,55	103,93	119,33	116,15	121,92	114,11	105,48	91,33	94,37
Nord-Pas-de-Calais	41,26	49,37	58,29	62,52	70,60	72,66	61,12	71,84	18,74	51,86
Basse-Normandie	33,75	39,10	42,95	43,87	50,27	54,75	51,51	-	35,67	37,18
Haute-Normandie	40,25	45,96	60,60	59,20	59,08	68,96	53,80	79,70	29,51	45,16
Pays de la Loire	39,67	43,37	45,99	48,61	50,75	55,12	69,09	53,03	51,10	45,05
Picardie	37,99	43,08	48,89	58,37	53,52	65,10	68,08	63,68	20,27	41,43
Poitou-Charentes	49,74	52,14	58,70	57,43	56,89	60,44	60,41	65,03	-	52,70
Provence-Alpes-Côte d'Azur	60,94	54,62	61,67	56,75	59,45	52,51	48,72	45,66	26,97	52,88
Rhône-Alpes	55,69	51,78	54,28	54,03	55,96	62,97	63,90	44,35	35,96	53,45
Métropole hors Île-de-France	41,91	49,47	54,91	56,08	61,31	65,10	61,87	56,27	42,89	49,02
Île-de-France	39,03	49,02	60,00	66,87	69,75	70,99	58,88	40,36	18,48	48,24
Métropole	41,86	49,45	55,10	56,48	61,85	65,69	60,87	51,32	33,59	48,98
Outre-mer	14,71	37,02	70,79	48,19	49,74	35,73	51,17	42,95	20,62	41,46
France entière	41,86	49,45	55,11	56,43	61,69	64,46	60,16	50,55	32,90	48,93
Type d'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	42,03	51,90	56,97	58,37	63,97	62,66	62,10	52,06	39,30	54,98
à un SAN ⁽²⁾	-	34,72	45,01	45,36	72,09	64,48	69,52	-	-	64,29
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	41,22	51,94	54,16	58,44	59,53	59,80	61,60	65,24	37,86	52,02
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	39,85	40,76	46,72	63,05	71,63	71,46	-	42,03	50,11
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	44,38	50,19	54,90	54,54	60,76	64,83	66,22	54,52	-	50,21
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	39,91	47,50	54,17	58,28	60,37	66,84	52,64	-	-	44,97
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	44,18	50,50	55,40	55,83	62,04	63,32	62,54	52,95	38,74	51,48
à un groupement à fiscalité additionnelle	39,91	47,50	54,04	58,00	60,41	67,09	53,64	-	42,03	44,99
Communes isolées	42,85	53,50	57,89	67,64	57,01	79,31	45,37	31,38	16,67	42,31

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements en 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	65,69	62,35	61,90	55,10	64,84	63,10	73,45	57,87	83,15	63,05
Aquitaine	58,99	60,62	62,88	63,37	62,99	58,55	72,82	59,36	89,82	61,13
Auvergne	56,64	60,95	70,11	83,24	74,42	87,78	69,58	-	69,10	61,02
Bourgogne	36,69	42,88	48,83	55,73	57,57	75,86	48,87	-	92,81	41,05
Bretagne	56,69	53,02	52,12	51,30	52,51	61,23	50,69	62,62	44,44	53,13
Centre	35,21	41,00	46,47	46,81	58,53	60,05	53,83	37,68	39,74	40,36
Champagne-Ardenne	22,90	24,36	29,47	32,78	28,35	37,33	44,91	47,23	32,18	24,18
Corse	56,62	58,54	83,67	58,82	73,11	105,49	66,10	48,60	-	74,12
Franche-Comté	26,47	29,91	34,11	35,61	47,69	46,14	36,67	88,10	27,53	28,76
Languedoc-Roussillon	96,43	83,40	76,75	69,95	82,70	87,42	89,76	67,37	67,66	82,87
Limousin	65,76	72,29	79,02	86,28	99,30	90,42	108,93	-	60,54	71,67
Lorraine	30,99	41,14	45,85	40,23	48,31	54,10	54,82	-	50,06	36,65
Midi-Pyrénées	83,21	98,10	103,85	118,43	115,94	121,39	114,51	105,61	91,33	94,80
Nord-Pas-de-Calais	41,38	49,32	58,99	63,00	70,81	72,08	62,81	71,73	18,74	52,03
Basse-Normandie	33,90	39,15	43,32	43,71	50,25	56,85	49,64	-	35,67	37,29
Haute-Normandie	40,44	46,09	60,73	58,92	60,33	65,77	55,03	79,70	29,53	45,33
Pays de la Loire	39,63	43,42	46,48	48,41	51,44	54,35	68,66	52,86	51,70	45,21
Picardie	38,03	43,01	48,89	58,54	53,20	65,37	68,27	64,00	20,27	41,46
Poitou-Charentes	49,66	52,47	58,75	57,50	57,49	59,17	60,52	65,77	-	52,86
Provence-Alpes-Côte d'Azur	61,09	54,76	61,57	57,32	59,44	52,54	49,36	45,78	26,66	53,05
Rhône-Alpes	55,90	51,86	55,34	53,31	56,08	63,57	63,48	44,90	36,44	53,66
Métropole hors Île-de-France	42,02	49,62	55,14	56,35	61,25	65,23	62,17	55,71	43,03	49,18
Île-de-France	39,34	49,45	60,57	66,97	69,97	72,08	58,80	40,43	18,60	48,82
Métropole	41,98	49,62	55,33	56,75	61,81	65,90	61,04	50,95	33,96	49,16
Outre-mer	14,78	37,04	70,33	41,41	12,42	16,31	33,95	10,70	20,65	17,22
France entière	41,98	49,61	55,35	56,66	59,45	60,05	57,88	35,68	33,25	48,53
Type d'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	40,62	51,17	55,89	57,83	63,29	64,25	60,96	50,62	39,23	54,02
à un SAN ⁽²⁾	-	34,58	51,09	41,69	71,79	63,78	68,29	-	-	63,52
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	41,74	51,19	54,44	56,92	59,44	59,91	62,14	65,50	38,56	52,17
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	40,06	41,02	46,91	62,71	72,03	71,46	-	42,45	50,44
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	44,86	50,31	55,22	54,76	61,31	65,61	64,38	54,51	-	50,40
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	39,44	47,78	55,41	61,14	58,79	69,98	51,97	-	-	44,98
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	44,42	50,48	55,39	55,78	62,09	64,40	61,59	51,63	38,97	51,42
à un groupement à fiscalité additionnelle	39,44	47,78	55,27	60,72	58,86	70,09	52,93	-	42,45	45,01
Communes isolées	31,41	39,10	45,96	51,48	5,32	10,86	20,66	9,62	16,67	12,79

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	22,30	22,19	22,25	22,86	24,87	24,14	24,14	23,82	26,15	23,89
Aquitaine	25,64	24,95	26,63	27,39	29,05	30,62	31,95	34,36	34,91	29,42
Auvergne	28,82	26,61	26,35	25,94	26,82	25,83	29,94	-	25,75	26,73
Bourgogne	20,53	21,59	22,90	24,89	24,95	25,52	25,74	-	25,77	23,82
Bretagne	23,46	24,08	24,07	24,75	25,45	26,33	26,09	24,61	28,62	25,49
Centre	20,83	21,76	22,18	22,61	23,27	24,21	25,17	26,22	24,12	23,07
Champagne-Ardenne	18,08	20,78	20,49	21,60	20,55	24,11	23,86	24,71	25,52	21,65
Corse	17,41	17,05	17,58	18,39	18,64	20,29	23,10	20,77	-	19,11
Franche-Comté	21,04	22,03	23,66	24,13	23,31	24,28	24,89	30,51	25,50	23,57
Languedoc-Roussillon	32,30	29,60	32,24	30,94	34,52	33,69	36,12	33,38	35,43	33,52
Limousin	30,93	29,08	29,53	29,76	28,56	29,30	-	32,10	26,40	28,95
Lorraine	19,40	20,89	20,36	22,80	24,69	22,19	24,27	-	27,04	22,45
Midi-Pyrénées	33,91	32,02	32,64	32,82	32,75	32,96	33,41	34,72	32,90	32,94
Nord-Pas-de-Calais	25,01	27,89	28,95	29,45	30,72	32,30	32,13	33,51	33,64	31,10
Basse-Normandie	17,41	20,49	22,05	22,83	25,09	24,02	25,53	-	26,19	21,60
Haute-Normandie	19,48	22,41	23,15	22,15	24,71	26,41	24,92	24,95	25,30	23,63
Pays de la Loire	22,34	22,68	23,28	24,82	24,71	26,88	29,67	26,18	28,29	25,53
Picardie	22,53	22,46	24,17	25,83	23,65	25,45	26,40	26,14	25,83	24,14
Poitou-Charentes	23,92	23,00	24,34	24,57	25,32	24,98	25,90	26,15	-	24,56
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27,81	28,36	28,42	28,60	28,85	31,05	30,85	31,44	30,83	30,38
Rhône-Alpes	30,80	25,68	25,67	25,17	25,58	26,25	27,02	26,41	28,07	26,45
Métropole hors Île-de-France	23,99	24,19	24,84	25,73	26,63	27,90	28,85	29,35	29,32	26,76
Île-de-France	19,77	20,26	21,99	23,33	23,92	25,99	25,53	25,34	18,16	22,81
Métropole	23,81	23,94	24,54	25,51	26,29	27,57	27,37	27,15	24,42	25,72
Outre-mer	22,43	22,62	25,90	20,34	23,91	22,42	24,00	25,96	23,49	24,17
France entière	23,81	23,93	24,55	25,49	26,27	27,46	27,19	27,09	24,41	25,69
Type d'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	25,11	25,96	25,79	26,82	27,08	27,17	26,98	26,50	27,86	26,92
à un SAN ⁽²⁾	-	25,61	25,86	27,65	26,85	32,76	30,13	-	-	30,37
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	28,22	28,99	29,69	29,65	30,44	31,25	30,63	33,35	30,40	30,70
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	24,32	22,72	22,28	25,41	26,85	28,01	-	26,58	26,16
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	22,85	23,03	23,46	24,54	24,63	26,07	24,85	20,37	-	23,99
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	24,30	24,19	24,26	24,60	24,73	25,71	23,44	-	-	24,44
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	23,13	23,82	24,54	25,83	26,61	27,72	27,59	27,21	29,10	26,71
à un groupement à fiscalité additionnelle	24,30	24,19	24,24	24,52	24,74	25,75	24,06	-	26,58	24,50
Communes isolées	26,90	23,77	27,05	22,34	24,71	26,63	25,49	26,59	16,52	20,96

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements en 2014*

	en pourcentage									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	22,42	22,27	22,26	23,07	25,05	24,25	24,17	23,82	26,20	23,93
Aquitaine	25,86	25,11	26,64	27,70	29,00	30,37	31,92	34,37	34,91	29,43
Auvergne	28,91	26,65	26,40	25,96	26,86	25,99	30,19	-	25,75	26,76
Bourgogne	20,76	21,77	22,93	25,19	25,07	25,63	25,63	-	25,96	23,92
Bretagne	23,39	24,10	24,14	24,90	25,43	26,31	26,07	24,60	28,62	25,50
Centre	21,05	22,02	22,17	22,59	23,47	24,17	25,00	25,89	24,11	23,14
Champagne-Ardenne	18,12	20,85	20,78	21,08	20,64	23,98	23,73	24,67	25,46	21,64
Corse	16,60	17,11	19,39	16,44	18,61	20,13	23,10	20,77	-	18,77
Franche-Comté	21,16	22,17	23,52	24,28	23,27	24,32	24,82	30,51	25,69	23,62
Languedoc-Roussillon	32,26	30,11	32,36	30,69	34,51	33,64	36,05	33,35	35,43	33,60
Limousin	31,15	29,12	29,35	29,80	28,71	29,32	32,02	-	26,40	28,96
Lorraine	19,43	21,23	20,32	22,77	24,82	22,24	24,53	-	27,04	22,57
Midi-Pyrénées	34,09	32,32	32,61	32,84	32,80	33,20	33,36	34,64	32,90	33,03
Nord-Pas-de-Calais	25,17	27,96	29,05	29,46	30,65	32,27	32,14	33,51	33,64	31,09
Basse-Normandie	17,48	20,59	22,21	22,78	24,98	24,16	25,03	-	26,17	21,61
Haute-Normandie	19,57	22,75	23,19	22,31	24,75	26,15	24,68	24,95	25,28	23,71
Pays de la Loire	22,18	22,83	23,38	24,88	24,77	26,86	29,68	26,14	28,33	25,55
Picardie	22,51	22,60	23,94	25,83	23,60	25,46	26,34	26,03	25,83	24,13
Poitou-Charentes	24,01	23,16	24,46	24,64	25,47	24,94	25,99	26,13	-	24,64
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27,97	28,61	28,47	28,72	29,12	31,16	31,05	31,51	30,82	30,49
Rhône-Alpes	31,05	25,87	26,00	25,19	25,72	26,17	26,94	26,48	28,04	26,54
Métropole hors Île-de-France	24,06	24,37	24,96	25,71	26,73	27,91	28,88	29,31	29,33	26,81
Île-de-France	20,64	21,15	22,28	23,61	24,06	25,94	25,80	25,70	18,18	22,95
Métropole	23,92	24,15	24,68	25,54	26,39	27,59	27,52	27,32	24,30	25,80
Outre-mer	24,55	21,19	24,80	20,32	23,68	22,81	24,20	24,93	23,49	24,06
France entière	23,92	24,15	24,68	25,51	26,37	27,50	27,35	27,19	24,29	25,76
Type d'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	24,04	25,77	25,69	26,69	27,19	27,12	26,85	26,75	27,97	26,91
à un SAN ⁽²⁾	-	25,69	25,85	27,71	26,91	32,61	30,38	-	-	30,34
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	28,24	29,04	29,76	29,39	30,55	31,25	30,65	33,33	30,41	30,72
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	24,43	22,76	22,41	25,62	26,92	28,01	-	26,84	26,32
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	23,16	23,25	23,58	24,31	24,70	25,89	25,03	20,37	-	24,07
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	24,65	24,55	25,04	24,91	24,60	25,60	23,79	-	-	24,74
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	23,30	23,98	24,61	25,66	26,69	27,60	27,43	27,44	29,15	26,69
à un groupement à fiscalité additionnelle	24,65	24,55	25,00	24,82	24,61	25,64	24,27	-	26,84	24,79
Communes isolées	19,89	27,55	22,55	26,77	26,03	31,98	28,12	26,08	16,52	19,93

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.3 Produits moyens par habitant

Les produits moyens par habitant de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements en 2013

en euros /hab.										
Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	210	228	238	263	280	288	318	242	332	271
Aquitaine	180	204	251	314	343	435	422	460	507	326
Auvergne	196	221	245	282	302	367	400	-	407	284
Bourgogne	202	223	236	272	280	283	373	-	373	267
Bretagne	190	233	292	335	352	411	396	397	466	335
Centre	185	200	227	235	282	321	359	362	376	266
Champagne-Ardenne	176	202	218	226	235	297	357	334	370	255
Corse	344	434	418	406	378	721	314	384	-	396
Franche-Comté	159	201	233	227	232	262	271	304	453	236
Languedoc-Roussillon	273	285	323	405	417	429	512	403	453	389
Limousin	200	217	241	290	339	312	-	338	417	285
Lorraine	149	190	226	238	279	278	344	-	433	255
Midi-Pyrénées	185	215	244	268	268	299	339	293	391	273
Nord-Pas-de-Calais	169	196	229	295	240	268	328	291	407	269
Basse-Normandie	144	169	263	337	227	276	295	-	384	227
Haute-Normandie	139	155	194	187	215	246	277	288	340	220
Pays de la Loire	171	200	237	286	304	436	395	393	411	307
Picardie	175	203	245	254	302	282	335	315	381	249
Poitou-Charentes	174	209	261	311	293	340	330	437	-	274
Provence-Alpes-Côte d'Azur	298	388	366	392	406	407	412	552	443	428
Rhône-Alpes	236	247	271	287	288	288	316	334	422	302
Métropole hors Île-de-France	186	218	259	300	306	337	363	393	417	301
Île-de-France	223	251	291	322	356	378	381	351	321	350
Métropole	186	219	261	302	311	344	370	374	391	310
Outre-mer	55	112	119	156	135	172	172	199	227	181
France entière	186	219	261	300	306	337	359	360	386	306
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	202	232	270	317	310	344	359	348	383	336
à un SAN ⁽²⁾	-	255	251	246	305	179	285	-	-	269
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	188	297	343	352	353	364	374	319	434	393
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	221	264	270	259	302	336	-	402	350
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	182	209	249	278	290	328	304	323	-	247
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	187	220	252	302	306	300	393	-	-	243
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	184	216	259	298	306	340	358	344	407	314
à un groupement à fiscalité additionnelle	187	220	253	302	305	300	386	-	402	246
Communes isolées	236	348	481	376	298	361	363	442	316	354

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements en 2014*

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	215	232	242	268	282	291	318	244	331	273
Aquitaine	182	206	254	315	349	427	430	467	514	330
Auvergne	199	222	252	285	304	365	413	-	404	286
Bourgogne	204	226	237	275	282	287	374	-	379	270
Bretagne	191	235	293	344	355	413	402	401	469	339
Centre	186	201	229	235	283	322	362	361	378	267
Champagne-Ardenne	176	204	215	226	236	295	364	325	374	255
Corse	364	443	440	372	378	738	315	382	-	400
Franche-Comté	161	204	233	233	233	268	273	303	460	239
Languedoc-Roussillon	275	287	314	415	420	429	515	396	448	389
Limousin	202	220	243	288	342	320	342	-	423	288
Lorraine	151	193	226	241	284	277	345	-	438	257
Midi-Pyrénées	189	218	249	263	275	303	339	295	394	276
Nord-Pas-de-Calais	171	199	233	297	242	270	329	296	410	272
Basse-Normandie	147	170	267	355	225	269	304	-	388	229
Haute-Normandie	141	157	195	189	222	252	275	297	341	221
Pays de la Loire	172	203	238	289	310	438	399	395	412	310
Picardie	176	206	247	258	303	283	337	321	386	252
Poitou-Charentes	175	211	265	315	300	339	333	439	-	277
Provence-Alpes-Côte d'Azur	300	391	369	400	410	413	417	554	452	434
Rhône-Alpes	241	252	276	292	289	288	322	333	422	305
Métropole hors Île-de-France	188	221	261	305	309	338	367	396	420	304
Île-de-France	227	257	293	330	359	384	385	353	325	354
Métropole	188	222	263	307	315	346	374	377	394	313
Outre-mer	24	117	124	166	105	146	170	180	231	166
France entière	188	222	262	305	307	336	362	358	390	309
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	198	233	268	316	311	341	363	359	386	337
à un SAN ⁽²⁾	-	235	273	251	302	184	278	-	-	267
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	191	297	347	363	361	357	381	324	439	397
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	225	273	280	260	306	344	-	406	355
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	185	212	251	281	293	336	320	323	-	251
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	191	230	272	323	315	319	379	-	-	255
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	186	218	260	300	309	340	361	355	411	316
à un groupement à fiscalité additionnelle	191	230	272	322	313	319	375	-	406	258
Communes isolées	288	253	176	449	130	250	360	377	318	330

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	en euros /hab.									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	95	122	159	162	219	195	230	229	274	188
Aquitaine	98	135	200	213	264	344	340	383	428	249
Auvergne	106	132	173	226	255	298	338	-	351	212
Bourgogne	101	146	198	226	286	321	349	-	364	221
Bretagne	98	126	168	192	229	278	305	313	301	212
Centre	99	149	194	230	277	318	338	300	324	230
Champagne-Ardenne	114	195	185	216	269	270	337	292	385	235
Corse	128	131	132	142	182	228	189	184	-	159
Franche-Comté	89	133	200	229	197	270	287	219	325	182
Languedoc-Roussillon	167	179	209	267	298	360	464	391	389	298
Limousin	101	135	188	196	251	305	-	459	232	202
Lorraine	76	107	167	157	202	190	252	-	265	167
Midi-Pyrénées	114	167	187	244	242	312	430	348	330	246
Nord-Pas-de-Calais	72	112	152	213	218	254	271	249	255	212
Basse-Normandie	150	153	225	331	301	285	326	-	356	225
Haute-Normandie	161	155	218	260	356	340	314	425	337	261
Pays de la Loire	103	120	155	196	233	288	313	318	342	222
Picardie	99	159	238	237	243	283	309	394	358	218
Poitou-Charentes	105	148	187	272	272	355	392	371	-	230
Provence-Alpes-Côte d'Azur	272	257	223	249	272	361	347	380	291	310
Rhône-Alpes	239	181	226	240	286	287	313	324	324	264
Métropole hors Île-de-France	119	149	190	225	257	296	327	332	322	238
Île-de-France	187	197	289	262	302	321	316	301	275	296
Métropole	120	151	195	227	262	300	323	318	309	249
Outre-mer	30	167	191	170	142	192	195	251	250	209
France entière	120	151	195	227	259	296	315	312	308	248
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	118	153	210	237	277	302	327	319	337	294
à un SAN ⁽²⁾	-	301	761	975	434	960	340	-	-	507
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	138	183	214	228	262	283	306	296	303	291
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	158	241	219	243	255	343	-	309	291
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	114	142	182	208	235	286	268	150	-	185
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	126	159	193	239	252	267	300	-	-	184
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	114	145	193	223	261	299	320	314	321	257
à un groupement à fiscalité additionnelle	126	159	194	239	252	267	306	-	309	187
Communes isolées	160	233	336	245	244	292	282	301	264	274

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;
(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements en 2014*

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	100	125	161	172	223	198	231	235	276	191
Aquitaine	102	138	205	220	271	346	347	392	436	255
Auvergne	108	134	181	227	262	294	371	-	360	217
Bourgogne	105	151	200	231	292	330	355	-	371	226
Bretagne	101	129	171	198	235	283	314	319	307	217
Centre	102	152	195	231	285	327	344	303	329	235
Champagne-Ardenne	116	203	189	225	276	272	343	294	390	240
Corse	160	143	128	146	186	245	198	182	-	167
Franche-Comté	92	136	203	235	200	277	295	230	334	186
Languedoc-Roussillon	172	184	205	282	303	363	474	388	390	301
Limousin	105	139	194	205	258	318	471	-	238	208
Lorraine	79	111	170	161	207	194	257	-	271	172
Midi-Pyrénées	120	171	195	247	245	323	436	353	335	251
Nord-Pas-de-Calais	74	116	158	217	223	259	275	255	258	216
Basse-Normandie	154	157	231	350	300	292	325	-	365	230
Haute-Normandie	165	158	222	263	352	355	324	446	345	267
Pays de la Loire	105	125	158	212	233	291	320	324	347	227
Picardie	102	162	245	245	248	284	313	402	363	222
Poitou-Charentes	108	152	192	277	283	358	401	378	-	235
Provence-Alpes-Côte d'Azur	279	263	230	259	281	372	359	387	309	321
Rhône-Alpes	245	185	233	244	291	292	318	326	327	269
Métropole hors Île-de-France	123	153	194	231	262	301	336	335	330	243
Île-de-France	192	209	296	264	312	328	322	307	278	302
Métropole	124	155	200	234	268	306	330	322	315	254
Outre-mer	646	157	197	182	115	172	192	233	255	196
France entière	124	155	200	233	262	299	322	314	314	252
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	118	155	211	240	280	304	334	326	342	296
à un SAN ⁽²⁾	-	291	810	1 010	438	962	343	-	-	510
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	137	184	221	243	266	287	314	302	312	299
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	165	251	230	250	261	352	-	316	298
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	119	146	186	215	241	295	268	152	-	190
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	131	169	212	254	262	277	272	-	-	195
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	119	149	196	229	264	304	326	321	328	261
à un groupement à fiscalité additionnelle	131	169	212	253	262	276	280	-	316	198
Communes isolées	178	133	130	181	112	247	280	275	266	265

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Remarque : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer s'explique par la présence de la commune Saint-Elie (département de la Guyane), qui était comptabilisée dans la deuxième strate en 2013, et dont le produit par habitant s'élève à 1 047,1 € en 2014.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	en euros /hab.									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	40,6	27,7	16,1	12,3	8,2	4,3	4,8	5,1	2,1	13,5
Aquitaine	54,6	32,6	19,0	12,8	12,4	5,6	4,1	3,0	1,7	18,2
Auvergne	87,6	37,4	18,3	9,7	10,4	6,3	2,7	-	1,3	27,0
Bourgogne	71,6	34,6	22,0	12,3	9,0	5,1	3,1	-	2,1	27,0
Bretagne	63,5	37,4	23,7	19,0	12,6	7,5	3,6	3,4	1,2	18,8
Centre	75,7	35,6	18,2	11,2	7,5	4,2	3,1	2,7	1,0	21,2
Champagne-Ardenne	57,3	26,7	12,2	9,0	3,4	2,2	2,9	1,7	2,2	20,5
Corse	1,1	3,9	5,4	2,6	2,5	39,0	0,4	1,6	-	3,9
Franche-Comté	29,4	12,7	6,5	6,8	3,1	2,6	1,6	2,7	0,9	11,8
Languedoc-Roussillon	59,5	32,5	22,0	15,4	12,1	17,5	8,3	9,1	3,3	18,2
Limousin	68,1	39,3	19,7	13,1	12,3	6,0	-	3,8	1,1	25,5
Lorraine	37,0	14,9	6,8	4,6	3,4	2,6	2,4	-	1,0	10,2
Midi-Pyrénées	59,8	36,4	20,5	17,1	11,8	9,9	4,0	6,5	1,1	22,1
Nord-Pas-de-Calais	52,3	28,2	14,7	9,6	6,9	4,5	1,9	1,6	1,6	10,3
Basse-Normandie	71,5	37,3	18,7	11,5	7,6	4,8	2,7	-	1,1	29,1
Haute-Normandie	55,0	27,2	13,1	9,4	4,4	4,1	2,2	2,1	0,7	15,9
Pays de la Loire	87,2	43,7	24,5	18,4	14,7	8,1	5,0	3,7	1,9	21,0
Picardie	64,3	28,5	13,3	9,7	7,4	4,3	3,3	2,5	0,8	23,1
Poitou-Charentes	72,8	40,9	19,8	14,0	9,9	6,7	3,1	2,1	-	26,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	31,8	24,2	21,4	16,1	10,9	9,2	4,2	6,4	1,0	7,9
Rhône-Alpes	37,2	21,1	11,8	8,8	5,7	3,3	2,6	1,5	1,1	9,5
Métropole hors Île-de-France	58,0	31,0	17,6	12,9	9,0	6,3	3,4	3,6	1,4	16,7
Île-de-France	47,6	22,9	12,5	7,8	5,7	3,3	2,4	1,5	1,0	3,7
Métropole	57,8	30,6	17,3	12,5	8,6	5,7	3,0	2,7	1,3	14,3
Outre-mer	1,0	3,1	10,7	4,3	3,3	3,0	3,4	2,5	1,7	2,9
France entière	57,8	30,6	17,3	12,4	8,5	5,6	3,0	2,6	1,3	14,0
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	42,2	22,8	14,0	10,2	7,0	4,7	3,1	3,0	1,7	6,2
à un SAN ⁽²⁾	-	13,3	13,1	10,5	9,2	11,3	4,3	-	-	7,3
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	51,4	19,3	8,9	6,0	5,2	3,7	2,3	2,1	1,2	2,7
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	27,6	12,4	12,6	7,5	6,1	1,7	-	2,8	4,7
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	58,1	31,8	19,1	14,4	10,9	7,4	5,2	1,6	-	24,4
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	59,8	32,9	18,0	13,3	9,4	6,5	3,4	-	-	30,2
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	56,5	29,6	17,1	12,2	8,4	5,5	3,1	2,9	1,4	11,9
à un groupement à fiscalité additionnelle	59,8	32,8	17,9	13,3	9,3	6,5	3,2	-	2,8	29,5
Communes isolées	32,2	26,9	19,3	10,7	6,1	6,0	2,3	1,2	0,8	3,3

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements en 2014*

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	41,6	28,1	16,1	11,7	8,8	4,3	4,8	5,0	2,2	13,8
Aquitaine	55,6	32,6	19,1	13,1	12,4	6,3	3,9	2,8	1,7	18,3
Auvergne	88,5	37,7	18,4	9,8	10,6	5,8	3,4	-	1,3	27,2
Bourgogne	73,0	35,2	22,0	12,3	9,9	5,3	3,1	-	2,2	27,5
Bretagne	64,7	37,8	23,6	18,8	12,7	7,4	3,5	3,2	1,4	18,8
Centre	76,5	35,7	18,8	11,5	7,6	4,3	3,0	2,7	1,0	21,4
Champagne-Ardenne	57,9	26,9	13,1	10,5	3,3	2,2	3,0	1,6	2,1	20,8
Corse	1,1	3,8	6,1	2,5	2,4	37,5	0,4	1,5	-	3,7
Franche-Comté	29,4	12,9	6,5	6,9	3,3	2,7	1,6	2,4	0,8	11,9
Languedoc-Roussillon	59,9	32,6	21,6	14,8	12,4	17,1	8,0	8,8	3,1	18,0
Limousin	69,1	39,9	19,9	13,2	12,4	6,1	3,9	-	1,2	25,9
Lorraine	37,3	14,8	6,9	4,7	3,3	2,7	2,4	-	1,0	10,2
Midi-Pyrénées	60,5	37,2	20,2	17,8	11,6	10,5	4,0	6,4	1,1	22,3
Nord-Pas-de-Calais	52,6	28,3	14,9	9,6	6,9	4,7	1,9	1,6	1,6	10,4
Basse-Normandie	72,3	38,1	18,8	12,2	7,1	4,9	2,8	-	1,0	29,4
Haute-Normandie	55,4	27,4	13,6	8,9	4,3	4,1	2,2	2,1	0,8	16,0
Pays de la Loire	88,5	44,1	24,8	18,2	14,9	8,0	5,2	3,7	1,9	21,0
Picardie	64,8	29,1	13,2	10,0	7,4	4,3	3,3	2,5	0,8	23,3
Poitou-Charentes	73,2	41,3	19,9	14,0	9,8	6,9	3,2	2,2	-	26,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	32,4	24,1	21,5	15,8	11,2	9,1	4,2	6,3	1,0	7,9
Rhône-Alpes	37,4	21,2	11,8	8,8	5,9	3,4	2,5	1,5	1,1	9,5
Métropole hors Île-de-France	58,7	31,2	17,8	12,8	9,1	6,3	3,4	3,6	1,4	16,8
Île-de-France	48,2	23,4	12,5	8,0	5,8	3,4	2,4	1,4	0,9	3,7
Métropole	58,5	30,9	17,5	12,5	8,8	5,8	3,0	2,6	1,3	14,4
Outre-mer	0,8	3,2	10,4	4,5	2,5	3,6	3,4	3,2	1,7	3,1
France entière	58,5	30,9	17,5	12,4	8,6	5,7	3,0	2,6	1,3	14,0
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	43,5	23,5	14,5	10,0	7,1	4,9	3,1	2,9	1,7	6,5
à un SAN ⁽²⁾	-	11,9	14,1	10,7	8,8	10,5	3,8	-	-	6,9
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	57,7	19,5	9,2	5,8	5,1	3,8	2,3	2,1	1,2	2,8
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	27,5	12,3	12,9	7,4	6,1	1,7	-	2,6	4,6
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	59,0	32,2	19,0	14,6	11,0	7,4	5,3	1,6	-	24,8
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	60,1	33,5	18,7	13,5	9,6	6,9	2,9	-	-	30,2
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	57,2	29,8	17,2	12,2	8,5	5,6	3,1	2,8	1,4	12,3
à un groupement à fiscalité additionnelle	60,1	33,5	18,6	13,5	9,5	6,9	2,8	-	2,6	29,4
Communes isolées	21,5	18,1	19,2	7,0	2,7	3,8	1,5	1,8	0,7	1,3

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (y compris la taxe additionnelle) des communes et de leurs groupements en 2013

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	41,2	28,8	17,4	13,7	9,4	5,3	5,5	5,8	3,1	14,6
Aquitaine	55,7	34,0	21,0	14,9	14,8	7,3	5,3	4,2	2,2	19,8
Auvergne	88,5	38,6	19,5	11,2	11,9	7,4	4,0	-	1,8	28,1
Bourgogne	72,8	36,0	23,2	13,9	10,1	5,9	4,1	-	2,9	28,2
Bretagne	64,3	38,4	25,1	20,8	14,1	8,9	5,0	4,7	1,9	20,0
Centre	77,1	37,0	19,7	12,8	8,9	5,3	4,4	4,3	1,7	22,5
Champagne-Ardenne	57,8	27,4	12,9	9,6	4,0	3,0	3,5	2,4	3,0	21,1
Corse	1,9	6,3	7,8	4,3	3,8	52,0	0,7	2,7	-	5,8
Franche-Comté	30,1	13,6	7,5	7,6	4,1	3,4	2,3	3,3	1,6	12,6
Languedoc-Roussillon	61,1	34,5	24,0	17,7	13,8	19,4	10,9	13,0	4,7	20,1
Limousin	69,0	40,5	21,3	14,8	14,4	7,3	-	5,5	1,6	26,7
Lorraine	37,8	15,7	7,5	5,2	4,2	3,5	3,2	-	1,5	11,0
Midi-Pyrénées	61,1	38,1	22,2	19,0	13,2	11,7	5,3	8,0	1,9	23,5
Nord-Pas-de-Calais	53,6	29,8	16,3	11,1	8,1	5,8	2,8	2,5	5,7	11,8
Basse-Normandie	74,1	40,0	21,9	14,6	10,0	6,2	4,2	-	2,2	31,5
Haute-Normandie	56,7	28,7	14,4	10,7	5,3	5,4	3,4	3,2	1,5	17,1
Pays de la Loire	88,3	44,9	25,8	20,0	16,0	9,6	5,7	4,7	2,7	22,2
Picardie	65,2	29,7	14,4	10,6	9,2	5,2	4,2	3,4	2,0	24,2
Poitou-Charentes	73,5	42,0	21,1	15,8	11,5	7,6	4,1	3,0	-	27,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33,9	26,4	24,0	18,2	12,6	11,0	5,4	8,2	1,5	9,3
Rhône-Alpes	37,8	22,1	13,0	10,1	6,9	4,2	3,4	2,2	1,9	10,4
Métropole hors Île-de-France	59,1	32,3	19,1	14,5	10,4	7,6	4,5	4,9	2,3	18,0
Île-de-France	49,6	24,6	14,5	9,1	7,1	4,2	3,2	2,0	1,3	4,5
Métropole	58,9	32,0	18,9	14,1	10,1	6,9	4,0	3,6	2,0	15,5
Outre-mer	1,1	3,5	11,8	5,0	3,7	3,8	4,1	3,2	2,7	3,7
France entière	58,9	32,0	18,9	14,0	9,9	6,8	4,0	3,6	2,0	15,2
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	43,6	24,4	15,7	11,8	8,4	5,8	4,2	4,1	2,6	7,3
à un SAN ⁽²⁾	-	14,4	20,3	13,1	11,7	16,2	5,3	-	-	9,7
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	52,6	21,0	10,3	7,2	6,3	4,7	3,1	3,1	2,0	3,6
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	29,5	15,4	14,6	9,1	7,3	2,4	-	4,3	6,2
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	59,3	33,1	20,6	16,0	12,2	8,8	6,2	2,3	-	25,8
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	60,9	34,2	19,5	15,0	11,0	7,8	4,2	-	-	31,6
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	57,7	30,9	18,6	13,8	9,7	6,7	4,1	3,9	2,3	13,1
à un groupement à fiscalité additionnelle	60,9	34,2	19,4	15,0	11,0	7,7	4,0	-	4,3	30,9
Communes isolées	33,4	29,0	22,0	12,5	7,4	7,2	3,1	1,7	0,9	3,9

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (y compris la taxe additionnelle) des communes et de leurs groupements en 2014*

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	42,2	29,3	17,4	13,1	10,3	5,3	5,7	5,6	3,3	14,9
Aquitaine	56,7	34,0	21,1	15,1	14,8	8,3	5,1	4,0	2,2	19,9
Auvergne	89,5	38,9	19,7	11,2	12,2	6,9	5,0	-	1,8	28,4
Bourgogne	74,2	36,7	23,3	14,1	11,2	6,2	4,0	-	3,0	28,8
Bretagne	65,5	38,8	25,1	20,6	14,2	8,8	4,9	4,4	2,1	20,1
Centre	77,9	37,2	20,3	13,1	8,9	5,4	4,4	4,2	1,7	22,7
Champagne-Ardenne	58,4	27,6	13,7	11,1	4,0	3,0	3,6	2,3	2,9	21,4
Corse	1,9	6,1	8,7	4,0	3,6	49,9	0,7	2,6	-	5,5
Franche-Comté	30,1	13,8	7,5	7,7	4,2	3,6	2,3	2,9	1,5	12,7
Languedoc-Roussillon	61,5	34,6	23,5	17,1	14,1	18,9	10,4	12,6	4,4	19,9
Limousin	70,0	41,1	21,6	14,9	14,4	7,4	5,7	-	1,7	27,1
Lorraine	38,0	15,6	7,7	5,3	4,1	3,6	3,1	-	1,5	11,0
Midi-Pyrénées	61,8	38,9	22,0	19,7	13,0	12,3	5,3	7,7	1,8	23,7
Nord-Pas-de-Calais	53,9	29,9	16,5	11,1	8,1	6,0	2,8	2,6	5,7	11,9
Basse-Normandie	74,9	40,9	21,9	15,6	9,3	6,4	4,2	-	1,9	31,8
Haute-Normandie	57,1	29,0	14,8	10,2	5,1	5,5	3,6	3,1	1,7	17,3
Pays de la Loire	89,6	45,3	26,1	19,8	16,2	9,5	5,9	4,7	2,7	22,2
Picardie	65,7	30,3	14,3	11,0	9,2	5,3	4,2	3,4	2,0	24,4
Poitou-Charentes	73,9	42,4	21,3	15,8	11,5	7,8	4,2	3,1	-	27,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	34,4	26,3	24,1	17,8	12,9	10,9	5,4	7,9	1,6	9,2
Rhône-Alpes	38,0	22,3	13,0	10,2	7,0	4,3	3,3	2,2	1,8	10,4
Métropole hors Île-de-France	59,8	32,6	19,3	14,5	10,6	7,6	4,5	4,8	2,3	18,1
Île-de-France	50,1	25,2	14,5	9,4	7,2	4,3	3,2	2,0	1,2	4,5
Métropole	59,6	32,3	19,0	14,1	10,2	7,0	4,0	3,5	2,0	15,6
Outre-mer	1,4	3,7	11,5	5,2	2,7	4,2	4,3	3,8	2,7	3,8
France entière	59,6	32,3	19,0	14,0	9,9	6,9	4,0	3,5	2,0	15,2
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	44,9	25,1	16,1	11,6	8,6	6,0	4,1	3,9	2,6	7,7
à un SAN ⁽²⁾	-	13,0	20,8	14,3	11,1	15,0	4,7	-	-	9,1
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	58,9	21,2	10,7	7,0	6,2	5,0	3,1	3,1	2,0	3,7
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	29,5	15,2	15,0	9,1	7,3	2,4	-	4,1	6,1
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	60,1	33,5	20,5	16,2	12,3	8,8	6,2	2,3	-	26,1
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	61,2	34,9	20,3	15,3	11,2	8,2	3,8	-	-	31,6
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	58,3	31,2	18,7	13,7	9,8	6,8	4,1	3,8	2,3	13,5
à un groupement à fiscalité additionnelle	61,2	34,9	20,2	15,3	11,2	8,1	3,6	-	4,1	30,8
Communes isolées	25,1	18,6	20,1	8,7	2,9	4,4	2,1	2,2	0,8	1,6

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant des trois taxes ménages des communes et de leurs groupements en 2013

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	346	378	413	437	508	487	553	476	607	473
Aquitaine	333	372	470	540	620	785	766	847	937	594
Auvergne	389	390	436	518	567	671	741	-	759	523
Bourgogne	375	403	456	510	575	609	725	-	740	515
Bretagne	352	397	484	546	593	697	705	713	768	566
Centre	360	384	439	476	567	644	700	664	701	517
Champagne-Ardenne	347	424	416	451	507	569	698	628	757	510
Corse	473	569	555	551	562	988	503	570	-	559
Franche-Comté	277	347	440	462	433	535	559	526	779	430
Languedoc-Roussillon	500	496	555	688	728	807	984	802	846	705
Limousin	369	392	449	499	602	624	-	801	649	512
Lorraine	262	312	399	400	484	470	598	-	699	432
Midi-Pyrénées	360	418	451	529	522	621	774	648	722	540
Nord-Pas-de-Calais	293	337	396	518	465	526	601	542	663	491
Basse-Normandie	365	359	507	679	536	566	624	-	741	481
Haute-Normandie	355	337	425	456	575	589	593	715	678	497
Pays de la Loire	361	364	416	500	551	732	713	715	755	551
Picardie	339	391	497	501	552	569	647	712	740	491
Poitou-Charentes	352	398	468	597	575	701	725	810	-	530
Provence-Alpes-Côte d'Azur	602	669	611	658	689	777	763	939	734	745
Rhône-Alpes	512	449	509	536	579	579	631	659	748	575
Métropole hors Île-de-France	363	398	467	538	572	638	693	728	741	556
Île-de-France	458	472	592	592	664	702	699	653	597	650
Métropole	365	401	473	541	582	650	696	695	701	573
Outre-mer	85	283	320	330	280	367	371	453	478	392
France entière	365	400	473	539	574	638	678	675	695	568
Type de L'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	362	408	493	563	594	651	690	669	721	636
à un SAN ⁽²⁾	-	569	1 025	1 232	748	1 150	629	-	-	783
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	378	499	566	587	620	651	682	617	738	687
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	406	517	501	509	563	681	-	714	645
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	353	383	450	501	537	621	577	475	-	457
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	373	412	463	555	568	574	697	-	-	457
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	354	390	469	533	575	645	681	661	729	583
à un groupement à fiscalité additionnelle	373	412	464	554	567	573	695	-	714	462
Communes isolées	428	607	837	632	548	658	647	745	581	632

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant des trois taxes ménages des communes et de leurs groupements en 2014*

	en euros /hab.								
Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus
Alsace	356	385	419	451	513	493	554	484	609
Aquitaine	340	377	478	548	632	779	781	863	952
Auvergne	396	394	451	522	577	665	788	-	765
Bourgogne	382	412	460	518	584	622	733	-	752
Bretagne	357	401	488	561	602	704	719	724	777
Centre	364	389	443	478	575	654	709	667	708
Champagne-Ardenne	350	434	417	461	515	569	710	621	766
Corse	524	590	574	521	566	1 020	513	566	-
Franche-Comté	283	353	442	475	436	547	570	535	795
Languedoc-Roussillon	507	503	541	712	735	809	998	792	841
Limousin	376	399	458	506	612	644	816	-	662
Lorraine	268	319	402	407	495	474	604	-	710
Midi-Pyrénées	369	426	464	528	532	637	779	655	730
Nord-Pas-de-Calais	298	343	406	524	472	534	605	553	669
Basse-Normandie	374	365	517	717	532	566	632	-	755
Haute-Normandie	361	342	431	461	579	611	601	745	687
Pays de la Loire	365	372	421	519	558	737	723	723	761
Picardie	343	397	505	513	559	571	653	725	750
Poitou-Charentes	357	404	478	607	592	704	737	819	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur	611	678	621	675	702	794	780	948	761
Rhône-Alpes	523	458	521	545	586	584	642	661	750
Métropole hors Île-de-France	369	405	473	549	581	645	706	735	751
Île-de-France	467	489	602	602	676	715	709	662	604
Métropole	371	408	480	553	591	658	707	702	711
Outre-mer	671	277	331	352	222	322	366	416	488
France entière	371	408	479	550	578	641	687	675	705
Type de l'EPCI en 2014									
à une CA ⁽¹⁾	359	411	493	566	598	650	700	688	730
à un SAN ⁽²⁾	-	538	1 096	1 272	749	1 156	625	-	-
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	386	501	577	611	632	648	696	628	752
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	417	536	523	517	573	697	-	725
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	363	391	457	510	545	638	592	476	-
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	382	433	502	591	586	603	654	-	-
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	362	397	474	542	582	650	691	679	741
à un groupement à fiscalité additionnelle	382	433	503	589	585	602	658	-	725
Communes isolées	487	404	325	637	244	501	641	654	584

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant des trois taxes ménages (y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti) des communes et de leurs groupements en 2013

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	346	379	415	438	509	488	553	477	608	474
Aquitaine	334	373	472	542	623	787	767	848	937	595
Auvergne	390	391	437	520	568	672	742	-	760	524
Bourgogne	376	404	458	512	576	610	726	-	740	516
Bretagne	353	398	486	548	595	698	706	714	769	567
Centre	361	386	441	478	568	645	701	666	702	519
Champagne-Ardenne	347	424	416	452	508	570	698	628	758	511
Corse	473	571	558	553	563	1 001	503	571	-	561
Franche-Comté	278	348	441	463	433	536	560	526	780	430
Languedoc-Roussillon	502	498	557	690	729	809	987	806	847	707
Limousin	370	393	451	500	604	625	-	802	650	513
Lorraine	263	313	400	400	485	471	599	-	700	433
Midi-Pyrénées	361	420	453	531	523	623	775	649	723	542
Nord-Pas-de-Calais	294	339	398	520	466	527	602	543	667	493
Basse-Normandie	368	362	510	682	538	567	626	-	742	483
Haute-Normandie	357	339	427	458	576	591	594	716	679	498
Pays de la Loire	362	365	418	502	553	733	714	716	756	552
Picardie	340	392	498	502	554	570	648	713	741	492
Poitou-Charentes	353	399	470	598	577	702	726	811	-	531
Provence-Alpes-Côte d'Azur	604	671	613	660	691	778	764	941	735	747
Rhône-Alpes	513	450	510	537	580	579	632	660	748	576
Métropole hors Île-de-France	364	399	468	539	573	640	694	729	741	557
Île-de-France	460	473	594	593	665	703	700	654	597	651
Métropole	366	402	475	543	583	651	697	695	702	574
Outre-mer	86	283	322	331	281	368	371	453	479	393
France entière	366	402	475	540	575	639	678	675	696	569
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	363	410	495	565	595	652	691	670	722	637
à un SAN ⁽²⁾	-	570	1 032	1 235	750	1 155	630	-	-	785
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	379	501	567	588	622	652	683	618	738	688
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	408	520	503	511	564	681	-	715	647
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	355	384	452	503	538	623	578	475	-	458
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	374	413	465	557	570	575	698	-	-	458
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	356	392	470	534	577	646	682	662	730	584
à un groupement à fiscalité additionnelle	374	413	466	556	568	575	696	-	715	463
Communes isolées	429	610	839	634	549	660	648	745	581	632

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant des trois taxes ménages (y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti) des communes et de leurs groupements en 2014*

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	357	386	420	452	515	494	555	485	610	479
Aquitaine	341	378	480	550	635	781	782	864	952	605
Auvergne	396	395	452	523	578	666	790	-	766	531
Bourgogne	384	413	461	519	585	623	734	-	753	525
Bretagne	358	402	489	563	604	705	721	725	778	575
Centre	366	391	444	480	576	655	711	668	709	525
Champagne-Ardenne	351	434	418	462	515	570	710	622	767	516
Corse	525	593	577	522	567	1 032	514	567	-	573
Franche-Comté	284	354	444	476	437	548	570	535	795	437
Languedoc-Roussillon	508	505	542	714	737	811	1 000	796	842	710
Limousin	377	400	459	508	614	645	818	-	663	523
Lorraine	268	320	403	408	496	475	605	-	710	440
Midi-Pyrénées	370	428	466	530	533	639	780	656	730	551
Nord-Pas-de-Calais	300	345	408	526	473	536	606	554	673	500
Basse-Normandie	376	368	520	721	534	567	633	-	755	491
Haute-Normandie	363	343	432	463	579	612	602	746	688	505
Pays de la Loire	366	373	422	521	559	738	724	724	762	559
Picardie	344	398	506	514	561	572	654	726	751	498
Poitou-Charentes	357	405	479	609	594	705	738	820	-	539
Provence-Alpes-Côte d'Azur	614	680	623	678	703	796	781	949	762	765
Rhône-Alpes	524	459	523	547	587	585	643	662	751	584
Métropole hors Île-de-France	370	406	474	551	582	647	707	736	752	565
Île-de-France	469	491	604	603	678	716	710	662	604	661
Métropole	372	409	481	554	592	659	708	703	711	583
Outre-mer	672	277	332	353	223	323	367	416	489	367
France entière	372	409	481	552	580	642	688	676	706	576
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	361	413	495	568	599	651	701	689	731	641
à un SAN ⁽²⁾	-	539	1 103	1 276	751	1 161	626	-	-	786
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	387	503	579	612	633	650	697	629	753	700
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	419	539	525	519	574	698	-	726	659
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	364	392	458	512	546	639	593	477	-	467
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	383	434	504	592	588	605	655	-	-	481
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	364	399	475	543	583	651	692	680	741	591
à un groupement à fiscalité additionnelle	383	434	504	591	586	603	659	-	726	487
Communes isolées	491	404	326	638	244	502	642	655	584	597

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements en 2013

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	39	80	140	121	191	115	173	120	118	118
Aquitaine	46	73	84	82	107	141	109	154	145	99
Auvergne	56	56	85	106	116	115	91	-	122	86
Bourgogne	34	58	85	98	119	119	108	-	80	78
Bretagne	31	39	59	72	90	109	106	98	86	74
Centre	38	87	77	125	98	105	103	100	86	89
Champagne-Ardenne	53	105	70	109	153	85	100	70	97	90
Corse	40	33	38	78	59	109	49	39	-	45
Franche-Comté	36	73	130	150	73	85	134	98	95	81
Languedoc-Roussillon	55	64	66	95	108	120	115	135	127	98
Limousin	58	59	70	66	91	97	-	122	89	76
Lorraine	42	65	113	92	99	101	76	-	87	83
Midi-Pyrénées	79	104	81	108	118	131	186	124	179	123
Nord-Pas-de-Calais	39	82	83	99	114	133	101	126	144	106
Basse-Normandie	84	62	63	79	135	90	107	-	62	79
Haute-Normandie	101	89	70	114	226	99	84	123	102	110
Pays de la Loire	34	43	75	94	121	123	130	119	92	88
Picardie	39	77	111	109	79	86	84	93	107	80
Poitou-Charentes	28	63	58	102	96	87	94	92	-	73
Provence-Alpes-Côte d'Azur	140	89	102	105	99	183	134	132	99	121
Rhône-Alpes	182	102	143	130	157	135	123	135	125	131
Métropole hors Île-de-France	61	74	90	102	120	125	116	118	111	100
Île-de-France	111	107	164	124	126	106	124	153	141	132
Métropole	62	76	94	104	121	122	119	134	119	106
Outre-mer	23	162	265	32	34	52	99	79	79	77
France entière	62	76	94	103	119	119	118	129	118	105
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	64	79	107	104	130	103	114	122	107	111
à un SAN ⁽²⁾	-	555	512	856	161	933	100	-	-	306
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	103	141	133	140	146	158	143	145	124	135
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	62	120	140	68	68	137	-	109	105
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	57	72	85	96	95	113	91	42	-	83
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	63	74	86	96	112	106	108	-	-	82
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	58	75	94	104	118	119	117	124	115	106
à un groupement à fiscalité additionnelle	63	74	86	97	111	104	112	-	109	83
Communes isolées	131	147	208	118	204	143	125	159	131	139

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements en 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en euros /hab.									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	39	79	138	129	191	115	167	121	109	116
Aquitaine	46	75	83	81	108	146	104	157	140	98
Auvergne	55	58	89	101	120	110	100	-	123	87
Bourgogne	36	60	85	103	118	122	111	-	81	79
Bretagne	31	38	60	70	91	107	107	96	83	73
Centre	39	86	75	124	101	105	100	98	82	88
Champagne-Ardenne	53	107	76	105	158	86	99	68	97	90
Corse	65	38	39	49	56	105	46	39	-	48
Franche-Comté	36	73	128	152	71	86	138	95	94	81
Languedoc-Roussillon	56	59	65	93	110	119	121	133	124	97
Limousin	59	61	71	65	91	98	125	-	93	77
Lorraine	42	66	111	95	99	103	77	-	90	84
Midi-Pyrénées	81	106	82	109	118	135	189	123	182	125
Nord-Pas-de-Calais	41	84	84	99	114	137	101	127	142	108
Basse-Normandie	86	62	63	80	131	88	106	-	61	79
Haute-Normandie	102	89	72	114	209	112	93	124	104	111
Pays de la Loire	32	45	75	101	116	122	129	119	88	88
Picardie	40	76	117	111	79	84	85	93	103	81
Poitou-Charentes	29	63	60	103	96	89	96	89	-	73
Provence-Alpes-Côte d'Azur	144	88	102	97	97	191	131	130	93	119
Rhône-Alpes	184	103	147	131	159	136	122	135	125	132
Métropole hors Île-de-France	62	75	91	102	120	127	116	117	109	100
Île-de-France	115	117	164	116	127	104	122	151	145	132
Métropole	63	76	95	103	120	123	118	133	119	106
Outre-mer	3 493	59	249	30	25	37	90	71	76	67
France entière	63	76	95	102	117	119	117	127	118	105
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	60	77	107	101	126	100	114	122	106	109
à un SAN ⁽²⁾	-	632	510	862	162	975	95	-	-	311
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	99	140	137	138	147	165	139	148	120	134
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	62	124	139	66	66	138	-	107	104
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	60	73	85	97	95	116	98	39	-	84
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	67	79	97	99	122	117	109	-	-	89
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	60	75	95	103	116	119	116	124	113	105
à un groupement à fiscalité additionnelle	67	79	97	100	120	113	112	-	107	89
Communes isolées	150	43	67	45	160	131	122	144	135	135

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Remarque : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer s'explique par la présence de la commune Saint-Elie (département de la Guyane), qui était comptabilisée dans la deuxième strate en 2013, et dont le produit par habitant s'élève à 5 750,6 € en 2014.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des communes et de leurs groupements en 2013

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	16	39	69	64	102	74	133	88	99	74
Aquitaine	17	27	43	47	56	78	57	100	98	52
Auvergne	13	25	37	51	73	69	58	-	97	47
Bourgogne	15	31	55	62	76	77	78	-	67	49
Bretagne	14	20	34	44	54	81	73	76	72	49
Centre	16	37	50	69	66	84	75	79	72	56
Champagne-Ardenne	23	51	47	70	77	57	77	53	67	53
Corse	14	23	40	58	59	96	37	45	-	39
Franche-Comté	17	46	66	76	48	64	70	82	60	49
Languedoc-Roussillon	13	16	30	38	43	53	46	65	67	42
Limousin	14	21	33	41	42	50	-	81	69	39
Lorraine	17	33	49	55	52	54	57	-	66	46
Midi-Pyrénées	14	31	31	59	49	66	99	64	104	55
Nord-Pas-de-Calais	16	32	46	41	46	54	62	63	89	51
Basse-Normandie	16	35	47	58	96	70	65	-	61	47
Haute-Normandie	33	40	54	83	105	58	63	72	75	60
Pays de la Loire	12	25	43	54	73	78	94	94	80	59
Picardie	15	38	61	65	52	62	61	72	71	47
Poitou-Charentes	13	31	36	71	70	71	77	78	-	49
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22	28	37	35	47	69	68	58	56	55
Rhône-Alpes	25	37	64	70	86	81	75	92	93	70
Métropole hors Île-de-France	17	32	46	55	64	69	70	73	76	54
Île-de-France	46	54	102	70	78	71	90	131	213	121
Métropole	18	33	49	56	65	70	78	99	114	67
Outre-mer	-3	10	34	7	5	14	38	25	35	26
France entière	18	33	49	55	64	67	76	93	112	65
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	22	38	56	54	67	65	75	89	78	70
à un SAN ⁽²⁾	-	515	192	555	71	195	31	-	-	99
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	30	64	85	63	77	81	85	82	82	81
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	16	82	66	56	44	57	-	87	72
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	17	31	45	53	55	65	60	37	-	42
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	18	31	44	54	59	59	99	-	-	38
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	17	33	50	55	63	68	75	87	80	62
à un groupement à fiscalité additionnelle	18	31	44	54	59	58	93	-	87	39
Communes isolées	30	58	73	62	110	76	78	122	222	148

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Remarque : CVAE = CVAE due + CVAE dégrever.

Remarque : le montant négatif de la première strate de l'Outre-mer s'explique par la CVAE, due au profit des groupements à fiscalité propre, négative de la commune d'Ouanary (département de la Guyane) dont le produit par habitant s'élève à -10,8 € en 2013.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des communes et de leurs groupements en 2014*

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	15	37	74	67	97	73	124	86	62	65
Aquitaine	17	27	48	47	60	75	56	97	88	52
Auvergne	13	26	40	53	74	71	59	-	93	48
Bourgogne	15	31	54	65	75	82	82	-	64	50
Bretagne	15	21	34	44	54	84	72	76	67	49
Centre	16	39	52	72	66	87	76	91	73	58
Champagne-Ardenne	25	54	49	67	78	59	77	51	65	53
Corse	14	27	43	58	63	102	29	48	-	41
Franche-Comté	18	45	64	74	41	62	67	79	61	48
Languedoc-Roussillon	13	17	28	39	44	51	46	66	64	41
Limousin	14	21	38	40	41	51	81	-	65	39
Lorraine	16	34	48	56	52	54	57	-	64	45
Midi-Pyrénées	15	30	35	56	50	65	125	63	107	58
Nord-Pas-de-Calais	18	33	47	38	45	54	58	60	86	49
Basse-Normandie	22	36	47	60	82	64	73	-	62	47
Haute-Normandie	33	38	54	84	88	74	61	72	73	59
Pays de la Loire	13	26	43	59	69	77	102	93	66	57
Picardie	17	39	64	65	54	56	60	75	72	48
Poitou-Charentes	14	31	39	70	71	78	80	66	-	48
Provence-Alpes-Côte d'Azur	23	29	40	38	49	71	68	59	55	56
Rhône-Alpes	27	37	64	74	84	81	76	87	90	69
Métropole hors Île-de-France	18	32	47	56	63	70	71	71	72	54
Île-de-France	48	55	98	68	77	63	90	119	184	112
Métropole	19	33	50	57	64	69	79	93	103	65
Outre-mer	22	13	37	6	5	11	35	23	34	23
France entière	19	33	50	56	62	66	76	87	101	63
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	21	36	56	55	64	61	75	85	74	68
à un SAN ⁽²⁾	-	445	145	475	69	194	35	-	-	95
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	26	68	82	69	76	82	89	79	76	79
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	19	76	72	56	48	67	-	73	66
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	18	32	46	54	55	65	62	35	-	43
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	19	32	47	55	64	65	90	-	-	41
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	19	34	51	56	61	66	76	83	75	61
à un groupement à fiscalité additionnelle	19	32	47	55	64	64	88	-	73	42
Communes isolées	115	16	60	20	101	73	73	104	191	147

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Remarque : CVAE = CVAE due + CVAE dégreuvée.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des communes et de leurs groupements en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	en euros /hab.									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	4,2	5,4	21,9	13,4	5,6	3,5	3,0	2,5	1,9	6,5
Aquitaine	9,9	13,3	7,8	6,5	4,3	4,5	2,2	3,7	2,8	6,8
Auvergne	16,5	10,1	5,1	3,8	3,5	6,1	3,3	-	2,6	7,4
Bourgogne	10,5	6,7	8,0	5,3	7,1	6,1	2,8	-	3,1	6,6
Bretagne	17,5	6,6	7,2	4,1	4,7	2,7	3,0	2,1	2,8	5,0
Centre	16,7	29,0	6,6	24,5	5,3	3,6	2,9	2,2	1,6	13,3
Champagne-Ardenne	24,0	35,7	4,3	8,7	44,7	3,2	2,8	1,9	2,9	18,1
Corse	20,5	7,3	9,1	13,0	4,8	7,9	2,2	2,3	-	7,5
Franche-Comté	9,7	4,9	4,1	9,4	4,3	3,3	1,5	2,0	3,6	5,6
Languedoc-Roussillon	19,7	8,4	9,1	12,3	4,9	3,6	2,1	5,4	3,2	6,9
Limousin	15,2	9,9	8,9	5,7	2,3	7,8	-	3,3	2,3	7,6
Lorraine	20,4	8,8	35,6	15,8	5,6	12,6	2,3	-	3,0	12,9
Midi-Pyrénées	19,2	17,1	6,7	7,3	5,9	4,2	3,9	5,9	2,6	9,4
Nord-Pas-de-Calais	13,2	10,4	7,6	7,0	4,9	15,8	2,5	4,7	2,7	7,4
Basse-Normandie	6,3	15,1	3,7	3,5	2,9	3,6	1,7	-	2,3	7,5
Haute-Normandie	43,3	16,8	5,2	3,0	4,7	1,8	2,9	1,9	14,0	12,9
Pays de la Loire	5,3	6,0	13,3	5,4	11,7	2,7	2,5	4,9	3,1	6,8
Picardie	15,7	9,5	8,0	9,5	6,3	3,4	1,5	2,0	2,0	8,0
Poitou-Charentes	9,7	13,4	5,7	7,0	5,6	3,7	2,2	4,4	-	8,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	31,6	13,9	9,9	8,8	6,8	15,2	7,8	4,4	3,2	7,8
Rhône-Alpes	37,0	15,4	15,7	5,6	15,0	9,8	2,2	4,3	3,8	11,0
Métropole hors Île-de-France	17,5	12,9	10,9	8,2	7,7	7,7	3,3	3,9	3,4	8,7
Île-de-France	26,1	9,8	22,9	3,8	2,9	3,3	2,5	3,2	3,4	4,0
Métropole	17,6	12,8	11,5	7,9	7,2	6,9	3,0	3,6	3,4	7,8
Outre-mer	10,9	6,9	17,6	2,7	3,1	2,0	3,2	2,8	2,3	2,9
France entière	17,6	12,8	11,5	7,8	7,1	6,6	3,0	3,5	3,4	7,7
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	16,5	6,8	9,4	5,4	5,7	3,4	3,1	3,7	3,7	4,4
à un SAN ⁽²⁾	-	1,1	3,0	4,1	5,6	159,7	2,2	-	-	31,3
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	20,3	17,6	6,4	5,7	4,6	15,1	2,4	5,1	3,1	4,9
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,0	5,1	2,5	12,8	1,8	1,9	-	2,8	3,4
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	12,9	14,3	14,3	10,0	6,3	5,8	2,7	0,8	-	11,2
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	21,2	13,1	8,3	7,5	9,5	4,0	1,8	-	-	12,5
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	13,3	12,6	12,4	7,9	5,8	6,8	2,9	3,8	3,4	7,0
à un groupement à fiscalité additionnelle	21,2	13,1	8,3	7,4	9,5	3,8	1,8	-	2,8	12,3
Communes isolées	42,2	11,1	13,7	10,4	42,3	10,1	3,9	2,0	3,4	5,8

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des communes et de leurs groupements en 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en euros /hab.									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	5,0	5,4	22,4	13,3	5,8	3,6	3,1	2,8	2,2	6,7
Aquitaine	10,1	13,6	8,4	7,1	4,7	4,7	2,7	4,0	3,3	7,2
Auvergne	16,7	10,5	5,3	3,8	3,6	5,8	3,8	-	3,0	7,7
Bourgogne	10,7	6,6	8,0	5,2	7,6	6,3	3,0	-	3,3	6,7
Bretagne	19,6	6,8	7,1	4,6	4,9	2,9	3,2	2,3	3,1	5,3
Centre	19,0	29,5	6,7	24,8	5,5	3,7	3,0	2,4	1,9	13,8
Champagne-Ardenne	27,4	36,9	5,5	9,6	43,3	3,3	3,0	1,9	3,1	19,3
Corse	21,2	7,9	10,8	10,3	5,2	8,0	2,4	3,1	-	8,0
Franche-Comté	9,6	5,5	4,1	9,8	4,4	3,5	1,8	2,0	3,8	5,8
Languedoc-Roussillon	21,0	8,8	9,3	12,4	5,4	3,7	2,3	5,8	3,6	7,2
Limousin	16,2	10,3	9,3	6,0	3,2	8,1	3,6	-	2,6	8,1
Lorraine	21,5	9,2	36,4	16,3	5,9	15,1	2,5	-	3,4	13,6
Midi-Pyrénées	19,1	17,5	7,2	6,9	5,4	4,5	4,2	6,6	3,2	9,6
Nord-Pas-de-Calais	15,9	10,7	7,0	8,6	4,9	16,4	2,7	5,0	3,1	7,8
Basse-Normandie	6,4	15,8	3,8	4,0	2,9	4,2	1,8	-	2,5	7,8
Haute-Normandie	44,5	16,8	5,1	3,2	4,2	2,7	3,2	2,1	7,0	12,1
Pays de la Loire	5,4	6,2	13,4	6,1	11,1	3,3	2,6	5,2	3,4	7,0
Picardie	16,2	10,0	7,9	9,1	6,5	3,5	1,6	2,0	2,2	8,3
Poitou-Charentes	9,9	13,6	5,7	7,4	5,7	3,6	2,5	4,8	-	8,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33,2	14,2	10,3	9,0	6,8	14,7	8,5	4,8	3,5	8,1
Rhône-Alpes	38,7	15,7	21,5	5,5	15,2	10,2	2,5	4,5	4,2	11,9
Métropole hors Île-de-France	18,3	13,2	11,7	8,6	7,8	7,9	3,6	4,2	3,5	9,1
Île-de-France	27,1	8,1	26,0	4,0	3,0	3,5	2,7	3,4	3,6	4,2
Métropole	18,5	13,0	12,5	8,3	7,2	7,1	3,3	3,9	3,5	8,2
Outre-mer	65,8	5,1	18,0	2,4	2,5	1,7	3,1	2,6	2,4	2,7
France entière	18,5	13,0	12,5	8,2	7,1	6,9	3,2	3,7	3,5	8,0
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	17,3	7,3	9,5	5,8	5,7	3,6	3,5	3,9	3,4	4,7
à un SAN ⁽²⁾	-	1,0	2,9	4,3	5,6	148,5	2,4	-	-	28,9
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	19,0	18,3	7,7	5,9	4,6	15,9	2,9	5,4	3,4	5,3
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,0	5,2	2,5	13,1	1,9	2,2	-	3,0	3,6
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	14,2	14,4	15,8	10,4	6,3	6,5	2,4	0,9	-	11,7
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	23,3	13,9	8,9	8,1	15,3	7,2	2,1	-	-	14,2
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	14,6	12,7	13,4	8,3	5,8	7,0	3,3	4,1	3,4	7,3
à un groupement à fiscalité additionnelle	23,3	13,9	8,8	8,0	15,2	6,9	2,1	-	3,0	13,8
Communes isolées	9,4	2,7	10,2	1,5	2,6	1,7	3,0	2,0	3,7	3,1

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Remarque : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer s'explique par la présence de la commune Saint-Elie (département de la Guyane), qui était comptabilisée dans la deuxième strate en 2013, et dont le produit par habitant s'élève à 102,0 € en 2014.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la taxe sur les surfaces commerciales des communes et de leurs groupements en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	en euros /hab.								
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus Ensemble
Alsace	0,2	3,7	12,6	9,3	19,3	19,5	15,9	14,0	8,6 10,6
Aquitaine	0,7	3,8	13,5	16,0	18,9	18,9	18,2	17,1	13,2 12,5
Auvergne	1,0	4,0	5,7	16,9	22,4	11,2	19,1	-	16,0 10,0
Bourgogne	0,7	5,6	12,9	19,3	20,8	29,6	19,5	-	8,3 11,4
Bretagne	0,1	1,8	9,6	12,1	19,2	22,8	17,7	21,0	10,2 12,2
Centre	0,2	4,1	11,0	15,7	19,2	23,0	16,9	10,3	9,1 11,2
Champagne-Ardenne	1,1	8,5	18,5	27,2	25,6	20,0	15,5	9,2	7,6 11,0
Corse	0,1	5,6	11,3	10,6	24,3	33,6	8,0	13,6	- 11,0
Franche-Comté	0,4	10,0	23,2	12,7	18,1	15,2	23,4	9,8	9,8 10,9
Languedoc-Roussillon	0,9	2,0	9,3	8,6	17,1	15,5	19,4	23,7	13,4 11,6
Limousin	0,1	3,5	15,7	9,5	16,7	24,2	-	19,6	15,5 10,6
Lorraine	0,9	5,7	14,3	13,0	17,6	15,1	17,0	-	8,8 11,0
Midi-Pyrénées	0,6	6,1	12,2	21,7	14,8	20,4	17,5	19,8	8,1 11,1
Nord-Pas-de-Calais	1,6	4,7	6,9	9,0	14,4	17,3	13,4	12,2	10,3 11,3
Basse-Normandie	0,4	6,2	13,5	19,7	30,9	26,8	14,9	-	8,5 11,6
Haute-Normandie	0,7	5,3	19,8	17,9	13,5	18,9	10,5	15,1	9,2 10,3
Pays de la Loire	0,5	2,8	8,9	10,6	21,2	21,7	32,2	20,7	9,8 12,5
Picardie	0,6	7,7	23,6	10,9	17,5	16,3	11,3	16,6	7,8 10,7
Poitou-Charentes	0,2	4,4	9,2	27,0	23,5	24,8	22,6	15,3	- 12,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,0	3,3	4,2	3,7	10,0	16,2	17,8	15,5	8,5 11,2
Rhône-Alpes	0,5	4,3	9,6	13,1	14,1	16,1	17,3	16,4	6,6 10,6
Métropole hors Île-de-France	0,6	4,7	11,3	13,1	17,2	18,8	17,2	16,0	9,3 11,3
Île-de-France	10,7	3,1	15,2	11,1	11,7	11,2	9,8	7,3	6,7 8,8
Métropole	0,8	4,6	11,5	13,0	16,6	17,4	14,3	12,1	8,6 10,8
Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,4	1,4	3,2	8,7	8,1	7,1 6,2
France entière	0,8	4,6	11,5	12,8	16,2	16,8	14,0	11,8	8,6 10,7
Type de l'EPCI en 2013									
à une CA ⁽¹⁾	1,4	6,4	14,5	12,3	17,3	15,8	13,7	12,6	9,4 12,9
à un SAN ⁽²⁾	-	5,6	10,5	54,7	33,8	16,2	7,3	-	- 17,6
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	0,0	12,5	19,5	8,5	14,0	14,9	15,9	14,0	8,5 11,8
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,0	74,7	21,9	31,1	23,3	6,2	-	12,7 18,3
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	0,9	3,9	8,7	12,7	15,1	19,4	13,5	8,1	- 8,9
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,8	4,4	12,5	14,1	16,1	19,9	8,6	-	- 7,9
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	0,9	4,6	10,9	12,4	16,2	16,8	14,0	12,7	9,0 11,4
à un groupement à fiscalité additionnelle	0,8	4,4	13,1	14,2	16,5	20,1	8,3	-	12,7 8,2
Communes isolées	0,1	6,1	12,8	15,0	11,8	8,7	15,2	6,9	6,9 9,1

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la taxe sur les surfaces commerciales des communes et de leurs groupements en 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en euros /hab.									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	0,1	3,7	12,5	17,7	16,6	19,6	16,2	14,3	8,5	10,9
Aquitaine	0,6	3,8	13,6	15,9	20,7	19,3	15,4	14,8	13,7	12,1
Auvergne	1,1	4,3	6,3	16,4	23,0	10,9	18,3	-	16,2	10,0
Bourgogne	0,6	5,9	10,7	19,9	20,7	31,5	17,6	-	9,0	11,2
Bretagne	0,1	1,8	9,3	12,4	20,1	22,7	17,7	22,2	10,6	12,5
Centre	0,2	4,1	11,1	13,9	20,3	23,2	17,3	10,0	8,6	11,3
Champagne-Ardenne	1,3	8,7	18,1	28,7	26,1	20,7	15,2	8,6	7,2	11,1
Corse	0,0	6,1	9,3	11,9	22,2	33,4	8,4	14,5	-	11,0
Franche-Comté	0,4	10,2	24,1	13,5	18,4	16,7	25,4	10,1	11,7	11,5
Languedoc-Roussillon	1,2	1,9	9,1	9,2	16,7	15,0	20,0	22,4	12,5	11,3
Limousin	0,3	3,5	13,3	10,2	19,5	24,6	20,8	-	15,8	10,8
Lorraine	0,5	5,9	14,1	12,8	16,0	16,9	16,7	-	8,6	10,9
Midi-Pyrénées	0,7	5,6	12,2	20,4	13,6	21,3	17,3	19,7	7,7	10,8
Nord-Pas-de-Calais	1,4	5,0	7,4	7,8	14,6	17,6	13,0	11,6	10,1	11,2
Basse-Normandie	0,4	6,2	12,8	22,3	28,2	26,4	16,9	-	9,3	11,5
Haute-Normandie	0,7	5,7	21,9	19,1	14,7	18,2	14,3	15,1	10,3	11,3
Pays de la Loire	0,5	2,9	8,9	12,9	20,7	22,0	34,2	20,2	10,1	12,9
Picardie	0,7	7,5	24,2	11,4	17,5	15,8	11,7	17,3	7,8	10,8
Poitou-Charentes	0,2	4,3	9,7	24,7	22,6	24,2	22,7	14,8	-	12,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,1	3,3	4,4	4,1	10,3	16,3	17,2	16,1	8,8	11,3
Rhône-Alpes	0,5	4,0	9,6	13,1	14,1	14,9	16,8	16,4	6,6	10,3
Métropole hors Île-de-France	0,6	4,7	11,3	13,5	17,2	18,8	17,0	15,8	9,4	11,3
Île-de-France	12,0	4,1	14,2	8,7	12,2	12,0	9,9	7,2	6,5	8,9
Métropole	0,9	4,6	11,5	13,1	16,6	17,5	14,1	11,9	8,6	10,9
Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,1	1,0	2,7	8,4	6,3	6,9	5,4
France entière	0,9	4,6	11,5	13,0	16,1	16,8	13,8	11,4	8,6	10,7
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	0,8	6,3	14,0	11,5	16,9	15,5	14,1	12,4	9,4	12,8
à un SAN ⁽²⁾	-	3,9	10,6	54,7	33,8	17,8	7,5	-	-	18,0
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	0,0	12,3	20,6	10,5	13,3	15,7	15,3	12,9	8,6	11,7
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,0	70,2	18,0	29,2	21,6	7,1	-	13,6	18,0
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	1,0	4,1	8,7	13,7	15,4	20,0	13,1	3,0	-	9,0
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,7	4,3	13,2	14,3	17,0	17,8	9,7	-	-	8,0
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	1,0	4,8	10,9	12,7	16,1	17,0	14,1	12,3	9,0	11,4
à un groupement à fiscalité additionnelle	0,7	4,3	13,8	14,4	17,2	18,1	9,4	-	13,6	8,3
Communes isolées	0,0	0,0	0,2	7,2	0,6	5,3	11,8	6,3	6,7	7,2

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de l'ensemble des impôts économiques des communes et de leurs groupements en 2013

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	60	128	243	208	318	212	324	224	228	209
Aquitaine	73	117	149	151	186	242	187	275	259	170
Auvergne	86	95	133	178	214	201	171	-	238	150
Bourgogne	60	102	161	184	222	232	208	-	158	145
Bretagne	63	68	109	132	168	215	199	197	171	140
Centre	70	157	145	234	188	216	198	191	169	170
Champagne-Ardenne	102	201	140	216	300	165	195	135	175	171
Corse	74	69	98	160	147	246	96	100	-	102
Franche-Comté	63	133	223	247	144	167	229	193	169	146
Languedoc-Roussillon	89	91	115	154	173	193	183	229	211	158
Limousin	87	94	128	122	152	179	-	226	177	134
Lorraine	80	113	212	177	174	184	152	-	165	152
Midi-Pyrénées	113	159	130	195	187	221	307	213	293	198
Nord-Pas-de-Calais	70	130	143	156	179	221	179	206	246	176
Basse-Normandie	107	118	128	160	265	191	189	-	133	144
Haute-Normandie	177	150	149	217	349	178	160	212	200	193
Pays de la Loire	52	76	141	163	227	226	259	239	185	166
Picardie	70	133	204	195	155	167	159	184	188	146
Poitou-Charentes	51	111	109	206	196	187	196	189	-	142
Provence-Alpes-Côte d'Azur	195	135	153	153	163	284	227	210	166	195
Rhône-Alpes	244	159	232	219	273	242	217	248	228	222
Métropole hors Île-de-France	96	124	158	178	209	221	206	211	200	174
Île-de-France	194	174	304	210	219	192	226	294	364	266
Métropole	98	126	166	180	210	216	214	248	245	191
Outre-mer	30	179	316	42	44	71	149	116	123	111
France entière	98	126	166	178	206	210	211	237	242	189
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	104	130	186	175	220	187	205	227	198	199
à un SAN ⁽²⁾	-	1 076	717	1 470	272	1 304	140	-	-	454
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	153	235	244	217	241	270	246	246	217	233
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	78	282	230	168	138	202	-	211	198
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	88	121	154	172	172	203	167	88	-	145
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	103	122	151	172	197	189	217	-	-	141
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	90	126	168	179	203	211	209	228	207	187
à un groupement à fiscalité additionnelle	103	122	152	173	197	186	215	-	211	142
Communes isolées	204	222	308	205	368	238	222	289	363	301

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de l'ensemble des impôts économiques des communes et de leurs groupements en 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en euros /hab.									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	59	126	247	227	310	211	310	224	181	198
Aquitaine	73	119	153	151	194	245	178	273	245	169
Auvergne	86	98	140	174	221	198	181	-	235	152
Bourgogne	63	103	157	193	222	242	214	-	158	147
Bretagne	66	67	110	131	170	216	200	196	165	140
Centre	74	159	144	234	192	219	196	201	166	171
Champagne-Ardenne	106	206	149	210	304	169	195	130	173	174
Corse	100	79	102	129	146	248	86	104	-	107
Franche-Comté	64	134	220	249	135	168	232	186	171	146
Languedoc-Roussillon	91	87	112	154	176	188	190	228	204	157
Limousin	89	96	131	122	155	182	231	-	176	135
Lorraine	81	115	210	179	173	189	153	-	165	153
Midi-Pyrénées	116	159	137	192	186	226	335	213	299	203
Nord-Pas-de-Calais	76	133	146	153	179	225	175	203	242	176
Basse-Normandie	115	120	127	166	244	183	197	-	135	146
Haute-Normandie	181	150	154	220	316	207	171	214	194	194
Pays de la Loire	51	80	140	179	218	224	268	237	168	164
Picardie	73	132	213	197	157	159	158	187	185	147
Poitou-Charentes	53	113	114	206	196	196	200	175	-	142
Provence-Alpes-Côte d'Azur	202	135	156	148	163	292	225	210	161	194
Rhône-Alpes	250	160	242	224	272	242	218	242	226	223
Métropole hors Île-de-France	99	125	161	180	207	224	208	209	193	174
Île-de-France	202	184	302	197	219	183	225	281	339	257
Métropole	101	127	169	181	209	216	215	242	234	190
Outre-mer	3 581	77	304	39	33	52	137	103	120	98
France entière	102	127	169	179	203	208	210	229	231	187
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	100	127	186	173	212	180	207	223	193	194
à un SAN ⁽²⁾	-	1 082	669	1 396	271	1 335	140	-	-	453
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	144	239	247	223	240	279	246	245	208	230
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	80	275	231	165	138	214	-	196	192
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	93	123	156	175	172	208	175	78	-	148
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	110	130	166	176	218	206	211	-	-	152
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	95	126	170	180	200	209	210	224	200	185
à un groupement à fiscalité additionnelle	110	130	167	178	217	202	211	-	196	153
Communes isolées	274	62	138	73	264	211	210	257	337	292

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Remarque : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer s'explique par la présence de la commune Saint-Elie (département de la Guyane), qui était comptabilisée dans la deuxième strate en 2013, et dont le produit par habitant de la CFE s'élève à 5 750,6 € en 2014.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de l'ensemble des impôts directs des communes et de leurs groupements en 2013

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	406	507	658	646	827	700	878	701	836	683
Aquitaine	408	490	621	693	809	1 029	953	1 123	1 196	766
Auvergne	476	487	570	698	783	873	913	-	998	674
Bourgogne	436	506	618	696	798	842	934	-	899	661
Bretagne	415	466	595	680	763	913	905	912	940	707
Centre	431	543	586	712	756	860	899	857	871	689
Champagne-Ardenne	449	625	556	667	808	735	893	763	932	682
Corse	547	641	656	712	710	1 247	599	671	-	664
Franche-Comté	341	481	664	711	577	703	788	719	949	577
Languedoc-Roussillon	590	589	672	844	902	1 002	1 170	1 036	1 058	865
Limousin	457	487	578	623	756	804	-	1 028	826	647
Lorraine	343	426	612	577	659	654	751	-	865	586
Midi-Pyrénées	474	579	583	727	710	844	1 082	863	1 016	740
Nord-Pas-de-Calais	364	468	541	675	646	748	781	749	913	669
Basse-Normandie	475	480	638	842	803	758	815	-	875	628
Haute-Normandie	534	489	575	675	925	769	754	928	879	692
Pays de la Loire	414	441	558	665	780	959	972	954	940	718
Picardie	409	525	702	697	709	737	807	897	929	638
Poitou-Charentes	404	510	579	805	773	889	923	1 000	-	673
Provence-Alpes-Côte d'Azur	798	805	767	812	854	1 062	991	1 150	901	942
Rhône-Alpes	757	609	742	757	853	821	850	908	976	798
Métropole hors Île-de-France	460	523	626	717	782	861	901	941	942	731
Île-de-France	654	648	898	803	884	895	927	947	961	916
Métropole	464	528	641	723	794	867	911	944	947	765
Outre-mer	116	462	638	373	325	439	520	569	601	504
France entière	464	528	641	719	781	849	889	913	938	758
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	467	540	681	740	815	839	896	897	920	836
à un SAN ⁽²⁾	-	1 646	1 748	2 705	1 022	2 459	770	-	-	1 239
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	532	736	811	804	863	921	928	865	955	921
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	487	802	733	679	702	884	-	927	845
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	443	506	605	674	710	825	745	563	-	604
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	477	535	616	728	767	765	915	-	-	599
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	446	517	639	714	780	857	891	890	937	771
à un groupement à fiscalité additionnelle	477	535	617	728	765	761	911	-	927	606
Communes isolées	633	831	1 147	839	917	898	870	1 035	944	934

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de l'ensemble des impôts directs des communes et de leurs groupements en 2014*

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	416	511	667	679	825	705	865	709	792	677
Aquitaine	414	498	633	700	829	1 026	960	1 137	1 198	774
Auvergne	482	494	591	698	800	864	971	-	1 001	683
Bourgogne	446	516	618	712	807	865	948	-	911	672
Bretagne	424	470	599	694	774	921	921	921	943	715
Centre	440	550	589	714	768	874	906	869	874	696
Champagne-Ardenne	457	641	567	672	820	739	905	752	940	690
Corse	625	671	679	651	713	1 281	599	671	-	681
Franche-Comté	348	488	664	725	572	716	802	721	966	583
Languedoc-Roussillon	600	593	654	868	912	999	1 190	1 024	1 046	867
Limousin	466	496	590	630	769	827	1 049	-	839	658
Lorraine	349	436	614	587	669	664	758	-	876	593
Midi-Pyrénées	486	587	602	722	719	865	1 115	869	1 030	754
Nord-Pas-de-Calais	375	478	553	679	652	761	781	757	915	676
Basse-Normandie	491	488	647	887	778	750	830	-	890	637
Haute-Normandie	543	493	585	683	895	819	774	960	882	699
Pays de la Loire	417	452	561	700	777	962	992	961	930	724
Picardie	418	530	720	711	717	732	812	913	936	646
Poitou-Charentes	411	518	593	814	790	901	939	995	-	681
Provence-Alpes-Côte d'Azur	816	814	779	825	866	1 088	1 006	1 159	923	958
Rhône-Alpes	774	619	765	771	859	827	861	904	977	807
Métropole hors Île-de-France	470	531	636	731	789	870	915	945	946	739
Île-de-France	671	675	906	800	897	899	935	944	944	917
Métropole	473	536	650	736	801	876	923	944	945	773
Outre-mer	4 252	354	636	392	256	375	504	519	609	464
France entière	474	536	650	731	782	850	898	905	937	763
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	460	539	680	741	812	832	908	911	924	835
à un SAN ⁽²⁾	-	1 621	1 772	2 672	1 022	2 495	766	-	-	1 239
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	531	741	825	836	873	928	944	874	961	930
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	499	814	756	683	712	911	-	923	851
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	457	515	614	687	718	847	768	555	-	615
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	493	564	670	769	806	811	865	-	-	633
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	458	525	645	723	783	860	902	903	942	775
à un groupement à fiscalité additionnelle	493	564	672	768	803	805	870	-	923	640
Communes isolées	765	466	464	712	508	713	852	911	921	889

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.4 Évolution des bases

Pour les évolutions, les communes sont rattachées en 2013 et 2014 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2014, et les données ne concernent que les taxes qui donnent lieu à un vote de taux par les collectivités.

Notons que l'importance de certaines évolutions est à relativiser car les montants de certaines bases sont faibles.

Évolution de 2013 à 2014* des bases nettes de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	1,6	1,4	1,3	0,9	0,7	1,1	0,9	0,7	0,0	0,9
Aquitaine	1,0	1,4	2,1	1,8	2,0	1,9	1,6	1,5	1,4	1,6
Auvergne	1,0	1,2	0,8	0,8	0,9	0,5	-0,2	-	0,0	0,7
Bourgogne	1,1	1,3	0,9	0,0	0,2	0,5	-0,3	-	1,0	0,7
Bretagne	1,2	1,5	1,8	1,8	1,6	1,3	0,8	1,0	0,8	1,4
Centre	0,8	1,0	1,2	1,0	0,8	0,3	0,7	0,0	0,5	0,8
Champagne-Ardenne	1,2	1,4	0,8	0,8	0,4	-0,2	0,5	-0,1	1,5	0,9
Corse	2,1	2,8	2,6	2,3	2,4	1,2	0,1	1,4	-	2,0
Franche-Comté	2,0	1,7	1,6	0,5	0,0	0,6	-0,2	-0,4	0,6	1,1
Languedoc-Roussillon	1,5	1,5	1,3	1,5	1,4	1,1	0,7	1,0	0,8	1,2
Limousin	0,9	0,8	1,0	1,4	1,1	1,0	-0,2	-	0,5	0,8
Lorraine	1,3	1,2	0,9	1,0	0,7	0,6	0,0	-	0,8	0,8
Midi-Pyrénées	1,3	1,5	1,8	1,8	1,7	1,4	0,6	1,1	2,0	1,5
Nord-Pas-de-Calais	1,9	1,9	1,6	1,1	1,0	0,8	0,3	0,7	0,7	1,0
Basse-Normandie	1,7	1,4	1,2	0,9	0,7	0,7	0,4	-	1,1	1,1
Haute-Normandie	1,5	1,6	1,1	0,9	0,8	0,3	1,5	0,9	-0,1	0,9
Pays de la Loire	1,4	1,6	1,8	1,8	2,1	1,7	1,2	0,9	1,0	1,5
Picardie	1,1	1,4	1,2	1,3	0,5	0,9	0,7	1,6	1,3	1,1
Poitou-Charentes	1,1	1,7	1,5	1,6	1,4	0,6	0,3	0,6	-	1,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,1	1,5	1,1	1,8	1,1	0,8	0,5	0,5	0,6	0,8
Rhône-Alpes	2,0	2,6	2,4	2,2	1,9	1,7	1,1	0,6	0,6	1,8
Métropole hors Île-de-France	1,3	1,6	1,6	1,5	1,4	1,1	0,7	0,7	0,8	1,2
Île-de-France	1,3	1,8	1,7	1,9	1,7	1,1	1,2	1,0	1,4	1,3
Métropole	1,3	1,6	1,6	1,6	1,4	1,1	0,9	0,9	1,0	1,2
Outre-mer	-2,8	1,6	6,1	-0,8	0,6	1,5	3,0	1,8	2,4	2,1
France entière	1,3	1,6	1,6	1,5	1,4	1,1	1,0	0,9	1,1	1,2
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	1,5	1,8	1,7	1,7	1,4	0,9	1,0	1,0	1,4	1,2
à un SAN ⁽²⁾	-	1,1	3,2	4,5	2,4	2,0	-0,1	-	-	1,3
à une CU ou métropole ⁽³⁾ à FPU ⁽⁴⁾	1,8	1,9	2,0	1,7	2,0	1,7	1,2	1,4	1,0	1,3
à une CU ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	-	2,3	3,0	2,6	0,5	1,6	0,7	-	0,5	0,9
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	1,4	1,6	1,6	1,4	1,3	1,0	0,6	0,4	-	1,4
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,3	1,5	1,4	1,5	1,1	1,4	0,9	-	-	1,4
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	1,4	1,7	1,7	1,5	1,5	1,0	1,0	1,0	1,2	1,3
à un groupement à fiscalité additionnelle	1,3	1,5	1,4	1,5	1,1	1,4	0,9	-	0,5	1,3
Communes isolées	1,5	1,5	3,2	2,0	0,9	1,3	1,4	0,5	0,8	0,8

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2013 à 2014* des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	3,8	2,3	2,3	2,1	2,1	1,4	1,3	2,3	1,0	1,9
Aquitaine	3,0	3,2	3,5	3,0	3,0	2,5	2,4	2,3	2,1	2,8
Auvergne	2,4	2,5	2,2	1,3	2,8	1,8	1,6	-	3,4	2,3
Bourgogne	2,5	2,4	1,8	1,9	1,7	1,8	1,4	-	1,4	1,9
Bretagne	3,2	3,0	2,9	3,2	3,2	2,5	2,0	2,0	2,0	2,7
Centre	2,6	2,2	2,4	2,1	1,8	2,7	1,7	1,4	1,5	2,1
Champagne-Ardenne	2,5	2,4	2,5	3,4	1,9	1,3	0,6	0,9	1,6	1,9
Corse	17,2	5,7	4,7	3,7	4,2	6,2	4,9	0,8	-	5,5
Franche-Comté	2,8	2,5	2,7	1,9	1,5	1,2	1,9	5,2	1,7	2,3
Languedoc-Roussillon	3,0	3,0	2,7	3,0	2,8	2,3	2,1	2,7	2,4	2,6
Limousin	2,5	2,6	2,7	2,8	2,7	1,6	1,2	-	1,7	2,2
Lorraine	3,4	2,3	2,3	1,8	2,0	1,8	1,5	-	1,7	2,1
Midi-Pyrénées	2,6	2,7	2,9	2,0	2,8	2,2	1,9	1,9	2,8	2,5
Nord-Pas-de-Calais	4,6	3,6	2,3	1,8	2,5	2,4	1,8	1,2	1,3	2,2
Basse-Normandie	3,0	2,7	2,7	2,1	2,1	1,8	1,7	-	2,5	2,4
Haute-Normandie	3,0	2,4	2,6	1,1	1,3	1,6	2,4	2,8	2,1	2,1
Pays de la Loire	3,3	3,7	3,2	3,3	3,5	2,8	2,6	1,6	1,8	2,8
Picardie	2,8	2,9	2,5	2,9	2,0	0,7	1,1	1,7	1,3	2,1
Poitou-Charentes	3,0	3,3	2,9	2,3	2,1	1,5	1,8	2,2	-	2,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,4	2,7	2,8	2,9	2,5	2,1	2,4	2,2	2,1	2,3
Rhône-Alpes	2,1	2,8	2,8	2,7	2,7	1,9	2,4	1,6	1,8	2,4
Métropole hors Île-de-France	3,0	2,8	2,7	2,5	2,5	2,1	2,0	1,9	2,0	2,4
Île-de-France	1,5	2,5	3,1	2,3	1,8	1,9	2,0	1,8	1,3	1,7
Métropole	2,9	2,8	2,8	2,5	2,4	2,1	2,0	1,9	1,6	2,2
Outre-mer	0,9	1,8	2,4	2,4	3,0	4,3	4,0	3,6	2,6	3,5
France entière	2,9	2,8	2,8	2,5	2,4	2,1	2,1	1,9	1,7	2,2
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	2,7	3,0	2,9	2,3	2,6	2,1	2,0	2,1	2,2	2,2
à un SAN ⁽²⁾	-	1,3	2,4	3,1	4,0	0,0	1,9	-	-	1,9
à une CU ou métropole ⁽³⁾ à FPU ⁽⁴⁾	2,3	2,8	3,0	2,5	2,6	2,5	2,2	1,6	2,1	2,2
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	4,8	3,5	2,0	3,0	2,1	1,1	-	1,5	1,7
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	3,1	2,9	2,8	2,7	2,3	2,0	1,6	2,0	-	2,6
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	2,8	2,6	2,5	2,6	2,4	2,2	2,8	-	-	2,5
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	3,0	2,9	2,8	2,5	2,5	2,1	2,0	2,0	2,1	2,3
à un groupement à fiscalité additionnelle	2,8	2,6	2,6	2,6	2,4	2,2	2,6	-	1,5	2,5
Communes isolées	8,7	1,3	4,1	3,1	1,6	3,0	2,2	1,7	1,0	1,3

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2013 à 2014* des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	1,2	1,6	1,2	0,6	3,6	0,1	3,6	-1,1	8,3	1,7
Aquitaine	0,7	0,9	0,3	0,9	0,9	8,5	-3,8	-4,8	-0,3	0,8
Auvergne	0,8	0,5	1,1	-0,3	1,4	2,0	10,2	-	0,2	0,8
Bourgogne	1,0	0,9	1,0	0,9	7,4	3,6	0,1	-	1,2	1,2
Bretagne	1,0	0,7	1,3	0,4	0,4	-0,7	-3,1	-5,9	13,5	0,7
Centre	0,8	0,9	1,4	0,2	0,3	0,7	-0,5	-1,3	-0,7	0,8
Champagne-Ardenne	0,9	0,8	1,1	0,3	2,2	2,6	1,2	-1,6	-4,3	0,9
Corse	0,4	-1,4	-1,7	-0,1	-2,9	-5,0	-2,4	-2,0	-	-2,4
Franche-Comté	0,9	1,2	1,4	1,7	2,4	2,4	-1,0	-12,4	-6,9	1,0
Languedoc-Roussillon	0,4	0,3	0,2	-0,1	0,7	-0,6	-2,6	0,0	-4,9	-0,1
Limousin	1,0	1,0	1,4	0,8	0,3	0,5	1,3	-	4,2	1,0
Lorraine	0,7	-1,3	0,1	-0,7	-0,9	-1,0	-1,0	-	-2,7	-0,1
Midi-Pyrénées	1,1	1,0	0,9	0,6	0,5	7,3	-0,3	-2,5	-1,0	1,1
Nord-Pas-de-Calais	1,0	0,7	0,8	0,6	1,8	0,4	-3,5	3,2	-0,8	0,7
Basse-Normandie	1,3	1,4	0,6	1,3	-5,7	2,2	-6,8	-	-15,0	1,1
Haute-Normandie	0,9	0,7	1,2	0,5	0,3	2,4	2,1	-2,5	7,4	0,9
Pays de la Loire	0,9	0,9	0,3	0,6	0,3	-0,2	4,4	0,0	-0,6	0,7
Picardie	0,9	1,0	0,8	2,3	-0,2	0,9	0,3	-2,1	2,8	0,9
Poitou-Charentes	0,9	1,3	1,4	0,7	1,4	-1,2	0,7	1,7	-	1,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,5	0,5	0,4	-0,7	0,0	0,3	-2,0	-2,4	1,7	-0,1
Rhône-Alpes	0,9	0,9	0,2	0,6	1,4	1,8	-0,3	-3,4	-5,9	0,6
Métropole hors Île-de-France	0,9	0,9	0,7	0,4	0,8	1,0	-1,2	-1,9	-0,5	0,8
Île-de-France	0,9	0,8	-1,1	2,1	0,9	0,6	1,3	-3,0	-4,5	-0,4
Métropole	0,9	0,9	0,7	0,5	0,8	1,0	-0,4	-2,2	-2,0	0,7
Outre-mer	105,5	2,1	-2,1	1,2	1,1	4,6	2,0	1,4	-1,8	1,6
France entière	0,9	0,9	0,7	0,5	0,8	1,1	-0,2	-1,9	-2,0	0,7
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	0,9	1,0	1,2	0,0	0,9	1,2	-0,3	-2,3	-0,7	0,5
à un SAN ⁽²⁾	-	-2,7	-3,4	11,9	-1,3	-6,0	-7,2	-	-	-3,3
à une CU ou métropole ⁽³⁾ à FPU ⁽⁴⁾	0,7	0,6	0,4	0,5	0,6	1,0	-0,8	-2,0	-1,0	-0,1
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,5	-0,4	1,6	0,1	-0,6	-2,3	-	-4,6	-1,6
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	1,0	0,9	0,5	0,6	0,7	0,7	1,9	-1,1	-	0,9
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,9	0,7	0,7	0,7	1,2	3,2	1,9	-	-	0,9
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	0,9	0,9	0,7	0,4	0,8	0,9	-0,2	-2,3	-0,8	0,7
à un groupement à fiscalité additionnelle	0,9	0,7	0,7	0,7	1,2	2,9	1,7	-	-4,6	0,9
Communes isolées	0,2	0,8	1,4	3,6	-0,5	2,6	0,1	1,8	-4,8	-2,6

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2013 à 2014* des bases nettes de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	-2,7	-0,7	0,4	-0,4	0,5	-0,9	-2,4	1,1	-7,9	-1,9
Aquitaine	0,3	2,5	0,5	-0,2	0,4	0,3	-1,6	1,5	-3,1	0,2
Auvergne	0,5	1,8	4,1	-3,3	4,0	-0,2	3,5	-	1,0	1,4
Bourgogne	3,0	2,1	0,6	1,6	0,3	1,3	2,3	-	1,5	1,6
Bretagne	-0,7	-0,4	0,6	0,2	1,6	-1,0	0,9	-2,6	-3,3	-0,3
Centre	0,7	-0,9	0,3	0,2	-0,1	0,6	-2,6	0,0	-4,8	-0,8
Champagne-Ardenne	-0,6	1,6	3,1	1,9	3,4	0,9	-1,1	-3,6	0,3	0,9
Corse	70,8	13,3	-1,2	-3,2	-2,2	-4,0	-5,6	0,2	-	8,7
Franche-Comté	-1,0	0,7	1,5	-1,0	-3,3	0,3	1,9	-3,3	-2,5	-0,3
Languedoc-Roussillon	1,9	-8,2	1,3	-0,5	2,7	-0,5	5,4	-0,2	-0,4	-0,1
Limousin	0,6	2,5	1,9	0,1	0,0	0,1	1,3	-	3,1	1,6
Lorraine	0,0	0,4	-1,7	1,9	0,6	0,2	0,2	-	2,5	0,3
Midi-Pyrénées	2,1	1,8	0,6	2,0	1,9	3,2	2,2	0,1	2,7	2,1
Nord-Pas-de-Calais	4,4	3,2	2,4	-2,5	1,5	2,6	0,1	0,3	-1,2	1,2
Basse-Normandie	1,9	0,9	0,5	-0,3	1,2	-2,7	0,9	-	-1,5	0,6
Haute-Normandie	0,1	0,5	1,9	-1,3	-0,4	-0,3	6,3	-1,0	1,8	0,7
Pays de la Loire	0,6	2,5	1,9	1,6	1,2	0,4	-0,9	-0,2	-3,5	0,4
Picardie	0,7	1,5	2,4	2,1	0,0	-1,3	0,2	-0,4	-3,9	0,6
Poitou-Charentes	2,4	1,9	2,6	1,8	-0,3	4,2	0,3	-2,3	-	1,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,1	-0,5	-0,2	-8,1	-0,5	1,1	-1,1	-1,6	-5,6	-2,0
Rhône-Alpes	0,9	1,3	3,2	1,9	1,4	0,9	1,4	0,4	1,3	1,5
Métropole hors Île-de-France	1,5	0,9	1,4	-0,2	1,0	0,7	0,4	-0,6	-1,7	0,4
Île-de-France	-0,6	4,9	-0,2	-2,9	-1,2	0,1	-1,7	-1,7	3,1	0,2
Métropole	1,4	1,2	1,2	-0,4	0,7	0,6	-0,6	-1,2	0,4	0,3
Outre-mer	0,9	-2,6	-2,1	-4,8	-8,0	-10,2	-6,2	-5,9	-2,4	-5,8
France entière	1,4	1,2	1,2	-0,4	0,6	0,3	-0,9	-1,4	0,4	0,2
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	0,9	0,5	1,6	-2,2	0,7	-0,7	-0,8	-1,6	-0,6	-0,5
à un SAN ⁽²⁾	-	22,8	1,7	1,6	3,9	4,7	-4,4	-	-	3,1
à une CU ou métropole ⁽³⁾ à FPU ⁽⁴⁾	7,0	0,0	1,8	0,5	2,8	0,9	0,1	1,5	-2,5	-0,5
à une CU ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	-	-0,9	3,5	-1,6	-3,5	-2,9	-0,9	-	-2,5	-1,9
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	1,8	1,4	0,8	0,7	0,1	1,2	-0,3	-6,4	-	0,9
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,9	1,1	1,5	-0,3	0,2	0,6	-5,9	-	-	0,5
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	1,7	1,2	1,2	-0,5	0,8	0,4	-0,7	-1,3	-1,5	-0,1
à un groupement à fiscalité additionnell	0,9	1,1	1,5	-0,3	0,2	0,5	-5,4	-	-2,5	0,4
Communes isolées	17,8	-3,0	0,2	-1,1	-1,8	-3,5	-0,9	-2,1	3,6	1,8

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;
(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

A1.5 Évolution des taux moyens

Pour les évolutions, les communes sont rattachées en 2013 et 2014 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2014, et les calculs ne concernent que les taxes qui donnent lieu à un vote de taux par les collectivités.

Évolution de 2013 à 2014* des taux moyens de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements (en points)

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en points									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	0,19	0,10	0,13	0,14	0,11	0,13	-0,01	-0,01	0,07	0,07
Aquitaine	0,12	0,05	0,01	-0,09	-0,06	0,04	0,11	-0,10	-0,03	0,02
Auvergne	0,08	0,05	0,27	0,04	-0,03	-0,03	-0,01	-	0,01	0,03
Bourgogne	0,08	0,12	0,03	0,07	0,16	0,04	-0,11	-	0,28	0,07
Bretagne	-0,04	0,03	0,03	0,15	0,12	0,00	-0,02	0,04	-0,01	0,04
Centre	0,08	0,02	0,04	0,03	0,01	0,05	-0,01	-0,01	0,00	0,02
Champagne-Ardenne	-0,14	-0,17	-0,28	0,21	-0,15	-0,51	0,04	-0,93	0,01	-0,21
Corse	0,74	0,38	0,08	-0,34	0,14	0,00	0,00	0,00	-	0,15
Franche-Comté	0,08	0,07	0,01	0,08	0,03	0,08	0,01	0,00	0,01	0,03
Languedoc-Roussillon	0,09	0,12	0,11	0,00	0,04	-0,01	0,01	-0,55	0,01	0,01
Limousin	-0,01	0,12	-0,08	-0,23	0,11	0,16	-0,04	-	0,00	0,02
Lorraine	0,10	0,12	0,00	-0,04	-0,04	0,16	0,03	-	0,00	0,04
Midi-Pyrénées	0,18	0,15	0,13	0,10	0,07	0,12	-0,04	-0,01	0,00	0,09
Nord-Pas-de-Calais	0,01	0,07	0,01	0,05	0,08	-0,08	-0,15	0,14	0,01	-0,03
Basse-Normandie	0,11	0,06	0,14	-0,04	0,00	0,03	-0,16	-	0,00	0,02
Haute-Normandie	0,10	0,06	0,05	0,27	0,00	-0,02	-0,02	0,03	0,00	0,02
Pays de la Loire	0,04	0,12	0,08	0,07	0,11	0,05	0,01	-0,07	0,07	0,06
Picardie	0,06	0,07	0,06	0,03	-0,03	0,04	-0,25	-0,03	0,00	0,01
Poitou-Charentes	0,05	0,03	0,01	0,05	0,00	0,07	-0,02	0,01	-	0,01
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,00	0,09	0,13	0,14	0,39	0,26	0,10	0,09	0,48	0,24
Rhône-Alpes	0,08	0,09	0,14	0,11	0,05	-0,04	0,09	0,01	-0,01	0,03
Métropole hors Île-de-France	0,08	0,07	0,07	0,06	0,08	0,05	0,01	-0,03	0,11	0,05
Île-de-France	0,20	0,15	0,24	0,12	0,20	0,25	0,07	0,06	0,05	0,09
Métropole	0,09	0,08	0,08	0,06	0,09	0,10	0,04	0,01	0,06	0,06
Outre-mer	-0,10	-0,07	-0,71	2,04	-0,06	0,35	0,62	0,06	0,01	0,29
France entière	0,09	0,08	0,08	0,07	0,09	0,10	0,05	0,02	0,06	0,06
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	-0,05	0,06	0,08	0,06	0,08	0,08	0,02	-0,02	-0,05	0,02
à un SAN ⁽²⁾	-	-0,17	1,41	-0,25	0,06	0,03	-0,31	-	-	-0,13
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	0,42	0,10	0,15	0,12	0,16	0,01	0,09	-0,02	0,19	0,13
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,15	0,28	0,25	0,01	0,05	0,00	-	0,33	0,20
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	0,07	0,04	0,05	0,04	0,05	0,10	0,08	0,00	-	0,05
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,12	0,15	0,15	0,17	0,16	0,21	0,39	-	-	0,16
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	0,06	0,05	0,07	0,05	0,08	0,08	0,03	-0,02	0,06	0,05
à un groupement à fiscalité additionnelle	0,12	0,15	0,15	0,17	0,16	0,20	0,36	-	0,33	0,16
Communes isolées	0,00	0,01	-1,77	-0,01	0,05	0,43	0,13	0,13	0,00	0,05

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2013 à 2014* des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements (en points)

	en points									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	0,11	0,06	0,08	0,04	0,04	0,06	0,00	0,00	0,00	0,02
Aquitaine	0,19	0,08	0,05	0,00	0,10	0,01	0,13	-0,09	0,00	0,05
Auvergne	0,07	0,05	0,30	0,07	0,01	0,00	0,00	-	-0,01	0,05
Bourgogne	0,18	0,28	0,02	0,03	0,19	0,06	-0,13	-	0,25	0,11
Bretagne	-0,01	0,01	0,05	0,06	0,12	0,02	0,01	0,05	0,00	0,03
Centre	0,09	0,09	0,13	0,04	0,11	0,09	-0,05	0,00	0,02	0,06
Champagne-Ardenne	0,00	0,44	-0,08	0,51	0,18	-0,36	-0,01	-0,23	0,00	0,05
Corse	0,83	0,48	-0,01	0,02	0,10	0,00	0,00	0,00	-	0,16
Franche-Comté	0,11	0,08	0,06	0,07	0,02	-0,02	0,00	0,00	0,00	0,03
Languedoc-Roussillon	0,06	0,17	0,07	0,05	0,04	-0,14	0,00	-0,78	0,00	-0,02
Limousin	0,29	0,14	0,11	0,42	0,17	0,41	0,00	-	0,00	0,14
Lorraine	0,12	0,20	0,00	0,08	-0,02	0,19	0,09	-	0,02	0,08
Midi-Pyrénées	0,32	0,21	0,20	0,08	0,08	0,45	-0,04	0,01	0,00	0,13
Nord-Pas-de-Calais	0,01	0,07	0,18	0,03	0,11	-0,06	-0,17	0,15	0,00	-0,01
Basse-Normandie	0,08	0,08	0,22	-0,03	-0,04	0,04	-0,12	-	0,00	0,03
Haute-Normandie	0,05	0,07	0,03	0,25	0,03	-0,02	0,04	-0,01	0,01	0,03
Pays de la Loire	0,04	0,11	0,09	0,06	0,00	0,06	-0,01	0,09	0,07	0,04
Picardie	0,08	0,05	-0,10	0,10	-0,02	0,14	-0,17	0,00	0,00	-0,02
Poitou-Charentes	0,02	0,03	0,08	0,04	-0,01	0,37	-0,01	0,02	-	0,02
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,04	0,10	0,07	0,18	0,50	0,33	0,19	0,04	0,93	0,40
Rhône-Alpes	0,04	0,12	0,21	0,06	0,05	-0,03	0,03	0,01	-0,02	0,05
Métropole hors Île-de-France	0,11	0,12	0,10	0,07	0,10	0,09	0,02	-0,02	0,20	0,09
Île-de-France	0,23	0,46	0,26	0,22	0,34	0,44	0,09	0,09	0,02	0,14
Métropole	0,12	0,14	0,11	0,09	0,13	0,17	0,05	0,04	0,14	0,11
Outre-mer	0,00	0,33	0,13	1,20	0,09	0,30	0,51	0,09	0,02	0,26
France entière	0,12	0,14	0,11	0,09	0,13	0,17	0,07	0,05	0,14	0,12
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	-0,07	0,10	0,09	0,07	0,13	0,12	0,04	0,04	-0,02	0,05
à un SAN ⁽²⁾	-	0,35	1,45	0,38	0,11	0,00	-0,02	-	-	0,11
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	0,27	0,02	0,11	0,20	0,27	0,12	0,16	0,00	0,36	0,25
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,13	0,23	0,63	0,06	0,08	0,00	-	0,26	0,20
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	0,16	0,14	0,11	0,06	0,09	0,28	0,11	-0,01	-	0,13
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,10	0,18	0,13	0,15	0,14	0,19	0,20	-	-	0,15
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	0,13	0,13	0,11	0,08	0,13	0,17	0,07	0,04	0,16	0,10
à un groupement à fiscalité additionnelle	0,10	0,18	0,13	0,16	0,14	0,19	0,17	-	0,26	0,15
Communes isolées	-0,10	-0,03	0,06	0,01	0,01	0,36	0,10	0,10	0,00	0,05

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Evolution de 2013 à 2014* des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements (en points)

	en points									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	0,60	0,23	0,31	0,01	-0,05	0,35	-0,70	0,00	-0,91	0,26
Aquitaine	0,33	0,30	0,31	0,24	-0,66	-1,25	0,98	-0,30	0,00	0,17
Auvergne	0,25	0,13	0,68	0,04	0,42	-0,45	-0,77	-	0,00	0,22
Bourgogne	0,28	0,49	0,24	0,33	0,63	0,36	-0,67	-	0,82	0,39
Bretagne	0,01	0,10	0,06	0,17	0,00	-0,02	0,37	0,33	0,05	0,06
Centre	0,10	0,11	0,66	0,09	-0,16	0,12	-0,19	0,00	-0,05	0,14
Champagne-Ardenne	0,04	0,24	0,26	0,41	0,11	-0,83	0,00	-1,81	0,00	0,10
Corse	0,96	1,01	-0,33	0,29	0,61	0,00	0,00	0,00	-	0,00
Franche-Comté	0,01	0,07	-0,09	0,04	1,22	1,10	0,18	0,00	0,00	0,04
Languedoc-Roussillon	0,10	0,40	0,15	0,15	0,19	-0,76	-0,91	-1,75	0,73	0,12
Limousin	0,29	0,29	-0,40	0,50	0,66	0,24	1,44	-	0,00	0,26
Lorraine	0,08	0,10	0,13	0,49	0,30	0,20	-0,95	-	0,33	0,05
Midi-Pyrénées	0,52	0,46	0,31	0,19	-0,21	-0,52	0,39	0,13	0,00	0,43
Nord-Pas-de-Calais	0,10	0,04	0,47	0,19	0,52	-0,48	1,69	-0,11	0,00	0,18
Basse-Normandie	0,15	0,10	0,32	-0,02	0,20	0,39	-0,45	-	0,00	0,11
Haute-Normandie	0,25	0,15	0,23	0,18	0,05	-0,40	-0,17	0,00	0,02	0,17
Pays de la Loire	0,09	0,18	0,23	0,08	0,13	0,17	-0,43	-0,17	0,60	0,16
Picardie	0,01	0,05	0,00	0,17	-0,32	0,27	0,20	0,32	0,00	0,02
Poitou-Charentes	0,10	0,17	0,28	0,07	0,14	0,36	0,12	0,74	-	0,16
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,19	0,11	0,57	0,37	-0,16	0,39	-0,01	0,11	-0,31	0,16
Rhône-Alpes	0,11	0,09	0,52	0,27	0,19	-0,08	0,28	0,55	0,49	0,22
Métropole hors Île-de-France	0,15	0,18	0,29	0,18	0,07	0,07	0,15	-0,07	0,14	0,16
Île-de-France	0,28	0,51	0,99	0,59	0,10	-0,41	0,36	0,07	0,12	0,58
Métropole	0,15	0,19	0,31	0,20	0,08	0,02	0,20	0,01	0,37	0,18
Outre-mer	-0,09	0,01	-0,46	0,70	0,04	2,22	0,37	0,53	0,02	0,75
France entière	0,15	0,19	0,31	0,20	0,07	0,07	0,19	0,04	0,35	0,18
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	0,07	0,23	0,34	0,14	0,09	0,18	0,04	-0,13	-0,07	0,15
à un SAN ⁽²⁾	-	-0,14	6,07	-3,67	-0,29	-0,70	-1,23	-	-	-0,77
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	0,78	0,10	0,35	0,02	0,13	-0,07	0,40	0,26	0,70	0,37
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,21	0,26	0,19	-0,34	0,40	0,00	-	0,42	0,34
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	0,16	0,15	0,31	0,24	0,18	-0,28	1,60	-0,02	-	0,17
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,15	0,23	0,21	0,28	-0,23	0,81	-0,44	-	-	0,18
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	0,16	0,17	0,32	0,18	0,13	-0,04	0,23	-0,10	0,23	0,17
à un groupement à fiscalité additionnelle	0,15	0,23	0,21	0,27	-0,23	0,79	-0,46	-	0,42	0,18
Communes isolées	0,12	0,00	5,82	0,10	1,05	0,90	0,17	1,93	0,00	0,83

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2013 à 2014* des taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements (en points)

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en points									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	0,06	0,07	0,14	0,04	0,06	0,12	0,03	0,00	0,05	0,04
Aquitaine	0,22	0,14	0,04	0,08	0,03	-0,01	-0,05	0,01	0,00	0,00
Auvergne	0,07	0,02	0,04	0,05	0,04	0,00	-0,01	-	0,00	0,03
Bourgogne	0,25	0,18	0,04	0,21	0,14	0,11	-0,11	-	0,19	0,11
Bretagne	-0,04	0,08	0,02	0,11	0,01	-0,02	-0,01	0,00	-0,01	0,01
Centre	0,19	0,26	0,12	0,04	0,10	-0,04	-0,17	-0,33	0,00	0,07
Champagne-Ardenne	0,03	0,05	0,29	0,04	-0,10	-0,14	-0,13	-0,05	-0,06	-0,01
Corse	-0,72	-0,01	0,03	0,04	-0,04	-0,16	0,00	0,00	-	-0,34
Franche-Comté	0,11	0,12	0,00	-0,01	-0,04	0,04	-0,07	0,00	0,19	0,05
Languedoc-Roussillon	-0,08	0,52	0,14	-0,12	-0,10	-0,05	-0,08	-0,03	0,00	0,08
Limousin	0,20	0,04	-0,18	0,04	0,15	0,01	-0,08	-	0,00	0,01
Lorraine	0,08	0,31	-0,03	-0,03	0,09	0,05	0,26	-	0,00	0,12
Midi-Pyrénées	0,20	0,21	0,18	0,06	0,06	0,24	-0,05	-0,08	0,00	0,09
Nord-Pas-de-Calais	0,17	0,07	0,16	-0,05	-0,03	-0,04	0,01	0,00	0,00	-0,01
Basse-Normandie	0,07	0,12	0,14	0,03	-0,05	-0,06	-0,12	-	-0,02	0,01
Haute-Normandie	0,10	0,33	0,06	0,15	0,04	-0,06	-0,20	0,00	-0,02	0,08
Pays de la Loire	0,06	0,14	0,09	0,04	0,05	-0,02	0,01	-0,04	0,05	0,01
Picardie	-0,04	0,07	0,01	-0,01	-0,05	0,02	-0,06	-0,11	0,00	-0,01
Poitou-Charentes	0,17	0,13	0,12	0,07	0,09	0,19	0,09	-0,01	-	0,09
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,26	0,20	0,08	0,21	0,15	0,14	0,19	0,06	-0,01	0,11
Rhône-Alpes	0,14	0,19	0,27	0,10	0,17	-0,08	-0,09	0,07	-0,02	0,09
Métropole hors Île-de-France	0,09	0,16	0,13	0,03	0,07	0,04	0,00	0,02	0,01	0,05
Île-de-France	0,87	0,89	0,39	0,32	0,15	0,10	0,22	0,36	0,01	0,14
Métropole	0,12	0,20	0,16	0,06	0,09	0,05	0,11	0,21	-0,12	0,08
Outre-mer	1,39	-0,59	-1,10	0,03	-0,18	0,40	0,33	0,03	0,00	0,16
France entière	0,13	0,20	0,15	0,06	0,09	0,07	0,13	0,21	-0,12	0,08
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	0,38	0,19	0,23	0,18	0,10	0,07	0,12	0,19	0,11	0,13
à un SAN ⁽²⁾	-	0,08	0,00	0,05	0,06	-0,15	0,25	-	-	-0,02
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	0,40	0,14	0,08	0,00	0,01	0,02	0,00	-0,02	0,01	0,02
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,11	0,04	0,13	0,20	0,07	0,00	-	0,26	0,16
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	0,12	0,23	0,08	-0,02	0,05	0,04	0,23	0,00	-	0,11
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,12	0,18	0,19	0,13	0,07	0,21	0,60	-	-	0,18
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	0,15	0,21	0,14	0,05	0,09	0,05	0,11	0,19	0,05	0,10
à un groupement à fiscalité additionnelle	0,12	0,18	0,19	0,13	0,07	0,21	0,56	-	0,26	0,17
Communes isolées	-0,14	0,25	2,18	0,02	0,13	0,35	0,13	0,30	0,00	-0,05

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

1.6 Évolution des produits

Pour les évolutions, les communes sont rattachées en 2013 et 2014 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2014, et les calculs détaillés concernent toutes les taxes directes locales sauf les IFER et la TASCOT. Les montants de ces deux taxes étant souvent faibles, leur évolution s'avère en effet peu significative. En revanche, les montants de ces deux taxes sont bien inclus dans l'évolution de l'ensemble des produits économiques.

Évolution des produits de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements entre 2013 et 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	2,6	1,8	1,9	1,5	1,2	1,6	0,9	0,7	0,2	1,2
Aquitaine	1,7	1,6	2,1	1,4	1,7	2,0	2,0	1,2	1,3	1,7
Auvergne	1,4	1,4	2,1	1,0	0,8	0,4	-0,2	-	0,1	0,8
Bourgogne	1,5	1,9	1,1	0,2	0,9	0,6	-0,6	-	1,9	1,0
Bretagne	1,0	1,6	1,9	2,4	2,0	1,3	0,7	1,1	0,8	1,6
Centre	1,2	1,1	1,4	1,1	0,9	0,5	0,7	-0,1	0,5	0,8
Champagne-Ardenne	0,5	0,7	-0,3	1,6	-0,2	-1,9	0,7	-3,1	1,5	0,1
Corse	5,1	4,4	3,0	1,0	2,9	1,2	0,1	1,4	-	2,6
Franche-Comté	2,5	2,1	1,6	0,9	0,1	1,0	-0,2	-0,4	0,6	1,2
Languedoc-Roussillon	1,9	2,0	1,8	1,5	1,6	1,0	0,7	-1,0	0,8	1,2
Limousin	0,9	1,4	0,6	0,3	1,6	1,7	-0,4	-	0,5	0,9
Lorraine	1,8	1,7	0,9	0,8	0,6	1,2	0,1	-	0,8	1,0
Midi-Pyrénées	2,3	2,2	2,4	2,3	2,0	2,0	0,5	1,1	2,0	1,9
Nord-Pas-de-Calais	1,9	2,2	1,6	1,3	1,2	0,6	-0,1	1,0	0,8	0,9
Basse-Normandie	2,3	1,7	1,9	0,7	0,7	0,9	-0,2	-	1,1	1,2
Haute-Normandie	2,1	1,9	1,3	2,2	0,8	0,2	1,5	1,0	-0,1	1,0
Pays de la Loire	1,6	2,1	2,1	2,1	2,6	1,9	1,3	0,7	1,2	1,8
Picardie	1,4	1,7	1,5	1,4	0,4	1,0	-0,2	1,5	1,3	1,2
Poitou-Charentes	1,3	1,9	1,6	1,8	1,4	0,9	0,2	0,7	-	1,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,2	2,0	1,7	2,5	2,8	1,9	0,9	0,8	2,0	1,7
Rhône-Alpes	2,4	3,1	3,2	2,8	2,1	1,5	1,4	0,6	0,6	1,9
Métropole hors Île-de-France	1,8	2,0	1,9	1,8	1,7	1,3	0,8	0,6	1,1	1,4
Île-de-France	2,6	2,8	3,0	2,5	2,7	2,2	1,5	1,2	1,7	1,7
Métropole	1,8	2,0	2,0	1,8	1,8	1,5	1,1	0,9	1,3	1,5
Outre-mer	-3,2	1,3	3,5	6,7	0,4	2,9	5,4	2,0	2,4	3,2
France entière	1,8	2,0	2,0	1,9	1,8	1,5	1,2	1,0	1,3	1,5
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	1,2	2,1	2,1	1,9	1,8	1,3	1,0	0,9	1,2	1,3
à un SAN ⁽²⁾	-	-0,1	11,0	3,2	2,6	2,1	-1,2	-	-	0,7
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	3,7	2,3	2,6	2,2	2,6	1,8	1,5	1,3	1,6	1,7
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	2,8	4,2	3,5	0,6	1,8	0,7	-	1,5	1,6
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	1,8	1,8	1,9	1,6	1,5	1,4	0,9	0,4	-	1,6
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,9	2,3	2,1	2,3	1,8	2,2	2,7	-	-	2,1
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	1,7	1,9	2,0	1,8	1,8	1,4	1,1	0,9	1,4	1,5
à un groupement à fiscalité additionnelle	1,9	2,3	2,1	2,3	1,8	2,2	2,5	-	1,5	2,1
Communes isolées	1,5	1,6	-7,9	2,0	1,1	3,2	1,9	1,1	0,8	1,1

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements entre 2013 et 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	4,7	2,9	3,0	2,3	2,3	1,8	1,3	2,3	1,0	2,0
Aquitaine	4,4	3,8	3,7	3,0	3,4	2,5	2,9	2,0	2,1	3,0
Auvergne	2,9	2,8	3,9	1,6	2,9	1,8	1,6	-	3,4	2,6
Bourgogne	3,9	4,1	1,9	2,1	2,5	2,0	0,9	-	2,3	2,5
Bretagne	3,1	3,1	3,2	3,5	3,8	2,6	2,0	2,2	2,0	2,9
Centre	3,2	2,6	3,0	2,3	2,2	3,1	1,5	1,3	1,6	2,3
Champagne-Ardenne	2,5	4,5	2,1	5,8	2,8	-0,1	0,6	0,0	1,6	2,1
Corse	25,1	10,7	4,7	3,9	4,8	6,2	4,9	0,8	-	6,8
Franche-Comté	3,6	3,1	3,1	2,3	1,6	1,1	1,9	5,2	1,7	2,5
Languedoc-Roussillon	3,3	3,9	3,0	3,2	3,0	1,8	2,1	0,0	2,4	2,6
Limousin	4,8	3,4	3,2	5,1	3,5	3,2	1,2	-	1,7	2,9
Lorraine	4,4	3,9	2,3	2,3	1,9	3,0	1,9	-	1,8	2,5
Midi-Pyrénées	4,9	3,9	3,8	2,4	3,2	4,0	1,8	1,9	2,8	3,1
Nord-Pas-de-Calais	4,6	4,0	3,2	1,9	2,9	2,2	1,2	1,7	1,3	2,2
Basse-Normandie	3,4	3,1	3,8	2,0	1,9	2,0	1,2	-	2,5	2,6
Haute-Normandie	3,2	2,8	2,7	2,0	1,4	1,6	2,6	2,8	2,1	2,2
Pays de la Loire	3,5	4,2	3,7	3,6	3,5	3,1	2,6	2,0	2,0	3,0
Picardie	3,3	3,2	2,1	3,3	1,9	1,2	0,5	1,7	1,3	2,1
Poitou-Charentes	3,2	3,4	3,3	2,5	2,1	2,9	1,7	2,2	-	2,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,6	3,4	3,3	3,9	5,1	3,6	3,2	2,3	6,1	4,2
Rhône-Alpes	2,3	3,6	4,0	3,1	2,9	1,8	2,5	1,6	1,7	2,6
Métropole hors Île-de-France	3,7	3,5	3,3	2,9	3,0	2,5	2,1	1,9	2,8	2,8
Île-de-France	3,2	5,8	4,6	3,6	3,6	4,0	2,4	2,4	1,5	2,6
Métropole	3,7	3,7	3,4	3,0	3,1	2,8	2,2	2,1	2,5	2,8
Outre-mer	1,0	3,1	3,1	6,1	3,3	5,4	6,2	3,8	2,6	4,5
France entière	3,7	3,6	3,4	3,0	3,1	2,9	2,4	2,2	2,5	2,8
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	2,2	3,6	3,3	2,7	3,1	2,6	2,2	2,2	2,1	2,5
à un SAN ⁽²⁾	-	4,6	8,6	4,7	4,4	0,0	1,9	-	-	2,3
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	3,9	2,9	3,6	3,6	3,9	3,0	2,9	1,6	3,7	3,3
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	5,3	4,6	5,0	3,3	2,4	1,1	-	2,5	2,5
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	4,1	3,8	3,4	3,0	2,7	3,3	2,1	1,9	-	3,3
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	3,4	3,6	3,3	3,4	3,1	3,1	4,0	-	-	3,4
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	3,9	3,7	3,4	2,9	3,1	2,8	2,3	2,2	2,8	2,8
à un groupement à fiscalité additionnelle	3,4	3,6	3,3	3,4	3,1	3,1	3,6	-	2,5	3,3
Communes isolées	7,9	1,2	4,6	3,1	1,7	4,7	2,7	2,4	1,0	1,7

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements entre 2013 et 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	2,2	2,0	1,7	0,6	3,6	0,7	2,6	-1,1	7,1	2,1
Aquitaine	1,3	1,4	0,8	1,3	-0,2	6,2	-2,5	-5,2	-0,3	1,0
Auvergne	1,2	0,8	2,1	-0,2	2,0	1,5	9,0	-	0,2	1,2
Bourgogne	1,7	2,1	1,6	1,5	8,6	4,1	-1,2	-	2,1	2,1
Bretagne	1,0	0,9	1,4	0,7	0,4	-0,7	-2,4	-5,4	13,6	0,8
Centre	1,2	1,1	2,9	0,4	0,1	0,9	-0,9	-1,4	-0,9	1,2
Champagne-Ardenne	1,1	1,8	2,1	1,6	2,6	0,4	1,2	-5,2	-4,3	1,3
Corse	2,0	0,2	-2,1	0,4	-2,0	-5,0	-2,4	-2,0	-	-2,4
Franche-Comté	1,0	1,5	1,1	1,8	5,1	5,0	-0,5	-12,4	-7,0	1,1
Languedoc-Roussillon	0,5	0,8	0,4	0,1	0,9	-1,4	-3,6	-2,6	-3,8	0,1
Limousin	1,4	1,4	0,9	1,5	1,0	0,8	2,7	-	4,2	1,4
Lorraine	0,9	-1,1	0,4	0,5	-0,3	-0,5	-2,7	-	-2,0	0,0
Midi-Pyrénées	1,7	1,5	1,2	0,7	0,3	6,9	0,1	-2,3	-1,0	1,6
Nord-Pas-de-Calais	1,3	0,8	1,6	0,9	2,5	-0,3	-0,8	3,1	-0,8	1,1
Basse-Normandie	1,8	1,7	1,4	1,3	-5,3	2,9	-7,7	-	-15,0	1,4
Haute-Normandie	1,5	1,1	1,6	0,8	0,4	1,8	1,7	-2,5	7,5	1,3
Pays de la Loire	1,1	1,3	0,8	0,8	0,5	0,1	3,8	-0,3	0,6	1,0
Picardie	0,9	1,1	0,8	2,6	-0,9	1,3	0,6	-1,6	2,8	1,0
Poitou-Charentes	1,1	1,6	1,9	0,8	1,6	-0,6	0,9	2,9	-	1,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,8	0,7	1,4	-0,1	-0,2	1,1	-2,0	-2,1	0,5	0,2
Rhône-Alpes	1,1	1,1	1,2	1,2	1,7	1,7	0,2	-2,2	-4,7	1,0
Métropole hors Île-de-France	1,3	1,2	1,3	0,7	1,0	1,1	-0,9	-2,0	-0,1	1,1
Île-de-France	1,6	1,8	0,5	3,0	1,1	0,1	1,9	-2,8	-3,9	0,8
Métropole	1,3	1,3	1,2	0,8	1,0	1,0	0,0	-2,2	-0,9	1,1
Outre-mer	103,4	2,1	-2,7	2,7	1,2	9,9	2,8	2,6	-1,6	3,4
France entière	1,3	1,3	1,2	0,9	1,0	1,3	0,2	-1,8	-0,9	1,1
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	1,1	1,4	1,8	0,2	1,1	1,5	-0,3	-2,5	-0,8	0,8
à un SAN ⁽²⁾	-	-3,1	9,7	2,9	-1,7	-7,0	-8,8	-	-	-4,5
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	2,6	0,8	1,0	0,6	0,8	0,8	-0,1	-1,6	0,8	0,6
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	1,0	0,2	2,0	-0,5	-0,1	-2,3	-	-3,7	-0,9
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	1,3	1,2	1,0	1,1	1,0	0,2	4,5	-1,2	-	1,2
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,3	1,2	1,1	1,1	0,8	4,4	1,0	-	-	1,3
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	1,3	1,3	1,3	0,8	1,0	0,8	0,1	-2,4	-0,2	1,0
à un groupement à fiscalité additionnelle	1,3	1,2	1,1	1,2	0,8	4,1	0,8	-	-3,7	1,3
Communes isolées	0,6	0,8	16,1	3,7	1,0	3,9	0,6	7,4	-4,8	0,6

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (y compris la taxe additionnelle) des communes et de leurs groupements entre 2013 et 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	2,2	2,3	1,9	0,5	5,1	0,4	3,6	-2,3	7,8	2,4
Aquitaine	1,3	1,4	0,7	1,5	0,1	8,1	-3,0	-5,4	-0,3	1,1
Auvergne	1,2	0,8	2,1	-0,5	2,5	1,9	10,4	-	0,4	1,3
Bourgogne	1,7	2,1	1,6	1,8	8,7	4,8	-1,4	-	1,9	2,1
Bretagne	1,0	0,9	1,3	0,7	0,3	-0,5	-3,4	-6,2	14,5	0,8
Centre	1,2	1,1	2,9	0,3	0,0	0,9	-0,9	-1,7	-0,8	1,2
Champagne-Ardenne	1,1	1,8	2,3	1,2	3,3	1,3	1,2	-4,4	-4,5	1,3
Corse	1,4	-0,4	-2,0	0,3	-2,3	-5,0	-2,4	-2,0	-	-2,4
Franche-Comté	1,0	1,4	0,7	1,7	3,7	6,2	-0,8	-12,6	-8,2	1,0
Languedoc-Roussillon	0,6	0,8	0,4	-0,3	1,2	-1,8	-4,6	-1,9	-4,5	-0,1
Limousin	1,5	1,5	1,2	1,5	0,8	2,4	-	-	5,1	1,5
Lorraine	0,9	-1,1	0,7	1,6	0,2	-1,0	-2,9	-	-2,5	0,0
Midi-Pyrénées	1,7	1,5	1,3	0,5	0,5	6,1	-0,1	-2,8	-1,0	1,5
Nord-Pas-de-Calais	1,3	0,8	1,6	0,9	3,1	-0,1	-0,2	3,4	-0,8	1,1
Basse-Normandie	1,8	1,7	1,1	1,6	-4,8	3,2	-8,3	-	-15,5	1,3
Haute-Normandie	1,5	1,1	1,7	0,7	0,4	2,2	1,8	-2,5	7,6	1,4
Pays de la Loire	1,1	1,3	0,8	0,7	0,4	0,1	4,9	-0,4	0,1	1,0
Picardie	1,0	1,2	0,9	3,6	-0,4	1,2	0,1	-1,6	3,2	1,0
Poitou-Charentes	1,1	1,6	1,9	0,6	2,2	-1,1	1,1	3,5	-	1,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,7	0,7	1,2	-0,2	-0,2	0,9	-1,9	-2,9	1,6	0,1
Rhône-Alpes	1,1	1,1	1,1	1,1	1,5	1,9	-0,3	-3,1	-4,9	0,9
Métropole hors Île-de-France	1,3	1,2	1,3	0,7	1,1	1,2	-1,1	-2,2	-0,1	1,1
Île-de-France	1,5	1,7	0,5	3,5	1,2	0,1	1,5	-2,7	-3,6	0,7
Métropole	1,3	1,3	1,2	0,8	1,1	1,1	-0,3	-2,3	-0,7	1,1
Outre-mer	205,1	2,4	-3,2	2,6	1,4	10,2	2,9	2,5	-1,8	3,3
France entière	1,3	1,3	1,2	0,8	1,1	1,3	-0,1	-2,0	-0,8	1,1
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	1,1	1,4	1,8	0,1	1,4	1,4	-0,5	-2,7	-0,6	0,7
à un SAN ⁽²⁾	-	-2,7	4,6	10,1	-1,7	-7,3	-10,1	-	-	-4,8
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	2,6	1,0	1,1	0,5	1,1	1,2	0,7	-1,4	0,4	0,7
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,7	-0,4	2,4	-0,7	-0,4	-2,8	-	-4,2	-1,5
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	1,3	1,2	1,1	1,1	1,0	0,6	4,1	-1,1	-	1,2
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,3	1,2	1,0	1,1	0,8	3,9	0,9	-	-	1,3
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	1,3	1,3	1,3	0,8	1,2	0,9	-0,1	-2,5	-0,2	1,0
à un groupement à fiscalité additionnelle	1,3	1,2	1,0	1,1	0,8	3,6	0,6	-	-4,2	1,3
Communes isolées	0,1	0,7	15,1	3,6	0,8	3,7	0,2	5,9	-4,8	0,4

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits des trois taxes ménages des communes et de leurs groupements entre 2013 et 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	3,1	2,2	2,3	1,8	1,7	1,7	1,1	1,4	0,6	1,6
Aquitaine	2,4	2,4	2,8	2,0	2,4	2,3	2,4	1,5	1,7	2,2
Auvergne	1,8	1,8	2,8	1,2	1,8	1,0	0,7	-	1,6	1,6
Bourgogne	2,2	2,7	1,5	1,1	1,8	1,4	0,1	-	2,1	1,7
Bretagne	1,6	2,0	2,3	2,7	2,7	1,8	1,3	1,6	1,3	2,0
Centre	1,8	1,7	2,1	1,6	1,5	1,8	1,1	0,6	1,0	1,5
Champagne-Ardenne	1,3	2,5	0,9	3,6	1,4	-1,0	0,6	-1,7	1,6	1,1
Corse	10,5	5,8	3,3	1,8	3,5	2,1	1,9	1,2	-	3,7
Franche-Comté	2,7	2,5	2,3	1,6	0,8	1,1	0,9	1,9	1,0	1,8
Languedoc-Roussillon	2,2	2,6	2,2	2,1	2,1	1,3	1,3	-0,5	1,5	1,8
Limousin	2,0	2,1	1,7	2,2	2,4	2,4	0,5	-	0,9	1,7
Lorraine	2,5	2,4	1,5	1,4	1,1	1,9	0,9	-	1,2	1,6
Midi-Pyrénées	3,0	2,8	3,0	2,3	2,5	3,1	1,2	1,5	2,4	2,4
Nord-Pas-de-Calais	2,5	2,7	2,2	1,5	2,0	1,3	0,5	1,3	1,0	1,5
Basse-Normandie	2,7	2,3	2,7	1,3	1,3	1,4	0,5	-	1,7	1,9
Haute-Normandie	2,5	2,2	2,0	2,1	1,2	1,0	2,0	2,1	1,0	1,6
Pays de la Loire	2,0	2,7	2,6	2,7	2,9	2,4	1,9	1,3	1,6	2,2
Picardie	1,9	2,2	1,7	2,3	1,0	1,1	0,2	1,6	1,3	1,5
Poitou-Charentes	1,8	2,4	2,3	2,1	1,7	1,9	1,0	1,4	-	1,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,8	2,4	2,3	3,0	3,7	2,7	1,9	1,4	3,6	2,7
Rhône-Alpes	2,3	3,2	3,5	2,9	2,5	1,7	1,9	1,1	1,1	2,2
Métropole hors Île-de-France	2,3	2,5	2,5	2,2	2,3	1,8	1,4	1,2	1,9	2,0
Île-de-France	2,7	4,0	3,7	3,0	3,1	3,0	1,9	1,8	1,6	2,1
Métropole	2,3	2,6	2,5	2,3	2,4	2,1	1,6	1,4	1,8	2,0
Outre-mer	0,9	2,3	3,1	6,3	1,9	4,3	5,8	3,0	2,5	3,9
France entière	2,3	2,6	2,5	2,3	2,4	2,1	1,7	1,5	1,8	2,1
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	1,5	2,6	2,6	2,2	2,4	1,9	1,6	1,5	1,6	1,8
à un SAN ⁽²⁾	-	2,3	9,2	4,4	3,6	0,3	0,4	-	-	1,7
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	3,6	2,5	3,0	2,7	3,1	2,3	2,1	1,4	2,5	2,4
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	3,7	4,3	4,1	1,8	2,0	0,9	-	1,9	2,0
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	2,4	2,5	2,5	2,1	2,0	2,2	1,5	0,9	-	2,3
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	2,3	2,7	2,5	2,7	2,4	2,7	3,2	-	-	2,6
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	2,3	2,5	2,5	2,2	2,4	2,0	1,6	1,5	2,0	2,0
à un groupement à fiscalité additionnelle	2,3	2,7	2,5	2,7	2,4	2,6	2,9	-	1,9	2,6
Communes isolées	3,7	1,4	-2,0	2,3	1,4	3,9	2,3	1,7	0,9	1,4

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits des trois taxes ménages (y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti) des communes et de leurs groupements entre 2013 et 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage								
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus
Alsace	3,1	2,2	2,3	1,8	1,7	1,6	1,1	1,4	0,6
Aquitaine	2,4	2,4	2,8	2,0	2,4	2,3	2,4	1,5	1,7
Auvergne	1,8	1,8	2,8	1,2	1,8	1,0	0,7	-	1,6
Bourgogne	2,2	2,7	1,5	1,1	1,8	1,4	0,1	-	2,1
Bretagne	1,6	2,0	2,3	2,7	2,7	1,8	1,2	1,6	1,3
Centre	1,8	1,7	2,2	1,6	1,5	1,8	1,1	0,6	1,0
Champagne-Ardenne	1,3	2,5	0,9	3,6	1,4	-1,0	0,6	-1,7	1,6
Corse	10,5	5,8	3,3	1,7	3,5	2,0	1,9	1,2	-
Franche-Comté	2,7	2,5	2,3	1,6	0,8	1,1	0,9	1,9	1,0
Languedoc-Roussillon	2,2	2,6	2,2	2,1	2,1	1,3	1,3	-0,5	1,5
Limousin	2,1	2,1	1,7	2,2	2,3	2,4	0,5	-	0,9
Lorraine	2,5	2,3	1,5	1,4	1,1	1,9	0,9	-	1,2
Midi-Pyrénées	3,0	2,8	3,0	2,2	2,5	3,1	1,2	1,5	2,4
Nord-Pas-de-Calais	2,5	2,7	2,2	1,5	2,1	1,3	0,5	1,3	1,0
Basse-Normandie	2,7	2,3	2,7	1,3	1,3	1,4	0,5	-	1,7
Haute-Normandie	2,5	2,2	2,0	2,1	1,2	1,0	2,0	2,0	1,0
Pays de la Loire	2,0	2,7	2,6	2,7	2,9	2,4	1,9	1,3	1,6
Picardie	1,9	2,2	1,7	2,3	1,0	1,1	0,2	1,6	1,3
Poitou-Charentes	1,8	2,4	2,3	2,1	1,7	1,9	1,0	1,4	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,8	2,4	2,3	2,9	3,6	2,7	1,9	1,4	3,6
Rhône-Alpes	2,3	3,2	3,5	2,9	2,5	1,7	1,9	1,1	1,1
Métropole hors Île-de-France	2,3	2,5	2,5	2,2	2,3	1,8	1,4	1,2	1,9
Île-de-France	2,7	4,0	3,7	3,0	3,1	3,0	1,9	1,8	1,6
Métropole	2,3	2,6	2,5	2,3	2,4	2,1	1,6	1,4	1,8
Outre-mer	1,0	2,3	3,0	6,3	1,9	4,3	5,8	3,0	2,5
France entière	2,3	2,6	2,5	2,3	2,4	2,1	1,7	1,5	1,8
Type de l'EPCI en 2014									
à une CA ⁽¹⁾	1,5	2,6	2,6	2,2	2,4	1,9	1,6	1,5	1,6
à un SAN ⁽²⁾	-	2,3	9,1	4,5	3,6	0,2	0,4	-	-
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	3,6	2,5	2,9	2,7	3,1	2,3	2,1	1,4	2,5
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	3,6	4,3	4,1	1,8	2,0	0,9	-	1,9
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	2,4	2,5	2,5	2,1	2,0	2,2	1,5	0,9	-
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	2,3	2,7	2,5	2,7	2,4	2,7	3,2	-	-
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	2,3	2,5	2,5	2,2	2,4	2,0	1,6	1,5	2,0
à un groupement à fiscalité additionnelle	2,3	2,7	2,5	2,7	2,4	2,6	2,9	-	1,9
Communes isolées	3,6	1,4	-2,0	2,3	1,4	3,9	2,3	1,7	0,9

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements entre 2013 et 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	-2,4	-0,4	1,0	-0,2	0,8	-0,4	-2,3	1,1	-7,8	-1,7
Aquitaine	1,2	3,1	0,6	0,1	0,5	0,3	-1,7	1,5	-3,1	0,2
Auvergne	0,8	1,9	4,2	-3,2	4,2	-0,3	3,5	-	1,0	1,5
Bourgogne	4,3	3,0	0,8	2,5	0,9	1,7	1,9	-	2,3	2,1
Bretagne	-0,8	-0,1	0,7	0,7	1,6	-1,1	0,9	-2,6	-3,4	-0,3
Centre	1,6	0,3	0,9	0,3	0,3	0,4	-3,2	-1,3	-4,9	-0,5
Champagne-Ardenne	-0,5	1,8	4,5	2,1	2,9	0,4	-1,6	-3,7	0,0	0,8
Corse	63,8	13,2	-1,1	-2,9	-2,4	-4,8	-5,7	0,2	-	6,8
Franche-Comté	-0,5	1,3	1,5	-1,1	-3,5	0,4	1,6	-3,3	-1,8	-0,1
Languedoc-Roussillon	1,6	-6,6	1,7	-0,9	2,5	-0,6	5,2	-0,3	-0,4	0,1
Limousin	1,3	2,6	1,2	0,2	0,5	0,2	1,0	-	3,1	1,7
Lorraine	0,4	1,9	-1,8	1,8	1,0	0,4	1,3	-	2,5	0,8
Midi-Pyrénées	2,7	2,4	1,1	2,2	2,1	4,0	2,0	-0,2	2,7	2,4
Nord-Pas-de-Calais	5,1	3,5	3,0	-2,7	1,4	2,5	0,1	0,3	-1,2	1,1
Basse-Normandie	2,4	1,5	1,2	-0,1	1,0	-2,9	0,4	-	-1,6	0,7
Haute-Normandie	0,6	2,0	2,1	-0,6	-0,2	-0,5	5,4	-1,0	1,7	1,0
Pays de la Loire	0,9	3,1	2,3	1,8	1,4	0,3	-0,9	-0,4	-3,3	0,4
Picardie	0,6	1,8	2,4	2,1	-0,3	-1,2	0,0	-0,8	-3,9	0,5
Poitou-Charentes	3,1	2,5	3,1	2,1	0,1	5,0	0,7	-2,4	-	1,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,1	0,2	0,1	-7,4	0,0	1,5	-0,5	-1,4	-5,6	-1,6
Rhône-Alpes	1,3	2,0	4,3	2,3	2,0	0,6	1,0	0,6	1,2	1,8
Métropole hors Île-de-France	1,9	1,6	1,9	-0,1	1,2	0,8	0,3	-0,5	-1,7	0,6
Île-de-France	3,8	9,5	1,6	-1,5	-0,6	0,5	-0,9	-0,3	3,2	0,8
Métropole	1,9	2,0	1,9	-0,2	1,0	0,8	-0,2	-0,4	-0,1	0,6
Outre-mer	6,9	-5,3	-6,3	-4,6	-8,7	-8,6	-4,9	-5,8	-2,4	-5,2
France entière	2,0	2,0	1,8	-0,2	1,0	0,6	-0,4	-0,7	-0,1	0,5
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	2,6	1,2	2,6	-1,5	1,1	-0,4	-0,4	-0,9	-0,2	0,0
à un SAN ⁽²⁾	-	23,2	1,7	1,8	4,2	4,2	-3,7	-	-	3,1
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	8,6	0,5	2,0	0,5	2,9	1,0	0,1	1,4	-2,5	-0,5
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	-0,5	3,7	-1,0	-2,7	-2,6	-0,9	-	-1,6	-1,3
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	2,3	2,4	1,2	0,6	0,3	1,4	0,6	-6,4	-	1,4
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,4	1,8	2,2	0,2	0,5	1,5	-3,5	-	-	1,2
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	2,4	2,1	1,7	-0,3	1,1	0,6	-0,3	-0,6	-1,4	0,3
à un groupement à fiscalité additionnelle	1,4	1,8	2,3	0,2	0,5	1,3	-3,2	-	-1,6	1,1
Communes isolées	17,0	-2,1	10,9	-1,0	-1,3	-2,5	-0,4	-1,0	3,6	1,6

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des communes et de leurs groupements entre 2013 et 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	-7,4	-2,8	5,6	-5,3	-1,3	-0,8	-6,1	-2,8	-37,4	-11,7
Aquitaine	0,0	2,2	11,2	3,4	9,5	-7,7	-0,4	-3,0	-10,1	-0,1
Auvergne	6,8	0,5	8,0	5,6	1,7	7,6	-1,0	-	-3,8	2,2
Bourgogne	4,5	-1,0	-1,7	1,9	1,0	6,3	5,3	-	-4,2	1,4
Bretagne	7,7	4,7	-0,3	3,5	1,2	4,6	-2,5	-0,3	-5,7	0,8
Centre	3,7	5,6	1,7	8,2	-0,6	3,5	0,4	14,6	1,2	3,3
Champagne-Ardenne	7,6	5,6	-1,3	4,4	-2,2	2,7	-1,0	-4,7	-1,7	1,2
Corse	2,3	21,9	16,8	16,6	9,2	5,7	-23,2	8,8	-	7,2
Franche-Comté	5,6	-0,4	-0,8	-3,3	-15,0	-4,3	-5,2	-4,5	-0,1	-2,4
Languedoc-Roussillon	1,0	10,5	-5,5	4,3	3,7	-4,0	0,3	2,5	-2,8	0,1
Limousin	-0,7	-1,0	12,4	-2,2	-0,7	1,8	-0,7	-	-8,1	-2,0
Lorraine	2,0	0,3	-0,4	0,2	1,8	-3,0	-0,6	-	-4,7	-0,8
Midi-Pyrénées	4,5	0,1	7,2	-3,1	3,0	-0,7	26,6	-0,4	4,1	6,5
Nord-Pas-de-Calais	8,5	2,0	2,2	-6,0	0,6	-1,4	-7,6	-6,6	-3,3	-2,9
Basse-Normandie	37,4	3,0	1,3	2,6	-12,4	-2,9	3,5	-	2,7	1,8
Haute-Normandie	2,6	-2,7	0,0	-2,5	-9,0	11,8	-1,1	-1,5	-3,3	-1,3
Pays de la Loire	14,0	4,7	1,0	0,3	0,7	-0,6	9,6	-0,8	-16,3	-2,2
Picardie	8,7	5,2	2,5	-0,7	2,5	-9,1	-3,5	4,2	1,0	1,2
Poitou-Charentes	6,7	3,6	6,5	0,0	1,2	10,5	2,4	-14,8	-	-0,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,0	3,4	5,6	8,2	4,6	0,4	1,8	2,9	-0,8	1,6
Rhône-Alpes	9,6	1,1	2,8	5,9	-1,7	-1,3	2,4	-5,1	-2,0	0,2
Métropole hors Île-de-France	6,8	2,2	2,7	1,9	0,2	0,2	1,9	-2,2	-5,8	-0,1
Île-de-France	2,4	2,2	-1,8	-2,3	-0,9	-0,7	-1,1	-8,1	-13,0	-7,2
Métropole	6,6	2,2	2,2	1,5	0,0	0,1	0,5	-5,7	-9,5	-2,5
Outre-mer	17,7	29,5	9,7	-7,4	19,6	0,3	-0,7	2,6	-0,6	0,9
France entière	6,6	2,2	2,2	1,5	0,1	0,1	0,5	-5,6	-9,4	-2,5
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	5,2	-0,3	0,7	2,5	-0,5	0,4	-1,6	-4,6	-4,7	-2,0
à un SAN ⁽²⁾	-	-6,6	-22,7	-13,5	0,9	-1,1	15,1	-	-	-2,0
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	-4,5	5,2	-4,4	8,4	0,6	-1,9	7,4	-3,8	-6,9	-2,1
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	19,3	-6,6	8,8	0,2	8,4	15,1	-	-15,7	-7,1
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	8,5	3,3	4,1	1,5	0,3	-0,4	8,6	-3,3	-	2,5
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	5,1	2,0	2,2	-0,8	1,5	-0,9	-7,2	-	-	0,8
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	7,9	2,3	2,2	2,0	-0,1	-0,3	0,6	-4,5	-5,8	-1,0
à un groupement à fiscalité additionnelle	5,1	2,0	2,0	-0,5	1,4	-0,5	-5,7	-	-15,7	0,4
Communes isolées	-5,9	14,9	6,3	-0,6	-3,3	15,0	2,7	-9,7	-13,7	-11,4

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Remarque : CVAE = CVAE due + CVAE dégreuvée.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit de l'ensemble des impôts économiques des communes et de leurs groupements entre 2013 et 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	-2,4	-1,1	2,7	-1,6	1,0	-0,4	-3,6	-0,2	-20,2	-4,8
Aquitaine	1,0	2,7	4,4	1,8	4,6	-2,6	-2,2	-1,0	-5,2	0,2
Auvergne	1,8	2,0	5,5	-0,2	3,2	2,0	0,9	-	-0,7	1,8
Bourgogne	3,6	1,6	-1,3	2,3	0,9	3,7	2,0	-	0,0	1,5
Bretagne	4,2	1,8	0,3	2,2	2,1	1,3	-0,4	-0,7	-3,7	0,6
Centre	4,7	2,0	1,3	2,8	0,1	1,8	-1,3	5,4	-2,1	1,2
Champagne-Ardenne	5,0	3,1	2,5	2,6	1,2	1,5	-1,4	-4,2	-0,7	1,5
Corse	34,8	15,4	7,9	4,6	2,2	-0,1	-11,3	6,1	-	6,5
Franche-Comté	1,3	1,3	1,6	-1,6	-6,5	-0,5	0,3	-3,5	0,1	-0,2
Languedoc-Roussillon	3,3	-2,2	-0,5	1,0	2,7	-1,6	3,8	0,2	-1,2	0,3
Limousin	2,2	1,9	2,2	0,3	2,7	0,9	0,8	-	-1,4	0,9
Lorraine	1,6	1,7	-0,8	1,1	1,0	0,9	0,4	-	-0,4	0,6
Midi-Pyrénées	2,2	1,8	2,4	-0,4	1,4	2,7	9,9	0,1	3,2	3,3
Nord-Pas-de-Calais	8,4	3,3	3,0	-3,7	1,4	1,4	-2,7	-2,0	-1,8	0,0
Basse-Normandie	7,9	2,0	0,8	1,7	-4,2	-2,4	1,5	-	1,3	1,2
Haute-Normandie	1,3	1,0	2,0	-0,9	-2,2	3,9	4,6	-1,2	-3,3	0,2
Pays de la Loire	4,0	3,7	2,1	1,8	1,4	0,5	3,9	-0,6	-8,3	-0,1
Picardie	2,7	2,9	2,5	0,9	0,8	-4,1	-1,1	1,6	-1,7	0,9
Poitou-Charentes	4,2	2,7	4,2	0,2	0,3	5,5	1,3	-7,3	-	0,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,6	1,2	1,7	-2,6	1,4	0,9	0,4	0,5	-3,2	-0,4
Rhône-Alpes	2,4	1,7	6,1	3,3	0,8	-0,5	1,4	-1,4	0,0	1,5
Métropole hors Île-de-France	3,3	1,9	2,6	0,7	1,1	0,6	0,8	-1,0	-3,0	0,6
Île-de-France	3,7	7,4	0,2	-1,9	-0,4	0,3	-0,7	-3,7	-6,3	-2,8
Métropole	3,3	2,2	2,4	0,5	0,9	0,6	0,2	-2,4	-4,4	-0,3
Outre-mer	6,8	-0,5	-4,1	-6,1	-4,6	-6,0	-3,1	-4,1	-1,7	-3,4
France entière	3,3	2,2	2,3	0,5	0,9	0,5	0,0	-2,5	-4,3	-0,4
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	3,4	1,0	1,8	-0,1	0,8	0,0	-0,7	-2,2	-2,0	-0,6
à un SAN ⁽²⁾	-	8,7	-4,8	-4,0	3,2	2,1	1,1	-	-	1,4
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	5,1	2,3	0,4	2,5	2,3	0,2	2,7	-0,8	-3,8	-0,8
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	3,5	-1,7	0,2	-1,8	0,4	4,2	-	-6,7	-3,2
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	4,5	2,7	3,1	1,1	0,6	0,9	3,1	-10,1	-	2,1
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	2,2	1,9	2,1	0,1	1,0	0,4	-5,3	-	-	1,2
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	4,4	2,3	2,4	0,6	0,9	0,4	0,2	-2,1	-2,9	0,1
à un groupement à fiscalité additionnelle	2,2	1,9	2,0	0,1	1,0	0,4	-4,3	-	-6,7	1,0
Communes isolées	5,8	2,4	8,4	-1,2	-2,0	3,5	0,9	-4,6	-7,0	-5,3

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.7 Évolution des produits des taxes donnant lieu à un vote de taux : effet base et effet taux

L'évolution du produit voté, taxes « ménages » et CFE, se décompose en une évolution liée à celle des bases d'imposition (effet base) et une évolution liée à celle des taux (effet taux). A noter que le produit des syndicats à contributions fiscalisées ne sera pas pris en compte dans cette analyse, avec un faible impact sur les évolutions calculées dans le secteur communal, puisque ces-derniers votent un produit et non un taux.

Toutefois, l'étude nécessite une analyse à champ comparable, c'est à dire hors Mayotte dont la fiscalité directe de droit commun a été instaurée en 2014 seulement.

Pour plus de détails sur cette décomposition se reporter à l'annexe 8.4 du guide de 2010.

Évolution des produits* de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2013 et 2014** liée à l'effet base

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	1,52	1,32	1,29	1,08	0,76	1,06	0,87	0,65	0,11	0,86
Aquitaine	0,98	1,45	2,08	1,75	2,07	1,90	1,66	1,47	1,34	1,66
Auvergne	1,05	1,18	0,78	0,84	0,90	0,52	-0,23	-	0,06	0,66
Bourgogne	1,01	1,20	0,87	-0,06	0,17	0,24	-0,32	-	1,01	0,59
Bretagne	1,11	1,49	1,80	1,91	1,58	1,26	0,70	0,90	0,79	1,37
Centre	0,77	0,97	1,19	0,97	0,80	0,31	0,72	-0,08	0,52	0,72
Champagne-Ardenne	1,17	1,19	0,93	0,97	0,38	0,36	0,66	0,02	1,54	0,92
Corse	2,09	2,72	2,62	2,26	2,31	1,15	0,12	1,38	-	1,90
Franche-Comté	1,91	1,75	1,53	0,67	0,01	0,65	-0,20	-0,43	0,59	1,01
Languedoc-Roussillon	1,44	1,55	1,38	1,43	1,45	1,07	0,72	0,92	0,84	1,18
Limousin	0,91	0,80	1,00	1,28	0,97	1,27	-0,19	-	0,50	0,76
Lorraine	1,27	1,12	0,75	0,98	0,69	0,52	-0,01	-	0,81	0,74
Midi-Pyrénées	1,39	1,57	1,94	1,83	1,75	1,52	0,48	1,11	1,98	1,55
Nord-Pas-de-Calais	1,83	1,86	1,52	1,20	1,05	0,88	0,33	0,74	0,76	0,96
Basse-Normandie	1,63	1,29	1,16	0,75	0,68	0,94	0,42	-	1,08	1,05
Haute-Normandie	1,52	1,57	1,13	1,02	0,81	0,39	1,46	1,02	-0,07	0,83
Pays de la Loire	1,35	1,65	1,76	1,84	2,16	1,71	1,25	0,92	0,95	1,51
Picardie	1,10	1,35	1,30	1,21	0,48	0,78	0,53	1,47	1,27	1,08
Poitou-Charentes	1,12	1,68	1,46	1,62	1,30	0,59	0,21	0,62	-	1,15
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,14	1,51	1,06	1,76	1,19	0,77	0,48	0,48	0,64	0,79
Rhône-Alpes	1,95	2,67	2,30	2,30	1,83	1,56	1,20	0,56	0,62	1,62
Métropole hors Île-de-France	1,32	1,60	1,56	1,54	1,36	1,05	0,71	0,74	0,79	1,15
Île-de-France	1,28	1,79	1,72	1,86	1,65	1,15	1,17	0,92	1,73	1,31
Métropole	1,32	1,61	1,57	1,57	1,39	1,07	0,90	0,81	1,00	1,18
Outre-mer	-3,26	1,47	5,69	-0,74	0,45	1,20	2,78	1,74	2,45	1,94
France entière	1,32	1,61	1,58	1,55	1,38	1,07	0,95	0,86	1,02	1,20
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	1,47	1,82	1,68	1,68	1,43	0,94	0,93	0,87	1,18	1,14
à un SAN ⁽²⁾	-	1,11	3,20	4,36	2,35	2,11	-0,05	-	-	1,14
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	1,71	2,04	1,98	1,68	1,91	1,72	1,15	1,29	0,99	1,22
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	2,26	3,19	2,60	0,44	1,53	0,70	-	0,49	0,85
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	1,34	1,59	1,61	1,40	1,32	0,93	0,51	0,46	-	1,36
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	1,27	1,49	1,36	1,52	0,95	1,27	0,85	-	-	1,31
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	1,36	1,66	1,65	1,55	1,45	1,04	0,93	0,90	1,09	1,21
à un groupement à fiscalité additionnelle	1,27	1,49	1,38	1,54	0,94	1,28	0,84	-	0,49	1,29
Communes isolées	1,51	1,58	-26,89	1,96	1,07	1,44	1,25	0,61	0,80	0,84

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors syndicats à contributions fiscalisées.

** Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits* de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2013 et 2014** liée à l'effet taux

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	1,01	0,55	0,59	0,42	0,41	0,53	0,00	0,00	0,06	0,36
Aquitaine	0,67	0,20	0,07	-0,39	-0,14	0,13	0,32	-0,31	0,00	0,09
Auvergne	0,30	0,24	1,28	0,14	-0,09	-0,13	0,00	-	0,00	0,18
Bourgogne	0,46	0,68	0,21	0,31	0,75	0,36	-0,32	-	0,89	0,43
Bretagne	-0,11	0,14	0,11	0,47	0,45	0,04	0,01	0,22	0,00	0,19
Centre	0,43	0,15	0,19	0,10	0,04	0,20	-0,01	0,00	0,00	0,12
Champagne-Ardenne	-0,63	-0,52	-1,20	0,62	-0,54	-2,29	0,00	-3,15	0,00	-0,80
Corse	3,00	1,67	0,36	-1,27	0,59	0,00	0,00	0,00	-	0,67
Franche-Comté	0,90	0,41	0,33	0,27	0,10	0,32	0,00	0,00	0,00	0,32
Languedoc-Roussillon	0,40	0,34	0,42	0,06	0,11	-0,07	0,00	-1,86	0,00	0,03
Limousin	-0,03	0,60	-0,41	-1,00	0,58	0,45	-0,17	-	0,00	0,13
Lorraine	0,57	0,63	0,13	-0,10	-0,12	0,72	0,13	-	0,00	0,24
Midi-Pyrénées	0,92	0,67	0,47	0,44	0,36	0,49	0,00	0,00	0,00	0,35
Nord-Pas-de-Calais	0,09	0,29	0,04	0,06	0,19	-0,34	-0,43	0,26	0,00	-0,05
Basse-Normandie	0,70	0,37	0,70	-0,09	0,06	-0,09	-0,59	-	0,00	0,17
Haute-Normandie	0,59	0,50	0,56	1,64	0,04	-0,13	0,00	0,00	0,00	0,21
Pays de la Loire	0,21	0,42	0,32	0,26	0,40	0,23	0,00	-0,20	0,25	0,24
Picardie	0,36	0,35	0,17	0,13	-0,09	0,22	-0,72	0,00	0,00	0,09
Poitou-Charentes	0,16	0,17	0,09	0,22	0,07	0,35	-0,02	0,04	-	0,12
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-0,01	0,37	0,62	0,62	1,54	1,14	0,40	0,33	1,40	0,93
Rhône-Alpes	0,48	0,44	0,92	0,31	0,21	-0,10	0,23	0,07	-0,04	0,25
Métropole hors Île-de-France	0,47	0,37	0,36	0,22	0,33	0,22	0,05	-0,10	0,35	0,26
Île-de-France	1,17	0,95	1,27	0,61	0,94	1,03	0,31	0,33	0,00	0,42
Métropole	0,48	0,40	0,41	0,25	0,40	0,38	0,16	0,08	0,27	0,30
Outre-mer	0,02	1,88	-2,05	7,47	0,68	1,65	2,83	0,30	0,00	1,37
France entière	0,48	0,40	0,41	0,29	0,41	0,41	0,23	0,09	0,27	0,31
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	-0,26	0,27	0,42	0,24	0,40	0,31	0,09	0,01	0,03	0,16
à un SAN ⁽²⁾	-	-1,21	7,53	-1,16	0,24	0,00	-1,15	-	-	-0,40
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	1,78	0,00	0,22	0,23	0,53	0,07	0,34	0,01	0,60	0,44
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,55	1,01	0,86	0,14	0,24	0,00	-	1,02	0,72
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	0,43	0,24	0,24	0,13	0,20	0,46	0,57	0,00	-	0,28
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,64	0,77	0,71	0,78	0,86	1,01	1,77	-	-	0,83
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	0,35	0,24	0,31	0,18	0,34	0,32	0,15	0,01	0,32	0,24
à un groupement à fiscalité additionnelle	0,64	0,77	0,72	0,78	0,85	0,97	1,59	-	1,02	0,83
Communes isolées	0,00	0,00	41,74	0,00	0,00	1,67	0,65	0,51	0,00	0,31

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors syndicats à contributions fiscalisées.

** Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits* de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2013 et 2014** liée à l'effet base

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	3,71	2,33	2,40	2,18	2,07	1,40	1,34	2,26	1,04	1,74
Aquitaine	2,57	3,01	3,31	2,91	2,79	2,49	2,47	2,34	2,11	2,62
Auvergne	2,38	2,43	2,09	1,32	2,96	1,75	1,65	-	3,38	2,33
Bourgogne	2,46	2,32	1,60	1,75	1,63	1,85	1,39	-	1,40	1,77
Bretagne	2,92	2,94	2,87	3,22	3,09	2,46	2,02	1,91	2,02	2,62
Centre	2,45	2,18	2,39	2,13	1,70	2,76	1,70	1,36	1,62	2,07
Champagne-Ardenne	2,52	2,25	2,53	3,49	1,70	1,37	0,60	0,86	1,61	1,73
Corse	18,39	8,88	4,39	3,86	4,12	6,23	4,87	0,82	-	5,69
Franche-Comté	2,81	2,58	2,77	1,86	1,51	1,16	1,92	5,24	1,68	2,23
Languedoc-Roussillon	2,48	2,92	2,72	3,03	2,94	2,39	2,07	2,69	2,38	2,59
Limousin	2,08	2,34	2,59	1,54	2,60	1,55	1,17	-	1,70	1,91
Lorraine	3,26	2,52	2,16	1,82	2,00	1,54	1,55	-	1,67	1,97
Midi-Pyrénées	2,37	2,59	2,81	1,80	2,81	2,33	1,78	1,93	2,82	2,41
Nord-Pas-de-Calais	4,26	3,19	2,20	1,48	2,46	2,37	1,81	1,14	1,34	2,05
Basse-Normandie	3,06	2,59	2,88	2,26	1,89	1,80	1,66	-	2,53	2,37
Haute-Normandie	2,87	2,56	2,59	1,25	1,20	1,63	2,56	2,78	2,12	2,08
Pays de la Loire	3,20	3,69	3,17	3,31	3,07	2,78	2,61	1,69	1,77	2,65
Picardie	2,93	2,84	2,48	3,06	1,95	0,84	1,10	1,73	1,30	2,01
Poitou-Charentes	3,01	3,23	2,89	2,28	2,12	1,63	1,74	2,18	-	2,42
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,16	2,51	2,83	2,84	2,50	2,10	2,40	2,24	2,14	2,30
Rhône-Alpes	1,56	2,70	2,75	2,48	2,57	1,88	2,31	1,52	1,76	2,24
Métropole hors Île-de-France	2,74	2,75	2,70	2,46	2,45	2,10	2,02	1,94	1,97	2,29
Île-de-France	1,05	2,52	3,10	2,32	1,87	1,90	1,90	1,85	1,48	1,85
Métropole	2,69	2,74	2,73	2,45	2,38	2,06	1,98	1,90	1,85	2,19
Outre-mer	0,99	1,77	3,89	2,39	2,85	3,75	4,04	3,42	2,62	3,43
France entière	2,69	2,74	2,74	2,45	2,39	2,11	2,05	2,00	1,87	2,22
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	2,14	3,05	2,86	2,21	2,48	2,15	2,03	2,06	2,10	2,19
à un SAN ⁽²⁾	-	1,22	2,38	3,10	3,94	0,01	1,88	-	-	1,80
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	1,94	2,00	2,97	2,33	2,68	2,55	2,26	1,64	2,07	2,19
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	4,76	3,37	3,12	3,11	2,13	1,13	-	1,46	1,77
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	2,75	2,81	2,73	2,55	2,20	1,94	1,61	1,99	-	2,44
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	2,71	2,49	2,54	2,63	2,21	2,17	2,37	-	-	2,46
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	2,67	2,85	2,79	2,40	2,42	2,08	2,04	2,02	2,09	2,25
à un groupement à fiscalité additionnelle	2,71	2,49	2,55	2,64	2,23	2,16	2,20	-	1,46	2,43
Communes isolées	7,86	1,19	4,00	3,14	1,60	2,98	2,13	1,90	1,01	1,47

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors syndicats à contributions fiscalisées.

** Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits* de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2013 et 2014** liée à l'effet taux

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	0,95	0,57	0,54	0,16	0,24	0,35	0,00	0,00	0,00	0,25
Aquitaine	1,78	0,75	0,43	0,06	1,20	0,05	0,43	-0,36	0,00	0,43
Auvergne	0,42	0,36	1,81	0,29	-0,08	0,00	0,00	-	0,00	0,27
Bourgogne	1,40	1,75	0,31	0,30	0,86	0,16	-0,44	-	0,91	0,68
Bretagne	0,15	0,17	0,34	0,29	0,66	0,10	0,00	0,32	0,00	0,25
Centre	0,78	0,46	0,59	0,12	0,46	0,31	-0,16	-0,01	0,00	0,26
Champagne-Ardenne	-0,05	2,22	-0,38	2,21	1,07	-1,43	0,00	-0,81	0,00	0,37
Corse	5,85	1,72	0,33	0,00	0,69	0,00	0,00	0,00	-	1,03
Franche-Comté	1,44	0,60	0,69	0,41	0,13	-0,03	0,00	0,00	0,00	0,39
Languedoc-Roussillon	0,74	0,77	0,28	0,23	0,09	-0,57	0,01	-2,60	0,00	-0,06
Limousin	2,69	1,11	0,62	3,47	0,88	1,61	0,00	-	0,00	0,96
Lorraine	1,14	1,39	0,15	0,63	-0,10	1,44	0,38	-	0,10	0,57
Midi-Pyrénées	2,46	1,26	0,99	0,54	0,41	1,63	0,00	0,00	0,00	0,69
Nord-Pas-de-Calais	0,32	0,75	0,77	0,38	0,57	-0,24	-0,61	0,52	0,00	0,11
Basse-Normandie	0,37	0,48	0,86	-0,24	0,03	0,16	-0,41	-	0,00	0,19
Haute-Normandie	0,43	0,45	0,87	1,55	0,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,26
Pays de la Loire	0,33	0,52	0,49	0,31	0,39	0,30	0,00	0,28	0,23	0,32
Picardie	0,52	0,44	-0,38	0,12	-0,07	0,38	-0,55	0,00	0,00	0,07
Poitou-Charentes	0,14	0,16	0,38	0,19	-0,05	1,26	0,00	0,05	-	0,19
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,41	0,74	0,43	0,98	2,43	1,46	0,76	0,09	3,93	1,84
Rhône-Alpes	0,71	0,84	1,30	0,38	0,29	-0,13	0,16	0,11	-0,06	0,34
Métropole hors Île-de-France	0,96	0,77	0,60	0,43	0,57	0,39	0,09	-0,07	0,80	0,50
Île-de-France	1,93	3,29	1,44	1,25	1,65	2,13	0,55	0,51	0,00	0,79
Métropole	0,99	0,89	0,67	0,49	0,71	0,72	0,27	0,18	0,60	0,57
Outre-mer	0,00	2,87	-0,75	3,58	1,32	1,33	2,16	0,37	0,00	1,10
France entière	0,99	0,90	0,66	0,52	0,72	0,74	0,33	0,20	0,59	0,58
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	0,03	0,53	0,54	0,43	0,76	0,44	0,19	0,17	0,03	0,30
à un SAN ⁽²⁾	-	3,35	6,05	1,56	0,44	0,00	0,00	-	-	0,44
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	1,81	0,58	0,26	0,97	1,15	0,47	0,63	-0,01	1,58	1,09
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,56	1,18	1,84	0,14	0,29	0,00	-	1,01	0,73
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	1,37	0,92	0,66	0,41	0,49	1,33	0,67	0,00	-	0,83
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,73	1,07	0,72	0,73	0,90	0,98	1,64	-	-	0,93
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	1,21	0,82	0,63	0,47	0,69	0,70	0,29	0,15	0,72	0,56
à un groupement à fiscalité additionnelle	0,73	1,07	0,73	0,75	0,88	0,94	1,41	-	1,01	0,92
Communes isolées	0,01	0,00	32,30	0,00	0,00	1,65	0,57	0,47	0,00	0,27

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors syndicats à contributions fiscalisées.

** Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits* de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2013 et 2014** liée à l'effet base

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	1,25	1,49	1,25	0,28	3,37	0,15	2,64	-1,09	7,07	1,57
Aquitaine	0,83	0,91	0,43	1,36	-0,16	6,00	-2,72	-5,09	-0,28	0,68
Auvergne	0,82	0,50	1,18	-0,48	2,04	1,65	8,99	-	0,20	0,82
Bourgogne	0,95	0,93	1,11	1,06	7,63	3,50	-0,88	-	1,22	1,24
Bretagne	0,94	0,72	1,19	0,39	0,31	-0,76	-2,68	-5,89	13,61	0,67
Centre	0,86	0,87	1,40	0,30	0,21	0,54	-0,91	-1,35	-0,87	0,82
Champagne-Ardenne	0,90	0,66	1,26	0,37	2,59	1,75	1,19	-3,26	-4,31	0,76
Corse	-0,92	-1,58	-2,43	0,44	-2,83	-5,03	-2,44	-1,97	-	-2,99
Franche-Comté	0,92	1,10	1,54	1,62	5,04	4,54	-0,50	-12,40	-6,95	0,99
Languedoc-Roussillon	0,47	0,39	0,21	-0,20	0,93	-0,48	-3,58	0,13	-3,82	0,03
Limousin	1,01	1,04	1,45	0,83	0,26	0,40	1,26	-	4,23	1,03
Lorraine	0,61	-1,58	0,36	0,29	-0,63	-1,31	-1,98	-	-2,32	-0,31
Midi-Pyrénées	1,12	0,90	0,67	0,46	0,32	6,53	0,09	-2,34	-1,04	1,09
Nord-Pas-de-Calais	1,01	0,70	0,87	0,53	2,03	0,03	-1,51	3,05	-0,83	0,82
Basse-Normandie	1,29	1,43	0,81	1,53	-5,33	2,79	-7,09	-	-15,04	1,08
Haute-Normandie	0,88	0,73	1,32	0,59	0,54	1,88	1,74	-2,46	7,46	0,90
Pays de la Loire	0,86	0,90	0,43	0,51	0,28	-0,16	4,22	-0,08	0,25	0,69
Picardie	0,92	0,97	0,84	2,42	-0,72	1,22	0,58	-1,63	2,82	0,91
Poitou-Charentes	0,86	1,55	1,61	0,69	1,75	-1,10	0,85	2,58	-	1,32
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,57	0,32	0,51	-0,44	-0,59	0,44	-2,63	-2,43	0,52	-0,28
Rhône-Alpes	0,88	0,89	0,24	0,70	1,51	1,47	0,12	-2,59	-4,54	0,72
Métropole hors Île-de-France	0,93	0,86	0,79	0,46	0,79	1,03	-1,08	-1,78	-0,21	0,77
Île-de-France	0,87	0,78	-0,89	2,29	0,64	-0,13	1,78	-2,97	-3,85	0,24
Métropole	0,93	0,86	0,72	0,54	0,78	0,91	-0,18	-2,08	-0,97	0,74
Outre-mer	105,00	1,05	-1,83	0,77	0,89	6,30	1,83	2,17	-1,64	2,22
France entière	0,93	0,86	0,72	0,54	0,78	1,04	-0,05	-1,75	-1,00	0,75
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	0,99	0,99	1,10	-0,01	0,86	1,55	-0,35	-2,45	-0,87	0,49
à un SAN ⁽²⁾	-	-2,97	-3,37	10,08	-2,10	-7,01	-7,32	-	-	-4,38
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	0,75	0,58	1,02	0,17	0,50	0,72	-0,06	-1,64	0,78	0,42
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,46	-0,66	1,41	-0,26	-0,62	-2,33	-	-4,61	-1,52
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	0,94	0,95	0,63	0,73	0,90	-0,12	3,01	-1,12	-	0,87
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,91	0,66	0,56	0,76	0,55	3,80	0,11	-	-	0,81
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	0,95	0,95	0,77	0,48	0,83	0,67	-0,07	-2,37	-0,24	0,74
à un groupement à fiscalité additionnelle	0,91	0,66	0,55	0,77	0,54	3,55	-0,06	-	-4,61	0,80
Communes isolées	0,57	0,79	-0,42	3,71	1,03	2,91	0,33	7,44	-4,83	0,08

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors syndicats à contributions fiscalisées.

** Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits* de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2013 et 2014** liée à l'effet taux

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	0,86	0,57	0,45	0,37	0,19	0,54	0,00	0,01	0,02	0,52
Aquitaine	0,49	0,45	0,34	-0,04	0,47	0,26	0,22	-0,15	0,01	0,41
Auvergne	0,30	0,27	0,89	0,33	-0,07	-0,16	-0,01	-	0,00	0,30
Bourgogne	0,78	1,15	0,44	0,44	0,92	0,58	-0,34	-	0,90	0,88
Bretagne	0,03	0,18	0,20	0,31	0,06	0,05	0,26	0,53	0,00	0,17
Centre	0,29	0,26	1,45	0,10	-0,15	0,34	0,01	-0,01	0,01	0,36
Champagne-Ardenne	0,23	1,15	0,78	1,22	0,00	-1,32	0,06	-2,02	0,00	0,52
Corse	2,93	1,99	0,47	-0,01	0,82	0,00	0,04	-0,03	-	0,63
Franche-Comté	0,81	0,47	0,35	0,20	0,08	0,41	0,03	0,00	-0,03	0,62
Languedoc-Roussillon	-0,02	0,25	0,14	0,31	0,01	-0,93	0,02	-2,70	0,00	-0,03
Limousin	0,43	0,45	-0,56	0,64	0,74	0,38	1,40	-	0,00	0,40
Lorraine	0,30	0,49	0,10	0,43	0,32	0,79	-0,72	-	0,29	0,34
Midi-Pyrénées	0,61	0,56	0,55	0,26	0,07	0,34	0,00	0,00	0,00	0,51
Nord-Pas-de-Calais	0,26	-0,04	0,62	0,38	0,34	-0,28	0,59	0,05	0,00	0,18
Basse-Normandie	0,47	0,26	0,56	-0,23	-0,01	0,15	-0,60	-	0,00	0,35
Haute-Normandie	0,76	0,51	0,73	1,43	-0,01	-0,05	0,01	0,00	0,02	0,60
Pays de la Loire	0,28	0,42	0,37	0,26	0,23	0,23	-0,40	-0,24	0,35	0,34
Picardie	0,21	0,29	0,03	0,15	-0,14	0,06	-0,01	0,01	0,00	0,21
Poitou-Charentes	0,21	0,08	0,32	0,14	-0,14	0,52	0,02	0,34	-	0,14
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,24	0,35	0,84	0,31	0,35	0,61	0,69	0,31	0,01	0,46
Rhône-Alpes	0,24	0,08	0,97	-0,03	0,21	0,00	0,00	0,47	-0,14	0,22
Métropole hors Île-de-France	0,41	0,37	0,50	0,26	0,20	0,11	0,16	-0,20	0,06	0,35
Île-de-France	0,63	0,99	1,31	0,72	0,44	0,25	0,18	0,22	0,00	0,56
Métropole	0,41	0,38	0,53	0,28	0,22	0,12	0,17	-0,10	0,05	0,36
Outre-mer	-0,76	1,50	-0,93	1,92	1,14	3,06	1,38	0,45	0,00	1,34
France entière	0,41	0,38	0,53	0,29	0,22	0,20	0,24	-0,06	0,05	0,37
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	0,02	0,42	0,75	0,24	0,36	-0,06	0,12	-0,08	0,04	0,28
à un SAN ⁽²⁾	-	-0,12	13,54	-6,55	0,44	0,00	-1,60	-	-	-0,12
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	1,68	0,00	-0,29	0,01	0,14	0,14	-0,10	0,01	0,00	0,07
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,50	0,89	0,58	-0,20	0,52	0,00	-	0,98	0,58
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	0,41	0,27	0,40	0,31	0,10	0,37	1,45	-0,01	-	0,33
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,44	0,58	0,51	0,40	0,32	0,60	0,96	-	-	0,50
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	0,38	0,30	0,49	0,26	0,21	0,13	0,22	-0,07	0,02	0,31
à un groupement à fiscalité additionnelle	0,44	0,58	0,52	0,40	0,31	0,60	0,89	-	0,98	0,50
Communes isolées	0,03	-0,02	34,18	0,00	0,01	0,80	0,26	0,19	0,00	0,79

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;
(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors syndicats à contributions fiscalisées.

** Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits* de la cotisation foncière** des entreprises des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2013 et 2014*** liée à l'effet base

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	-2,75	-0,69	0,40	-0,42	0,41	-1,02	-2,33	1,12	-7,93	-2,02
Aquitaine	0,42	2,57	0,32	0,04	0,63	0,13	-1,59	1,52	-3,06	0,09
Auvergne	0,58	1,79	4,10	-3,38	4,24	-0,26	3,47	-	1,04	1,49
Bourgogne	2,99	1,91	0,16	1,68	0,21	1,29	2,30	-	1,52	1,50
Bretagne	-1,11	-0,36	0,62	0,21	1,61	-1,03	0,78	-2,58	-3,37	-0,36
Centre	0,69	-0,17	0,29	0,06	-0,34	0,40	-2,63	-0,01	-4,85	-0,74
Champagne-Ardenne	-0,63	0,56	4,06	1,77	3,14	0,87	-1,20	-3,56	0,26	0,54
Corse	60,58	11,63	-1,50	-3,74	-2,68	-3,97	-5,64	0,22	-	6,08
Franche-Comté	-1,02	0,69	1,40	-1,46	-3,37	0,29	2,00	-3,35	-2,50	-0,41
Languedoc-Roussillon	1,63	-6,73	1,33	-1,09	2,75	-0,48	5,17	-0,32	-0,38	0,13
Limousin	0,89	2,57	1,73	0,02	0,09	0,01	1,27	-	3,07	1,63
Lorraine	0,00	0,59	-1,68	2,09	0,74	0,21	0,20	-	2,43	0,42
Midi-Pyrénées	2,02	1,84	0,73	2,09	1,93	3,29	2,08	-0,17	2,67	2,10
Nord-Pas-de-Calais	4,34	3,02	2,77	-2,64	1,55	2,52	0,13	0,33	-1,16	1,12
Basse-Normandie	2,10	0,98	0,77	-0,12	1,23	-2,74	0,72	-	-1,47	0,61
Haute-Normandie	-0,01	0,29	1,83	-1,24	-0,40	-0,20	5,84	-1,03	1,80	0,61
Pays de la Loire	0,84	2,52	1,87	1,59	1,10	0,30	-0,90	-0,24	-3,61	0,22
Picardie	0,52	1,39	2,33	2,08	0,36	-1,22	0,30	-0,41	-3,93	0,47
Poitou-Charentes	2,68	1,81	2,35	1,83	-0,22	4,50	0,30	-2,33	-	0,91
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,18	-0,25	-0,17	-7,44	-0,49	1,48	-0,83	-1,49	-5,58	-1,78
Rhône-Alpes	0,95	1,33	3,21	1,97	1,35	0,78	1,33	0,54	1,25	1,47
Métropole hors Île-de-France	1,36	0,96	1,50	-0,26	1,02	0,77	0,39	-0,53	-1,69	0,36
Île-de-France	-0,37	5,02	-0,32	-3,17	-1,11	-0,03	-1,50	-0,98	3,20	0,11
Métropole	1,30	1,18	1,33	-0,49	0,78	0,65	-0,40	-0,76	-0,10	0,30
Outre-mer	0,87	-2,72	-1,97	-4,75	-7,80	-9,71	-5,81	-5,16	-2,39	-5,41
France entière	1,30	1,17	1,30	-0,50	0,71	0,47	-0,65	-0,99	-0,14	0,19
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	1,05	0,53	1,72	-2,12	0,79	-0,52	-0,63	-1,27	-0,23	-0,34
à un SAN ⁽²⁾	-	21,94	1,71	1,76	4,16	4,23	-3,66	-	-	3,02
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	8,64	0,38	1,96	0,42	2,78	0,97	0,15	1,42	-2,47	-0,49
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	-0,94	2,66	-1,38	-3,51	-3,19	-0,91	-	-2,50	-1,98
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	1,56	1,40	0,85	0,48	0,10	1,53	-0,05	-6,38	-	0,96
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,98	1,08	1,57	-0,18	0,11	0,54	-5,28	-	-	0,55
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	1,56	1,21	1,23	-0,56	0,86	0,61	-0,48	-0,94	-1,37	0,03
à un groupement à fiscalité additionnelle	0,98	1,08	1,58	-0,22	0,07	0,40	-4,69	-	-2,50	0,45
Communes isolées	16,96	-2,11	0,21	-0,97	-1,67	-3,79	-1,00	-1,20	3,61	1,43

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors syndicats à contributions fiscalisées.

** Avec ZAE et ZDE.

*** Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits* de la cotisation foncière** des entreprises des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2013 et 2014*** liée à l'effet taux

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	0,25	0,35	0,60	0,17	0,36	0,62	0,00	0,02	0,18	0,32
Aquitaine	0,77	0,54	0,31	0,01	-0,08	0,18	-0,14	0,00	-0,01	0,14
Auvergne	0,17	0,08	0,16	0,24	-0,05	0,00	0,00	-	0,01	0,06
Bourgogne	1,24	1,03	0,63	0,82	0,66	0,41	-0,38	-	0,73	0,58
Bretagne	0,26	0,29	0,08	0,44	-0,02	-0,06	0,08	0,00	-0,02	0,08
Centre	0,92	0,52	0,58	0,28	0,66	0,03	-0,62	-1,25	0,00	0,22
Champagne-Ardenne	0,13	1,26	0,47	0,37	-0,22	-0,52	-0,40	-0,20	-0,25	0,26
Corse	2,38	1,85	0,61	0,84	0,28	-0,82	-0,01	-0,01	-	0,75
Franche-Comté	0,52	0,59	0,12	0,36	-0,10	0,16	-0,38	0,00	0,73	0,31
Languedoc-Roussillon	-0,01	0,10	0,39	0,16	-0,29	-0,13	-0,01	-0,01	0,00	-0,02
Limousin	0,44	0,15	-0,49	0,21	0,38	0,19	-0,25	-	0,01	0,09
Lorraine	0,43	1,32	-0,11	0,01	0,23	0,21	1,12	-	0,02	0,40
Midi-Pyrénées	0,64	0,57	0,42	0,13	0,17	0,66	-0,07	0,01	0,00	0,27
Nord-Pas-de-Calais	0,88	0,67	0,36	-0,05	-0,16	-0,03	0,14	0,00	-0,01	0,09
Basse-Normandie	0,25	0,48	0,38	-0,03	-0,25	-0,20	-0,31	-	-0,10	0,11
Haute-Normandie	0,66	1,69	0,48	0,66	0,20	-0,11	-0,37	0,00	-0,08	0,46
Pays de la Loire	0,02	0,57	0,38	0,17	0,32	0,03	0,00	-0,13	0,29	0,23
Picardie	0,23	0,54	0,09	0,02	-0,55	0,02	-0,34	-0,37	-0,01	0,09
Poitou-Charentes	0,44	0,63	0,74	0,27	0,33	0,51	0,36	-0,05	-	0,41
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,89	0,49	0,27	0,06	0,48	0,05	0,39	0,14	-0,05	0,18
Rhône-Alpes	0,46	0,94	1,05	0,48	0,67	-0,22	-0,27	0,11	-0,04	0,39
Métropole hors Île-de-France	0,52	0,71	0,46	0,23	0,23	0,05	-0,02	-0,02	0,03	0,24
Île-de-France	4,50	4,72	2,18	1,77	0,62	0,83	1,02	0,71	0,00	0,84
Métropole	0,66	0,93	0,61	0,35	0,27	0,17	0,40	0,35	0,02	0,38
Outre-mer	5,98	-1,30	-4,39	0,15	0,83	1,19	1,65	-0,69	0,00	0,59
France entière	0,70	0,93	0,58	0,35	0,28	0,18	0,46	0,30	0,02	0,38
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	1,54	0,86	0,84	0,69	0,34	0,22	0,42	0,37	0,03	0,38
à un SAN ⁽²⁾	-	1,02	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	-	-	0,03
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	-0,07	0,19	0,08	0,04	0,07	0,01	0,00	0,00	-0,01	0,01
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0,48	0,98	0,38	0,84	0,57	0,00	-	0,97	0,70
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	0,82	1,05	0,39	0,08	0,19	-0,10	2,02	-0,02	-	0,54
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	0,49	0,81	0,71	0,51	0,45	1,04	1,89	-	-	0,73
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	0,90	0,98	0,54	0,32	0,25	0,07	0,42	0,32	0,01	0,35
à un groupement à fiscalité additionnelle	0,49	0,81	0,71	0,51	0,45	1,02	1,63	-	0,97	0,73
Communes isolées	0,00	0,04	10,66	0,01	0,00	0,94	0,42	0,21	0,01	0,15

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors syndicats à contributions fiscalisées.

** Avec ZAE et ZDE.

*** Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Annexe 2

Les indicateurs moyens de référence sur la TEOM et la REOM

A2.1 La TEOM

Nombre de communes concernées par la TEOM selon la collectivité destinataire de la taxe en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Groupeement à FA	5 650	2 360	309	135	129	41	6	-	1	8 631
Groupeement à FPU	5 866	5 193	1 256	573	744	377	232	60	37	14 338
Syndicat	684	331	67	26	34	11	12	1	-	1 166
Commune elle-même	120	139	44	29	39	44	56	20	2	493
Ensemble des communes	12 320	8 023	1 676	763	946	473	306	81	40	24 628

FA : fiscalité additionnelle.

FPU : fiscalité professionnelle unique.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Nombre de communes concernées par la TEOM selon la collectivité destinataire de la taxe en 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Groupeement à FA	5 127	2 021	272	110	107	37	4	-	1	7 679
Groupeement à FPU	6 533	5 638	1 317	599	780	385	257	59	37	15 605
Syndicat	493	223	45	16	27	8	9	1	-	822
Commune elle-même	87	98	29	26	31	35	44	20	2	372
Ensemble des communes	12 240	7 980	1 663	751	945	465	314	80	40	24 478

FA : fiscalité additionnelle.

FPU : fiscalité professionnelle unique.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Remarque : Pour les 17 communes de Mayotte, le produit et la base de la TEOM sont nuls.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Proportion de communes sur le territoire desquelles est perçue une taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	10,9	24,8	32,1	59,4	66,7	55,6	75,0	100,0	100,0	24,9
Aquitaine	85,1	84,4	87,5	85,4	88,7	90,5	100,0	100,0	100,0	85,3
Auvergne	74,5	82,4	90,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0	78,8
Bourgogne	68,7	68,7	76,0	94,7	83,3	100,0	100,0	-	100,0	69,6
Bretagne	53,3	50,9	61,7	68,1	73,1	89,7	80,0	100,0	100,0	56,8
Centre	66,1	72,8	77,1	88,6	89,5	91,7	100,0	100,0	100,0	70,9
Champagne-Ardenne	39,8	54,2	66,7	71,4	66,7	85,7	75,0	100,0	100,0	43,7
Corse	59,9	84,7	94,4	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	66,9
Franche-Comté	13,9	29,1	54,8	64,7	62,5	85,7	100,0	100,0	0,0	19,2
Languedoc-Roussillon	72,1	88,0	96,4	98,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	81,0
Limousin	83,8	71,8	84,6	81,8	90,0	80,0	-	100,0	100,0	80,1
Lorraine	25,6	53,5	80,9	65,9	83,3	86,4	100,0	-	100,0	37,6
Midi-Pyrénées	84,1	86,0	87,9	91,1	93,8	91,3	100,0	100,0	100,0	85,0
Nord-Pas-de-Calais	88,4	81,5	76,1	72,2	70,0	77,1	80,0	100,0	100,0	82,3
Basse-Normandie	80,6	79,9	89,1	96,3	100,0	100,0	100,0	-	100,0	81,3
Haute-Normandie	77,2	77,1	81,5	100,0	93,5	73,3	100,0	100,0	100,0	78,1
Pays de la Loire	41,8	44,7	48,2	56,4	60,9	88,9	100,0	75,0	100,0	47,1
Picardie	68,6	66,3	69,4	73,9	78,9	85,7	60,0	50,0	100,0	68,3
Poitou-Charentes	70,0	62,0	74,0	76,7	80,0	100,0	50,0	100,0	-	67,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	50,9	79,5	90,8	92,4	98,7	96,2	92,0	100,0	100,0	73,0
Rhône-Alpes	62,8	74,1	83,5	88,0	92,3	95,8	100,0	100,0	100,0	73,0
Métropole hors Île-de-France	61,9	67,6	74,6	80,1	84,1	88,7	92,3	95,5	97,1	66,1
Île-de-France	93,6	95,0	94,9	93,7	96,5	97,7	97,6	91,4	100,0	95,1
Métropole	62,4	68,6	75,7	81,0	85,4	90,2	94,4	93,7	97,4	67,1
Outre-mer	50,0	87,5	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	97,3
France entière	62,4	68,6	75,7	81,3	85,8	90,6	94,7	94,2	97,6	67,2
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	85,0	88,3	89,6	91,1	93,3	94,5	94,1	93,8	96,4	89,4
à un SAN ⁽²⁾	-	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	-	100,0
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0	100,0
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	67,4	66,5	70,7	72,5	73,5	85,5	88,9	100,0	-	67,8
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	57,1	62,9	68,1	80,0	84,1	75,9	80,0	-	-	59,6
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	69,0	71,5	77,8	81,5	86,0	92,3	94,9	94,5	97,4	72,8
à un groupement à fiscalité additionnelle	57,1	62,9	68,4	80,4	84,5	77,2	81,8	-	100,0	59,7
Communes isolées	48,5	78,1	84,8	81,3	85,7	91,3	97,4	92,3	100,0	66,3

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;
(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Proportion de communes sur le territoire desquelles est perçue une taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	9,8	22,6	29,9	61,8	60,7	50,0	75,0	100,0	100,0	23,0
Aquitaine	78,6	82,1	87,5	84,8	92,1	90,0	100,0	100,0	100,0	81,1
Auvergne	74,7	81,9	91,5	100,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0	78,9
Bourgogne	67,5	67,4	74,5	94,4	80,6	100,0	100,0	-	100,0	68,3
Bretagne	51,4	50,5	59,9	67,8	73,8	89,7	80,0	100,0	100,0	56,1
Centre	66,7	73,0	78,0	88,6	89,7	91,7	100,0	100,0	100,0	71,4
Champagne-Ardenne	41,6	60,3	78,6	75,0	68,8	100,0	75,0	100,0	100,0	46,5
Corse	67,0	85,2	92,9	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	72,5
Franche-Comté	12,4	26,8	48,9	56,3	56,3	85,7	100,0	100,0	0,0	17,4
Languedoc-Roussillon	73,1	88,9	95,6	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	81,9
Limousin	84,0	71,5	84,6	81,8	90,0	80,0	100,0	-	100,0	80,1
Lorraine	26,4	52,0	79,8	61,0	81,5	86,4	100,0	-	100,0	37,6
Midi-Pyrénées	85,5	86,6	89,4	90,7	94,0	91,3	100,0	100,0	100,0	86,2
Nord-Pas-de-Calais	90,2	83,9	76,4	73,6	69,3	79,2	80,0	100,0	100,0	84,0
Basse-Normandie	84,8	82,0	89,4	96,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0	84,6
Haute-Normandie	72,4	75,0	81,1	95,0	90,0	76,5	100,0	100,0	100,0	74,6
Pays de la Loire	35,4	36,4	37,9	49,4	54,9	81,5	100,0	75,0	100,0	39,2
Picardie	68,6	66,3	71,3	73,9	78,9	85,7	60,0	50,0	100,0	68,3
Poitou-Charentes	71,4	63,5	76,3	76,7	80,6	100,0	50,0	100,0	-	68,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	50,9	80,5	91,7	94,0	98,7	96,0	96,2	100,0	100,0	73,6
Rhône-Alpes	62,9	72,8	81,6	85,0	88,7	93,8	100,0	100,0	100,0	72,1
Métropole hors Île-de-France	61,9	66,9	73,3	79,1	82,9	88,1	93,0	95,3	97,1	65,7
Île-de-France	92,3	92,2	90,0	92,1	94,8	95,2	96,8	91,4	100,0	92,9
Métropole	62,3	67,9	74,2	80,0	84,1	89,3	94,5	93,6	97,4	66,7
Outre-mer	33,3	93,3	100,0	90,9	78,4	77,8	95,2	87,5	100,0	84,5
France entière	62,3	67,9	74,2	80,1	83,9	88,7	94,6	93,0	97,6	66,7
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	83,9	87,9	89,8	92,1	93,5	93,7	94,2	93,8	96,4	88,8
à un SAN ⁽²⁾	-	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	-	100,0
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0	100,0
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	65,4	65,4	67,9	70,4	72,4	83,7	87,0	100,0	-	66,0
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	56,9	60,8	65,8	75,2	77,1	75,0	90,9	-	-	58,7
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	67,4	71,0	76,2	81,1	85,6	91,2	94,7	94,5	97,4	71,6
à un groupement à fiscalité additionnelle	56,9	60,8	66,2	75,8	77,7	76,4	91,7	-	100,0	58,7
Communes isolées	42,9	50,0	100,0	66,7	33,3	53,8	94,7	84,6	100,0	68,1

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Remarque : Pour les 17 communes de Mayotte, le produit et la base de la TEOM sont nuls.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du nombre de communes concernées par la TEOM entre 2013 et 2014*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en nombre de communes									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	-4	-9	-1	-1	-1	-1	0	0	0	-17
Aquitaine	-82	-17	-1	-1	4	0	0	0	0	-97
Auvergne	1	0	0	0	0	0	0	-	0	1
Bourgogne	-16	-7	-1	0	-1	0	0	-	0	-25
Bretagne	-4	-3	-2	0	0	0	0	0	0	-9
Centre	5	3	0	0	0	0	0	0	0	8
Champagne-Ardenne	29	20	6	0	0	1	0	0	0	56
Corse	20	0	0	0	0	0	0	0	-	20
Franche-Comté	-20	-7	-2	-2	-1	0	0	0	-	-32
Languedoc-Roussillon	11	3	-1	1	0	0	0	0	0	14
Limousin	1	-1	0	0	0	0	0	-	0	0
Lorraine	15	-9	-1	-2	-1	0	0	-	0	2
Midi-Pyrénées	31	4	1	0	0	0	0	0	0	36
Nord-Pas-de-Calais	9	15	1	0	0	1	0	0	0	26
Basse-Normandie	47	12	1	0	0	0	0	-	0	60
Haute-Normandie	-37	-10	0	-1	-1	0	0	0	0	-49
Pays de la Loire	-23	-60	-23	-7	-3	-1	0	0	0	-117
Picardie	-1	1	1	0	0	0	0	0	0	1
Poitou-Charentes	10	9	1	0	0	0	0	0	-	20
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	2	1	1	0	0	1	0	0	6
Rhône-Alpes	1	-14	-5	-3	-5	-1	0	0	0	-27
Métropole hors Île-de-France	-6	-68	-25	-15	-9	-1	1	0	0	-123
Île-de-France	-4	-13	-5	-1	-2	-2	-1	0	0	-28
Métropole	-10	-81	-30	-16	-11	-3	0	0	0	-151
Outre-mer	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
France entière	-10	-81	-30	-16	-11	-3	0	0	0	-151
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	53	43	6	2	0	1	1	0	0	106
à un SAN ⁽²⁾	-	0	0	0	0	0	0	-	-	0
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	2	3	0	0	0	0	0	0	0	5
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	0	0	0	0	0	0	-	0	0
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	-48	-68	-27	-10	-4	-3	-1	0	-	-161
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	-17	-59	-9	-8	-7	-1	0	-	-	-101
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	7	-22	-21	-8	-4	-2	0	0	0	-50
à un groupement à fiscalité additionnelle	-17	-59	-9	-8	-7	-1	0	-	0	-101
Communes isolées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2014										
Groupement à FA	21	-45	-9	-7	-6	-1	0	-	0	-47
Groupement à FPU	19	-10	-18	-8	-4	0	1	0	0	-20
Syndicat	-49	-14	-1	-1	-1	0	0	0	-	-66
Commune elle-même	-1	-12	-2	0	0	-2	-1	0	0	-18

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Hors Mayotte.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases par habitant de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2013

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	800	891	962	992	1 107	1 054	1 229	1 038	1 099	1 056
Aquitaine	688	738	905	1 013	1 104	1 433	1 270	1 378	1 553	1 082
Auvergne	717	745	855	939	1 053	1 189	1 240	-	1 360	977
Bourgogne	720	818	862	911	1 059	1 158	1 257	-	1 310	996
Bretagne	579	720	873	987	1 048	1 139	1 156	1 297	1 053	998
Centre	635	655	757	773	931	1 024	1 086	1 202	1 232	891
Champagne-Ardenne	596	667	761	776	926	927	985	1 021	1 219	889
Corse	967	1 352	1 192	1 110	1 098	2 169	855	1 104	-	1 153
Franche-Comté	722	899	1 008	948	953	1 064	1 047	1 130	-	975
Languedoc-Roussillon	846	827	936	1 144	1 253	1 314	1 298	1 315	1 316	1 145
Limousin	729	756	914	1 027	1 153	1 168	-	1 242	1 284	1 005
Lorraine	531	723	793	853	963	997	1 104	-	1 357	946
Midi-Pyrénées	675	789	883	951	979	1 198	1 237	1 160	1 345	1 008
Nord-Pas-de-Calais	497	559	649	775	656	702	811	764	1 022	718
Basse-Normandie	519	619	984	1 279	1 017	1 016	1 064	-	1 151	852
Haute-Normandie	553	586	747	720	889	935	1 019	1 034	1 226	852
Pays de la Loire	496	611	758	931	1 004	1 297	1 233	1 147	1 166	1 014
Picardie	531	663	868	801	922	943	1 134	1 019	1 085	809
Poitou-Charentes	629	715	851	1 176	1 067	1 209	1 054	1 164	-	938
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 328	1 395	1 384	1 323	1 304	1 377	1 406	1 664	1 216	1 351
Rhône-Alpes	918	960	1 148	1 151	1 219	1 138	1 257	1 307	1 518	1 205
Métropole hors Île-de-France	662	763	916	1 013	1 063	1 136	1 180	1 226	1 269	1 033
Île-de-France	992	1 064	1 413	1 322	1 445	1 434	1 562	1 940	2 969	1 908
Métropole	671	779	950	1 038	1 110	1 196	1 337	1 540	1 745	1 219
Outre-mer	63	463	386	583	537	755	766	812	1 119	787
France entière	671	778	948	1 032	1 092	1 175	1 303	1 477	1 730	1 205
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	724	780	985	1 052	1 123	1 207	1 322	1 414	1 315	1 227
à un SAN ⁽²⁾	-	1 167	3 112	3 838	1 455	1 263	971	-	-	1 303
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	598	926	1 126	1 026	1 088	1 096	1 154	925	1 299	1 187
à une CU ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	-	583	977	762	855	904	996	-	1 118	1 015
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	656	743	873	941	1 020	1 143	1 099	1 281	-	883
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	672	787	922	1 105	1 116	1 100	1 584	-	-	905
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	664	757	930	1 006	1 088	1 173	1 275	1 355	1 307	1 124
à un groupement à fiscalité additionnelle	672	787	923	1 096	1 109	1 084	1 493	-	1 118	910
Communes isolées	1 015	1 430	2 161	1 450	1 129	1 374	1 457	2 139	3 159	2 338
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2013										
Groupement à FA	671	772	891	946	1 105	1 009	1 100	-	1 118	862
Groupement à FPU	661	755	918	1 008	1 082	1 163	1 240	1 304	1 311	1 107
Syndicat	703	947	1 218	1 369	1 207	1 596	1 250	1 168	-	1 156
Commune elle-même	1 011	1 351	1 816	1 604	1 125	1 319	1 584	1 986	3 022	2 122

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Champ : communes concernées par la TEOM.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases par habitant de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2014*

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	842	912	997	1 030	1 129	1 084	1 240	1 056	1 095	1 072
Aquitaine	716	767	948	1 070	1 155	1 467	1 288	1 413	1 586	1 119
Auvergne	731	757	874	953	1 079	1 209	1 277	-	1 377	994
Bourgogne	734	832	875	922	1 074	1 189	1 280	-	1 328	1 016
Bretagne	591	718	889	1 008	1 061	1 155	1 189	1 320	1 074	1 015
Centre	642	666	770	751	964	1 043	1 108	1 223	1 247	905
Champagne-Ardenne	598	670	747	763	939	965	993	1 039	1 236	891
Corse	980	1 377	1 212	1 158	1 111	2 288	879	1 095	-	1 169
Franche-Comté	743	930	1 034	962	932	1 094	1 071	1 144	-	998
Languedoc-Roussillon	857	839	925	1 175	1 270	1 331	1 322	1 333	1 315	1 157
Limousin	747	772	941	1 045	1 171	1 197	1 279	-	1 316	1 028
Lorraine	533	746	803	886	989	1 013	1 120	-	1 382	967
Midi-Pyrénées	692	801	903	966	999	1 217	1 252	1 177	1 358	1 024
Nord-Pas-de-Calais	508	569	667	790	670	717	827	782	1 037	732
Basse-Normandie	529	626	995	1 378	1 008	990	1 125	-	1 183	864
Haute-Normandie	565	596	764	731	908	1 018	983	1 080	1 248	872
Pays de la Loire	499	644	808	1 028	1 020	1 339	1 259	1 166	1 186	1 066
Picardie	539	673	879	821	935	945	1 161	1 023	1 101	820
Poitou-Charentes	639	728	866	1 206	1 073	1 267	1 072	1 183	-	951
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 374	1 408	1 415	1 372	1 307	1 415	1 404	1 693	1 242	1 373
Rhône-Alpes	923	968	1 171	1 169	1 218	1 148	1 283	1 318	1 536	1 220
Métropole hors Île-de-France	674	776	936	1 045	1 078	1 155	1 201	1 247	1 287	1 052
Île-de-France	1 010	1 090	1 471	1 322	1 477	1 450	1 591	1 973	2 998	1 941
Métropole	684	792	971	1 067	1 127	1 212	1 360	1 571	1 767	1 241
Outre-mer	56	487	405	665	541	768	787	825	1 144	805
France entière	684	792	969	1 062	1 108	1 191	1 325	1 505	1 751	1 226
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	706	790	985	1 058	1 133	1 210	1 349	1 466	1 337	1 241
à un SAN ⁽²⁾	-	1 103	3 130	3 890	1 466	1 311	971	-	-	1 316
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	594	936	1 157	1 083	1 102	1 094	1 177	946	1 318	1 205
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	595	1 008	767	878	907	1 032	-	1 149	1 041
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	675	766	906	983	1 046	1 180	1 142	1 296	-	912
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	690	835	1 049	1 195	1 144	1 189	1 640	-	-	974
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	679	777	952	1 035	1 104	1 187	1 301	1 403	1 328	1 144
à un groupement à fiscalité additionnelle	690	835	1 049	1 181	1 136	1 166	1 569	-	1 149	977
Communes isolées	1 481	599	856	1 692	1 344	1 524	1 554	2 114	3 185	2 649
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2014										
Groupeement à FA	688	817	1 049	1 114	1 134	1 133	1 095	-	1 149	928
Groupeement à FPU	677	773	942	1 036	1 099	1 171	1 266	1 327	1 331	1 123
Syndicat	676	861	1 084	1 059	1 206	1 442	1 170	1 186	-	1 075
Commune elle-même	984	1 241	1 296	1 425	1 186	1 406	1 688	2 019	3 048	2 227

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Champ : communes concernées par la TEOM.

Remarque : Pour les 17 communes de Mayotte, le produit et la base de la TEOM sont nuls.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2013

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	9,16	8,45	9,38	8,97	8,05	11,00	11,04	7,95	12,07	10,34
Aquitaine	11,79	12,11	11,48	11,22	11,35	9,54	9,58	8,38	8,26	10,27
Auvergne	13,12	12,40	12,04	11,21	9,89	8,70	8,73	-	7,88	10,31
Bourgogne	11,09	9,87	9,45	8,99	8,73	8,21	8,64	-	6,45	8,87
Bretagne	11,47	10,17	9,49	9,44	8,79	7,30	10,47	7,92	5,19	8,34
Centre	14,02	13,37	11,98	12,81	10,35	9,34	10,91	8,37	8,76	10,94
Champagne-Ardenne	11,18	10,34	11,15	9,24	9,96	9,90	11,58	10,93	8,95	10,22
Corse	13,80	12,34	11,42	10,01	13,52	13,95	8,75	21,69	-	14,08
Franche-Comté	10,09	8,86	8,30	7,75	7,34	8,07	7,97	9,25	-	8,39
Languedoc-Roussillon	14,47	14,43	13,99	13,62	12,59	12,88	14,60	11,49	11,28	12,93
Limousin	11,57	11,41	10,42	9,63	9,50	8,46	-	7,61	6,64	9,07
Lorraine	11,88	10,93	10,42	10,44	10,04	10,25	10,51	-	9,30	10,23
Midi-Pyrénées	11,80	11,30	11,75	11,74	12,10	10,14	10,59	10,56	8,50	10,62
Nord-Pas-de-Calais	14,40	13,98	14,33	12,99	12,92	13,06	13,82	16,01	16,88	14,21
Basse-Normandie	12,44	11,38	10,61	9,44	10,76	10,07	10,08	-	9,87	10,62
Haute-Normandie	14,21	13,31	11,61	13,59	8,08	9,31	9,91	12,15	11,18	11,08
Pays de la Loire	11,14	11,77	11,32	11,30	10,43	10,56	10,45	9,46	9,61	10,40
Picardie	11,56	10,27	8,89	10,11	9,74	10,25	9,08	14,36	9,53	10,20
Poitou-Charentes	12,88	12,32	11,82	10,33	9,96	10,06	10,84	9,01	-	10,75
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11,00	10,67	10,54	10,40	10,54	10,87	10,28	12,34	14,30	11,87
Rhône-Alpes	9,60	9,17	8,38	7,86	7,63	7,81	7,08	7,33	6,89	7,73
Métropole hors Île-de-France	12,10	11,31	10,78	10,54	10,03	9,90	10,04	10,88	10,10	10,45
Île-de-France	10,16	10,00	8,20	8,48	7,62	7,39	6,23	5,64	6,20	6,44
Métropole	12,02	11,22	10,52	10,33	9,64	9,30	8,21	7,97	8,24	9,11
Outre-mer	4,73	11,94	9,58	13,68	15,26	15,61	13,28	15,16	14,87	14,57
France entière	12,02	11,22	10,52	10,35	9,73	9,49	8,39	8,31	8,35	9,23
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	10,85	10,29	9,49	9,66	8,99	8,95	8,40	8,52	9,07	8,86
à un SAN ⁽²⁾	-	7,15	4,50	5,01	6,96	9,35	7,61	-	-	7,28
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	10,87	10,88	10,16	9,56	9,63	9,56	9,87	12,69	10,89	10,52
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	4,81	5,05	4,54	8,98	10,50	11,70	-	7,19	8,18
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	12,44	11,71	11,31	11,33	10,76	10,33	8,88	6,43	-	11,11
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	11,83	11,27	10,91	10,67	10,54	11,04	6,01	-	-	10,80
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	12,21	11,28	10,50	10,34	9,60	9,42	8,65	8,83	9,94	9,64
à un groupement à fiscalité additionnell	11,83	11,27	10,82	10,55	10,51	11,00	6,60	-	7,19	10,69
Communes isolées	11,39	9,58	9,42	8,94	9,35	8,33	7,19	6,55	6,21	6,65
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2013										
Groupement à FA	11,84	11,44	11,12	11,20	10,67	11,17	9,88	-	7,19	11,11
Groupement à FPU	12,27	11,31	10,63	10,39	9,69	9,41	8,98	9,22	9,90	9,80
Syndicat	11,49	9,60	8,32	9,65	8,68	8,20	7,79	7,96	-	8,78
Commune elle-même	11,14	9,92	9,04	8,18	8,45	9,31	6,53	6,62	6,36	6,78

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Champ : communes concernées par la TEOM.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la TEOM* des communes et de leurs groupements en 2014**

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	8,68	8,14	9,07	8,79	7,83	10,81	11,04	7,95	12,09	10,26
Aquitaine	11,59	11,74	10,83	10,50	10,62	9,54	9,58	8,38	8,26	10,02
Auvergne	13,45	12,72	12,13	11,63	10,26	9,16	8,54	-	8,70	10,68
Bourgogne	11,17	9,94	9,46	8,80	8,99	8,34	8,81	-	6,37	8,94
Bretagne	11,67	10,15	9,52	9,34	8,87	7,36	10,62	7,89	5,25	8,36
Centre	13,98	13,33	12,07	12,65	10,01	9,40	10,90	8,45	8,76	10,90
Champagne-Ardenne	11,38	10,47	10,47	9,52	9,44	8,70	11,58	11,17	7,08	9,62
Corse	13,86	12,36	12,18	9,27	13,00	13,95	8,75	20,76	-	13,75
Franche-Comté	10,04	8,83	8,48	7,72	7,40	8,08	7,96	9,25	-	8,43
Languedoc-Roussillon	14,35	14,38	13,87	13,58	12,59	12,82	14,60	11,50	11,28	12,90
Limousin	11,51	11,30	10,47	9,58	9,49	8,68	7,53	-	6,64	9,06
Lorraine	11,96	10,74	10,46	10,30	9,92	10,27	10,31	-	9,36	10,17
Midi-Pyrénées	11,87	11,43	11,80	11,86	12,06	10,20	10,65	10,57	8,50	10,68
Nord-Pas-de-Calais	14,26	14,01	14,16	12,99	12,75	12,92	13,84	16,00	16,88	14,14
Basse-Normandie	12,51	11,53	10,60	9,36	10,93	10,32	9,84	-	9,87	10,68
Haute-Normandie	14,29	13,39	11,75	13,40	7,90	9,14	10,28	12,15	11,19	11,10
Pays de la Loire	10,80	11,56	11,06	10,93	10,67	10,69	10,72	9,34	9,51	10,34
Picardie	11,63	10,35	8,93	10,04	9,77	10,30	9,03	14,36	9,53	10,22
Poitou-Charentes	12,97	12,40	11,87	10,32	10,01	10,03	10,84	9,04	-	10,80
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10,90	10,71	10,59	10,45	10,57	11,00	10,11	12,34	14,30	11,86
Rhône-Alpes	9,63	9,19	8,41	7,86	7,68	7,87	7,09	7,32	6,95	7,76
Métropole hors Île-de-France	12,13	11,33	10,73	10,48	10,03	9,94	9,99	10,93	10,07	10,43
Île-de-France	10,37	9,97	8,12	8,36	7,65	7,48	6,20	5,70	6,21	6,44
Métropole	12,06	11,23	10,47	10,27	9,65	9,38	8,18	8,00	8,23	9,11
Outre-mer	4,73	11,99	9,42	13,64	15,12	15,97	13,41	15,19	14,87	14,64
France entière	12,06	11,23	10,47	10,30	9,73	9,57	8,37	8,35	8,34	9,23
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	11,07	10,36	9,63	9,67	9,08	9,15	8,38	8,66	9,04	8,93
à un SAN ⁽²⁾	-	7,05	4,50	5,01	6,79	9,24	7,51	-	-	7,17
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	10,64	10,87	10,32	9,42	9,67	9,77	9,78	12,67	10,87	10,52
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	4,86	5,09	4,56	8,99	10,55	11,70	-	7,26	8,22
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	12,38	11,64	11,07	11,23	10,67	10,34	8,47	6,37	-	10,99
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	11,90	11,27	10,80	10,47	10,58	10,23	6,36	-	-	10,59
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	12,17	11,22	10,41	10,27	9,62	9,56	8,59	8,95	9,92	9,65
à un groupement à fiscalité additionnelle	11,90	11,26	10,71	10,35	10,55	10,25	6,77	-	7,26	10,48
Communes isolées	19,21	11,60	10,27	13,99	7,37	7,29	6,54	5,93	6,21	6,23
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2014										
Groupeement à FA	11,89	11,49	10,86	11,14	10,90	10,88	11,00	-	7,26	11,12
Groupeement à FPU	12,20	11,26	10,51	10,30	9,70	9,55	8,81	9,24	9,88	9,77
Syndicat	12,09	9,94	8,29	9,57	8,50	8,08	8,23	7,96	-	8,86
Commune elle-même	11,08	9,20	8,92	7,79	7,71	9,11	6,46	6,70	6,36	6,68

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;
(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris la part incitative à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, d'un montant de 2,9 M€ (elle concerne 6 EPCI, regroupant 122 communes).

** Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Champ : communes concernées par la TEOM.

Remarque : Pour les 17 communes de Mayotte, le produit et la base de la TEOM sont nuls.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2013

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	73	75	90	89	89	116	136	83	133	109
Aquitaine	81	89	104	114	125	137	122	116	128	111
Auvergne	94	92	103	105	104	104	108	-	107	101
Bourgogne	80	81	81	82	93	95	109	-	84	88
Bretagne	66	73	83	93	92	83	121	103	55	83
Centre	89	88	91	99	96	96	118	101	108	97
Champagne-Ardenne	67	69	85	72	92	92	114	112	109	91
Corse	134	167	136	111	148	303	75	240	-	162
Franche-Comté	73	80	84	73	70	86	84	105	-	82
Languedoc-Roussillon	122	119	131	156	158	169	190	151	148	148
Limousin	84	86	95	99	110	99	-	94	85	91
Lorraine	63	79	83	89	97	102	116	-	126	97
Midi-Pyrénées	80	89	104	112	118	121	131	122	114	107
Nord-Pas-de-Calais	72	78	93	101	85	92	112	122	172	102
Basse-Normandie	65	70	104	121	109	102	107	-	114	90
Haute-Normandie	79	78	87	98	72	87	101	126	137	94
Pays de la Loire	55	72	86	105	105	137	129	109	112	106
Picardie	61	68	77	81	90	97	103	146	103	82
Poitou-Charentes	81	88	101	121	106	122	114	105	-	101
Provence-Alpes-Côte d'Azur	146	149	146	138	137	150	144	205	174	160
Rhône-Alpes	88	88	96	90	93	89	89	96	105	93
Métropole hors Île-de-France	80	86	99	107	107	112	118	133	128	108
Île-de-France	101	106	116	112	110	106	97	109	184	123
Métropole	81	87	100	107	107	111	110	123	144	111
Outre-mer	3	55	37	80	82	118	102	123	166	115
France entière	81	87	100	107	106	112	109	123	144	111
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	79	80	93	102	101	108	111	120	119	109
à un SAN ⁽²⁾	-	83	140	192	101	118	74	-	-	95
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	65	101	114	98	105	105	114	117	141	125
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	28	49	35	77	95	117	-	80	83
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	82	87	99	107	110	118	98	82	-	98
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	79	89	101	118	118	121	95	-	-	98
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	81	85	98	104	104	111	110	120	130	108
à un groupement à fiscalité additionnel	79	89	100	116	117	119	99	-	80	97
Communes isolées	116	137	204	130	106	114	105	140	196	156
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2013										
Groupement à FA	79	88	99	106	118	113	109	-	80	96
Groupement à FPU	81	85	98	105	105	109	111	120	130	108
Syndicat	81	91	101	132	105	131	97	93	-	102
Commune elle-même	113	134	164	131	95	123	103	131	192	144

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;
(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

Champ : communes concernées par la TEOM.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits* par habitant de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2014**

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	73	74	90	91	88	117	137	84	132	110
Aquitaine	83	90	103	112	123	140	123	118	131	112
Auvergne	98	96	106	111	111	111	109	-	120	106
Bourgogne	82	83	83	81	97	99	113	-	85	91
Bretagne	69	73	85	94	94	85	126	104	56	85
Centre	90	89	93	95	97	98	121	103	109	99
Champagne-Ardenne	68	70	78	73	89	84	115	116	88	86
Corse	136	170	148	107	144	319	77	227	-	161
Franche-Comté	75	82	88	74	69	88	85	106	-	84
Languedoc-Roussillon	123	121	128	160	160	171	193	153	148	149
Limousin	86	87	99	100	111	104	96	-	87	93
Lorraine	64	80	84	91	98	104	115	-	129	98
Midi-Pyrénées	82	92	107	115	120	124	133	124	115	109
Nord-Pas-de-Calais	72	80	94	103	85	93	114	125	175	103
Basse-Normandie	66	72	105	129	110	102	111	-	117	92
Haute-Normandie	81	80	90	98	72	93	101	131	140	97
Pays de la Loire	54	74	89	112	109	143	135	109	113	110
Picardie	63	70	79	82	91	97	105	147	105	84
Poitou-Charentes	83	90	103	124	107	127	116	107	-	103
Provence-Alpes-Côte d'Azur	150	151	150	143	138	156	142	209	178	163
Rhône-Alpes	89	89	98	92	94	90	91	96	107	95
Métropole hors Île-de-France	82	88	100	110	108	115	120	136	130	110
Île-de-France	105	109	119	111	113	108	99	112	186	125
Métropole	82	89	102	110	109	114	111	126	145	113
Outre-mer	3	58	38	91	82	123	106	125	170	118
France entière	82	89	101	109	108	114	111	126	146	113
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	78	82	95	102	103	111	113	127	121	111
à un SAN ⁽²⁾	-	78	141	195	100	121	73	-	-	94
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	63	102	119	102	107	107	115	120	143	127
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	29	51	35	79	96	121	-	83	86
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	83	89	100	110	112	122	97	83	-	100
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	82	94	113	125	121	122	104	-	-	103
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	83	87	99	106	106	114	112	126	132	110
à un groupement à fiscalité additionnelle	82	94	112	122	120	120	106	-	83	102
Communes isolées	285	69	88	237	99	111	102	125	198	165
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2014										
Groupement à FA	82	94	114	124	124	123	120	-	83	103
Groupement à FPU	83	87	99	107	107	112	112	123	131	110
Syndicat	82	86	90	101	102	117	96	94	-	95
Commune elle-même	109	114	116	111	91	128	109	135	194	149

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;
(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris la part incitative à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, d'un montant de 2,9 M€ (elle concerne 6 EPCI, regroupant 122 communes).

** Hors Mayotte.

Champ : communes concernées par la TEOM.

Remarque : Pour les 17 communes de Mayotte, le produit et la base de la TEOM sont nuls.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits* de la TEOM des communes et de leurs groupements entre 2013 et 2014**

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	3,87	3,15	3,56	3,09	1,01	1,99	1,68	1,47	0,05	1,23
Aquitaine	2,93	2,92	2,19	1,07	2,03	1,90	2,19	2,12	2,22	2,24
Auvergne	4,94	4,49	4,56	4,24	6,36	6,31	0,48	-	12,74	5,69
Bourgogne	2,24	3,22	1,34	1,37	4,25	3,58	2,79	-	0,56	2,67
Bretagne	3,21	2,60	2,70	2,63	3,08	3,07	3,36	1,51	3,29	2,81
Centre	-1,69	1,28	-0,12	0,03	-0,29	2,84	1,63	2,95	1,26	1,01
Champagne-Ardenne	3,77	3,39	1,37	3,33	-3,18	-1,30	-0,35	3,40	-19,51	-3,40
Corse	1,73	3,42	2,61	2,04	0,00	4,30	2,58	-3,26	-	0,55
Franche-Comté	2,88	2,85	2,61	2,40	0,37	1,74	1,08	1,40	-	1,94
Languedoc-Roussillon	1,70	2,46	2,06	2,49	2,30	1,85	1,78	2,28	2,08	2,15
Limousin	1,96	1,26	3,19	2,11	2,16	4,05	0,50	-	1,42	1,89
Lorraine	0,56	1,05	1,58	1,77	1,11	0,82	-0,56	-	2,15	1,06
Midi-Pyrénées	3,06	3,79	3,37	5,18	2,58	2,63	2,40	1,97	2,21	2,94
Nord-Pas-de-Calais	2,52	3,53	2,75	3,12	2,60	2,29	1,83	1,66	1,47	2,27
Basse-Normandie	3,48	3,24	1,83	3,06	2,74	0,53	2,53	-	2,63	2,59
Haute-Normandie	3,75	3,30	3,12	3,36	3,48	3,11	1,00	2,28	1,61	2,58
Pays de la Loire	1,81	2,54	2,69	2,12	3,67	2,79	5,25	0,50	1,38	2,48
Picardie	3,08	3,32	0,85	1,45	1,46	1,42	0,64	0,84	1,38	1,88
Poitou-Charentes	3,89	3,55	2,90	2,89	2,36	1,69	0,94	2,15	-	2,68
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,23	2,87	4,42	3,61	2,70	3,00	1,56	2,28	2,15	2,44
Rhône-Alpes	2,41	2,58	2,85	3,08	2,63	2,26	2,59	1,54	2,74	2,59
Métropole hors Île-de-France	2,62	2,87	2,58	2,75	2,43	2,49	1,94	1,73	1,64	2,26
Île-de-France	4,40	3,14	3,35	1,27	2,72	1,64	2,45	3,26	1,45	2,21
Métropole	2,68	2,89	2,64	2,63	2,47	2,34	2,12	2,33	1,57	2,25
Outre-mer	1,02	5,49	2,89	2,80	2,24	3,71	5,47	3,12	2,66	3,70
France entière	2,68	2,89	2,64	2,63	2,46	2,40	2,31	2,40	1,60	2,30
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	2,50	3,05	3,12	2,59	2,77	2,78	2,40	2,24	1,79	2,44
à un SAN ⁽²⁾	-	0,83	2,63	2,47	1,76	2,23	-0,36	-	-	1,13
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	0,66	2,89	2,64	2,71	2,83	2,78	2,32	1,86	1,80	2,10
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	4,12	4,56	0,89	3,04	1,17	2,13	-	4,17	3,08
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	2,09	2,67	1,98	2,41	1,83	1,73	0,05	0,74	-	2,07
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	3,49	3,18	3,42	3,16	2,67	2,09	3,04	-	-	3,06
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	2,14	2,78	2,44	2,51	2,43	2,45	2,23	2,19	1,80	2,28
à un groupement à fiscalité additionnelle	3,49	3,18	3,43	3,14	2,67	2,03	2,92	-	4,17	3,06
Communes isolées	-2,26	-0,49	4,28	2,64	1,33	1,92	3,32	3,71	1,11	1,73
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2014										
Groupement à FA	3,53	3,16	3,47	3,27	2,94	1,44	2,19	-	4,17	3,05
Groupement à FPU	2,02	2,73	2,45	2,49	2,44	2,42	2,32	2,04	1,81	2,27
Syndicat	4,26	4,60	2,69	3,16	1,30	1,56	-0,34	1,70	-	2,12
Commune elle-même	1,87	3,09	2,28	2,46	2,14	3,29	2,64	3,37	1,12	2,04

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* Y compris la part incitative à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

** Hors Mayotte.

Champ : communes concernées par la TEOM à la fois en 2013 et 2014. Elles sont au nombre de 24 090 communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A2.2 La REOM

Nombre de communes concernées par la REOM* selon la collectivité destinataire de la taxe en 2013

en nombre d'habitants	500 hab.	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	20 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	et plus	Ensemble
Groupeement à FA	3 814	1 191	128	28	18	9	-	-	-	5 188
Groupeement à FPU	2 348	1 796	302	107	86	17	4	1	1	4 662
Syndicat	336	146	18	1	3	1	-	-	-	505
Commune elle-même	343	98	9	3	1	2	1	-	-	457
Ensemble des communes	6 841	3 231	457	139	108	29	5	1	1	10 812

FA : fiscalité additionnelle.

FPU : fiscalité professionnelle unique.

* REOM générale.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Nombre de communes concernées par la REOM* selon la collectivité destinataire de la taxe en 2014**

en nombre d'habitants	500 hab.	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	20 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	et plus	Ensemble
Groupeement à FA	3 421	1 123	127	30	25	10	-	-	-	4 736
Groupeement à FPU	2 776	1 994	345	113	97	20	4	1	1	5 351
Syndicat	269	128	17	1	3	1	-	-	-	419
Commune elle-même	259	68	7	2	-	-	1	-	-	337
Ensemble des communes	6 725	3 313	496	146	125	31	5	1	1	10 843

FA : fiscalité additionnelle.

FPU : fiscalité professionnelle unique.

* REOM générale.

** Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Remarque : Pour les 17 communes de Mayotte, le produit de la REOM est nul.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Proportion de communes sur le territoire desquelles est perçue une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM*) en 2013

Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	en pourcentage									
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	89,1	74,9	67,9	40,6	33,3	44,4	25,0	-	-	75,0
Aquitaine	9,4	9,6	9,4	2,1	4,8	4,8	-	-	-	9,1
Auvergne	25,4	17,6	10,0	-	-	-	-	-	-	21,1
Bourgogne	31,0	31,3	24,0	5,3	16,7	-	-	-	-	30,2
Bretagne	46,7	48,3	35,7	30,8	24,4	10,3	20,0	-	-	42,2
Centre	33,9	27,0	22,9	11,4	10,5	8,3	-	-	-	29,0
Champagne-Ardenne	55,9	33,1	20,5	14,3	13,3	-	-	-	-	50,1
Corse	37,5	16,9	5,6	-	-	-	-	-	-	31,4
Franche-Comté	86,0	70,9	45,2	29,4	37,5	14,3	-	-	100,0	80,6
Languedoc-Roussillon	20,9	10,6	1,8	1,9	-	-	-	-	-	14,6
Limousin	16,2	27,8	15,4	18,2	10,0	20,0	-	-	-	19,8
Lorraine	69,3	40,1	16,4	31,7	11,1	13,6	-	-	-	57,3
Midi-Pyrénées	15,1	11,8	10,3	8,9	4,2	8,7	-	-	-	13,8
Nord-Pas-de-Calais	7,9	6,3	1,4	5,6	4,0	-	-	-	-	6,0
Basse-Normandie	18,5	17,8	7,8	3,7	-	-	-	-	-	17,4
Haute-Normandie	19,6	13,8	11,1	-	-	13,3	-	-	-	16,2
Pays de la Loire	54,8	55,0	51,8	43,6	39,1	11,1	-	25,0	-	51,9
Picardie	21,7	16,9	16,5	13,0	5,3	-	-	-	-	19,8
Poitou-Charentes	30,0	38,0	26,0	23,3	20,0	-	50,0	-	-	32,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	46,0	18,8	9,2	3,0	-	-	-	-	-	24,5
Rhône-Alpes	32,7	22,8	13,4	9,3	5,6	4,2	-	-	-	23,6
Métropole hors Île-de-France	35,1	28,6	21,6	15,7	10,9	6,7	2,2	2,3	2,9	30,5
Île-de-France	5,0	4,1	4,2	4,8	2,7	1,2	0,8	-	-	3,6
Métropole	34,6	27,7	20,7	15,0	10,1	5,8	1,6	1,3	2,6	29,6
Outre-mer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France entière	34,6	27,6	20,7	14,8	9,8	5,6	1,5	1,2	2,4	29,5
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	12,4	7,4	5,1	3,4	0,5	0,8	1,5	1,5	3,6	6,2
à un SAN ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	30,5	30,7	26,6	24,8	23,0	11,0	11,1	-	-	29,8
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	39,3	32,2	27,9	15,7	11,6	18,5	-	-	-	36,4
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	28,8	25,4	18,8	14,9	9,6	4,1	1,8	1,4	2,6	24,4
à un groupement à fiscalité additionnelle	39,3	32,2	27,6	15,3	11,3	17,5	-	-	-	36,4
Communes isolées	44,9	17,2	6,1	6,3	4,8	4,3	-	-	-	27,5

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* REOM générale.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Proportion de communes sur le territoire desquelles est perçue une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM*) en 2014**

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en pourcentage									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	90,2	77,2	68,8	38,2	39,3	44,4	25,0	-	-	76,7
Aquitaine	9,4	10,1	9,4	-	6,3	5,0	-	-	-	9,2
Auvergne	25,3	18,1	8,5	-	-	-	-	-	-	21,1
Bourgogne	32,5	32,6	25,5	5,6	19,4	-	-	-	-	31,7
Bretagne	48,6	48,5	37,6	31,1	23,8	10,3	20,0	-	-	42,8
Centre	33,2	27,0	22,0	11,4	10,3	8,3	-	-	-	28,6
Champagne-Ardenne	54,6	29,9	16,7	16,7	12,5	-	-	-	-	48,4
Corse	30,0	14,8	7,1	-	-	-	-	-	-	25,3
Franche-Comté	87,4	73,2	51,1	37,5	43,8	14,3	-	-	100,0	82,4
Languedoc-Roussillon	21,6	10,0	2,7	-	-	-	-	-	-	14,8
Limousin	16,0	28,1	15,4	18,2	10,0	20,0	-	-	-	19,8
Lorraine	68,7	42,0	18,3	36,6	14,8	13,6	-	-	-	57,4
Midi-Pyrénées	13,8	11,1	8,8	9,3	4,0	8,7	-	-	-	12,7
Nord-Pas-de-Calais	5,8	4,0	1,4	2,8	5,0	-	-	-	-	4,3
Basse-Normandie	14,0	15,5	7,6	4,0	-	-	-	-	-	13,8
Haute-Normandie	19,4	14,1	11,3	-	-	11,8	-	-	-	16,2
Pays de la Loire	61,1	63,3	62,1	50,6	45,1	18,5	-	25,0	-	59,8
Picardie	21,6	17,9	14,9	13,0	5,3	-	-	-	-	19,9
Poitou-Charentes	28,6	36,5	23,7	23,3	19,4	-	50,0	-	-	31,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	45,7	17,0	8,3	3,0	-	-	-	-	-	23,8
Rhône-Alpes	32,9	24,4	14,9	12,1	9,2	4,2	-	-	-	24,7
Métropole hors Île-de-France	34,7	29,2	23,2	16,6	12,5	7,3	2,2	2,3	2,9	30,6
Île-de-France	5,1	3,9	5,0	4,8	2,6	1,2	0,8	-	-	3,6
Métropole	34,2	28,2	22,2	15,8	11,5	6,2	1,6	1,3	2,6	29,7
Outre-mer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France entière	34,2	28,2	22,1	15,6	11,1	5,9	1,5	1,2	2,4	29,6
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	10,9	7,1	4,9	2,8	0,7	0,8	1,3	1,5	3,6	6,1
à un SAN ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	31,8	31,8	29,1	26,1	24,5	12,2	8,7	-	-	31,1
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	39,3	34,0	30,4	19,3	17,0	21,2	-	-	-	37,1
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	29,5	25,6	20,1	15,0	10,3	4,4	1,7	1,4	2,6	25,1
à un groupement à fiscalité additionnelle	39,3	34,0	30,1	18,8	16,6	20,0	-	-	-	37,0
Communes isolées	57,1	50,0	-	-	-	-	-	-	-	6,9

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;

(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* REOM générale.

** Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Remarque : Pour les 17 communes de Mayotte, le produit de la REOM est nul.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la REOM* des communes et de leurs groupements en 2013

	en euros /hab.									
Taille des communes en nombre d'habitants en 2013	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	77	82	85	84	99	95	94	-	-	85
Aquitaine	87	87	86	100	163	216	-	-	-	106
Auvergne	97	99	83	-	-	-	-	-	-	96
Bourgogne	86	79	85	108	98	-	-	-	-	85
Bretagne	76	73	81	77	79	93	81	-	-	77
Centre	90	85	85	100	98	99	-	-	-	88
Champagne-Ardenne	84	81	71	78	92	-	-	-	-	82
Corse	117	113	286	-	-	-	-	-	-	134
Franche-Comté	71	75	86	85	87	74	-	-	97	79
Languedoc-Roussillon	140	118	189	121	-	-	-	-	-	132
Limousin	94	86	90	97	95	114	-	-	-	92
Lorraine	77	79	83	89	97	104	-	-	-	83
Midi-Pyrénées	101	88	94	110	94	153	-	-	-	102
Nord-Pas-de-Calais	66	84	100	96	98	-	-	-	-	89
Basse-Normandie	69	71	92	134	-	-	-	-	-	74
Haute-Normandie	70	69	82	-	-	109	-	-	-	79
Pays de la Loire	67	66	70	72	74	111	-	91	-	72
Picardie	80	77	85	96	76	-	-	-	-	80
Poitou-Charentes	84	90	97	174	127	-	143	-	-	105
Provence-Alpes-Côte d'Azur	143	172	97	101	-	-	-	-	-	142
Rhône-Alpes	101	80	95	91	80	37	-	-	-	84
Métropole hors Île-de-France	84	80	83	88	89	103	115	91	97	85
Île-de-France	110	109	105	114	111	109	78	-	-	103
Métropole	84	81	83	89	90	104	109	91	97	85
Outre-mer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France entière	84	81	83	89	90	104	109	91	97	85
Type de l'EPCI en 2013										
à une CA ⁽¹⁾	90	85	87	110	104	153	123	91	97	99
à un SAN ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	83	79	81	87	91	105	89	-	-	83
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	85	82	87	91	87	91	-	-	-	85
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	83	79	82	89	91	110	109	91	97	85
à un groupement à fiscalité additionnell	85	82	87	91	87	91	-	-	-	85
Communes isolées	85	100	72	50	66	115	-	-	-	91
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2013										
Groupement à FPU	86	83	87	91	86	89	-	-	-	85
Groupement à FA	82	78	81	88	89	115	115	91	97	85
Syndicat	92	93	96	122	142	117	-	-	-	98
Commune elle-même	78	83	68	84	66	55	78	-	-	77

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;
(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* REOM générale.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la REOM* des communes et de leurs groupements en 2014**

Taille des communes en nombre d'habitants en 2014	en euros /hab.									Ensemble
	Moins de 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Alsace	80	85	87	87	101	100	87	-	-	88
Aquitaine	89	89	98	-	155	219	-	-	-	109
Auvergne	99	103	84	-	-	-	-	-	-	100
Bourgogne	87	81	89	107	105	-	-	-	-	87
Bretagne	76	75	80	78	79	93	70	-	-	78
Centre	91	86	86	101	98	99	-	-	-	89
Champagne-Ardenne	86	84	81	81	95	-	-	-	-	85
Corse	132	131	285	-	-	-	-	-	-	151
Franche-Comté	72	76	84	83	84	73	-	-	96	80
Languedoc-Roussillon	141	116	189	-	-	-	-	-	-	134
Limousin	95	87	90	96	101	111	-	-	-	92
Lorraine	77	80	83	91	96	110	-	-	-	84
Midi-Pyrénées	103	90	102	120	103	158	-	-	-	107
Nord-Pas-de-Calais	63	90	95	98	103	-	-	-	-	95
Basse-Normandie	72	73	100	132	-	-	-	-	-	78
Haute-Normandie	73	72	85	-	-	109	-	-	-	81
Pays de la Loire	66	65	72	75	78	90	-	97	-	72
Picardie	81	78	88	96	65	-	-	-	-	81
Poitou-Charentes	85	91	103	179	133	-	143	-	-	108
Provence-Alpes-Côte d'Azur	149	176	107	110	-	-	-	-	-	148
Rhône-Alpes	105	83	96	93	100	93	-	-	-	91
Métropole hors Île-de-France	86	82	84	90	93	106	111	97	96	87
Île-de-France	106	97	94	108	110	91	80	-	-	96
Métropole	86	82	84	90	94	106	105	97	96	87
Outre-mer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France entière	86	82	84	90	94	106	105	97	96	87
Type de l'EPCI en 2014										
à une CA ⁽¹⁾	88	84	87	120	107	158	123	97	96	100
à un SAN ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à une CU ⁽³⁾ ou métropole à FPU ⁽⁴⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à une CC ⁽⁵⁾ à FPU ⁽⁴⁾	84	80	83	87	92	107	80	-	-	85
à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	87	84	89	92	98	95	-	-	-	87
à un groupement à FPU ⁽⁴⁾	85	80	83	90	92	112	105	97	96	86
à un groupement à fiscalité additionnelle	87	84	89	92	98	95	-	-	-	87
Communes isolées	144	185	-	-	-	-	-	-	-	166
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2014										
Groupement à FPU	87	84	89	92	98	93	-	-	-	87
Groupement à FA	84	79	82	89	91	112	111	97	96	86
Syndicat	96	98	100	128	146	116	-	-	-	103
Commune elle-même	81	81	71	95	-	-	80	-	-	80

(1) : Communauté d'agglomération obligatoirement à FPU ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à FPU ;
(3) : Communauté urbaine ; (4) : Fiscalité professionnelle unique ; (5) : Communauté de communes.

* REOM générale.

** Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Remarque : Pour les 17 communes de Mayotte, le produit de la REOM est nul.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Annexe 3

Indicateurs moyens de référence des groupements à fiscalité propre

Dans les tableaux ci-dessous, les bases par habitant et les taux moyens ne concernent que les taxes sur lesquelles les groupements ont conservé un pouvoir de taux : taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et cotisation foncière des entreprises. Par contre, les produits par habitant concernent toutes les taxes : les taxes citées précédemment plus la taxe additionnelle au foncier non bâti et les autres impôts économiques.

Les moyennes par habitant sont obtenues en rapportant les bases et les produits à la population des groupements étudiés.

A noter que les données de fiscalité par habitant dans chaque strate de population peuvent baisser ou augmenter entre 2013 et 2014 en raison de l'évolution à la hausse ou à la baisse des données de population entre ces deux années.

A3.1 Bases nettes par habitant

Bases nettes par habitant des taxes votées par les groupements à fiscalité propre en 2013 par régime fiscal, nature juridique et taille

en euros /hab.							
Régime fiscal et nature juridique	Moins de 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	Plus de 100 000 hab.	Ensemble
Ensemble des groupements à FA							
Taxe d'habitation	1 099,2	989,7	1 062,7	1 274,0	1 785,6	983,4	1 133,0
Taxe sur le foncier bâti	921,1	805,6	940,8	1 110,7	1 465,2	969,6	970,3
Taxe sur le foncier non bâti	106,2	93,8	59,9	36,9	24,7	10,9	65,6
CFE	308,1	261,0	361,0	392,3	415,4	350,1	337,4
dont hors zone	294,8	249,7	343,4	382,7	407,4	338,0	324,4
ZAE	12,9	10,8	17,4	9,2	8,1	12,1	12,6
ZDE	0,4	0,5	0,3	0,4	-	-	0,4
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	1 080,7	1 183,0	1 152,7
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	-	986,7	1 158,1	1 107,4
Taxe sur le foncier non bâti	-	-	-	-	5,2	11,1	9,3
CFE	-	-	-	-	321,4	435,8	401,9
dont hors zone	-	-	-	-	307,3	417,1	384,6
ZAE	-	-	-	-	14,1	18,7	17,4
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	1 099,2	989,7	1 062,7	1 274,0	1 893,6	616,6	1 132,5
Taxe sur le foncier bâti	921,1	805,6	940,8	1 110,7	1 538,6	623,1	966,4
Taxe sur le foncier non bâti	106,2	93,8	59,9	36,9	27,7	10,5	67,2
CFE	308,1	261,0	361,0	392,3	429,8	192,6	335,6
dont hors zone	294,8	249,7	343,4	382,7	422,7	192,6	322,7
ZAE	12,9	10,8	17,4	9,2	7,1	-	12,5
ZDE	0,4	0,5	0,3	0,4	-	-	0,4
Ensemble des groupements à FPU							
Taxe d'habitation	1 037,0	990,1	1 044,9	1 179,2	1 293,3	1 326,8	1 247,7
Taxe sur le foncier bâti	487,6	467,9	424,1	372,4	315,2	606,5	490,8
Taxe sur le foncier non bâti*	89,5	76,4	55,7	34,8	18,3	7,3	22,9
CFE	302,1	320,0	343,7	356,2	378,6	437,0	397,0
Métropole et communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	976,3	1 272,1	1 266,2
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	-	365,9	569,8	565,7
Taxe sur le foncier non bâti*	-	-	-	-	25,4	4,8	5,2
CFE	-	-	-	-	303,6	443,6	440,8
Communautés d'agglomération et syndicats d'agglomération nouvelle							
Taxe d'habitation	-	-	1 772,8	1 248,4	1 311,7	1 339,7	1 330,0
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	629,0	309,1	623,5	529,7
Taxe sur le foncier non bâti*	-	-	14,9	20,3	17,1	8,3	11,1
CFE	-	-	534,6	411,5	374,8	435,7	417,2
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	1 037,0	990,1	1 042,7	1 174,9	1 202,0	1 963,2	1 116,3
Taxe sur le foncier bâti	487,6	467,9	425,3	356,5	352,9	494,0	400,0
Taxe sur le foncier non bâti*	89,5	76,4	55,8	35,7	26,9	7,1	48,4
CFE	302,1	320,0	343,1	352,8	418,5	346,3	347,5
Ensemble des groupements							
Taxe d'habitation	1 080,8	989,9	1 051,5	1 199,8	1 326,5	1 322,6	1 228,1
Taxe sur le foncier bâti	792,7	650,7	615,3	532,9	392,8	610,9	572,7
Taxe sur le foncier non bâti*	101,3	85,8	57,2	35,2	18,8	7,3	30,2
CFE	306,3	288,0	350,1	364,1	381,1	436,0	386,8

* Non compris la taxe additionnelle.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Bases nettes par habitant des taxes votées par les groupements à fiscalité propre en 2014*
par régime fiscal, nature juridique et taille

Régime fiscal et nature juridique	en euros /hab.						Ensemble
	Moins de 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 19 000 hab.	De 19 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	Plus de 100 000 hab.	
Ensemble des groupements à FA							
Taxe d'habitation	1 199,5	1 035,5	1 082,2	1 267,5	1 712,8	1 557,8	1 188,1
Taxe sur le foncier bâti	1 048,2	850,2	975,2	1 134,7	1 371,1	764,0	1 010,4
Taxe sur le foncier non bâti	108,6	95,7	66,6	40,9	21,5	7,1	65,3
CFE	364,0	274,8	372,7	412,2	394,7	407,8	359,3
dont hors zone	357,8	264,5	352,7	402,3	387,1	395,5	346,3
ZAE	6,0	9,7	19,5	9,4	7,6	12,3	12,6
ZDE	0,2	0,7	0,4	0,5	-	-	0,4
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	1 100,8	1 187,5	1 162,0
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	-	1 010,8	1 173,3	1 125,6
Taxe sur le foncier non bâti	-	-	-	-	5,2	10,8	9,2
CFE	-	-	-	-	321,4	435,8	401,9
dont hors zone	-	-	-	-	303,7	406,7	376,5
ZAE	-	-	-	-	14,2	18,9	17,5
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	1 199,5	1 035,5	1 082,2	1 267,5	1 786,5	2 248,8	1 188,9
Taxe sur le foncier bâti	1 048,2	850,2	975,2	1 134,7	1 414,5	-	1 006,8
Taxe sur le foncier non bâti	108,6	95,7	66,6	40,9	23,4	-	67,0
CFE	364,0	274,8	372,7	412,2	404,0	374,6	358,2
dont hors zone	357,8	264,5	352,7	402,3	397,2	374,6	345,3
ZAE	6,0	9,7	19,5	9,4	6,8	-	12,5
ZDE	0,2	0,7	0,4	0,5	-	-	0,4
Ensemble des groupements à FPU							
Taxe d'habitation	1 046,8	1 027,6	1 064,6	1 168,7	1 286,8	1 334,6	1 257,4
Taxe sur le foncier bâti	547,4	524,1	478,9	447,8	420,4	633,7	544,5
Taxe sur le foncier non bâti**	92,7	77,5	58,0	38,6	21,0	8,0	23,7
CFE	295,9	327,0	326,0	345,7	369,7	437,5	393,8
Métropole et communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	985,4	1 280,9	1 274,9
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	-	364,2	577,9	573,5
Taxe sur le foncier non bâti**	-	-	-	-	29,2	4,8	5,3
CFE	-	-	-	-	302,7	438,4	435,6
Communautés d'agglomération et syndicats							
d'agglomération nouvelle							
Taxe d'habitation	-	-	1 769,9	1 212,1	1 308,5	1 351,7	1 336,9
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	575,8	401,0	651,7	580,2
Taxe sur le foncier non bâti**	-	-	13,0	20,2	19,0	8,9	12,0
CFE	-	-	606,8	402,0	357,1	432,7	411,2
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	1 046,8	1 027,6	1 062,2	1 165,4	1 220,1	1 476,4	1 130,5
Taxe sur le foncier bâti	547,4	524,1	480,5	438,3	508,0	773,7	478,5
Taxe sur le foncier non bâti**	92,7	77,5	58,1	40,0	29,1	18,4	49,0
CFE	295,9	327,0	325,0	341,5	429,2	612,8	350,1
Ensemble des groupements							
Taxe d'habitation	1 153,0	1 031,6	1 071,3	1 188,0	1 319,3	1 337,2	1 247,0
Taxe sur le foncier bâti	895,6	692,0	667,1	582,2	492,9	635,2	614,9
Taxe sur le foncier non bâti**	103,8	86,9	61,2	39,0	21,1	7,9	30,0
CFE	343,3	300,1	343,7	358,7	371,6	437,2	388,5

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Non compris la taxe additionnelle.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A3.2 Taux moyens

Taux moyens des taxes votées par les groupements à fiscalité propre en 2013 par régime fiscal, nature juridique et taille

Régime fiscal et nature juridique	en pourcentage						Ensemble
	Moins de 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	Plus de 100 000 hab.	
Ensemble des groupements à FA							
Taxe d'habitation	6,04	5,72	4,41	4,03	3,38	12,98	4,93
Taxe sur le foncier bâti	5,30	4,92	3,94	3,99	2,91	11,59	4,45
Taxe sur le foncier non bâti	14,57	12,35	10,43	9,92	6,47	16,21	11,77
CFE	8,09	5,84	5,47	5,71	4,02	10,03	5,89
dont hors zone	7,66	5,14	4,60	5,32	3,66	9,45	5,27
ZAE	17,60	21,44	22,31	20,93	22,02	25,95	21,48
ZDE	19,25	18,14	24,61	23,49	-	-	21,12
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	11,79	14,58	13,80
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	-	10,95	12,30	11,95
Taxe sur le foncier non bâti	-	-	-	-	28,48	20,44	21,76
CFE	-	-	-	-	9,50	11,34	10,91
dont hors zone	-	-	-	-	8,79	10,69	10,24
ZAE	-	-	-	-	25,12	25,95	25,75
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	6,04	5,72	4,41	4,03	2,65	7,35	4,67
Taxe sur le foncier bâti	5,30	4,92	3,94	3,99	2,12	9,13	4,20
Taxe sur le foncier non bâti	14,57	12,35	10,43	9,92	5,84	7,99	11,73
CFE	8,09	5,84	5,47	5,71	3,39	4,54	5,72
dont hors zone	7,66	5,14	4,60	5,32	3,09	4,54	5,10
ZAE	17,60	21,44	22,31	20,93	21,09	-	21,31
ZDE	19,25	18,14	24,61	23,49	-	-	21,12
Ensemble des groupements à FPU							
Taxe d'habitation	9,57	9,35	8,94	9,05	9,08	9,26	9,18
Taxe sur le foncier bâti	2,66	2,10	2,15	1,96	2,36	1,83	1,96
Taxe sur le foncier non bâti*	7,75	5,04	4,31	4,50	3,89	3,79	4,45
CFE	25,04	23,93	22,95	24,87	26,60	28,09	26,71
Métropole et communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	11,74	10,51	10,53
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	-	11,04	2,99	3,10
Taxe sur le foncier non bâti*	-	-	-	-	13,11	4,86	5,66
CFE	-	-	-	-	23,45	30,80	30,70
Communautés d'agglomération et syndicats							
d'agglomération nouvelle							
Taxe d'habitation	-	-	8,15	10,19	9,07	8,83	8,92
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	3,36	1,91	1,38	1,51
Taxe sur le foncier non bâti*	-	-	2,69	8,40	3,23	3,54	3,55
CFE	-	-	25,53	27,60	26,98	27,00	27,00
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	9,57	9,35	8,95	8,98	8,90	6,59	8,96
Taxe sur le foncier bâti	2,66	2,10	2,15	1,81	4,03	3,06	2,14
Taxe sur le foncier non bâti*	7,75	5,04	4,32	4,36	5,75	3,11	4,71
CFE	25,04	23,93	22,94	24,67	24,40	23,28	23,99
Ensemble des groupements							
Taxe d'habitation	7,05	7,39	7,25	7,89	8,56	9,30	8,51
Taxe sur le foncier bâti	4,82	3,99	3,16	2,88	2,50	2,02	2,68
Taxe sur le foncier non bâti*	12,78	9,37	6,68	5,73	4,12	4,01	7,17
CFE	13,04	15,05	16,28	20,38	24,94	27,91	23,61

* Non compris la taxe additionnelle.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Taux moyens des taxes votées par les groupements à fiscalité propre en 2014* par régime fiscal, nature juridique et taille

Régime fiscal et nature juridique	en pourcentage						
	Moins de 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	Plus de 100 000 hab.	Ensemble
Ensemble des groupements à FA							
Taxe d'habitation	5,92	5,96	4,70	4,07	3,04	7,31	4,82
Taxe sur le foncier bâti	5,37	5,10	4,15	4,10	2,77	12,47	4,48
Taxe sur le foncier non bâti	15,31	13,12	10,56	10,10	6,51	20,67	11,90
CFE	8,29	6,13	5,73	5,59	3,76	7,84	5,84
dont hors zone	8,01	5,53	4,81	5,21	3,40	7,27	5,24
ZAE	24,29	21,71	22,17	20,63	22,16	26,22	22,02
ZDE	18,77	19,00	21,49	23,19	-	-	20,87
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	11,79	14,73	13,91
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	-	10,95	12,47	12,07
Taxe sur le foncier non bâti	-	-	-	-	28,48	20,67	21,96
CFE	-	-	-	-	9,52	11,54	11,06
dont hors zone	-	-	-	-	8,79	10,86	10,37
ZAE	-	-	-	-	25,12	26,22	25,96
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	5,92	5,96	4,70	4,07	2,39	0,00	4,54
Taxe sur le foncier bâti	5,37	5,10	4,15	4,10	2,06	-	4,21
Taxe sur le foncier non bâti	15,31	13,12	10,56	10,10	5,93	-	11,86
CFE	8,29	6,13	5,73	5,59	3,21	0,00	5,67
dont hors zone	8,01	5,53	4,81	5,21	2,90	0,00	5,06
ZAE	24,29	21,71	22,17	20,63	21,41	-	21,85
ZDE	18,77	19,00	21,49	23,19	-	-	20,87
Ensemble des groupements à FPU							
Taxe d'habitation	9,40	9,17	8,66	8,91	9,05	9,14	9,05
Taxe sur le foncier bâti	2,80	2,30	2,29	2,23	2,08	1,97	2,06
Taxe sur le foncier non bâti**	8,47	5,44	4,89	5,27	4,27	3,94	4,88
CFE	25,27	24,24	23,08	24,86	26,00	28,04	26,99
Métropole et communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	11,71	10,63	10,65
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	-	11,08	3,52	3,61
Taxe sur le foncier non bâti**	-	-	-	-	11,73	4,89	5,65
CFE	-	-	-	-	23,49	30,82	30,72
Communautés d'agglomération et syndicats							
d'agglomération nouvelle							
Taxe d'habitation	-	-	8,15	8,74	9,18	8,66	8,80
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	3,53	1,94	1,36	1,52
Taxe sur le foncier non bâti**	-	-	2,69	7,86	3,59	3,58	3,74
CFE	-	-	25,59	27,51	26,50	27,14	26,99
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	9,40	9,17	8,66	8,93	8,24	6,86	8,75
Taxe sur le foncier bâti	2,80	2,30	2,29	2,10	2,00	4,44	2,29
Taxe sur le foncier non bâti**	8,47	5,44	4,90	5,17	5,53	7,17	5,27
CFE	25,27	24,24	23,06	24,63	24,39	23,02	24,07
Ensemble des groupements							
Taxe d'habitation	6,88	7,51	7,14	7,90	8,45	9,12	8,44
Taxe sur le foncier bâti	4,89	4,07	3,32	2,94	2,23	2,11	2,66
Taxe sur le foncier non bâti**	13,45	9,79	7,23	6,26	4,45	4,11	7,19
CFE	12,75	15,70	15,94	20,53	24,20	27,83	23,77

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Non compris la taxe additionnelle.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A3.2 Produits moyens par habitant

Produits par habitant des taxes des groupements à fiscalité propre en 2013 par régime fiscal, nature juridique et taille

Régime fiscal et nature juridique	en euros /hab.						Ensemble
	Moins de 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	Plus de 100 000 hab.	
Ensemble des groupements à FA							
Taxe d'habitation	66,4	56,6	46,9	51,3	60,4	127,6	55,8
Taxe sur le foncier bâti	48,8	39,7	37,0	44,3	42,7	112,3	43,1
Taxe sur le foncier non bâti	15,5	11,6	6,2	3,7	1,6	1,8	7,7
CFE	24,9	15,2	19,7	22,4	16,7	35,1	19,9
dont hors zone	22,6	12,8	15,8	20,4	14,9	31,9	17,1
ZAE	2,3	2,3	3,9	1,9	1,8	3,1	2,7
ZDE	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	0,1
CVAE*	7,9	7,8	8,6	10,0	8,9	24,4	9,1
IFER	3,5	2,0	1,1	0,8	0,1	0,01	1,4
TASCOM	0,1	0,3	0,3	0,4	0,3	-	0,3
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	127,4	172,4	159,1
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	-	108,0	142,5	132,3
Taxe sur le foncier non bâti	-	-	-	-	1,5	2,3	2,0
CFE	-	-	-	-	30,6	49,4	43,8
dont hors zone	-	-	-	-	27,0	44,6	39,4
ZAE	-	-	-	-	3,5	4,9	4,5
CVAE*	-	-	-	-	18,3	36,3	31,0
IFER	-	-	-	-	-	0,01	0,01
TASCOM	-	-	-	-	1,6	-	0,5
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	66,4	56,6	46,9	51,3	50,1	45	52,9
Taxe sur le foncier bâti	48,8	39,7	37,0	44,3	32,6	56,9	40,6
Taxe sur le foncier non bâti	15,5	11,6	6,2	3,7	1,6	0,8	7,9
CFE	24,9	15,2	19,7	22,4	14,6	8,7	19,2
dont hors zone	22,6	12,8	15,8	20,4	13,1	8,7	16,5
ZAE	2,3	2,3	3,9	1,9	1,5	-	2,7
ZDE	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	0,1
CVAE*	7,9	7,8	8,6	10,0	7,4	2,4	8,5
IFER	3,5	2,0	1,1	0,8	0,1	-	1,5
TASCOM	0,1	0,3	0,3	0,4	0,2	-	0,3
Ensemble des groupements à FPU							
Taxe d'habitation	99,3	92,6	93,4	106,8	117,5	122,9	114,5
Taxe sur le foncier bâti	13,0	9,8	9,1	7,3	7,5	11,1	9,6
Taxe sur le foncier non bâti**	8,0	5,0	3,8	2,9	2,1	1,3	2,2
CFE	75,6	76,6	78,9	88,6	100,7	122,8	106,0
CVAE*	28,6	33,3	37,9	48,4	54,4	78,5	62,4
IFER	20,0	18,1	10,9	8,4	6,8	4,4	7,0
TASCOM	3,6	5,2	8,3	11,4	13,4	12,1	11,4
Métropole et communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	114,6	133,7	133,3
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	-	40,4	17,1	17,5
Taxe sur le foncier non bâti**	-	-	-	-	4,6	1,1	1,2
CFE	-	-	-	-	71,2	136,6	135,3
CVAE*	-	-	-	-	49,3	81,7	81,1
IFER	-	-	-	-	7,6	4,8	4,9
TASCOM	-	-	-	-	13,6	11,7	11,8
Communautés d'agglomération et syndicats d'agglomération nouvelle							
Taxe d'habitation	-	-	144,5	127,3	118,9	118,3	118,7
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	21,1	5,9	8,6	8,0
Taxe sur le foncier non bâti**	-	-	4,7	3,1	1,9	1,4	1,6
CFE	-	-	136,5	113,6	101,1	117,6	112,7
CVAE*	-	-	63,6	64,6	55,2	77,5	70,6
IFER	-	-	1,0	5,1	5,8	4,2	4,7
TASCOM	-	-	3,5	20,3	14,0	12,4	13,0
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	99,3	92,6	93,3	105,5	106,9	129,4	100,0
Taxe sur le foncier bâti	13,0	9,8	9,1	6,4	14,2	15,1	8,6
Taxe sur le foncier non bâti**	8,0	5,0	3,8	2,9	2,8	1,0	3,6
CFE	75,6	76,6	78,7	87,0	102,1	80,6	83,4
CVAE*	28,6	33,3	37,9	47,4	49,6	53,0	42,0
IFER	20,0	18,1	10,9	8,6	13,8	3,4	11,2
TASCOM	3,6	5,2	8,3	10,9	8,8	7,7	8,9
Ensemble des groupements							
Taxe d'habitation	76,1	73,1	76,2	94,7	113,6	123,0	104,5
Taxe sur le foncier bâti	38,2	26,0	19,4	15,3	9,8	12,4	15,3
Taxe sur le foncier non bâti**	13,3	8,6	4,7	3,0	2,0	1,3	3,1
CFE	40,0	43,4	57,0	74,2	95,1	121,7	91,3
CVAE*	14,0	19,5	27,1	40,0	51,3	77,8	53,3
IFER	8,4	9,4	7,3	6,7	6,3	4,3	6,0
TASCOM	1,2	2,6	5,3	9,0	12,5	12,0	9,5

* CVAE due par les entreprises et CVAE dégrevée.

** Y compris la taxe additionnelle.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Produits par habitant des taxes des groupements à fiscalité propre en 2014*
par régime fiscal, nature juridique et taille

	en euros /hab.						
Régime fiscal et nature juridique	Moins de 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	Plus de 100 000 hab.	Ensemble
Ensemble des groupements à FA							
Taxe d'habitation	71,0	61,7	50,8	51,6	52,1	113,9	57,3
Taxe sur le foncier bâti	56,3	43,3	40,5	46,6	37,9	95,3	45,2
Taxe sur le foncier non bâti	16,6	12,5	7,0	4,1	1,4	1,5	7,7
CFE	30,2	16,8	21,4	23,0	14,8	32,0	21,0
dont hors zone	28,7	14,6	17,0	21,0	13,2	28,8	18,1
ZAE	1,5	2,1	4,3	1,9	1,7	3,2	2,8
ZDE	0,03	0,1	0,1	0,1	-	-	0,1
CVAE**	7,6	7,8	9,1	10,3	7,8	20,9	9,2
IFER	4,3	2,7	1,4	0,8	0,2	0,01	1,6
TASCOM	0,1	0,2	0,4	0,4	0,6	-	0,3
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	129,8	174,9	161,7
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	-	110,7	146,3	135,8
Taxe sur le foncier non bâti	-	-	-	-	1,5	2,2	2,0
CFE	-	-	-	-	30,3	49,1	43,6
dont hors zone	-	-	-	-	26,7	44,2	39,0
ZAE	-	-	-	-	3,6	5,0	4,6
CVAE**	-	-	-	-	20,2	32,1	28,6
IFER	-	-	-	-	-	0,01	0,01
TASCOM	-	-	-	-	0,9	-	0,3
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	71,0	61,7	50,8	51,6	42,8	0,00	54,0
Taxe sur le foncier bâti	56,3	43,3	40,5	46,6	29,2	-	42,4
Taxe sur le foncier non bâti	16,6	12,5	7,0	4,1	1,4	-	7,9
CFE	30,2	16,8	21,4	23,0	13,0	0,00	20,3
dont hors zone	28,7	14,6	17,0	21,0	11,5	0,00	17,5
ZAE	1,5	2,1	4,3	1,9	1,5	-	2,7
ZDE	0,03	0,1	0,1	0,1	-	-	0,1
CVAE**	7,6	7,8	9,1	10,3	6,3	-	8,6
IFER	4,3	2,7	1,4	0,8	0,2	-	1,7
TASCOM	0,1	0,2	0,4	0,4	0,5	-	0,3
Ensemble des groupements à FPU							
Taxe d'habitation	98,4	94,3	92,2	104,2	116,4	122,0	113,8
Taxe sur le foncier bâti	15,3	12,1	11,0	10,0	8,8	12,5	11,2
Taxe sur le foncier non bâti**	8,9	5,4	4,2	3,4	2,2	1,4	2,3
CFE	74,8	79,3	75,2	86,0	96,1	122,7	105,1
CVAE**	25,9	33,4	37,0	47,3	52,7	75,3	60,8
IFER	19,0	17,7	12,3	9,8	6,2	5,0	7,3
TASCOM	3,2	5,1	8,0	11,4	12,7	12,2	11,4
Métropole et communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	115,4	136,2	135,8
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	-	40,3	20,3	20,7
Taxe sur le foncier non bâti***	-	-	-	-	4,6	1,2	1,2
CFE	-	-	-	-	71,1	135,1	133,8
CVAE**	-	-	-	-	55,4	79,3	78,8
IFER	-	-	-	-	7,8	5,2	5,3
TASCOM	-	-	-	-	13,7	11,7	11,7
Communautés d'agglomération et syndicats d'agglomération nouvelle							
Taxe d'habitation	-	-	144,2	105,9	120,1	117,0	117,7
Taxe sur le foncier bâti	-	-	-	20,3	7,8	8,9	8,8
Taxe sur le foncier non bâti***	-	-	4,0	2,9	2,0	1,4	1,6
CFE	-	-	155,3	110,6	94,6	117,4	111,0
CVAE**	-	-	47,9	58,7	53,5	74,0	68,0
IFER	-	-	1,1	5,9	5,1	4,8	4,9
TASCOM	-	-	3,2	18,9	13,4	12,4	12,8
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	98,4	94,3	92,0	104,1	100,6	101,3	98,9
Taxe sur le foncier bâti	15,3	12,1	11,0	9,2	10,2	34,3	10,9
Taxe sur le foncier non bâti***	8,9	5,4	4,2	3,4	2,9	2,5	3,9
CFE	74,8	79,3	75,0	84,1	104,7	141,1	84,3
CVAE**	25,9	33,4	37,0	46,5	49,3	66,1	42,6
IFER	19,0	17,7	12,4	10,0	10,6	6,1	11,7
TASCOM	3,2	5,1	8,0	10,8	9,5	10,6	9,0
Ensemble des groupements							
Taxe d'habitation	79,3	77,5	76,5	93,9	111,5	121,9	105,3
Taxe sur le foncier bâti	43,8	28,2	22,2	17,1	11,0	13,4	16,4
Taxe sur le foncier non bâti***	14,2	9,1	5,3	3,5	2,2	1,4	3,2
CFE	43,8	47,1	54,8	73,6	89,9	121,6	92,4
CVAE**	13,1	20,2	26,4	40,1	49,3	74,7	53,0
IFER	8,8	9,9	8,2	8,0	5,7	4,9	6,5
TASCOM	1,0	2,6	5,1	9,2	11,8	12,0	9,7

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** CVAE due par les entreprises et CVAE dégrevée.

*** Y compris la taxe additionnelle.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Annexe 4

Les données (bases, taux et produits) des départements

A4.1 Bases nettes totales et par habitant

Bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements en 2012, 2013 et 2014*. Montants et évolution

Départements	Bases de la taxe sur le foncier bâti				
	Montants en millions d'€			Evolution** en %	
	2012	2013	2014	2012-2013	2013-2014
01 Ain	692,9	721,9	744,1	+4,2	+3,1
02 Aisne	445,3	458,3	464,9	+2,9	+1,4
03 Allier	344,2	355,4	365,8	+3,3	+2,9
04 Alpes-de-Haute-Provence	221,7	229,5	235,0	+3,5	+2,4
05 Hautes-Alpes	198,5	205,1	209,9	+3,3	+2,3
06 Alpes-Maritimes	1 883,6	1 938,6	1 979,6	+2,9	+2,1
07 Ardèche	313,0	323,2	331,4	+3,3	+2,6
08 Ardennes	247,9	255,0	259,4	+2,9	+1,7
09 Ariège	167,8	173,2	176,9	+3,2	+2,1
10 Aube	291,6	302,8	309,0	+3,8	+2,0
11 Aude	328,7	341,9	351,5	+4,0	+2,8
12 Aveyron	291,4	301,4	308,0	+3,4	+2,2
13 Bouches-du-Rhône	2 172,2	2 260,1	2 314,5	+4,0	+2,4
14 Calvados	658,8	680,1	696,3	+3,2	+2,4
15 Cantal	129,4	133,7	136,8	+3,4	+2,3
16 Charente	324,2	339,7	347,8	+4,8	+2,4
17 Charente-Maritime	657,0	684,4	703,8	+4,2	+2,8
18 Cher	306,0	314,7	319,4	+2,8	+1,5
19 Corrèze	254,4	263,9	269,7	+3,7	+2,2
2A Corse-du-Sud	181,4	188,4	194,7	+3,8	+3,4
2B Haute-Corse	159,7	166,4	173,4	+4,2	+4,2
21 Côte-d'Or	593,6	613,2	624,0	+3,3	+1,8
22 Côte-d'Armor	501,8	519,5	532,8	+3,5	+2,6
23 Creuse	101,7	104,9	107,2	+3,2	+2,2
24 Dordogne	371,5	385,0	394,8	+3,7	+2,5
25 Doubs	549,5	566,1	579,8	+3,0	+2,4
26 Drôme	611,1	633,6	654,8	+3,7	+3,3
27 Eure	471,2	487,9	500,8	+3,6	+2,6
28 Eure-et-Loir	377,5	389,5	398,5	+3,2	+2,3
29 Finistère	910,2	941,8	964,8	+3,5	+2,4
30 Gard	728,9	755,7	772,8	+3,7	+2,3
31 Haute-Garonne	1 472,5	1 536,2	1 583,5	+4,3	+3,1
32 Gers	126,7	131,4	135,3	+3,7	+3,0
33 Gironde	1 636,3	1 698,9	1 750,4	+3,8	+3,0
34 Hérault	1 218,7	1 264,8	1 302,6	+3,8	+3,0
35 Ille-et-Vilaine	911,8	947,3	975,1	+3,9	+2,9
36 Indre	200,5	208,1	213,1	+3,8	+2,4
37 Indre-et-Loire	576,0	595,0	607,9	+3,3	+2,2
38 Isère	1 477,8	1 526,0	1 557,9	+3,3	+2,1
39 Jura	255,2	263,4	269,1	+3,2	+2,1
40 Landes	397,0	413,3	424,7	+4,1	+2,8
41 Loir-et-Cher	296,5	305,4	311,7	+3,0	+2,1
42 Loire	798,3	824,7	842,9	+3,3	+2,2
43 Haute-Loire	219,1	226,4	232,0	+3,3	+2,5
44 Loire-Atlantique	1 379,0	1 431,4	1 477,3	+3,8	+3,2
45 Loiret	730,4	752,2	768,8	+3,0	+2,2
46 Lot	174,2	180,6	184,9	+3,6	+2,4
47 Lot-et-Garonne	293,8	304,4	311,8	+3,6	+2,5
48 Lozère	76,4	79,2	82,1	+3,6	+3,7
49 Maine-et-Loire	683,6	707,1	724,5	+3,4	+2,5
50 Manche	482,1	500,9	511,0	+3,9	+2,0
51 Marne	575,3	592,6	604,4	+3,0	+2,0

**Bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements
en 2012, 2013 et 2014*. Montants et évolution (suite)**

Départements	Bases de la taxe sur le foncier bâti				
	Montants en millions d'€			Evolution** en %	
	2012	2013	2014	2012-2013	2013-2014
52 Haute-Marne	141,5	147,1	149,6	+3,9	+1,7
53 Mayenne	230,7	238,8	244,6	+3,5	+2,4
54 Meurthe-et-Moselle	745,0	767,7	785,1	+3,0	+2,3
55 Meuse	153,8	158,5	162,4	+3,0	+2,5
56 Morbihan	753,6	785,7	807,8	+4,3	+2,8
57 Moselle	1 067,7	1 099,0	1 122,5	+2,9	+2,1
58 Nièvre	218,8	224,9	228,8	+2,8	+1,7
59 Nord	2 062,6	2 123,4	2 167,3	+2,9	+2,1
60 Oise	742,1	766,4	785,5	+3,3	+2,5
61 Orne	227,9	234,8	240,5	+3,0	+2,4
62 Pas-de-Calais	1 110,4	1 152,3	1 181,2	+3,8	+2,5
63 Puy-de-Dôme	693,2	714,2	727,8	+3,0	+1,9
64 Pyrénées-Atlantiques	803,7	834,3	856,6	+3,8	+2,7
65 Hautes-Pyrénées	261,4	272,1	277,3	+4,1	+1,9
66 Pyrénées-Orientales	571,1	591,0	607,2	+3,5	+2,7
67 Bas-Rhin	1 255,2	1 294,7	1 317,9	+3,1	+1,8
68 Haut-Rhin	850,7	876,7	895,8	+3,1	+2,2
69 Rhône	2 406,4	2 500,9	2 554,7	+3,9	+2,2
70 Haute-Saône	202,3	208,5	213,2	+3,1	+2,3
71 Saône-et-Loire	528,7	545,7	558,8	+3,2	+2,4
72 Sarthe	487,0	505,5	519,1	+3,8	+2,7
73 Savoie	709,6	732,8	749,8	+3,3	+2,3
74 Haute-Savoie	1 054,0	1 088,8	1 118,2	+3,3	+2,7
76 Seine-Maritime	1 338,6	1 381,6	1 405,2	+3,2	+1,7
77 Seine-et-Marne	1 599,9	1 650,4	1 685,7	+3,2	+2,1
78 Yvelines	2 342,9	2 412,1	2 453,8	+3,0	+1,7
79 Deux-Sèvres	297,2	309,1	317,8	+4,0	+2,8
80 Somme	470,4	489,2	502,6	+4,0	+2,7
81 Tarn	323,8	334,6	342,9	+3,3	+2,5
82 Tarn-et-Garonne	219,8	228,2	234,3	+3,8	+2,7
83 Var	1 519,1	1 573,9	1 612,7	+3,6	+2,5
84 Vaucluse	635,5	661,8	685,1	+4,1	+3,5
85 Vendée	624,8	651,3	671,6	+4,2	+3,1
86 Vienne	381,8	395,1	404,0	+3,5	+2,3
87 Haute-Vienne	388,5	401,9	411,1	+3,5	+2,3
88 Vosges	328,6	340,8	348,0	+3,7	+2,1
89 Yonne	324,0	333,5	339,8	+2,9	+1,9
90 Territoire de Belfort	147,5	148,9	155,1	+0,9	+4,2
91 Essonne	1 797,7	1 851,8	1 878,8	+3,0	+1,5
92 Hauts-de-Seine	3 988,0	4 102,1	4 190,6	+2,9	+2,2
93 Seine-Saint-Denis	2 270,2	2 328,7	2 367,1	+2,6	+1,7
94 Val-de-Marne	2 082,2	2 145,3	2 186,4	+3,0	+1,9
95 Val-d'Oise	1 509,2	1 555,3	1 588,1	+3,1	+2,1
Métropole hors Paris	69 334,7	71 683,5	73 345,9	+3,4	+2,3
75 Paris	6 935,2	7 117,6	7 193,4	+2,6	+1,1
Métropole	76 269,9	78 801,1	80 539,3	+3,3	+2,2
971 Guadeloupe	311,5	326,7	340,8	+4,9	+4,3
972 Martinique	320,6	332,6	341,9	+3,7	+2,8
973 Guyane	104,7	109,7	113,0	+4,8	+3,0
974 Réunion	618,8	647,9	668,3	+4,7	+3,2
976 Mayotte	-	-	103,9	-	n.s.
Départements d'outre-mer	1 355,5	1 416,8	1 567,9	+4,5	+3,3
France	77 625,4	80 217,9	82 107,2	+3,3	+2,2

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Hors Mayotte.

n.s. : non significatif.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

**Bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements
en 2012, 2013 et 2014*. Montants par habitant et évolution**

Départements	Bases par habitant de la taxe sur le foncier bâti				
	Montants en €			Evolution** en %	
	2012	2013	2014	2012-2013	2013-2014
01 Ain	1 143,5	1 175,1	1 198,1	+2,8	+2,0
02 Aisne	803,1	825,5	836,2	+2,8	+1,3
03 Allier	974,2	1 006,5	1 036,2	+3,3	+2,9
04 Alpes-de-Haute-Provence	1 347,8	1 389,9	1 415,6	+3,1	+1,8
05 Hautes-Alpes	1 406,6	1 441,5	1 458,3	+2,5	+1,2
06 Alpes-Maritimes	1 720,8	1 771,1	1 803,5	+2,9	+1,8
07 Ardèche	967,4	994,7	1 013,3	+2,8	+1,9
08 Ardennes	849,8	874,2	889,9	+2,9	+1,8
09 Ariège	1 071,1	1 099,0	1 120,0	+2,6	+1,9
10 Aube	935,5	971,3	989,6	+3,8	+1,9
11 Aude	904,4	934,5	951,2	+3,3	+1,8
12 Aveyron	1 009,6	1 045,1	1 071,6	+3,5	+2,5
13 Bouches-du-Rhône	1 088,8	1 129,8	1 154,3	+3,8	+2,2
14 Calvados	945,2	972,1	992,1	+2,9	+2,1
15 Cantal	838,2	867,7	891,7	+3,5	+2,8
16 Charente	890,8	932,1	950,7	+4,6	+2,0
17 Charente-Maritime	1 034,8	1 068,1	1 092,2	+3,2	+2,3
18 Cher	957,8	984,6	998,4	+2,8	+1,4
19 Corrèze	1 009,1	1 046,1	1 073,7	+3,7	+2,6
2A Corse-du-Sud	1 262,0	1 290,1	1 313,6	+2,2	+1,8
2B Haute-Corse	955,6	985,1	1 011,2	+3,1	+2,6
21 Côte-d'Or	1 102,7	1 138,6	1 155,4	+3,3	+1,5
22 Côte-d'Armor	824,8	848,4	866,4	+2,9	+2,1
23 Creuse	791,7	820,1	840,4	+3,6	+2,5
24 Dordogne	875,2	902,6	922,8	+3,1	+2,2
25 Doubs	1 017,6	1 043,6	1 066,1	+2,5	+2,2
26 Drôme	1 228,3	1 269,0	1 302,0	+3,3	+2,6
27 Eure	786,3	808,9	827,5	+2,9	+2,3
28 Eure-et-Loir	863,9	884,7	901,9	+2,4	+1,9
29 Finistère	983,5	1 013,5	1 035,6	+3,0	+2,2
30 Gard	1 014,9	1 040,5	1 051,6	+2,5	+1,1
31 Haute-Garonne	1 173,9	1 211,2	1 231,3	+3,2	+1,7
32 Gers	651,0	672,0	689,7	+3,2	+2,6
33 Gironde	1 117,6	1 148,5	1 171,6	+2,8	+2,0
34 Hérault	1 160,6	1 190,3	1 205,2	+2,6	+1,3
35 Ille-et-Vilaine	908,3	932,9	952,0	+2,7	+2,1
36 Indre	837,5	873,6	897,8	+4,3	+2,8
37 Indre-et-Loire	954,7	982,2	998,1	+2,9	+1,6
38 Isère	1 207,6	1 236,9	1 253,1	+2,4	+1,3
39 Jura	939,3	968,6	990,5	+3,1	+2,3
40 Landes	1 011,3	1 039,0	1 057,6	+2,7	+1,8
41 Loir-et-Cher	875,9	896,2	911,8	+2,3	+1,7
42 Loire	1 045,1	1 075,6	1 099,4	+2,9	+2,2
43 Haute-Loire	948,1	976,3	996,2	+3,0	+2,0
44 Loire-Atlantique	1 059,7	1 086,3	1 108,7	+2,5	+2,1
45 Loiret	1 086,6	1 114,5	1 133,3	+2,6	+1,7
46 Lot	966,2	996,3	1 018,8	+3,1	+2,3
47 Lot-et-Garonne	861,3	888,6	912,0	+3,2	+2,6
48 Lozère	939,9	974,4	1 009,0	+3,7	+3,5
49 Maine-et-Loire	850,7	874,9	890,2	+2,8	+1,8
50 Manche	934,3	968,6	986,4	+3,7	+1,8
51 Marne	991,2	1 022,6	1 040,9	+3,2	+1,8

Départements	Bases par habitant de la taxe sur le foncier bâti				
	Montants en €			Evolution** en %	
	2012	2013	2014	2012-2013	2013-2014
52 Haute-Marne	736,0	769,9	790,6	+4,6	+2,7
53 Mayenne	731,5	753,2	769,7	+3,0	+2,2
54 Meurthe-et-Moselle	999,8	1 028,4	1 050,3	+2,9	+2,1
55 Meuse	767,6	790,5	811,8	+3,0	+2,7
56 Morbihan	1 019,6	1 055,1	1 076,8	+3,5	+2,1
57 Moselle	1 001,3	1 030,3	1 052,2	+2,9	+2,1
58 Nièvre	960,6	990,7	1 012,7	+3,1	+2,2
59 Nord	789,3	811,1	827,2	+2,8	+2,0
60 Oise	903,3	930,5	951,1	+3,0	+2,2
61 Orne	754,7	778,8	800,5	+3,2	+2,8
62 Pas-de-Calais	745,8	773,8	792,5	+3,8	+2,4
63 Puy-de-Dôme	1 071,6	1 099,3	1 115,1	+2,6	+1,4
64 Pyrénées-Atlantiques	1 196,6	1 236,1	1 263,0	+3,3	+2,2
65 Hautes-Pyrénées	1 098,2	1 143,6	1 167,9	+4,1	+2,1
66 Pyrénées-Orientales	1 255,9	1 292,6	1 316,3	+2,9	+1,8
67 Bas-Rhin	1 127,6	1 160,9	1 177,9	+3,0	+1,5
68 Haut-Rhin	1 113,4	1 145,0	1 164,3	+2,8	+1,7
69 Rhône	1 383,8	1 424,1	1 438,5	+2,9	+1,0
70 Haute-Saône	819,0	843,2	861,0	+3,0	+2,1
71 Saône-et-Loire	921,1	949,2	971,7	+3,1	+2,4
72 Sarthe	844,5	872,3	892,3	+3,3	+2,3
73 Savoie	1 671,3	1 709,2	1 731,1	+2,3	+1,3
74 Haute-Savoie	1 409,1	1 430,8	1 451,3	+1,5	+1,4
76 Seine-Maritime	1 049,5	1 082,8	1 100,5	+3,2	+1,6
77 Seine-et-Marne	1 198,2	1 225,2	1 238,5	+2,3	+1,1
78 Yvelines	1 634,4	1 680,4	1 702,7	+2,8	+1,3
79 Deux-Sèvres	786,6	812,1	831,1	+3,2	+2,3
80 Somme	807,6	838,6	860,8	+3,8	+2,7
81 Tarn	839,5	864,5	880,2	+3,0	+1,8
82 Tarn-et-Garonne	893,8	919,2	933,1	+2,8	+1,5
83 Var	1 481,7	1 533,7	1 565,2	+3,5	+2,1
84 Vaucluse	1 151,4	1 191,9	1 225,8	+3,5	+2,8
85 Vendée	967,5	995,8	1 016,2	+2,9	+2,1
86 Vienne	872,8	900,9	918,9	+3,2	+2,0
87 Haute-Vienne	1 013,2	1 044,5	1 068,6	+3,1	+2,3
88 Vosges	835,1	867,4	887,3	+3,9	+2,3
89 Yonne	914,6	943,9	962,1	+3,2	+1,9
90 Territoire de Belfort	1 010,2	1 016,4	1 055,8	+0,6	+3,9
91 Essonne	1 466,6	1 501,1	1 509,9	+2,3	+0,6
92 Hauts-de-Seine	2 524,9	2 578,7	2 618,2	+2,1	+1,5
93 Seine-Saint-Denis	1 485,3	1 517,2	1 534,4	+2,1	+1,1
94 Val-de-Marne	1 563,9	1 600,0	1 623,3	+2,3	+1,5
95 Val-d'Oise	1 273,1	1 309,4	1 326,4	+2,8	+1,3
Métropole hors Paris	1 124,9	1 157,3	1 178,2	+2,9	+1,8
75 Paris	3 071,4	3 137,9	3 162,1	+2,2	+0,8
Métropole	1 193,7	1 227,3	1 248,2	+2,8	+1,7
971 Guadeloupe	763,3	797,0	828,1	+4,4	+3,9
972 Martinique	796,4	830,3	857,3	+4,3	+3,3
973 Guyane	462,3	474,5	471,2	+2,7	-0,7
974 Réunion	750,0	780,7	797,9	+4,1	+2,2
976 Mayotte	-	-	478,4	-	n.s.
Départements d'outre-mer	727,9	757,1	744,9	+4,0	+4,1
France	1 180,5	1 214,0	1 232,3	+2,8	+0,2

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Hors Mayotte.

n.s. : non significatif.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A4.2 Taux moyens

**Taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties par département en 2012, 2013 et 2014*,
taux moyens et leur évolution**

Départements	Taux en %			Evolution ** en points	
	Taux en 2012	Taux en 2013	Taux en 2014	2012-2013	2013-2014
01 Ain	12,54	13,67	13,85	+1,13	+0,18
02 Aisne	31,72	31,72	31,72	0,00	0,00
03 Allier	19,53	20,08	20,21	+0,55	+0,13
04 Alpes-de-Haute-Provence	18,96	18,96	18,96	0,00	0,00
05 Hautes-Alpes	20,91	20,91	20,91	0,00	0,00
06 Alpes-Maritimes	12,42	12,42	12,42	0,00	0,00
07 Ardèche	18,41	18,78	18,78	+0,37	0,00
08 Ardennes	21,25	21,25	21,25	0,00	0,00
09 Ariège	21,15	21,15	21,15	0,00	0,00
10 Aube	19,42	19,42	19,42	0,00	0,00
11 Aude	30,69	30,69	30,69	0,00	0,00
12 Aveyron	19,41	19,41	19,41	0,00	0,00
13 Bouches-du-Rhône	15,05	15,05	15,05	0,00	0,00
14 Calvados	22,10	22,10	22,10	0,00	0,00
15 Cantal	23,56	23,56	23,56	0,00	0,00
16 Charente	22,89	22,89	22,89	0,00	0,00
17 Charente-Maritime	19,91	21,50	21,50	+1,59	0,00
18 Cher	17,69	18,22	18,22	+0,53	0,00
19 Corrèze	20,33	21,35	21,35	+1,02	0,00
2A Corse-du-Sud	13,79	13,79	13,79	0,00	0,00
2B Haute-Corse	13,43	13,43	13,43	0,00	0,00
21 Côte-d'Or	18,75	21,00	21,00	+2,25	0,00
22 Côte-d'Armor	19,15	19,53	19,53	+0,38	0,00
23 Creuse	18,91	19,10	19,39	+0,19	+0,29
24 Dordogne	23,45	23,45	23,45	0,00	0,00
25 Doubs	18,08	18,08	18,08	0,00	0,00
26 Drôme	15,51	15,51	15,51	0,00	0,00
27 Eure	20,24	20,24	20,24	0,00	0,00
28 Eure-et-Loir	20,22	20,22	20,22	0,00	0,00
29 Finistère	14,97	14,97	14,97	0,00	0,00
30 Gard	22,41	22,41	22,41	0,00	0,00
31 Haute-Garonne	21,47	21,90	21,90	+0,43	0,00
32 Gers	32,86	32,86	32,86	0,00	0,00
33 Gironde	15,03	15,33	15,48	+0,30	+0,15
34 Hérault	21,15	21,15	21,15	0,00	0,00
35 Ille-et-Vilaine	16,49	16,90	16,90	+0,41	0,00
36 Indre	16,21	16,21	16,21	0,00	0,00
37 Indre-et-Loire	15,80	16,04	16,24	+0,24	+0,20
38 Isère	15,90	15,90	15,90	0,00	0,00
39 Jura	24,36	24,36	24,36	0,00	0,00
40 Landes	13,92	14,06	14,06	+0,14	0,00
41 Loir-et-Cher	19,52	19,52	19,52	0,00	0,00
42 Loire	15,30	15,30	15,30	0,00	0,00
43 Haute-Loire	21,25	21,68	21,90	+0,43	+0,22
44 Loire-Atlantique	15,00	15,00	15,00	0,00	0,00
45 Loiret	15,54	17,06	17,06	+1,52	0,00
46 Lot	22,49	23,05	23,05	+0,56	0,00
47 Lot-et-Garonne	22,63	22,63	22,63	0,00	0,00
48 Lozère	19,36	19,36	19,94	0,00	+0,58
49 Maine-et-Loire	18,65	18,84	18,84	+0,19	0,00
50 Manche	21,42	21,42	21,42	0,00	0,00
51 Marne	13,57	14,11	14,11	+0,54	0,00

**Taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties par département en 2012, 2013 et 2014*,
taux moyens et leur évolution (suite)**

Départements	Taux en %			Evolution ** en points	
	Taux en 2012	Taux en 2013	Taux en 2014	2012-2013	2013-2014
52 Haute-Marne	23,94	23,94	23,94	0,00	0,00
53 Mayenne	19,86	19,86	19,86	0,00	0,00
54 Meurthe-et-Moselle	17,24	17,24	17,24	0,00	0,00
55 Meuse	25,72	25,72	25,72	0,00	0,00
56 Morbihan	16,84	16,84	16,50	0,00	-0,34
57 Moselle	12,46	12,71	12,96	+0,25	+0,25
58 Nièvre	22,26	22,30	22,30	+0,04	0,00
59 Nord	17,06	17,06	17,06	0,00	0,00
60 Oise	21,54	21,54	21,54	0,00	0,00
61 Orne	27,07	27,07	27,07	0,00	0,00
62 Pas-de-Calais	19,90	20,26	20,26	+0,36	0,00
63 Puy-de-Dôme	20,48	20,48	20,48	0,00	0,00
64 Pyrénées-Atlantiques	13,47	13,47	13,47	0,00	0,00
65 Hautes-Pyrénées	24,69	24,69	24,69	0,00	0,00
66 Pyrénées-Orientales	19,32	19,51	19,51	+0,19	0,00
67 Bas-Rhin	11,27	11,60	11,60	+0,33	0,00
68 Haut-Rhin	12,35	12,35	12,35	0,00	0,00
69 Rhône	9,47	11,03	11,03	+1,56	0,00
70 Haute-Saône	23,62	24,00	24,00	+0,38	0,00
71 Saône-et-Loire	20,08	20,08	20,08	0,00	0,00
72 Sarthe	18,55	18,92	19,11	+0,37	+0,19
73 Savoie	11,03	11,03	11,03	0,00	0,00
74 Haute-Savoie	12,03	12,03	12,03	0,00	0,00
76 Seine-Maritime	22,54	25,36	25,36	+2,82	0,00
77 Seine-et-Marne	15,70	15,70	15,70	0,00	0,00
78 Yvelines	7,58	7,58	7,58	0,00	0,00
79 Deux-Sèvres	18,30	18,60	18,98	+0,30	+0,38
80 Somme	25,54	25,54	25,54	0,00	0,00
81 Tarn	28,20	28,20	28,20	0,00	0,00
82 Tarn-et-Garonne	28,93	28,93	28,93	0,00	0,00
83 Var	11,76	12,46	12,46	+0,70	0,00
84 Vaucluse	14,41	14,41	14,41	0,00	0,00
85 Vendée	14,75	15,12	15,35	+0,37	+0,23
86 Vienne	14,87	14,87	14,87	0,00	0,00
87 Haute-Vienne	17,21	17,43	17,53	+0,22	+0,10
88 Vosges	22,32	22,70	22,90	+0,38	+0,20
89 Yonne	20,51	20,51	20,51	0,00	0,00
90 Territoire de Belfort	15,46	16,23	16,23	+0,77	0,00
91 Essonne	12,69	12,69	12,69	0,00	0,00
92 Hauts-de-Seine	7,08	7,08	7,08	0,00	0,00
93 Seine-Saint-Denis	14,05	14,88	14,88	+0,83	0,00
94 Val-de-Marne	12,28	12,62	12,62	+0,34	0,00
95 Val-d'Oise	13,25	13,25	13,25	0,00	0,00
Métropole hors Paris	15,82	16,13	16,15	+0,31	+0,02
75 Paris	5,13	5,13	5,13	0,00	0,00
Métropole	14,85	15,13	15,16	+0,29	+0,03
971 Guadeloupe	25,27	25,27	25,27	0,00	0,00
972 Martinique	19,49	19,49	19,49	0,00	0,00
973 Guyane	32,92	32,92	32,92	0,00	0,00
974 Réunion	12,94	12,94	12,94	0,00	0,00
976 Mayotte	-	-	2,58	n.s.	n.s.
Départements d'outre-mer	18,87	18,87	17,80	0,00	+0,01
France	14,92	15,20	15,21	+0,28	+0,03

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Hors Mayotte.

n.s. : non significatif.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A4.3 Produits totaux et par habitant

**Produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements
en 2012, 2013 et 2014*
Montants et évolution**

Départements	Produits de la taxe sur le foncier bâti				
	Montants en millions d'€			Evolution** en %	
	2012	2013	2014	2012-2013	2013-2014
01 Ain	86,9	98,7	103,1	+13,6	+4,4
02 Aisne	141,3	145,4	147,5	+2,9	+1,4
03 Allier	67,2	71,4	73,9	+6,2	+3,6
04 Alpes-de-Haute-Provence	42,0	43,5	44,6	+3,5	+2,4
05 Hautes-Alpes	41,5	42,9	43,9	+3,3	+2,3
06 Alpes-Maritimes	233,9	240,8	245,9	+2,9	+2,1
07 Ardèche	57,6	60,7	62,2	+5,3	+2,6
08 Ardennes	52,7	54,2	55,1	+2,9	+1,7
09 Ariège	35,5	36,6	37,4	+3,2	+2,1
10 Aube	56,6	58,8	60,0	+3,8	+2,0
11 Aude	100,9	104,9	107,9	+4,0	+2,8
12 Aveyron	56,6	58,5	59,8	+3,4	+2,2
13 Bouches-du-Rhône	326,9	340,2	348,3	+4,0	+2,4
14 Calvados	145,6	150,3	153,9	+3,2	+2,4
15 Cantal	30,5	31,5	32,2	+3,4	+2,3
16 Charente	74,2	77,8	79,6	+4,8	+2,4
17 Charente-Maritime	130,8	147,2	151,3	+12,5	+2,8
18 Cher	54,1	57,3	58,2	+5,9	+1,5
19 Corrèze	51,7	56,3	57,6	+8,9	+2,2
2A Corse-du-Sud	25,0	26,0	26,8	+3,8	+3,4
2B Haute-Corse	21,4	22,3	23,3	+4,2	+4,2
21 Côte-d'Or	111,3	128,8	131,1	+15,7	+1,8
22 Côte-d'Armor	96,1	101,5	104,1	+5,6	+2,6
23 Creuse	19,2	20,0	20,8	+4,2	+3,7
24 Dordogne	87,1	90,3	92,6	+3,7	+2,5
25 Doubs	99,4	102,4	104,8	+3,0	+2,4
26 Drôme	94,8	98,3	101,6	+3,7	+3,3
27 Eure	95,4	98,8	101,4	+3,6	+2,6
28 Eure-et-Loir	76,3	78,8	80,6	+3,2	+2,3
29 Finistère	136,3	141,0	144,4	+3,5	+2,4
30 Gard	163,3	169,4	173,2	+3,7	+2,3
31 Haute-Garonne	316,1	336,4	346,8	+6,4	+3,1
32 Gers	41,6	43,2	44,5	+3,7	+3,0
33 Gironde	245,9	260,4	271,0	+5,9	+4,0
34 Hérault	257,7	267,5	275,5	+3,8	+3,0
35 Ille-et-Vilaine	150,4	160,1	164,8	+6,5	+2,9
36 Indre	32,5	33,7	34,5	+3,8	+2,4
37 Indre-et-Loire	91,0	95,4	98,7	+4,9	+3,4
38 Isère	235,0	242,6	247,7	+3,3	+2,1
39 Jura	62,2	64,2	65,5	+3,2	+2,1
40 Landes	55,3	58,1	59,7	+5,1	+2,8
41 Loir-et-Cher	57,9	59,6	60,8	+3,0	+2,1
42 Loire	122,1	126,2	129,0	+3,3	+2,2
43 Haute-Loire	46,6	49,1	50,8	+5,4	+3,5
44 Loire-Atlantique	206,9	214,7	221,6	+3,8	+3,2
45 Loiret	113,5	128,3	131,1	+13,1	+2,2
46 Lot	39,2	41,6	42,6	+6,2	+2,4
47 Lot-et-Garonne	66,5	68,9	70,6	+3,6	+2,5
48 Lozère	14,8	15,3	16,4	+3,6	+6,8
49 Maine-et-Loire	127,5	133,2	136,5	+4,5	+2,5
50 Manche	103,3	107,3	109,5	+3,9	+2,0
51 Marne	78,1	83,6	85,3	+7,1	+2,0

**Produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements
en 2012, 2013 et 2014***
Montants et évolution (suite)

Départements	Produits de la taxe sur le foncier bâti				
	Montants en millions d'€			Evolution** en %	
	2012	2013	2014	2012-2013	2013-2014
52 Haute-Marne	33,9	35,2	35,8	+3,9	+1,7
53 Mayenne	45,8	47,4	48,6	+3,5	+2,4
54 Meurthe-et-Moselle	128,4	132,4	135,4	+3,0	+2,3
55 Meuse	39,6	40,8	41,8	+3,0	+2,5
56 Morbihan	126,9	132,3	133,3	+4,3	+0,7
57 Moselle	133,0	139,7	145,5	+5,0	+4,1
58 Nièvre	48,7	50,1	51,0	+3,0	+1,7
59 Nord	351,9	362,2	369,7	+2,9	+2,1
60 Oise	159,9	165,1	169,2	+3,3	+2,5
61 Orne	61,7	63,6	65,1	+3,0	+2,4
62 Pas-de-Calais	221,0	233,5	239,3	+5,6	+2,5
63 Puy-de-Dôme	142,0	146,3	149,1	+3,0	+1,9
64 Pyrénées-Atlantiques	108,3	112,4	115,4	+3,8	+2,7
65 Hautes-Pyrénées	64,5	67,2	68,5	+4,1	+1,9
66 Pyrénées-Orientales	110,3	115,3	118,5	+4,5	+2,7
67 Bas-Rhin	141,5	150,2	152,9	+6,2	+1,8
68 Haut-Rhin	105,1	108,3	110,6	+3,1	+2,2
69 Rhône	227,9	275,8	281,8	+21,0	+2,2
70 Haute-Saône	47,8	50,0	51,2	+4,8	+2,3
71 Saône-et-Loire	106,2	109,6	112,2	+3,2	+2,4
72 Sarthe	90,3	95,6	99,2	+5,9	+3,7
73 Savoie	78,3	80,8	82,7	+3,3	+2,3
74 Haute-Savoie	126,8	131,0	134,5	+3,3	+2,7
76 Seine-Maritime	301,7	350,4	356,4	+16,1	+1,7
77 Seine-et-Marne	251,2	259,1	264,6	+3,2	+2,1
78 Yvelines	177,6	182,8	186,0	+3,0	+1,7
79 Deux-Sèvres	54,4	57,5	60,3	+5,7	+4,9
80 Somme	120,1	124,9	128,4	+4,0	+2,7
81 Tarn	91,3	94,4	96,7	+3,3	+2,5
82 Tarn-et-Garonne	63,6	66,0	67,8	+3,8	+2,7
83 Var	178,6	196,1	200,9	+9,8	+2,5
84 Vaucluse	91,6	95,4	98,7	+4,1	+3,5
85 Vendée	92,2	98,5	103,1	+6,8	+4,7
86 Vienne	56,8	58,8	60,1	+3,5	+2,3
87 Haute-Vienne	66,9	70,1	72,1	+4,8	+2,9
88 Vosges	73,3	77,4	79,7	+5,5	+3,0
89 Yonne	66,5	68,4	69,7	+2,9	+1,9
90 Territoire de Belfort	22,8	24,2	25,2	+6,0	+4,2
91 Essonne	228,1	235,0	238,4	+3,0	+1,5
92 Hauts-de-Seine	282,4	290,4	296,7	+2,9	+2,2
93 Seine-Saint-Denis	319,0	346,5	352,2	+8,6	+1,6
94 Val-de-Marne	255,7	270,7	275,9	+5,9	+1,9
95 Val-d'Oise	200,0	206,1	210,4	+3,1	+2,1
Métropole hors Paris	10 969,4	11 561,2	11 844,2	+5,4	+2,4
75 Paris	355,8	365,1	369,0	+2,6	+1,1
Métropole	11 325,1	11 926,3	12 213,3	+5,3	+2,4
971 Guadeloupe	78,7	82,5	86,1	+4,9	+4,3
972 Martinique	62,5	64,8	66,6	+3,7	+2,8
973 Guyane	34,5	36,1	37,2	+4,8	+3,0
974 Réunion	80,1	83,8	86,5	+4,7	+3,2
976 Mayotte	-	-	2,7	-	n.s.
Départements d'outre-mer	255,7	267,3	279,1	+4,5	+3,4
France	11 580,8	12 193,6	12 492,4	+5,3	+2,4

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Hors Mayotte.

n.s. : non significatif.

Source : DGFîP, REI ; calculs DGCL.

**Produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements
en 2012, 2013 et 2014***

Montants par habitant et évolution

Départements	Produits par habitant de la taxe sur le foncier bâti				
	Montants en €			Evolution** en %	
	2012	2013	2014	2012-2013	2013-2014
01 Ain	143,4	160,6	165,9	+12,0	+3,3
02 Aisne	254,7	261,9	265,2	+2,8	+1,3
03 Allier	190,3	202,1	209,4	+6,2	+3,6
04 Alpes-de-Haute-Provence	255,5	263,5	268,4	+3,1	+1,8
05 Hautes-Alpes	294,1	301,4	304,9	+2,5	+1,2
06 Alpes-Maritimes	213,7	220,0	224,0	+2,9	+1,8
07 Ardèche	178,1	186,8	190,3	+4,9	+1,9
08 Ardennes	180,6	185,8	189,1	+2,9	+1,8
09 Ariège	226,5	232,4	236,9	+2,6	+1,9
10 Aube	181,7	188,6	192,2	+3,8	+1,9
11 Aude	277,5	286,8	291,9	+3,3	+1,8
12 Aveyron	196,0	202,9	208,0	+3,5	+2,5
13 Bouches-du-Rhône	163,9	170,0	173,7	+3,8	+2,2
14 Calvados	208,9	214,8	219,2	+2,9	+2,1
15 Cantal	197,5	204,4	210,1	+3,5	+2,8
16 Charente	203,9	213,4	217,6	+4,6	+2,0
17 Charente-Maritime	206,0	229,6	234,8	+11,5	+2,3
18 Cher	169,4	179,4	181,9	+5,9	+1,4
19 Corrèze	205,2	223,4	229,2	+8,9	+2,6
2A Corse-du-Sud	174,0	177,9	181,1	+2,2	+1,8
2B Haute-Corse	128,4	132,3	135,8	+3,1	+2,6
21 Côte-d'Or	206,8	239,1	242,6	+15,6	+1,5
22 Côte-d'Armor	158,0	165,7	169,2	+4,9	+2,1
23 Creuse	149,7	156,6	162,9	+4,6	+4,0
24 Dordogne	205,2	211,7	216,4	+3,1	+2,2
25 Doubs	184,0	188,7	192,7	+2,5	+2,2
26 Drôme	190,5	196,8	201,9	+3,3	+2,6
27 Eure	159,2	163,7	167,5	+2,9	+2,3
28 Eure-et-Loir	174,7	178,9	182,4	+2,4	+1,9
29 Finistère	147,2	151,7	155,0	+3,0	+2,2
30 Gard	227,4	233,2	235,7	+2,5	+1,1
31 Haute-Garonne	252,0	265,3	269,6	+5,2	+1,7
32 Gers	213,9	220,8	226,6	+3,2	+2,6
33 Gironde	168,0	176,1	181,4	+4,8	+3,0
34 Hérault	245,5	251,7	254,9	+2,6	+1,3
35 Ille-et-Vilaine	149,8	157,7	160,9	+5,3	+2,0
36 Indre	135,8	141,6	145,5	+4,3	+2,8
37 Indre-et-Loire	150,8	157,5	162,1	+4,4	+2,9
38 Isère	192,0	196,7	199,2	+2,4	+1,3
39 Jura	228,8	236,0	241,3	+3,1	+2,3
40 Landes	140,8	146,1	148,7	+3,8	+1,8
41 Loir-et-Cher	171,0	174,9	178,0	+2,3	+1,7
42 Loire	159,9	164,6	168,2	+2,9	+2,2
43 Haute-Loire	201,5	211,7	218,2	+5,1	+3,1
44 Loire-Atlantique	159,0	163,0	166,3	+2,5	+2,1
45 Loiret	168,9	190,1	193,3	+12,6	+1,7
46 Lot	217,3	229,7	234,8	+5,7	+2,3
47 Lot-et-Garonne	194,9	201,1	206,4	+3,2	+2,6
48 Lozère	182,0	188,6	201,2	+3,7	+6,6
49 Maine-et-Loire	158,7	164,8	167,7	+3,9	+1,8
50 Manche	200,1	207,5	211,3	+3,7	+1,8
51 Marne	134,5	144,3	146,9	+7,3	+1,8

**Produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements
en 2012, 2013 et 2014***

Montants par habitant et évolution (suite)

Départements	Produits par habitant de la taxe sur le foncier bâti				
	Montants en €			Evolution** en %	
	2012	2013	2014	2012-2013	2013-2014
52 Haute-Marne	176,2	184,3	189,3	+4,6	+2,7
53 Mayenne	145,3	149,6	152,9	+3,0	+2,2
54 Meurthe-et-Moselle	172,4	177,3	181,1	+2,9	+2,1
55 Meuse	197,4	203,3	208,8	+3,0	+2,7
56 Morbihan	171,7	177,7	177,7	+3,5	-0,0
57 Moselle	124,8	130,9	136,4	+5,0	+4,1
58 Nièvre	213,8	220,9	225,8	+3,3	+2,2
59 Nord	134,7	138,4	141,1	+2,8	+2,0
60 Oise	194,6	200,4	204,9	+3,0	+2,2
61 Orne	204,3	210,8	216,7	+3,2	+2,8
62 Pas-de-Calais	148,4	156,8	160,6	+5,6	+2,4
63 Puy-de-Dôme	219,5	225,1	228,4	+2,6	+1,4
64 Pyrénées-Atlantiques	161,2	166,5	170,1	+3,3	+2,2
65 Hautes-Pyrénées	271,1	282,4	288,3	+4,1	+2,1
66 Pyrénées-Orientales	242,6	252,2	256,8	+3,9	+1,8
67 Bas-Rhin	127,1	134,7	136,6	+6,0	+1,5
68 Haut-Rhin	137,5	141,4	143,8	+2,8	+1,7
69 Rhône	131,0	157,1	158,7	+19,9	+1,0
70 Haute-Saône	193,5	202,4	206,6	+4,6	+2,1
71 Saône-et-Loire	185,0	190,6	195,1	+3,1	+2,4
72 Sarthe	156,6	165,0	170,5	+5,4	+3,3
73 Savoie	184,3	188,5	191,0	+2,3	+1,3
74 Haute-Savoie	169,5	172,1	174,6	+1,5	+1,4
76 Seine-Maritime	236,6	274,6	279,1	+16,1	+1,6
77 Seine-et-Marne	188,1	192,4	194,4	+2,3	+1,1
78 Yvelines	123,9	127,4	129,1	+2,8	+1,3
79 Deux-Sèvres	143,9	151,1	157,7	+4,9	+4,4
80 Somme	206,3	214,2	219,9	+3,8	+2,7
81 Tarn	236,7	243,8	248,2	+3,0	+1,8
82 Tarn-et-Garonne	258,6	265,9	270,0	+2,8	+1,5
83 Var	174,2	191,1	195,0	+9,7	+2,1
84 Vaucluse	165,9	171,8	176,6	+3,5	+2,8
85 Vendée	142,7	150,5	156,0	+5,5	+3,6
86 Vienne	129,8	134,0	136,6	+3,2	+2,0
87 Haute-Vienne	174,4	182,1	187,3	+4,4	+2,9
88 Vosges	186,4	196,9	203,2	+5,6	+3,2
89 Yonne	187,6	193,6	197,3	+3,2	+1,9
90 Territoire de Belfort	156,2	165,0	171,4	+5,6	+3,9
91 Essonne	186,1	190,5	191,6	+2,3	+0,6
92 Hauts-de-Seine	178,8	182,6	185,4	+2,1	+1,5
93 Seine-Saint-Denis	208,7	225,8	228,3	+8,2	+1,1
94 Val-de-Marne	192,0	201,9	204,9	+5,1	+1,5
95 Val-d'Oise	168,7	173,5	175,8	+2,9	+1,3
Métropole hors Paris	178,0	186,7	190,3	+4,9	+1,9
75 Paris	157,6	161,0	162,2	+2,2	+0,8
Métropole	177,3	185,7	189,3	+4,8	+1,9
971 Guadeloupe	192,9	201,4	209,3	+4,4	+3,9
972 Martinique	155,2	161,8	167,1	+4,3	+3,3
973 Guyane	152,2	156,2	155,1	+2,7	-0,7
974 Réunion	97,0	101,0	103,2	+4,1	+2,2
976 Mayotte	-	-	12,3	-	n.s.
Départements d'outre-mer	137,3	142,8	132,6	+4,0	+2,5
France	176,1	184,5	187,5	+4,8	+1,9

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

** Hors Mayotte.

n.s. : non significatif.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Montant des impôts économiques des départements (IFER et CVAE*) en 2013 et 2014**

Départements	Montants en millions d'€						Evolution*** 2013/2014 en %		
	2013			2014			IFER	CVAE*	Total
	IFER	CVAE*	Total	IFER	CVAE*	Total			
01 Ain	6,7	66,0	72,7	6,9	65,5	72,4	+2,5	-0,7	-0,4
02 Aisne	1,0	40,9	41,9	1,1	40,1	41,2	+7,0	-2,0	-1,8
03 Allier	1,2	26,6	27,8	1,2	27,4	28,6	+3,5	+3,1	+3,1
04 Alpes-de-Haute-Provence	2,3	14,3	16,6	2,3	13,1	15,5	+2,6	-8,1	-6,6
05 Hautes-Alpes	1,1	10,4	11,5	1,2	10,7	11,8	+4,4	+2,6	+2,8
06 Alpes-Maritimes	1,8	125,5	127,3	1,9	123,6	125,5	+7,6	-1,5	-1,4
07 Ardèche	7,0	24,7	31,7	7,2	24,9	32,0	+1,9	+0,6	+0,9
08 Ardennes	6,3	22,4	28,7	6,5	22,3	28,8	+3,1	-0,3	+0,5
09 Ariège	1,1	8,9	10,1	1,2	9,2	10,5	+9,1	+3,5	+4,1
10 Aube	5,1	29,4	34,5	5,3	30,1	35,4	+3,3	+2,6	+2,7
11 Aude	1,4	22,7	24,0	1,4	22,8	24,2	+4,4	+0,4	+0,7
12 Aveyron	4,4	24,3	28,8	4,4	24,4	28,8	+0,8	+0,2	+0,3
13 Bouches-du-Rhône	6,6	224,3	230,9	6,6	231,1	237,7	-0,5	+3,0	+2,9
14 Calvados	0,9	66,0	66,9	1,0	63,5	64,5	+6,0	-3,7	-3,6
15 Cantal	1,7	10,5	12,2	1,8	10,4	12,2	+3,8	-1,2	-0,5
16 Charente	0,7	36,5	37,2	0,7	39,4	40,1	+4,7	+8,0	+7,9
17 Charente-Maritime	0,8	45,5	46,2	0,8	46,3	47,2	+7,3	+2,0	+2,0
18 Cher	4,4	29,0	33,4	4,5	32,2	36,7	+2,7	+10,8	+9,7
19 Corrèze	2,0	20,4	22,3	2,0	20,5	22,5	+2,9	+0,6	+0,8
2A Corse-du-Sud	0,4	12,1	12,5	0,5	12,9	13,3	+12,6	+6,2	+6,4
2B Haute-Corse	0,6	11,9	12,5	0,7	11,1	11,7	+7,1	-6,7	-6,0
21 Côte-d'Or	1,0	59,4	60,3	1,0	58,3	59,3	+3,0	-1,8	-1,8
22 Côte-d'Armor	1,1	44,6	45,8	1,2	44,0	45,2	+9,6	-1,4	-1,2
23 Creuse	0,4	6,2	6,6	0,5	6,5	6,9	+15,4	+4,8	+5,5
24 Dordogne	0,7	26,3	27,0	0,7	26,1	26,8	+2,2	-0,8	-0,7
25 Doubs	0,7	51,7	52,4	0,7	50,9	51,7	+3,8	-1,5	-1,5
26 Drôme	7,5	60,6	68,1	11,4	61,8	73,3	+51,7	+2,0	+7,5
27 Eure	0,6	53,2	53,8	0,6	57,5	58,2	+4,6	+8,1	+8,1
28 Eure-et-Loir	1,3	43,7	45,0	1,5	44,2	45,8	+20,0	+1,2	+1,8
29 Finistère	1,9	74,0	75,9	2,0	75,3	77,3	+6,0	+1,7	+1,8
30 Gard	3,4	53,4	56,8	3,6	52,5	56,1	+7,0	-1,7	-1,2
31 Haute-Garonne	1,7	177,5	179,2	1,9	195,3	197,2	+12,9	+10,0	+10,1
32 Gers	0,5	11,8	12,2	0,5	12,1	12,6	+4,5	+3,0	+3,0
33 Gironde	7,0	164,2	171,2	7,4	161,7	169,1	+4,9	-1,5	-1,2
34 Hérault	1,5	93,9	95,3	1,7	94,7	96,4	+15,2	+0,9	+1,1
35 Ille-et-Vilaine	1,3	115,7	117,0	1,4	115,8	117,3	+9,2	+0,1	+0,2
36 Indre	0,6	18,6	19,2	0,7	18,5	19,3	+16,3	-0,1	+0,5
37 Indre-et-Loire	6,0	60,6	66,6	6,1	62,2	68,3	+0,9	+2,6	+2,5
38 Isère	10,2	147,6	157,8	10,4	147,2	157,7	+2,8	-0,3	-0,1
39 Jura	1,1	23,3	24,3	1,1	22,1	23,2	+3,1	-5,1	-4,7
40 Landes	1,0	32,4	33,5	1,1	33,3	34,4	+7,0	+2,6	+2,7
41 Loir-et-Cher	3,4	32,8	36,2	3,4	35,0	38,4	+0,9	+6,8	+6,2
42 Loire	0,9	70,8	71,7	0,9	71,8	72,8	+7,3	+1,4	+1,5
43 Haute-Loire	0,6	15,2	15,8	0,7	15,2	15,9	+4,7	+0,2	+0,3
44 Loire-Atlantique	6,7	160,4	167,2	7,0	161,6	168,6	+4,7	+0,7	+0,9
45 Loiret	6,3	84,1	90,3	6,4	86,0	92,4	+2,7	+2,3	+2,3
46 Lot	1,0	12,2	13,2	0,5	12,4	12,9	-48,9	+1,2	-2,7
47 Lot-et-Garonne	0,7	26,6	27,3	0,8	26,8	27,6	+21,3	+0,5	+1,0
48 Lozère	0,5	4,4	4,8	0,5	4,3	4,8	+0,2	-1,6	-1,5
49 Maine-et-Loire	0,9	79,3	80,1	0,9	72,3	73,2	+6,7	-8,8	-8,7
50 Manche	4,5	40,4	44,9	4,6	45,8	50,4	+2,3	+13,4	+12,3
51 Marne	1,3	64,0	65,3	1,6	65,1	66,7	+21,1	+1,7	+2,1

Montant des impôts économiques des départements (IFER et CVAE*) en 2013 et 2014 (suite)**

Départements	Montants en millions d'€						Evolution*** 2013/2014 en %		
	2013			2014					
	IFER	CVAE*	Total	IFER	CVAE*	Total	IFER	CVAE*	Total
52 Haute-Marne	1,0	15,4	16,4	1,0	15,3	16,3	+0,7	-1,0	-0,9
53 Mayenne	0,4	32,7	33,1	0,4	31,8	32,2	+4,9	-2,7	-2,6
54 Meurthe-et-Moselle	3,8	62,1	65,9	4,5	60,1	64,7	+19,7	-3,2	-1,8
55 Meuse	1,3	13,2	14,5	1,3	14,0	15,3	+1,3	+6,1	+5,7
56 Morbihan	1,3	59,5	60,8	1,3	61,0	62,3	-0,3	+2,5	+2,5
57 Moselle	12,9	93,3	106,2	13,3	92,4	105,6	+3,1	-1,0	-0,5
58 Nièvre	0,3	15,2	15,5	0,3	15,0	15,3	-4,2	-1,5	-1,6
59 Nord	12,9	272,3	285,2	13,4	264,3	277,7	+3,7	-2,9	-2,6
60 Oise	1,2	77,6	78,8	1,2	78,1	79,3	+5,0	+0,7	+0,7
61 Orne	0,3	23,0	23,3	0,3	22,4	22,7	+3,4	-2,8	-2,7
62 Pas-de-Calais	2,1	111,5	113,7	2,4	108,4	110,8	+13,7	-2,8	-2,5
63 Puy-de-Dôme	0,9	66,9	67,8	1,0	68,8	69,8	+7,1	+2,8	+2,8
64 Pyrénées-Atlantiques	1,4	66,3	67,7	1,4	67,9	69,3	+5,5	+2,4	+2,5
65 Hautes-Pyrénées	1,5	17,4	18,9	1,6	16,9	18,4	+2,8	-2,8	-2,3
66 Pyrénées-Orientales	0,8	31,0	31,8	0,9	31,2	32,1	+12,4	+0,8	+1,1
67 Bas-Rhin	2,0	169,9	171,9	2,1	141,1	143,2	+5,9	-16,9	-16,7
68 Haut-Rhin	4,4	82,9	87,2	4,4	81,7	86,1	+1,8	-1,4	-1,3
69 Rhône	1,9	300,3	302,1	2,1	296,7	298,9	+15,3	-1,2	-1,1
70 Haute-Saône	0,4	15,8	16,2	0,4	14,7	15,1	+10,7	-6,9	-6,5
71 Saône-et-Loire	1,1	50,0	51,1	1,1	53,1	54,2	+4,9	+6,3	+6,2
72 Sarthe	0,6	56,0	56,6	0,6	54,0	54,7	+6,3	-3,6	-3,5
73 Savoie	6,8	54,3	61,1	6,9	56,6	63,5	+1,9	+4,2	+3,9
74 Haute-Savoie	1,6	88,9	90,5	1,7	89,4	91,1	+4,2	+0,6	+0,7
76 Seine-Maritime	16,3	154,2	170,4	14,5	147,2	161,6	-11,0	-4,5	-5,2
77 Seine-et-Marne	2,7	159,2	161,8	2,7	156,4	159,1	+2,2	-1,7	-1,7
78 Yvelines	4,7	208,0	212,7	4,8	196,3	201,0	+0,9	-5,6	-5,5
79 Deux-Sèvres	0,7	40,7	41,3	0,7	35,9	36,6	-1,3	-11,6	-11,5
80 Somme	1,9	51,1	53,0	2,0	53,6	55,6	+5,3	+4,8	+4,8
81 Tarn	1,2	26,3	27,5	1,4	27,4	28,8	+9,4	+4,3	+4,5
82 Tarn-et-Garonne	4,3	18,4	22,7	4,4	18,2	22,7	+2,1	-0,9	-0,3
83 Var	1,6	72,6	74,2	1,7	75,7	77,4	+7,5	+4,3	+4,3
84 Vaucluse	1,6	53,6	55,2	1,7	54,1	55,8	+5,4	+0,9	+1,1
85 Vendée	1,1	65,1	66,2	1,1	65,8	66,9	+4,7	+1,0	+1,0
86 Vienne	5,0	40,0	45,0	5,2	40,9	46,1	+2,2	+2,3	+2,3
87 Haute-Vienne	0,6	28,8	29,3	0,6	27,3	27,9	+9,6	-5,1	-4,9
88 Vosges	0,6	32,1	32,7	0,6	31,8	32,4	+7,0	-1,0	-0,9
89 Yonne	0,6	28,0	28,6	0,7	28,5	29,2	+9,7	+1,7	+1,9
90 Territoire de Belfort	0,1	16,9	17,0	0,1	17,7	17,8	+3,0	+4,9	+4,9
91 Essonne	0,9	164,4	165,2	0,9	159,4	160,4	+8,0	-3,0	-2,9
92 Hauts-de-Seine	1,3	662,4	663,7	1,5	642,9	644,4	+15,0	-2,9	-2,9
93 Seine-Saint-Denis	1,0	214,8	215,8	1,2	196,8	197,9	+15,5	-8,4	-8,3
94 Val-de-Marne	2,1	195,0	197,1	2,2	188,5	190,7	+5,7	-3,4	-3,3
95 Val-d'Oise	0,7	119,7	120,4	0,8	118,7	119,4	+9,1	-0,8	-0,8
Métropole hors Paris	243,1	6 907,8	7 150,9	254,5	6 836,0	7 090,5	+4,7	-1,0	-0,8
75 Paris	2,4	920,8	923,2	2,8	794,8	797,6	+19,9	-13,7	-13,6
Métropole	245,5	7 828,6	8 074,1	257,4	7 630,8	7 888,1	+4,8	-2,5	-2,3
971 Guadeloupe	0,4	18,1	18,5	0,4	19,0	19,4	-0,2	+5,3	+5,2
972 Martinique	0,3	19,7	20,0	0,3	19,4	19,8	-1,3	-1,2	-1,2
973 Guyane	0,3	8,6	9,0	0,4	8,8	9,1	+7,1	+1,5	+1,7
974 Réunion	1,4	41,5	42,9	1,4	41,2	42,7	+5,4	-0,7	-0,5
976 Mayotte	-	-	-	0,0	0,3	0,3	n.s.	n.s.	n.s.
Départements d'outre-mer	2,4	87,9	90,4	2,6	88,8	91,3	+4,5	+0,6	+0,7
France	247,9	7 916,5	8 164,4	259,9	7 719,6	7 979,5	+4,8	-2,5	-2,3

* CVAE due + CVAE dégrévée.

** Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

*** Hors Mayotte.

n.s. : non significatif.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des départements en 2014*

en milliers d'euros

Départements	Montants des IFER sur les							Ensemble des IFER
	éolien- nes	hydro- liennes	centrales nucléaires ou thermiques à flamme	centrales photovol- taïques	barrages hydrauli- ques	stations radioélec- triques	installa- tions de gaz naturel	
01 Ain	0	4	5 375	18	760	553	194	6 904
02 Aisne	481	0	0	7	0	442	144	1 074
03 Allier	37	0	622	34	34	324	160	1 212
04 Alpes-de-Haute-Provence	0	0	0	545	1 438	287	59	2 328
05 Hautes-Alpes	0	0	0	23	837	265	27	1 152
06 Alpes-Maritimes	1	0	0	14	494	1 375	38	1 922
07 Ardèche	194	0	5 495	74	1 056	317	27	7 165
08 Ardennes	380	0	4 505	14	1 226	264	116	6 505
09 Ariège	0	0	0	51	948	189	37	1 225
10 Aube	906	0	3 934	46	12	281	88	5 267
11 Aude	604	0	0	171	124	426	111	1 436
12 Aveyron	441	0	0	198	3 338	393	78	4 447
13 Bouches-du-Rhône	97	0	3 512	228	238	2 060	434	6 569
14 Calvados	275	0	0	4	0	529	146	954
15 Cantal	156	0	0	118	1 291	212	7	1 784
16 Charente	161	0	0	61	4	299	177	701
17 Charente-Maritime	116	0	0	116	0	494	103	829
18 Cher	176	0	3 934	30	1	303	76	4 520
19 Corrèze	21	3	0	54	1 548	342	52	2 021
2A Corse-du-Sud	0	0	0	55	97	310	0	463
2B Haute-Corse	39	0	0	143	155	321	0	658
21 Côte-d'Or	278	0	0	22	1	586	104	992
22 Côte-d'Armor	568	0	0	24	29	521	83	1 225
23 Creuse	76	0	0	53	134	151	42	455
24 Dordogne	0	0	0	15	80	465	158	718
25 Doubs	65	0	0	11	99	509	58	741
26 Drôme	178	0	9 306	128	1 183	474	177	11 446
27 Eure	61	0	0	4	22	388	154	629
28 Eure-et-Loir	782	0	0	228	0	389	128	1 526
29 Finistère	386	0	712	12	11	712	132	1 964
30 Gard	25	0	2 057	271	475	689	95	3 612
31 Haute-Garonne	67	0	0	169	424	1 090	165	1 916
32 Gers	0	0	0	170	2	176	123	471
33 Gironde	0	0	5 559	330	5	1 277	212	7 383
34 Hérault	306	0	0	169	97	1 007	97	1 676
35 Ille-et-Vilaine	163	0	0	37	360	730	124	1 413
36 Indre	265	0	0	24	103	223	110	726
37 Indre-et-Loire	0	0	5 435	41	0	500	101	6 077
38 Isère	6	0	4 201	31	4 872	1 062	265	10 439
39 Jura	0	0	135	0	563	301	101	1 100
40 Landes	0	0	0	475	3	462	140	1 079
41 Loir-et-Cher	75	0	2 748	13	1	375	187	3 398
42 Loire	0	0	0	4	213	607	93	916
43 Haute-Loire	150	0	0	94	190	215	28	677
44 Loire-Atlantique	408	0	5 188	58	0	1 096	285	7 035
45 Loiret	358	0	5 345	3	0	605	132	6 444
46 Lot	0	0	0	58	204	243	12	517
47 Lot-et-Garonne	1	0	0	394	86	240	84	804
48 Lozère	48	0	0	19	231	166	0	464
49 Maine-et-Loire	159	0	0	58	0	588	106	911
50 Manche	180	0	3 994	28	22	317	72	4 613
51 Marne	820	0	0	60	1	532	163	1 576

Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des départements en 2014* (suite)

en milliers d'euros

Départements	Montants des IFR sur les							Ensemble des IFR
	éolien- nes	hydro- liennes	centrales nucléaires ou thermiques à flamme	centrales photovol- taïques	barrages hydrauli- ques	stations radioélec- triques	installa- tions de gaz naturel	
52 Haute-Marne	549	0	0	36	3	304	86	979
53 Mayenne	121	0	0	19	3	224	47	414
54 Meurthe-et-Moselle	224	7	2 913	475	31	656	230	4 536
55 Meuse	836	0	0	10	3	321	169	1 340
56 Morbihan	546	0	0	13	13	580	122	1 275
57 Moselle	436	21	11 512	59	23	933	295	13 278
58 Nièvre	0	0	0	2	36	234	54	326
59 Nord	54	0	11 126	18	0	1 817	400	13 415
60 Oise	414	0	0	8	0	612	195	1 228
61 Orne	6	0	0	4	10	234	64	318
62 Pas-de-Calais	1 092	0	0	7	0	1 059	266	2 425
63 Puy-de-Dôme	52	0	0	52	165	601	97	967
64 Pyrénées-Atlantiques	0	1	0	74	596	635	131	1 438
65 Hautes-Pyrénées	0	0	0	43	1 186	266	61	1 556
66 Pyrénées-Orientales	43	0	0	153	183	471	21	872
67 Bas-Rhin	26	0	0	140	864	879	161	2 071
68 Haut-Rhin	0	0	2 643	33	1 051	585	117	4 428
69 Rhône	1	0	0	66	266	1 651	161	2 145
70 Haute-Saône	0	0	0	2	6	290	100	398
71 Saône-et-Loire	0	0	375	14	4	486	222	1 102
72 Sarthe	2	0	0	18	0	456	148	624
73 Savoie	0	0	0	5	6 188	636	70	6 900
74 Haute-Savoie	3	0	0	0	816	779	82	1 680
76 Seine-Maritime	465	0	12 853	75	0	849	233	14 475
77 Seine-et-Marne	1	0	1 398	2	10	1 056	247	2 713
78 Yvelines	0	0	3 514	38	15	993	218	4 778
79 Deux-Sèvres	316	0	0	47	0	250	62	675
80 Somme	1 266	0	89	17	0	461	142	1 975
81 Tarn	362	0	0	170	452	330	39	1 352
82 Tarn-et-Garonne	0	0	3 934	94	135	199	77	4 440
83 Var	8	0	0	271	149	1 186	99	1 713
84 Vaucluse	16	0	0	105	983	495	113	1 711
85 Vendée	419	0	0	74	0	492	129	1 114
86 Vienne	67	0	4 489	112	34	381	74	5 157
87 Haute-Vienne	0	0	0	25	129	377	72	603
88 Vosges	22	6	0	14	22	444	132	640
89 Yonne	0	0	0	204	32	389	66	691
90 Territoire de Belfort	0	0	0	0	0	105	29	134
91 Essonne	15	0	0	0	0	777	145	936
92 Hauts-de-Seine	0	0	384	0	0	1 071	27	1 482
93 Seine-Saint-Denis	0	0	188	0	0	932	44	1 163
94 Val-de-Marne	0	0	1 416	0	0	755	39	2 210
95 Val-d'Oise	0	0	0	0	0	643	110	753
Métropole hors Paris	16 872	42	128 890	7 503	36 422	53 576	11 204	254 509
75 Paris	0	0	0	93	0	2 749	7	2 849
Métropole	16 872	42	128 890	7 596	36 422	56 325	11 211	257 358
971 Guadeloupe	21	0	96	4	10	259	0	390
972 Martinique	4	0	0	45	6	283	5	343
973 Guyane	0	0	0	43	172	151	0	366
974 Réunion	25	0	276	220	218	695	0	1 434
976 Mayotte	0	0	0	0	0	18	0	18
Départements d'outre-mer	50	0	372	313	406	1 406	5	2 551
France	16 922	42	129 263	7 909	36 828	57 730	11 216	259 909

* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

n.s. : non significatif.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Glossaire

Admission en non-valeur : elle concerne les créances dont le recouvrement ne peut être effectué pour cause d'insolvabilité ou d'absence des débiteurs, donc des créances contentieuses non recouvrables. L'apurement d'un titre de recettes non recouvré peut se faire de trois façons : la réduction ou l'annulation du titre lui-même, la remise gracieuse, partielle ou totale, de la dette du débiteur et enfin l'admission en non-valeur.

Bases brutes : valeur de l'ensemble des bases de la collectivité avant les abattements de taxe d'habitation et les diverses exonérations.

Bases nettes : bases brutes diminuées des abattements de taxe d'habitation et des bases exonérées.

Compensations : allocations annuelles versées par l'Etat aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidées par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc des décisions nationales.

Compensation relais de la taxe professionnelle (CRTP), valable pour la seule année 2010 : c'est un mécanisme de transition destiné à neutraliser pour les finances locales les effets de la suppression de la taxe professionnelle (voir glossaire du guide de 2010).

Contributions brutes de l'Etat : somme des compensations et des dégrèvements législatifs.

Contribution économique territoriale (CET) : elle est composée d'une Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et d'une Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Elle a été créée en 2010 en remplacement de la taxe professionnelle.

Cotisation foncière des entreprises (CFE) : impôt direct perçu à partir de 2011 exclusivement au profit des communes et des EPCI. Elle est due chaque année par les personnes physiques ou morales ou par les sociétés non dotées de la personnalité morale qui exercent en France, à titre habituel, une activité professionnelle non salariée. La base d'imposition à la CFE est constituée par la valeur locative (diminuée de 30 % pour les établissements industriels) des seuls biens passibles de taxe foncière dont le redevable avait, pour les besoins de sa profession, la disposition au cours d'une période de référence qui est, en règle générale, l'avant-dernière année civile précédant celle de l'imposition. Le taux de la cotisation est voté par la commune et/ou l'EPCI. Exceptionnellement pour l'année 2010, année transitoire de mise en place de la réforme, l'intégralité de ce produit a été affectée au budget de l'Etat.

Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : impôt direct perçu à partir de 2011 au profit de toutes les collectivités territoriales. Elle s'applique aux entreprises entrant dans le champ d'application de la cotisation foncière des entreprises et dont le chiffre d'affaires excède 152 500€. Le taux de la cotisation est théoriquement égal à 1,5 % de la valeur ajoutée. En fait les entreprises acquittent une CVAE calculée d'après un taux effectif d'imposition qui varie selon le montant du chiffre d'affaires. La CVAE est ensuite territorialisée : elle est répartie par commune pour deux tiers au prorata des effectifs que chaque entreprise y emploie et pour un tiers au prorata des valeurs locatives foncières avec un doublement de ces deux éléments de répartition pour les établissements industriels. Le produit de la CVAE est ensuite réparti à hauteur de 26,5 % pour le secteur communal, 48,5 % pour les départements et 25 % pour les régions. La CVAE payée par les entreprises une année donnée est perçue par les collectivités l'année suivante.

Dégrèvements législatifs : prises en charge par l'Etat de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'Etat prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et verse le produit correspondant aux collectivités locales. Les dégrèvements sont inclus dans les produits des taxes votés par les collectivités locales.

Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) : versements de l'Etat mis en place en 2011 pour compenser la perte nette globale de ressources fiscales de chaque catégorie de collectivités résultant de la réforme fiscale. Pour chaque catégorie de collectivités, le panier de ressources 2010 avant réforme (y compris la compensation relais de la TP) est comparé au panier de ressources 2010 après réforme, ce qui permet de déterminer les collectivités « gagnantes » et « perdantes ». Si la somme algébrique de ces différences dégage une perte nette globale, l'Etat verse une dotation de compensation de la réforme TP. Elle est ensuite répartie entre les collectivités perdantes de la catégorie de collectivités en cause au prorata de leur poids respectif dans le volume total des pertes enregistrées par l'ensemble des collectivités perdantes dans cette catégorie. Dans le cas contraire, aucune DCRTP n'est versée. Cette DCRTP a donné lieu à plusieurs calculs, avant d'être figée en 2014 à son niveau de 2013 (*annexe 8 OFL 2014, pages 151 et 152*).

Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) : composés de la taxe de publicité foncière ou le droit d'enregistrement, de la taxe départementale additionnelle aux droits de mutation et de la taxe communale additionnelle aux droits de mutation. Ce sont des impôts indirects obligatoires qui frappent les ventes et tous les autres actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux. Ils sont dus par l'acquéreur. Les deux premières taxes sont perçues au profit du département et la troisième est perçue, soit au profit des communes de plus de 5000 habitants et des stations classées « touristiques », soit pour les autres communes au profit d'un fonds de péréquation départemental dont la répartition est décidée par le Conseil général. Pour la taxe communale additionnelle, les taux sont fixés au niveau national. Pour les deux taxes départementales, les taux sont différents selon le type d'immeuble et sont susceptibles d'être modifiés chaque année par le Conseil général dans certaines limites.

Effet base : Evolution du produit liée à l'évolution des bases, c'est-à-dire évolution calculée à taux constants. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année N par les taux de l'année N-1 sur la somme des produits des bases de l'année N-1 par les taux de l'année N-1. L'effet taux tient compte des taux, alors que l'évolution des bases (rapport de la somme des bases de l'année N sur la somme des bases de l'année N-1) est insensible aux taux appliqués sur ces bases.

Effet taux : Evolution du produit liée à l'évolution des taux, c'est-à-dire évolution calculée à base constante. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année N par les taux de l'année N sur la somme des produits des bases de l'année N par les taux de l'année N-1.

Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : structures permettant aux communes qui se regroupent de gérer en commun des équipements, des services publics, d'élaborer des projets de développement économique, d'urbanisme ou d'aménagement du territoire à l'échelle plus vaste que celle d'une commune. Ils comprennent les syndicats intercommunaux, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les communautés urbaines, les syndicats d'agglomération nouvelle et la Métropole Nice-Côte d'Azur.

Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI à FP) : ils comprennent les communautés de communes (CC), les communautés d'agglomération (CA), les communautés urbaines (CU), les syndicats d'agglomération nouvelle (SAN) et la Métropole Nice-Côte d'Azur.

Fonds nationaux de garantie individuelle de ressources (FNGIR) : mis en place en 2011, ils ont pour objectif de neutraliser les effets négatifs ou positifs de la réforme fiscale pour chaque collectivité à l'intérieur d'une même catégorie. Autrement dit, ces fonds doivent permettre de garantir pour chaque collectivité le même niveau de ressources avant et après réforme, l'année de sa mise en œuvre. Un fonds de garantie individuelle de ressources est donc institué au sein de chaque catégorie de collectivités (régions, départements et bloc communal). Ces trois fonds sont abondés par prélèvement auprès des collectivités gagnantes de l'excédent constaté entre le panier de ressources avant et après réforme. Ces fonds sont ensuite réattribués aux collectivités perdantes, qui ont, le cas échéant, déjà bénéficié d'une dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP). Chaque collectivité perdante se voit allouer un reversement à hauteur de sa perte, à laquelle est appliqué un coefficient multiplicateur destiné à assurer l'exacte correspondance entre la somme des prélèvements et le montant global des versements transitant par le fonds. Ce fonds a donné lieu à plusieurs calculs, avant d'être figé en 2014 à son niveau de 2013 (*annexe 8 OFL 2014, pages 151 et 152*).

Groupements sans fiscalité propre :

- SIVU : syndicats intercommunaux à vocation unique ;
- SIVOM : syndicats intercommunaux à vocation multiple ;
- SM fermé : syndicats mixtes fermés (qui associe, sauf exception prévue par l'article L5711-4, uniquement des communes et des EPCI) ;
- SM ouvert : syndicats mixtes ouverts (incluant différents échelons de collectivités territoriales ou des établissements publics tels qu'une chambre de commerce et d'industrie) ;
- Pôles métropolitains : regroupements d'EPCI à fiscalité propre dont au moins un comptant plus de 100 000 habitants (ou 50 000 habitants s'il est limitrophe d'un État étranger).

Pour constituer son budget, un syndicat ne peut pas recourir à l'impôt. Il ne dispose d'aucun pouvoir fiscal (pas de vote des taux, pas de pouvoir d'exonération). Son budget est financé par les contributions des communes adhérentes, qui constituent pour ces dernières une dépense obligatoire. Selon les statuts du syndicat, les ressources peuvent être budgétées par les communes ou prélevées directement sur les ressources fiscales des communes.

Dans le premier cas, on parle alors de contributions budgétaires : les sommes dues sont votées avec le budget communal ; la commune verse sa contribution en tant que dépense de fonctionnement.

Dans le second cas on parle de contributions fiscalisées : le contribuable acquitte un supplément de fiscalité au profit du syndicat dont le taux apparaît distinctement sur l'avis d'imposition. Le calcul des contributions est alors effectué directement par les services fiscaux, à partir de la clef de répartition déterminée par le syndicat entre taxes foncières, taxe d'habitation et cotisation foncière des entreprises proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes procurerait à la commune si l'on appliquait les taux de l'année précédente aux bases de l'année d'imposition.

Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) : instaurée à compter de 2010, au profit des collectivités territoriales et de l'établissement public « Société du Grand Paris », l'IFER s'applique à neuf catégories de biens (composantes de l'IFER) :

- les « éoliennes » et les « hydroliennes » ;
- les installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme ;
- les installations de production d'électricité d'origine photovoltaïque ou hydraulique ;
- les transformateurs électriques ;
- les stations radioélectriques ;
- les installations d'acheminement et de stockage du gaz naturel ;
- le matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national pour des opérations de transport de voyageurs ;
- le matériel roulant utilisé sur les lignes de transport en commun de voyageurs d'Ile-de-France pour des opérations de transport de voyageurs. Le produit de cette composante de l'IFER est affecté à l'établissement public « Société du Grand Paris » ;
- les répartiteurs principaux de téléphonie.

Chaque catégorie d'installations fait l'objet de règles d'assiette, de calcul de l'imposition et de répartition du produit selon les destinataires spécifiques.

Exceptionnellement pour l'année 2010, année transitoire de mise en place de la réforme, l'intégralité de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) a été affectée au budget de l'État.

Impôts économiques : sont regroupées sous cette appellation la contribution économique territoriale, composée de la cotisation foncière des entreprises et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux et la taxe sur les surfaces commerciales. Ce sont des impôts dont les redevables sont les entreprises.

Part des recettes fiscales prises en charge par l'État : pour une taxe donnée, c'est le rapport de la somme des compensations et dégrèvements accordés au titre de cette taxe sur la somme des recettes fiscales des collectivités locales perçues au titre de cette taxe, c'est à dire la somme des produits votés et des compensations.

Produits assurés : valeur des produits votés si les taux ne changeaient pas. Le produit assuré d'une taxe est égal au produit de la base notifiée de cette taxe pour l'année en cours par le taux fixé lors de l'exercice précédent. Si ce taux fixé lors de l'exercice précédent est supérieur au taux plafond de l'année en cours, le produit assuré est alors égal au produit de la base notifiée de cette taxe pour l'année en cours par le taux plafond. Ces produits figurent sur les états 1253 et 1259 remis aux collectivités lors de l'élaboration de leur budget.

Produits votés : montants fixés par les assemblées délibérantes. Ils figurent sur les états 1253 et 1259 de notification des taux. Ils sont égaux aux produits des bases nettes notifiées par les taux votés. Les produits votés sont des produits prévisionnels car ils sont calculés à partir des bases prévisionnelles et des taux votés.

Produits perçus : montants définitifs. Ils sont égaux aux produits des bases nettes définitives par les taux votés.

Remarque : Le produit voté peut être légèrement différent du produit effectivement perçu par la collectivité :

1° les bases notifiées sont données au millier d'euros près, alors que les bases définitives sont données à la dizaine d'euros près ;

2° les bases définitives peuvent être un peu différentes des bases notifiées au moment de l'élaboration des budgets des collectivités ;

3° Il y a les aléas de la mise en recouvrement des rôles.

Redevance d'enlèvement des ordures ménagères ou redevance générale (REOM) : redevance facultative. Les collectivités peuvent substituer à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), la redevance. Elle est calculée en fonction de l'importance du service rendu pour l'enlèvement des ordures ménagères (le redevable est l'usager du service). Son instauration entraîne la suppression de la TEOM. Ce mode de paiement a le mérite d'être proportionnel au service rendu et d'inciter les habitants à diminuer la quantité de déchets qu'ils produisent. Comme cette redevance ne représente aucun caractère fiscal, son recouvrement est assuré par la collectivité, qui devra éventuellement faire face à des impayés.

Redevance communale et départementale des mines : impôt direct obligatoire acquitté par les concessionnaires de mines et assimilés. Elle est assise sur les quantités de substances minérales extraites ou livrées. Elle est perçue au profit des communes et des EPCI pour la redevance communale et des départements pour la redevance départementale.

Régime fiscal des groupements à fiscalité propre (EPCI à FP) :

Chaque groupement peut bénéficier de l'un des 2 régimes fiscaux suivants :

- **FPU** : un groupement à FPU se substitue à ses communes membres pour la perception des produits économiques (CFE, CVAE, IFER et TASCOT) et de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti sur l'ensemble du territoire de ses communes membres. Il reçoit aussi d'office, depuis la réforme de TP, un produit intercommunal de taxe d'habitation et de taxe sur le foncier non bâti, taxes sur lesquelles il a un pouvoir de taux et peut décider de percevoir un produit intercommunal de taxe sur le foncier bâti.
- **FA** : un groupement à FA ne se substitue pas à ses communes membres en dehors du cas particulier où il opte pour un régime de fiscalité de zone d'activité économique et/ou de zone de développement éolien. Au titre des 3 taxes ménages (TH, FB et FNB), il peut percevoir des produits "additionnels" aux produits communaux, mais, contrairement au groupement à FPU, il n'est pas destinataire du produit de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti qui reste perçu par ses communes membres. Concernant les impôts économiques, il perçoit aussi des produits "additionnels" sur l'ensemble du territoire de ses communes membres en dehors d'une éventuelle zone d'activité économique (ZAE) et/ou zone de développement éolien (ZDE). Sur la ZAE, il perçoit alors l'intégralité de la CFE, de la CVAE et de la TASCOT. Sur la ZDE, il est destinataire de la CFE et de l'IFER sur éoliennes. Il vote un taux particulier de CFE sur chacune de ces deux zones très différent du taux de CFE hors zone.

Taux moyen : taux de prélèvement moyen calculé comme le rapport entre richesse prélevée (produits perçus) et richesse imposable (montant des bases). Il est sensible à la variation des bases imposables et à la variation des taux votés.

Taux d'imposition moyen pour une taxe et un type de collectivité : rapport de la somme des produits pour une taxe donnée et pour les collectivités d'un type donné sur la somme des bases nettes. Ce taux permet ainsi aux collectivités de se situer par rapport à la moyenne nationale.

Taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) : elle s'applique aux logements situés dans les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de 200 000 habitants où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements. La liste des communes est fixée tous les ans par décret. Cette liste a été élaborée sur la base de trois indicateurs permettant d'apprécier, sur l'ensemble du parc résidentiel existant, un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements : le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social. Sont exclus du dispositif les logements détenus par les organismes HLM et SEM et destinés à être attribués sous conditions de ressources. La TLV est due par toute personne, physique ou morale, qui a la qualité de propriétaire, d'usufruitier, de preneur à bail à construction ou à réhabilitation, ou d'emphytéote. Sont concernés par cette taxe les locaux à usage d'habitation vacants depuis deux années consécutives, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Il s'agit donc de logements qui ne sont pas soumis à la taxe d'habitation. **Le produit de cette taxe est versé à l'Agence Nationale de l'Habitat** (antérieurement dénommée Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat).

Remarque : la loi de finances pour 2013 a prévu l'abaissement du seuil de zone d'urbanisation continue à 50 000 habitants au lieu de 200 000, et a ramené la durée de la vacance déclenchant l'application de la taxe de 2 à 1 année. D'autre part, si le taux applicable à la valeur locative du logement la 1^{ère} année d'imposition restera inchangé 12,5 %, celui applicable dès la 2^{ème} année sera porté à 25 % (au lieu de 15 % la deuxième année et 20 % à partir de la troisième année).

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) : impôt direct facultatif, additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Elle est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties dans une zone où les déchets sont collectés. La TEOM est établie au nom des propriétaires ou usufruitiers. Elle est dépourvue de tout lien avec la qualité d'occupant du local mais peut être répercutée par les propriétaires sur leurs locataires. Adossée à l'impôt sur le foncier bâti, la TEOM n'a pas de lien direct avec le coût réel du service ou le service rendu à l'usager.

A partir de 2014, certaines collectivités ont mis en œuvre une part incitative à la TEOM. Elle a pour but d'encourager la réduction et le tri des déchets des ménages en permettant de compléter l'assiette de la TEOM par une partie calculée en fonction du volume, du poids, du nombre d'enlèvements ou, le cas échéant, à titre transitoire pendant cinq ans, du nombre de personnes composant le foyer.

Taxe d'habitation (TH) : impôt direct perçu depuis 2011 uniquement au profit des communes et de leurs groupements. Elle est due par l'occupant au 1^{er} janvier de l'année d'imposition d'un immeuble affecté à l'habitation, que ce soit à titre de résidence secondaire ou de résidence principale, et quelle que soit sa qualité : propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit. Le produit de la taxe d'habitation indiqué dans ce guide peut inclure le produit de la taxe d'habitation des logements vacants.

Taxe d'habitation des logements vacants (THLV) : impôt direct facultatif. Depuis 2007, sous réserve que la taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) (voir ci-dessus) ne soit pas applicable sur leur territoire, les communes peuvent assujettir à la taxe d'habitation des logements vacants (THLV) depuis plus de 5 ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. A compter de 2012, ce dispositif est étendu aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre lorsqu'ils remplissent certaines conditions.

Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB) : impôt direct perçu depuis 2011 au profit des communes, de leurs groupements et des départements. Elle est due par le propriétaire d'immeuble au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 50 %.

Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) : impôt direct perçu depuis 2011 au profit des communes et de leurs groupements. Elle est due par le propriétaire du terrain au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 20 %.

Taxe additionnelle au foncier non bâti (TaddFNB) : impôt direct perçu depuis 2011 au profit des communes et de leurs groupements qui correspond au transfert des parts départementale et régionale du non bâti vers le secteur communal. Le taux de cette taxe est figé. Le produit de cette taxe ne peut donc évoluer qu'en fonction de l'évolution des bases.

Taxes « ménages » : sont regroupées sous cette appellation la taxe d'habitation et les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties car ce sont essentiellement les ménages qui en sont redevables, par opposition aux impôts économiques qui touchent essentiellement les entreprises.

Taxe professionnelle (TP) : supprimée à compter du 1^{er} janvier 2010.

Valeurs locatives cadastrales des propriétés bâties et non bâties : elles constituent l'essentiel des bases brutes des taxes d'habitation et foncières, y compris la CFE. A la date de la révision foncière (pour les propriétés bâties : 1970, pour les propriétés non bâties : 1961 en métropole et 1975 dans les DOM), elles correspondaient au loyer annuel théorique que devait produire chaque propriété aux conditions du marché. Pour tenir compte de l'inflation et de l'évolution générale des loyers, elles ont fait l'objet d'une actualisation par département en 1980 et après 1980, de revalorisations annuelles nationales.

Annoncée en 2009 au cours du débat sur la réforme de la taxe professionnelle, et répondant à une demande forte des parlementaires et des élus locaux, la réforme des valeurs locatives cadastrales a été initiée par le gouvernement fin 2010. La loi de finances rectificative du 29 décembre 2010 a fixé le cadre et le contenu de cette réforme. Les valeurs locatives seront assises sur des valeurs calculées à partir des loyers réellement constatés. Une expérimentation, centrée sur les locaux commerciaux et les locaux professionnels des professions libérales de cinq départements a été menée en 2011. Elle révèle des risques d'importants transferts de charges entre contribuables et des disparités fortes d'évolution pour un même type de local entre zones géographiques. Ce nouveau dispositif devrait être progressivement mis en place d'ici à 2018.

Versement destiné aux transports en commun : impôt à caractère obligatoire en Ile de France et facultatif en province dans les communes de plus de 10 000 habitants. Il est dû par les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, employant plus de 9 salariés dans le périmètre de l'autorité organisatrice des transports urbains (AOTU).